

Le retour de l'Egypte

« Il n'est jamais trop tard pour bien faire. » C'est par cette phrase lapidaire, légèrement teintée d'humour, que M. le maréchal Mubarak, le chef de la diplomatie égyptienne, a commenté le retour de son pays dans le giron du monde arabe. Après dix ans d'absence, Le Caire, qui avait été suspendu de la Ligue arabe à la suite de la signature du traité avec Israël, en 1979, a retrouvé officiellement, mardi 23 mai, sa place au sein de l'organisation, sans perdre l'engagement majeur pris par Anouar El Sadate de faire la paix avec Israël. L'accueil triomphal qu'il a reçu à cette occasion le président Mubarak à Casablanca montre bien qu'il y a quelque chose de changé dans l'attitude à l'égard de l'Etat hébreu.

Ainsi se trouve définitivement achevée la réintégration de l'Egypte au sein des instances de cette communauté, consacrant un retour dont le principe avait déjà été décidé par le sommet d'Amman, en novembre 1987, qui avait laissé à chaque pays la liberté de renouer avec Le Caire. Depuis, tous les Etats arabes - à l'exception de la Libye, de la Syrie et du Liban - avaient normalisé leurs relations avec le « grand frère égyptien », qui avait ainsi repris la place historique et incontestable qu'il occupe dans le monde arabe.

Le triomphe égyptien de Casablanca est, en grande partie, l'aboutissement logique de la politique menée par le président Mubarak depuis qu'il a succédé, en octobre 1981, à Sadate, assassiné par des militaires égyptiens précisément pour avoir été le premier à oser faire la paix avec Israël. Cependant, le nouveau rôle, d'un ancien accusé au pouvoir, avec ses distances par rapport à son prédécesseur. Certes, il n'a pas dénoncé les accords israélo-égyptiens de Camp David et du traité de paix signé en mars 1979. Mais il a habilement et patiemment entrepris de réduire ces accords à un simple état de non-belligérance, alors qu'ils étaient censés préparer une véritable normalisation entre l'Egypte et l'Etat hébreu.

Cette politique a permis la réunification des « modérés » du monde arabe autour d'un programme réaliste qui, en dernier ressort, vise à établir la paix avec Israël, sans accepter les conditions de désarmement, qui souhaitent imposer sa propre conception de la paix aux Arabes. L'entrée en force de l'Egypte au sein de la Ligue arabe aura donc pour premier résultat d'y renforcer le camp des « réalistes », dont fait désormais partie l'OLP de M. Yasser Arafat. Elle ne manquera pas, en outre, de donner plus de poids et de crédibilité à l'offensive de paix lancée l'hiver dernier par l'OLP, lorsque, à différentes occasions, M. Arafat a reconnu le fait israélien et a renoncé au terrorisme, notamment sur l'insistance du président Mubarak.

Dans ce contexte, Israël aurait tort de faire la sourde oreille aux appels au pied réitérés de M. Arafat, sous peine de voir renforcé le camp des « durs » du monde arabe, qui vient, par la bouche de M. Georges Habbache, secrétaire général du FPLP, de dénoncer le retour de l'Egypte à la Ligue arabe, en affirmant qu'il signifierait « l'effondrement de l'ordre arabe et son adhésion devant l'invasion sioniste ».

(Lire page 4 l'article de FRANÇOISE CHIPAUX.)

M 0147 - 0525 0 - 4,50 F



3790147004500 05250

Le choix du gouvernement pour l'équipement des armées

Des programmes militaires seront réduits ou retardés

Les crédits pour l'équipement des armées en 1990 et en 1991 ont été annoncés : 210,3 milliards de francs (valeur 1990). Aucun armement nucléaire ne sera touché, mais les essais à Mururoa seront diminués. Des programmes classiques seront retardés, comme le porte-avions « Charles-de-Gaulle » et les sous-marins nucléaires d'attaque, ou des commandes réduites (le char Leclerc et le Mirage 2000).



(Lire page 14 l'article de JACQUES ISNARD et le point de vue de M. JEAN-MICHEL BOUCHERON.)

Un entretien avec le responsable à l'idéologie de Moscou

« Il n'y a pas de contradiction entre pluripartisme et société socialiste »

Le nouveau Congrès des députés du peuple devait se réunir, jeudi 25 mai, à Moscou. A la veille de cette session, M. Vadim Medvedev, secrétaire du comité central du PC soviétique, chargé de l'idéologie, a répondu aux questions du « Monde » sur l'esprit et la portée des réformes politiques entreprises au nom de la perestroïka.

— Comme M. Gorbatchev en son premier ministre Nikolai Rykov, vous avez, toute votre vie, été un homme d'appareil à la carrière irréprochable et vous voilà, comme eux, devenu l'un des chefs de file de ce soudain changement. A quel retour sur vous-même êtes-vous parvenu ?

— Pour M. Rykov on savait, puisque M. Gorbatchev a déjà fait allusion à la télévision aux textes qu'ils avaient préparés ensemble, mais qui étaient les autres ? — Beaucoup de scientifiques, d'économistes, de sociologues, ont pris part à ce travail. Il y a eu beaucoup de réunions, de consultations... — Ouvertement toutes ? Dans les dernières années de brejnevisme ? — Il n'y avait pas d'interdiction et n'oubliez pas qu'après Brejnev il y a eu Andropov, que des pas ont déjà été faits à ce moment-là. Puis, il y a eu Tchernomir... — ... et un ralentissement ? — Oui, c'est vrai, mais le travail d'analyse s'est poursuivi. M. Gorbatchev y a beaucoup contribué, non seulement dans le domaine agricole, mais aussi sur la question des modes de propriété et de

Recherché pour « crimes contre l'humanité »

L'ancien milicien Touvier a été arrêté à Nice

Paul Touvier, ancien chef du deuxième service de la Milice de Lyon, en 1943 et en 1944, en fuite depuis quarante-cinq ans, a été arrêté le 24 mai, à Nice. Il a été interpellé par la section de recherches parisiennes de la gendarmerie dans un établissement religieux intégriste. Condamné deux fois à la peine de mort par contumace, il était recherché pour « crimes contre l'humanité ».

Quarante-cinq ans de protections

L'histoire de Paul Touvier, né à Chambéry en 1915, âgé aujourd'hui de soixante-quatorze ans, aurait pu être celle du milicien ordinaire qu'il fut durant l'Occupation à Lyon, où il exerça les fonctions de chef du deuxième service de la milice, chargé du renseignement, entre 1943 et 1944, sans une mesure de grâce dont il bénéficia le 23 novembre 1971 de la part de Georges Pompidou, alors président de la République, et qui eut pour résultat de faire naître une « affaire Touvier ».

Car Paul Touvier, au lendemain de la Libération, était parvenu à fuir, non sans bénéficier de l'appui de certains milieux ecclésiastiques, et notamment de celui de Mgr Charles Duquenne, décédé en juin 1987, après avoir été à Lyon un proche collaborateur de Pierre-Marie Gerlier, cardinal-archevêque de la ville et primate des Gaules. Ainsi, successivement, les tribunaux militaires de Lyon, le 10 septembre

1945, puis de Chambéry, le 4 mars 1947, allaient l'un et l'autre condamner à mort par contumace un milicien parmi d'autres, du nom de Paul Touvier. Cette peine devait se trouver prescrite en 1967 au bout du délai légal de vingt ans.

Cependant, Touvier demeura sous le coup de deux peines accessoires, l'une d'interdiction de séjour, l'autre concernant la confiscation de ses biens. Il devait donc en être gracié en 1971 par Georges Pompidou.

La mesure fut assez vite connue. Elle fut ressentie dans les milieux de la Résistance, comme au sein de la communauté juive, comme un scandale et un affront. Car si Paul Touvier avait été condamné à mort par contumace, c'est qu'il se trouvait impliqué dans une série de crimes commis à Lyon par la milice durant l'Occupation.

JEAN-MARC THEOLLEVEY.
(Lire la suite page 13.)

Création d'une police des chemins de fer

M. Rocard l'a annoncé mercredi, à l'Assemblée nationale.

PAGE 36

Pékin dans l'attente

Le retrait progressif de l'armée chinoise marque la défaite de M. Li Peng.

PAGE 3

L'ENQUÊTE

La friche, une chance pour la France.

PAGES 32 et 33

Le Monde

CAMPUS

■ L'université dans l'économie allemande.

PAGES 17 à 20

Recrutement des professeurs

Un projet de « modernisation » de l'agrégation suscite des protestations.

PAGE 14

Taux d'intérêt

La Banque d'Angleterre décide une augmentation de 1 %.

PAGE 29

Cannes 89

Les surprises d'un palmarès.

PAGE 15

Grèce et spectacles

L'Espagne au Festival de Paris.

PAGE 28

Paris Ile-de-France

L'avenir de la région parisienne : un scénario catastrophique.

PAGE 28

Le sommaire complet se trouve en page 36

Les premiers résultats de trois mois d'enquête judiciaire

Les clairs-obscurs de l'affaire Pechiney

Enquête sur d'éventuels initiaux lors du rachat du géant américain de l'emballage par une société nationalisée, l'inspection judiciaire de l'affaire Pechiney a bien avancé. Plus de trois mois après son ouverture, elle pourrait connaître de nouveaux développements avec les auditions prochaines de M. Samir Traboulsi et Alain Boublil.

« S'il s'est dit quelque chose quelque part, ce n'est pas là ! C'est tout à fait ridicule ! Je suis choqué, ma femme est douloureusement tourmentée. C'est quand même une dure épreuve de voir un événement familial sur la place publique ! Je vous le répète : c'était une fête privée, pas un « dîner en ville » ! Il n'y avait pas de concubines. L'atmosphère n'était pas aux conversa-

tions professionnelles, ni politiques, ni économiques ».

Ministre d'Etat, ministre de l'Economie, des finances et du budget, M. Pierre Bérégovoy est ému. On le serait à moins. Durant le mois d'avril, sur commission rogatoire de M^{me} Edith Boizette, juge d'instruction chargée du dossier Pechiney, les policiers de la brigade financière de la police judiciaire parisienne se sont, en effet, intéressés de près au déjeuner qu'il avait offert à sa famille et à ses amis pour fêter son quarantième anniversaire de mariage, dans l'un des restaurants du Tour-Panoramas et politique, Chez Edgard.

Décidément, l'affaire Pechiney est peu banale. Pour des policiers, enquêter sur une fête privée organisée par l'un des hauts personnalités de l'Etat est une situation plutôt inconfortable... Comment l'éviter ? S'il y a eu délit d'initiales,

il a bien fallu qu'une information fût filtrée du cercle des négociateurs à celui des éventuels initiés, et au bon moment. C'est-à-dire entre le 11 novembre 1988 - jour de l'accord confidentiel entre M. Jean Gandois, PDG de Pechiney et M. Nelson Peltz, principal actionnaire de Triangle Industries, société mère d'American National Can, - et le 14 novembre - jour des premiers ordres d'achat d'actions Triangle passés par M. Max Théret, suivis jusqu'au 18 novembre par ceux des autres inculpés.

GEORGES MARION
et EDWY PLENEL
(Lire la suite page 13.)

Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.

PAGES 25 à 27

Cartier

51, RUE FRANÇOIS 1^{er}, PARIS
40.74.60.60

Débats

Un entretien avec M. Vadim Medvedev

« Il n'y a pas de contradiction entre pluripartisme et société socialiste »

(Suite de la première page.)

Une visite rend tout beaucoup plus délicat, mais pour ce qui est de nos conclusions à nous, nous les tirons sur la base de ce qui se passe en Union soviétique. Et sur la base de nos processus internes, nous considérons qu'il faut aller de l'avant, avec esprit de suite, plus vite — y compris dans le domaine politique.

— Pourquoi refuser alors d'envoyer un développement du pluripartisme en URSS ? Plusieurs pays socialistes l'admettent et il tend même à prendre un contenu en Hongrie et en Pologne. En quel le pluripartisme serait-il contraire au socialisme ?

— Il n'y a pas de contradiction, l'expérience le montre, entre pluripartisme et société socialiste. En elle-même, l'existence d'un ou de plusieurs partis dans une société socialiste est une question de pratique, de conditions, de traditions. Dans notre pays, après la révolution, il y eut ainsi pendant quelque temps des représentants d'autres partis dans les soviets et également au gouvernement. (...)

— Quant au monopartisme, il n'y a pas non plus de contradiction entre lui et la démocratie. Il ne faut pas des lors que le parti agit démocratiquement, dans le cadre d'un Etat socialiste du droit, et se trouve placé sous contrôle permanent du peuple. Tout comme le monopartisme n'est pas synonyme d'antidémocratie, le multipartisme n'est nullement une garantie contre des méthodes de gouvernement non démocratiques et même antidémocratiques. Ce qui compte, ce sont les possibilités dont dispose une société d'exprimer les intérêts des individus et des groupes sociaux, de les confronter et de les prendre en compte.

— Dans l'état actuel du développement de notre pays, dans l'extrême complexité et la diversité des aspects de la perestroïka, nous ressentons la nette nécessité de l'unité de force d'intégration (des divers courants sociaux-politiques (NDLR)) qu'est le parti. Le parti a été l'initiateur de la perestroïka, il en constitue l'assise et la force sociale essentielle. Il en est également le principal garant. Les tentatives de l'ébranler, de l'affaiblir, de l'opposer à d'autres forces et organisations politiques ne réduisent donc de rien d'autre que d'une volonté de faire obstacle à la perestroïka (...).

Des positions conservatrices

— Si vous ne voulez pour l'instant pas du pluripartisme, acceptez-vous de rétablir le droit de tendance au sein du parti ? Cela obligerait chacun à définir ses positions et vos débats y gagneraient en clarté.

— Il n'est pas de société démocratique sans luttes et confrontations d'idées, sans individus ou groupes aux approches différentes. Cela va de soi et cela est également vrai pour le parti. Si c'est cette diversité, cette lutte d'idées que vous entendez par droit de tendances alors il n'y a là aucun problème pour nous. Notre histoire nous a cependant donné une autre vision des tendances. (...) Celle de partis à l'intérieur du parti faisant obstacle à (...) l'application d'une politique unie. C'est un tout autre problème. Le droit à l'existence des tendances au sein du parti contredit son rôle d'avant-garde de la société.

— Et si vous n'avez plus le choix ? Je vous cite un récent article de la Pravda : « Dans le même appareil travaillent souvent tant les chefs de chantier de la perestroïka que ceux qui la freinent (...), on ne prend à penser : combien y a-t-il de partis, dans notre parti ? (...) Plus vite nos instances se débarrasseront de ces freins des bureaux, plus grandes seront (leurs) chances de devenir de véritables états-majors de la perestroïka ». Vous n'êtes pas d'accord ?

(D'un regard, M. Medvedev interroge ses collaborateurs qui, pas plus que lui, n'ont lu cet article. Il commence par se refuser à tout commentaire puis répond tout de même.)

— Je suis d'accord avec ce que vous avez cité concernant l'existence de positions diamétralement opposées au sein du parti. Il y a des positions conservatrices (...) qui ont leurs tenants et à l'autre extrémité il y a l'impatience et la désolation quand cela ne va, pense-t-on, pas assez vite.

— Et, actuellement, les signes de lutte entre conservateurs et réformateurs se multiplient. Vous-même

et M. Takoviev avez été critiqués au cours du dernier plénum. Un autre membre du bureau politique, M. Ligatchev, est venu à la télévision, par un magistrat du dépeché, d'avoir été lié au scandale du coton ouzbek. La lutte ouverte a-t-elle désormais atteint le bureau politique ?

— Les remarques critiques adressées aux membres de la direction reflètent plutôt le développement de la démocratie, de la glasnost et de l'esprit d'ouverture. (...) Elles ne sont pas forcément liées à une prétendue socialisation d'une lutte au sein de la direction. Cela dit, il y a une différence certaine entre les remarques faites à propos d'Alexandre Yakovlev et de moi-même et celles qui ont visé Egor Ligatchev.

Dans le premier cas, elles concernaient notre travail qui a semblé insuffisant à un orateur. Dans le second, il s'agissait d'accusations de violation de la loi. Il y a critiques et critiques, et si je ne dirais pas que les premières étaient incontestables, les secondes (constituent) des attaques sans fondement et de caractère provocateur.

— Pourquoi vous obstinez-vous à nier la réalité des divergences au sein du bureau politique ? C'est l'absence de divergences qui serait anormale.

— Bien sûr que chacun a sa biographie, (et) de même que dans le parti nous avons des discussions très vives pratiquement sur chaque sujet, mais nous recherchons les solutions ensemble. Il n'y a pas de groupes. C'est normal.

— Si vous avez les mêmes débats que dans le parti, cela veut bien dire qu'il y a des réformateurs et des conservateurs parmi vous.

— Non, je ne ferais pas une division en ces deux catégories. Tout dépend du contenu (des discussions).

Repenser la conception léniniste

— Après avoir donné comme mot d'ordre de la perestroïka le « retour à Lénine », vous dites maintenant que ce retour ne doit pas être mécanique et qu'il faut, je vous cite, « comprendre Lénine à la lumière du monde moderne ». Quelles sont les évolutions qui obligent à franchir ce pas ?

— Lénine méritait concessions théoriques, idées et hypothèses à l'anneau des processus réels de la vie sociale. Il était capable de remonter aux approches vieillies — y compris les siennes. Nous revenons donc, oui, à Lénine en restaurant de nombreux principes qu'il avait élaborés (...) — aussi bien les rapports marchands que l'économie comptable, l'entreprise coopérative et bien d'autres choses encore. Mais il ne peut s'agir bien sûr d'un retour mécanique.

— Six décennies nous séparent de Lénine (durant lesquelles) des changements fondamentaux sont intervenus (...), d'où la nécessité de repenser la conception léniniste du socialisme à la lumière (...) contemporaine, de la replacer dans le contexte général d'un développement mondial et de l'actuelle étape de la civilisation.

— S'il s'agit d'élaborer une conception contemporaine du socialisme, qu'est-ce qui est à rejeter dans celle dont vous héritez et quelles sont les grandes lignes de celle à laquelle vous aspirez ? Quelles sont ces « idées fondamentales du socialisme » auxquelles vous faites constamment référence ?

— La perestroïka a commencé par une analyse de la situation dans laquelle se trouvait le pays au début des années 80 (...). Il s'agissait d'une situation de crise. Il s'est avéré que de nombreuses formes concrètes d'organisation de la vie sociale (...) étaient devenues caduques (...). Nous devons (donc) dire aux gens d'où et où nous allons (car) aucune transformation révolutionnaire n'est possible sans idées et théories d'avant-garde montrant la voie à suivre aux forces les meilleures, qu'est-ce qui est à rejeter dans celle dont vous héritez et quelles sont les grandes lignes de celle à laquelle vous aspirez ? Quelles sont ces « idées fondamentales du socialisme » auxquelles vous faites constamment référence ?

— Mais qu'est-ce que votre « ordre social » dès lors qu'il est en mutation, et que vous êtes vous-même, vous le responsable de l'idéologie, un partisan déclaré du marché et des entreprises coopératives ? Ces entreprises ne font pas que louer des moyens de production



supplémentaire de l'Etat. Elles font des bénéfices, acquièrent les propres moyens de production... Quelle est à terme la différence avec une entreprise capitaliste ?

— Je suis partisan du marché et du développement des coopératives — et je le suis aussi du bail dans tous les secteurs économiques. J'ajoute seulement que je suis dans la même direction que les partisans convaincus d'une direction centralisée de l'économie par l'Etat, concentrée sur les problèmes macro-économiques (...). Il y a en effet peu d'économistes sérieux qui rejettent aujourd'hui la nécessité d'une régulation par l'Etat.

— Le problème est de déterminer l'ampleur et le niveau de cette intervention. Il faut trouver l'équilibre optimal assurant l'indépendance des mailles de base de l'économie nationale et l'exercice compétent des autres fonctions économiques. Mais, en ce qui concerne ces mailles de base, c'est clair : nous sommes pour leur diversité.

— Les entreprises peuvent être aussi bien étatiques (et appartenir soit à la société dans son ensemble, soit à des républiques, des régions ou des villes particulières) ; coopératives (c'est-à-dire fondées sur une propriété collective) ; par actions ou même individuelles. Nous nous prononçons fermement pour le pluralisme et l'égalité des formes de propriété et de gestion économique (...).

— Cela ne signifie pas autant que nous nous opposons à restaurer un secteur capitaliste, à développer des entreprises fondées sur l'exploitation du travail d'autrui. C'est là qu'est la

différence entre les entreprises socialistes sous toutes leurs formes et les entreprises capitalistes.

Essai la social-démocratie

Vous dites aujourd'hui que les valeurs universelles de la civilisation sont primordiales. Comment différencier la différence entre socialisme et capitalisme s'ils ont des valeurs communes, et notamment le marché ?

— Il est tout à fait possible de porter le marché au compte des réalisations de la civilisation humaine. Il a connu son plus grand développement sous le capitalisme mais le

parmi les conservateurs, et le patron de l'idéologie donne en ce sens l'exacte mesure de ce qui peut ne pas se dire mais se faire de plus réformateur. Médiocres ici, certaines des questions avaient été posées à l'avance et par écrit, et d'autres l'ont été oralement. Deux des questions, écrites (sur la censure et les entraves apportées aux entreprises coopératives) sont restées sans réponse — purement et simplement ignorées.

Face à face, M. Medvedev, en revanche, ne se dérobe pas, et semble même prendre goût à l'interview sans fil — une première pour lui.

B.G.

différait toujours comme force dirigeante du pays — qui va prévaloir ?

— Ce problème ne se pose pas. La Constitution est là : les lois sont adoptées par les instances du pouvoir d'Etat. Le parti dispose comme les autres organisations sociales d'un droit d'initiative législative mais l'adoption des lois est de la compétence exclusive des députés.

— Mais allez-vous dans la pratique imposer une discipline de vote aux députés membres du parti — c'est-à-dire à plus des deux tiers d'entre eux ?

— Je crois que, dans les pays occidentaux, les membres d'un même groupe parlementaire devaient en suivre les consignes de vote ou le quitter. C'est bien ça ?

— Dans certains pays, oui.

— Eh bien, je considère personnellement que chez nous la question pourrait se poser de manière un peu autre : compte tenu de la reconnaissance d'existence de points de vue différents sur les problèmes courants, il y aura une plus grande liberté. Si toutefois un vote porte sur un problème touchant aux fondements de la politique du parti, la norme d'appartenance devra jouer.

— Les députés pourront-ils former des groupes parlementaires ?

— Je crois que le parti aurait normalement le droit de former un groupe.

— Et les sans-parti ?

— Les membres du parti représentent 87 % des députés.

— Parlez des treize autres pour cent.

— Les députés pourront agir comme ils l'entendent, dans le cadre de la Constitution.

— Et former donc des groupes écologistes ou social-démocrates... Je vous ai bien compris ?

— Vous avez vos formulations. Je me tiens à la mienne.

La diversification : un processus irréversible

— Du Parti communiste italien au parti fasciste, de la Roumanie à la Pologne, les PC et les pays du traité de Varsovie n'auront bientôt plus de common qu'une référence à 1917. Déplacez-vous cette diversification ?

— Non seulement nous ne regrettons pas ce processus de diversification mais nous y contribuons. Nous le considérons comme irréversible. La volonté de mettre tout le monde en rang, de tout mesurer à la même aune fait définitivement partie du passé. Cela suppose-t-il le socialisme ? Nous pensons au contraire que cela le renforce, (car) la diversification de (ses) formes et méthodes de construction témoigne de la force et de l'universalité de l'idée socialiste (...).

A vous et à vos lecteurs d'évaluer comment tout cela influe sur l'autorité de l'Union soviétique parmi les pays socialistes et dans le monde, quel exemple elle donne d'elle-même à travers le processus de perestroïka.

— Il a été officiellement annoncé que les commissions d'enquête sur la répression des manifestations en Géorgie publieraient très prochainement leurs rapports et que les coupables seraient punis. A quel moment appartiennent ces comptes ?

— On ne peut, pour l'instant, rien dire de concret sauf que les commissions travaillent et que cela tire à sa fin.

— Cela, tout le monde l'a lu dans la presse. (M. Medvedev sourit silencieusement.)

— S'il s'avérait que ces commissions appartiennent à la haute direction politique ou bien au commandement militaire ou bien encore à l'état-major des forces de l'ordre, quelle pourrait être votre attitude ?

— C'est une question fondée sur des hypothèses. Que vous répondre d'autre que, si un tel problème se posait, on y réfléchirait ? Mais, sur la base de ce que je sais, nous n'avons appris à Moscou ce qui s'était passé que dans la matinée du 9 avril, aux alentours de 10 heures, je crois.

— Qui est-ce « nous » à Moscou ?

— Nous !

— Mais il y a beaucoup de gens, de gens différents à Moscou ?

— (L'air mi-las, mi-amusé.) Je parle de la direction (du parti), d'ici, du comité central.

Propos recueillis par BERNARD GUETTA.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS PAR MINUTEL 36-15 - Tél. LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les conditions et tarifs du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tél. LEMONDE ou 36-15 - Tél. LEM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-83 ou 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 206 136 F

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDPAR 650572 F

Tél. MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS BP 507 09 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tel. FRANCE BELGIUM SUISSE AUTRES PAYS

3 365 F 399 F 504 F 700 F

6 720 F 792 F 972 F 1 400 F

9 1 030 F 1 089 F 1 404 F 2 040 F

12 1 300 F 1 380 F 1 800 F 2 450 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENEVEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse : nous sommes prêts à vous adresser votre bulletin à l'adresse ci-dessus avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هذا من الاصل

CHINE : le soulèvement populaire à Pékin

Le retrait progressif de l'armée semble confirmer la défaite de M. Li Peng

PÉKIN
de notre correspondant

La tentative de coup d'Etat de M. Li Peng, premier ministre à l'avenir politique déclinant, semblait finir dans la journée de mercredi 24 mai. Le secrétaire général du Parti communiste, M. Zhao Ziyang, commençait pour sa part à ramasser les débris d'un pouvoir civil déclinant. Tandis que ce processus s'accomplissait, Pékin s'offre les derniers feux d'une fête contestataire gigantesque qui, pour la première fois dans l'histoire du régime, a rassemblé plus de dix millions de personnes.

Le président de l'Assemblée nationale populaire, M. Wan Li, était attendu en fin de journée à Pékin, et des étudiants avaient tenté de lui faire un triomphe à son arrivée à l'aéroport. Il a été interrompu, officiellement pour « raisons de santé », son voyage aux Etats-Unis immédiatement après avoir rencontré le président Bush, à qui, selon l'agence Chine nouvelle, il a fourni un « exposé sur les manifestations et la grève de la faim des étudiants en Chine », en plus de celui initialement prévu sur le sommet sino-soviétique de la nuit. M. Bush, toujours selon l'agence, a « exprimé l'espoir que la situation (en Chine) se dénoue prochainement et que les problèmes seront résolus en douceur ». Les choses en prennent effectivement le chemin.

Les troupes qui campaient à la périphérie de la capitale depuis vendredi soir, envoyées en « casse-pipe » politique par M. Li Peng pour remettre la population au pas, se sont retirées dans les casernes situées loin de la ville. Dans l'après-midi de mardi, des membres de la police anti-émeutes, selon toute vraisemblance, se trouvaient en position, depuis la proclamation de la loi martiale samedi, dans les sous-sols crénelés sous la place Tiananmen, sont sortis du Musée d'histoire, bordant le côté est de la place, en route vers leurs casernes. A des témoins qui leur demandaient, comme ils montraient dans leurs canons, leurs plans incendiaires, des policiers ont répondu : « Nous restons fidèles ».

Une nouvelle manifestation s'est tenue mardi après-midi dans le centre ville sous l'égide d'un comité d'initiative d'un million de participants, annoncé presque avec fierté par l'agence Chine

nouvelle - qui n'avait pas pour habitude de « gonfler » ce genre de statistiques. L'agence a relevé en tout cas qu'il s'agit du plus important rassemblement de rue depuis l'imposition de la loi martiale, et que les protestataires, qui demandaient la levée de cette mesure d'exception, appartenaient à toutes les catégories sociales, y compris l'administration. Un orage redoutable ayant en partie gâché le plaisir des manifestants, on s'attendait que de nouveaux cortèges se dirigent vers la place Tiananmen puisque aucune solution politique n'avait encore été présentée publiquement. Les étudiants qui l'occupent laissent clairement entendre dans la nuit de mardi à mercredi que, bien que cela ne les encourage pas, l'absence de décision les conduira à demeurer sur les lieux jusqu'à ce que le pouvoir politique se décide à offrir au public son nouveau visage.

« Il faut bien quelque chose »

Ce visage, on le devinait entre les lignes d'une annonce diffusée par les haut-parleurs de la place dans la soirée de mardi à l'intention des étudiants : « L'histoire ne vous oubliera pas. Prenez soin de vous-mêmes ». La contrainte, en somme, de ce que M. Li Peng leur disait. Mais les mots ne leur suffisaient pas : « Nous resterons jusqu'à ce que la démission de Li Peng soit annoncée », disait l'un. D'autres se disaient « contrainsts et forcés », à présent, de soutenir Zhao Ziyang. Nous le ferons. Il faut bien quelque chose pour diriger la Chine.

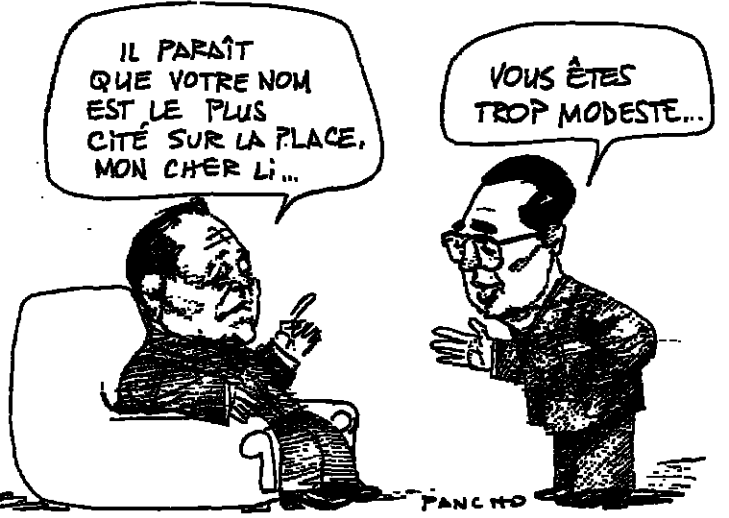
Plus révélateur encore du climat de détente était, dans le même compte rendu de Chine nouvelle sur la manifestation de mardi, le fait que M. Li Peng soit mentionné dans une position le rendant responsable de la déconfiture générale du gouvernement : « La majorité écrasante des slogans de la parade étaient dirigés contre le principal responsable du conseil d'Etat », indiquait l'agence, en concluant : « Depuis que le premier ministre a déclaré la loi martiale dans certains districts de Pékin samedi dernier, le peuple est descendu dans la rue tous les jours comme si de rien n'était ».

La crainte qu'on avait pu avoir après la manifestation survenue, en pos-

De nouvelles manifestations de soutien aux étudiants chinois ont eu lieu mardi 23 mai à Hongkong et à Macao, où des dizaines de milliers de manifestants ont scandé « A bas Li Peng ! » et « La liberté ou la mort ! ». L'instabilité en Chine a, d'autre part, amené plusieurs sociétés américaines à prendre des mesures conservatoires : comme la compagnie pétrolière Arco, la société de travaux publics Bechtel a fermé temporairement ses bureaux à Pékin et a transféré son personnel à Hongkong, la General Electric a annulé la visite d'un de ses responsables, Dow Chemical réexamine un projet d'implantation d'usine en Chine.

trait de Mao accroché sur la porte de la Paix céleste, maculé par de la peinture rouge et noire lancée par trois manifestants originaires de la province natale du Grand Timonier, s'est vite dissipée. L'affaire, qui en d'autres temps aurait été le prétexte d'éditions indignées, a été traitée par les

qu'il n'est pas encore temps de traiter ainsi la dernière effigie de Mao visible en ces lieux si l'on veut que le régime progresse dans la réforme politique qu'il lui demande. La télévision, mercredi, s'est employée à détourner les étudiants de cet acte iconoclaste, qui n'est d'ailleurs pas aussi impopulaire



médias comme un banal accroc grâce à la réaction immédiate des étudiants, qui s'en désolidarisent par une grande bannière en chinois et en anglais : « C'est n'a pas été commis par les étudiants ou le peuple ».

On suspendit par-dessus la peinture une bache pour masquer l'ouvrage, et, dès mardi soir, une copie rigoureuse et identique de l'ouvrage vint s'appesantir aux yeux d'un public largement indifférent ou fignolant de l'acte. La conscience collective sait

que certains d'entre eux l'affirment en public.

La réforme politique est d'autant plus impérative que les dégâts causés par l'aveuglement de M. Li Peng sont à la mesure de la monumentalité de l'erreur de calcul commise par M. Deng Xiaoping, qui l'ordonne. On sait à présent plus ou moins comment a été prise la décision de lancer la troupe à l'assaut de cette révolution désempée. Elle a été adoptée au trente-quatrième jour

de l'agitation qui demandait au patriarcat de se retirer de la scène politique, à l'issue d'une réunion du comité permanent du bureau politique, dans la nuit du jeudi 18 au vendredi 19 mai, sous la présidence honoraire de M. Deng, qui n'en fait plus officiellement partie. M. Deng exigea le recours à la loi martiale. MM. Li Peng et Zhao Ziyang votèrent pour. MM. Qiao Shi et Hu Qili s'abstinèrent et furent du même coup assimilés aux deux premiers. Seul M. Zhao Ziyang vota contre. Quelques heures plus tard, M. Zhao se rendait en compagnie de MM. Li Peng et Qiao Shi auprès des étudiants sur la place Tiananmen (le Monde du 20 mai). On comprend mieux encore aujourd'hui son étonnement lorsqu'il demanda aux étudiants de la faire de quitter la place : non seulement il pensait avoir peut-être perdu le pouvoir, mais la menace d'une répression violente du mouvement étudiant se précisait.

Il se confirme ainsi que la « démission » de principe que M. Zhao remit à ses pairs n'a pu être entérinée par une réunion du bureau politique, M. Li Peng ayant entre-temps commis l'erreur de mettre la charrue avant les bœufs en décrétant la loi martiale. M. Zhao est donc toujours secrétaire général du parti. Le premier ministre thaïlandais, M. Chatichai Choonavan, l'a confirmé après avoir reçu l'ambassadeur de Chine à Bangkok mercredi, le ministre des affaires étrangères, M. Qian Qichen, également, devant les ambassadeurs de la Communauté européenne à Pékin.

Les qualités de tacticien déployées dans cette crise par le chef en titre du parti vont être mises à l'épreuve maintenant qu'il lui reste un travail d'hercule à accomplir : redonner un régime propre à restaurer la confiance du monde, passablement ébranlée par l'affaire. Sur le plan des institutions, on prête à M. Zhao des plans de réforme s'inspirant en partie des projets de M. Gorbatchev : renforcer l'Etat, amoindrir l'influence du parti. Pour le moment, si l'un ni l'autre ne sont en bonne posture, presque aussi divisés qu'à la mort de Mao, il y a encore du temps.

Paradoxalement, seule l'armée peut sortir relativement indemne de la crise. Une conversation révélatrice des sentiments qui y règnent a été publiée par les médias officiels. Il s'agit à l'origine d'une interview télévisée, diffusée

lundi, de deux colonels commandant des unités stationnées à la périphérie de la capitale au cours des derniers jours. L'un révèle que, face à la population levée contre leur entrée en ville, ses supérieurs hiérarchiques ordonnèrent de s'immobiliser « en attendant de nouveaux ordres ». C'est-à-dire ne pas intervenir. L'autre rétorque que, en dépit du fait que le pouvoir civil sur la sellette : « Je crois que nos soldats se sont bien conduits en dépit de la faim, de la soif, de la chaleur et du manque de sommeil. Mais ils ont le sentiment d'avoir été grandement humiliés ».

Le problème immédiat de M. Zhao est de trouver un nouveau premier ministre. C'est dans ce but que M. Wan Li regagne d'urgence Pékin, encore qu'il n'appartient pas nécessairement, au vu de l'évolution des derniers jours, que le chef du Parti communiste soit candidat à ce poste. Une autre manière de l'utiliser serait de renforcer la « jambe législative » du pouvoir, qui sert pour sa part peu affectée de la crise, n'ayant pas été consultée - ce dont M. Wan Li passe pour s'être plaint auprès de M. Deng depuis le Canada où il séjourne. Quel cas, M. Zhao devrait faire appel à un homme plus jeune, au profil de technocrate, qui reste à trouver. Le chef du parti passe, quant à lui, pour soucieux de faire évoluer le régime vers un système plus présidentiel qui n'impliquerait pas seulement des réformes soviétiques, mais aussi d'autres régimes à partir d'Asie : Taiwan ou la Corée du Sud.

Son autre problème, très au premier, est de faire passer dans les textes la mise à la retraite de M. Deng, question rendue encore plus délicate qu'il y a une semaine du fait des événements survenus entre-temps. C'est ce qui explique la retenue dont sont encore obligés de faire preuve les militaires, qui souhaiteraient trouver une formule permettant de dissocier M. Deng du premier ministre dont, comme le peuple, ils veulent aujourd'hui la démission. Autant de difficultés qui risquent de retarder le retour complet à la normale. Avec la satisfaction qu'on doit en ressentir confusément dans les provinces les plus portées à une certaine forme d'autonomie, où le poids et l'arrogance de l'administration centrale ne peuvent plus se faire sentir pour le moment.

FRANCIS DERON.

La réaction de trois étudiants chinois à Paris

« Nous sommes des réalistes pas des idéologues »

Tout comme leurs camarades de Pékin, les quelques trois mille étudiants chinois en France s'organisent. Cinq représentants ont été reçus à l'ambassade de Chine à Paris, à l'issue de leur manifestation du 21 mai (le Monde du 23 mai). Trois d'entre eux, MM. Ji Ning, étudiant en médecine à l'ENSAM, Jin Yizhong, étudiant en médecine à Paris-VII, et Tang Lin, étudiant en économie à Paris-X-Nanterre et en linguistique à l'HESS, ont répondu aux questions d'Alain Peyraube.

« Votre mouvement semble être une continuation des manifestations de 1986, qui ont entraîné la chute du secrétaire général du PCC, Hu Yaobang. Comment expliquez-vous qu'il ait pris, cette fois-ci, une telle ampleur ?

Ji Ning : Nous avons tiré les leçons de l'échec des manifestations de 1986, surtout sur le plan stratégique. Nous avons changé notre manière de nous battre : nous avons mis l'idéologie en retrait et cherché avant tout un large soutien populaire, en défendant des mots d'ordre simples et clairs et en excluant tout recours à la violence.

Tang Lin : On nous reproche souvent dans la presse occidentale de manquer d'objectifs précis. Ce n'est pas vrai. Pour nous, dénoncer la corruption, demander les libertés démocratiques (liberté de la presse, notamment) et le respect des droits de l'homme sont des buts très précis

et concrets. Il n'est pas raisonnable, aujourd'hui, de réclamer le multipartisme. Maintenant, nous avons d'autres exigences : le retrait de la loi martiale, la démission de Deng Xiaoping et de Li Peng.

Et M. Li Peng seul démissionne pendant que M. Deng Xiaoping s'accroche encore au pouvoir en promettant des réformes politiques ?

Tang Lin : Ce n'est pas acceptable. Il faut qu'ils partent tous les deux. Surtout Deng Xiaoping, qui est le symbole même des vieux dirigeants autoritaires.

Pensez-vous qu'un retour de M. Zhao Ziyang, qui représente l'aile libérale du PCC dont il est secrétaire général, peut résoudre la crise ?

Tang Lin : Répondre la crise, c'est résoudre les problèmes qui l'ont engendrée. C'est, enfin, tenir compte de l'opinion des gens, du ras-le-bol généralisé qui a gagné toute la population.

Même les paysans ? Il semble qu'ils aient été plutôt satisfaits des réformes économiques mises en place par M. Deng. Sont-ils, aujourd'hui, à vos côtés ?

Jin Yizhong : Les paysans sont également venus soutenir les étudiants. Ils sont aussi mécontents du régime que les citadins.

Ji Ning : Il est vrai qu'un début des réformes la population paysanne et même les ouvriers et les employés étaient contents de la politique de réforme de Deng. Disons que cela a

duré de 1979 à 1984. Depuis, la situation s'est dégradée. Deng est trop vieux. Il ne veut pas et il ne peut plus promouvoir, maintenant, une réforme politique qui est nécessaire.

Et Zhao Ziyang ?

Tang Lin : La situation étant fluctuante, laissons le peuple décider, à Pékin, si son retour peut améliorer la situation. Nous lui faisons confiance.

Ji Ning : Zhao est sans doute plus libéral que Deng ou Li, mais c'est, à mon avis, le même genre de dirigeant. Il ne pourra résoudre durablement la crise. Mais c'est là une opinion toute personnelle.

Et Hu Yaobang ?

Tang Lin : C'est un prétexte. Mais c'est vrai qu'il était plus populaire, surtout d'ailleurs depuis qu'il avait été inculpé.

Jin Yizhong : C'était le dirigeant le plus ouvert et le plus moderne, le plus enclin, aussi, à laisser s'exprimer les intellectuels. Il a réellement essayé de lutter contre l'obscurantisme.

Comment se situe votre mouvement par rapport aux prises de position contestataires d'intellectuels de renom comme l'astrophysicien Fang Lizhi ou l'écrivain Liu Binyan ?

Ji Ning : Fang Lizhi ou Liu Binyan sont encore des idéologues, sympathiques mais idéologues.

Nous, non. Nous sommes partisans du réalisme le plus terre à terre, celui qui comprend toute la population. Les discours se servent plus à grand-chose.

Et par rapport au Printemps de Pékin de 1979 ? On peut être étonné que vous ne réclamiez pas la libération de Wei Jingsheng, qui est en prison depuis 1979 pour avoir simplement exigé de Deng les libertés démocratiques fondamentales, dix ans avant vous.

Tang Lin : Les militants du mouvement démocratique de 1979 avaient tous vécu la révolution culturelle, qui les a marqués. Certains de nos camarades de la place Tiananmen n'étaient même pas nés. Il y a, entre eux et nous, cette même différence dont vient de parler Ji Ning : ils sont idéologues, nous sommes réalistes.

Jin Yizhong : Nous soutenons quand même Wei Jingsheng. Mais, tactiquement, du moins pour l'instant, il vaut mieux ne pas évoquer son cas.

Croyez-vous que l'armée puisse réprimer le mouvement ?

Tang Lin : J'espère que non. C'est toujours possible, évidemment. Mais je suis plutôt confiant. Le peuple a toujours soutenu l'armée et je vois mal maintenant comment elle pourrait se retourner contre lui. Cela dit, une rébellion de l'armée contre ses dirigeants ne paraîtrait tout aussi dommageable. Ce serait le chaos.

Propos recueillis par ALAIN PEYRAUBE.

M. Wan Li : un gestionnaire réformiste

Président de l'Assemblée nationale populaire (ANP) depuis l'année dernière, M. Wan Li est également très fier d'un poste qu'il occupe depuis mai 1982 : celui de président honoraire de l'Association chinoise de tennis. Cet homme à la belle présence et à la chevelure blanche adoue, en effet, échanger quelques balles devant les caméras avec les hôtes de marque étrangers. Le dernier match sur lequel il comptait, contre M. George Bush à Washington, cette semaine, a été annulé en raison des circonstances : les deux hommes ont préféré s'entretenir de la situation en Chine, où M. Wan vient de rentrer précipitamment.

Ce fils d'une famille aisée du Shandong, où il est né en 1916, avait rejoint le PC après des études en France. Après la proclamation de la République populaire, il occupa des postes techniques, vice-ministre de la construction (1952), ministre de la planification urbaine (1958), puis vice-maire de Pékin. Il fera partie des premières charettes de « réformateurs hardis » à partir de Liu Shaoqi au début de la révolution culturelle. Réhabilité en compagnie de M. Deng Xiaoping, après deux ans comme ministre des chemins de fer, il est nommé secrétaire du PCC de l'Anhui en 1977. Tout comme M. Zhao Ziyang au Sichuan, il fera de sa province un laboratoire de la réforme rurale.

Ce qui lui vaudra de devenir vice-premier ministre en 1980, responsable de l'agriculture, puis d'accéder en 1982 au bureau politique du parti. Son réformisme le rapprochera plus de M. Zhao - dont il sera le principal collaborateur - et Hu Yaobang que de M. Deng, dont il annonçera prudemment en 1982 la semi-retraite. Lors des luttes entre conservateurs et réformistes, il se rangera dans le camp de ces derniers, ce qui lui vaudra d'être nommé président de l'ANP. M. Zhao, qui ne voulait pas de M. Li Peng comme premier ministre, avait en vain tenté de présenter la candidature de son ami.

M. Wan Li, qui a effectué plusieurs voyages à l'étranger - il avait représenté la Chine en 1984 à Moscou pour les olympiques d'été - avait fait connaître du Canada, où il se trouvait lors de la proclamation de la loi martiale, son soutien aux revendications des étudiants. Il avait, semble-t-il, mal apprécié que cette décision soit prise sans consulter le pouvoir législatif, dont est issu le premier ministre. Ses qualités de gestionnaire devraient l'aider, s'il est appelé à de hautes fonctions dans les jours prochains, à remettre sur pied une économie et une administration bouleversées par la crise.

P. de B.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

DE LA GUERRE A LA PAIX

Par Jérôme Chanteur

L'histoire des hommes est l'histoire de leurs guerres, dit-on. La paix ne serait qu'une trêve préparant de nouveaux conflits. Faut-il renoncer à la paix ? La réponse sera inévitablement affirmative tant qu'on n'aura pas fait retour à une ontologie oubliée : l'humanité est homme et femme.

Collection « Questions » dirigée par Blandine Barret-Kriegel
368 pages - 168 F



Proche-Orient

Au sommet de Casablanca

Le roi Hassan II « réconcilie » les présidents Moubarak et Assad

CASABLANCA
de notre envoyée spéciale

Avec la complicité du roi Hassan II du Maroc, le président égyptien a fait, mardi soir 23 mai, une entrée en force sur la scène arabe. Avant même l'ouverture officielle du sommet extraordinaire de Casablanca et alors que les dix-huit chefs d'Etat présents se trouvaient déjà réunis au palais royal, le roi du Maroc, venu lui-même solliciter l'aide du président algérien Chadli Bendjedid, organisait un mini-sommet, poursuivant le communiqué publié par l'agence officielle marocaine : « sceller la réconciliation égypto-syrienne d'une part, égypto-libanaise de l'autre. Si « les chateaux accolés » entre les présidents Moubarak et Assad, qui se connaissent de longue date, ne pouvaient véritablement surprendre — la Syrie multiplie depuis novembre dernier les gestes positifs à l'égard de l'Egypte, et avait donné son plein accord à la réintégration du Caire au sein de la Ligue arabe — les retrouvailles égypto-libanaises doivent être accueillies avec prudence. La veille

encore, le colonel Kadhafi investissait La Caïre et le Maroc, initiateur de ce sommet, et les foucades du dirigeant libyen incitent à la plus grande expectative. Les faits seuls, ici, prouveront les réelles intentions du colonel Kadhafi, qui s'est fait tellement prier avant de venir.

Quoi qu'il en soit, lors de la séance solennelle d'ouverture du sommet, le roi Hassan II, après un bref discours de bienvenue dans lequel il saluait la présence du président Moubarak, lui donnait la parole ; le président égyptien en profitait pour donner en quelque sorte une leçon à ses pairs.

Sur le ton du sage qui en a vu d'autres, le président égyptien les appelait en effet tout à la fois à faire preuve, à l'ensemble de son pays, de réalisme face à la paix et à réserver les rages pour permettre, enfin, à la nation arabe de jouer le rôle qui devait être le sien sur la scène internationale. Affirmant d'emblée que « la nouvelle étape en cours dans les relations internationales se caractérise par la volonté de régler les conflits et d'instaurer la paix », le président Moubarak exhortait les dirigeants arabes à « adopter une

conception commune de la paix basée sur les négociations du plan de Pz ». Adopté en 1982 alors que l'Egypte était suspendue de la Ligue arabe, celui-ci reconnaît implicitement le droit d'Israël à l'existence en demandant que soit garantie « la paix entre tous les Etats de la région, y compris l'Etat palestinien indépendant ». C'est la formulation d'un nouveau plan de paix arabe soutenu par tous et capable de répondre aux propositions faites par les grandes puissances et Israël pour accélérer le processus de paix que le président Moubarak a prôné en demandant pour cela, et malgré les réticences syriennes, un large rôle à « l'Etat de Palestine ».

Contrairement à la thèse défendue par Damas, le président égyptien a en effet déclaré : « Il faut distinguer la caractéristique positive de la cause et la spécificité du fardeau que supporte le peuple palestinien, qui a le droit d'avoir un pouvoir de décision indépendant. Nous soutenons son droit à choisir la voie qu'il juge adéquate pour réaliser ses aspirations légitimes ».

Deuxième pierre dans le jardin du président Assad, M. Moubarak,

abordant la question libanaise, a appelé les dirigeants arabes « à assurer le succès des efforts déployés par le comité des Six mis en place par la Ligue, à contribuer à la réalisation de l'entente nationale et au retrait de toutes les forces étrangères ».

« Nous devons prouver, a-t-il dit, que nous sommes solidaires du peuple libanais dans toutes ses composantes ».

C'est sur ces deux points que le sommet arabe devra prendre des décisions, et le président Assad, qui a regu, contrairement au colonel Kadhafi, un accueil très chaleureux du roi à son arrivée à Casablanca, sera sans aucun doute le plus sollicité pour l'adoption de résolutions communes.

C'est maintenant dans les couloirs feutrés du palais royal — ou autour

des villas où résident les chefs de délégation — que vont se dérouler les difficiles tractations entre dirigeants. Seules les résolutions adoptées permettront de mesurer l'ampleur des concessions éventuellement faites et aussi la capacité des dirigeants arabes à se faire entendre de façon crédible. Tous les grands leaders arabes étant là sans exception — une première depuis longtemps et déjà un succès pour le roi du Maroc — l'oc-

asion est certes à saisir. Pourtant, l'optimisme n'est pas de règle à Casablanca, en particulier en ce qui concerne la crise libanaise, où les divergences, en particulier entre la Syrie, d'une part, et l'Irak, d'autre part, restent entières. Le faîte du Liban est, en tout cas, resté vide, et c'est en l'absence de tout représentant de ce pays que son sort immédiat va être débattu.

FRANÇOISE CHAPPAUX.

Un accueil grandiose

CASABLANCA
de notre envoyée spéciale

Le Maroc sait recevoir, et les fêtes de la cour chrétienne se sont encore déployées mardi soir pour réserver un accueil grandiose aux rois et chefs d'Etat arabes présents à Casablanca. Tout le long du parcours qu'ils ont emprunté, après un détour sur le front de mer pour voir l'imposante mosquée Hassan II en construction, des troupes folkloriques étaient en position et les convives du royaume faisaient une halte impeccable au long ballet des Cadillac noires ; seule exception, la Mercedes

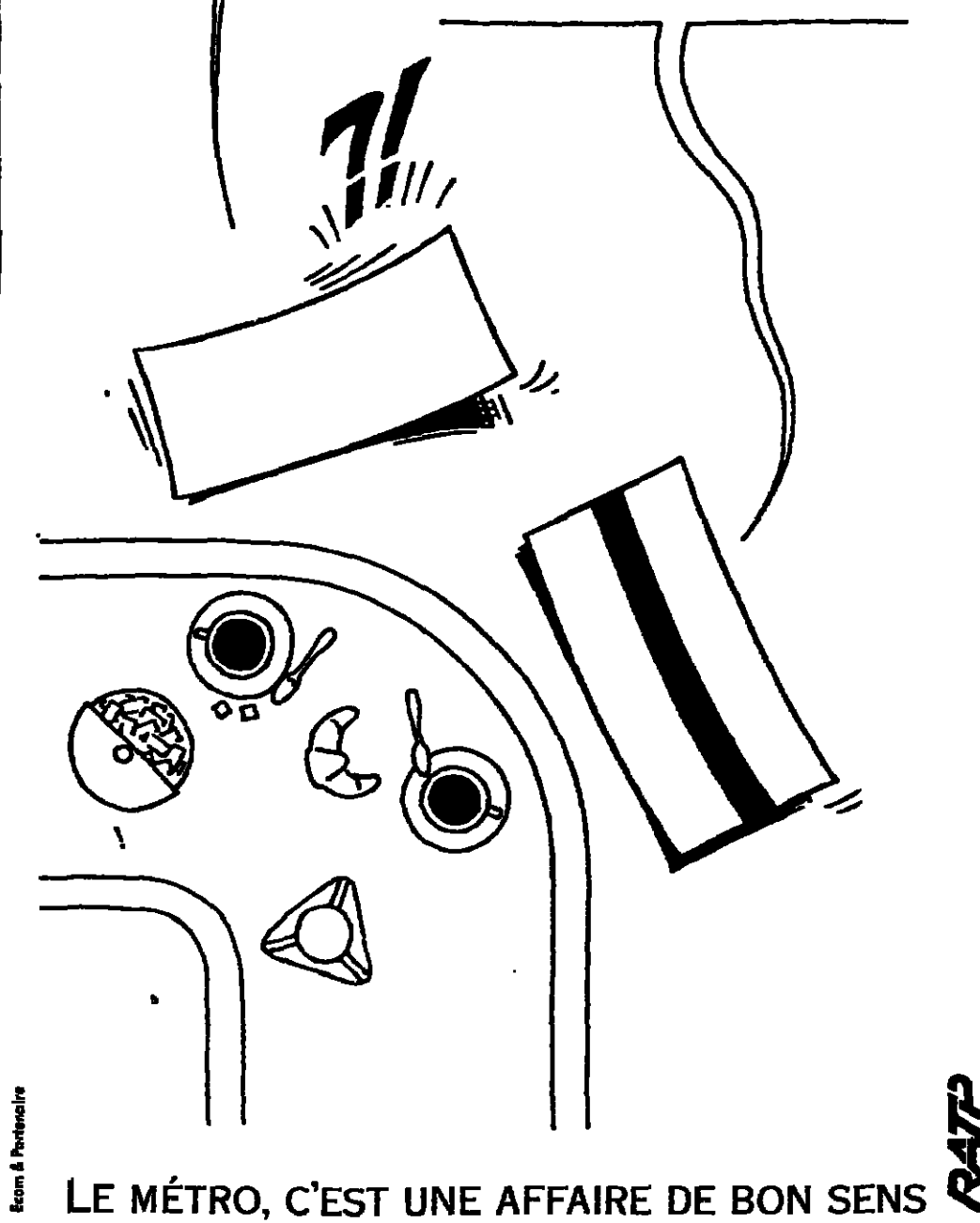
blanche du président Saddam Hussein, qu'il avait sans doute apportée avec lui.

Si ce sommet extraordinaire de Casablanca a fait recette chez les dirigeants arabes, il l'a fait aussi auprès de la presse. Plus que près de mille quatre cents journalistes y ont été accrédités. Toutefois, malgré cette affluence, la capitale économique du Maroc, en pleine rénovation, continue de vivre normalement et, pour être sans aucun doute efficace, la sécurité marocaine n'en est pas moins souple. Un fait rare qui pourrait faire école.

F. C.

COMMENT ?
TU N'AS PAS LE TÉLÉPHONE
DANS TA VOITURE ?
MAIS COMMENT TU FAIS
QUAND TU ES PRIS
DANS UN EMBOLTEILLEMENT ?

JE NE ME SOUVIENS
PLUS, BERNARD...
ÇA FAIT SI LONGTEMPS
TU SAIS...



LE MÉTRO, C'EST UNE AFFAIRE DE BON SENS

ISRAËL : après les déclarations de M. Baker

Embarras à Jérusalem

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Les Etats-Unis n'ont jamais caché leur différend avec Israël (au moins avec le Likoud) sur les territoires occupés, mais ils ne l'ont jamais exprimé de manière aussi brutale depuis 1967. Autrement dit, c'est moins le fond que la forme et le moment choisi qui ont choqué, expliquait-on mardi 23 mai à Jérusalem, au lendemain du discours du secrétaire d'Etat américain (le Monde du 24 mai). La droite n'est pas prête à pardonner à M. James Baker ses propos sur la nécessité pour l'Etat hébreu d'abandonner une bonne fois pour toutes la vision irréaliste du Grand Israël, de « renoncer à l'annexion » de la Cisjordanie et de Gaza et d'y mettre fin au développement des implantations.

On est habitué à Jérusalem à ces miniparades qui viennent, à intervalles réguliers, perturber le cours des relations israélo-américaines sans jamais remettre sérieusement en cause l'étriquette des liens entre les deux pays. Cette fois, l'embarras est plus tangible. Certains milieux officiels qualifient d'« explosive » les déclarations de M. Baker, qui bannissent la une de toute la presse, avec des titres uniformes sur les illusions du Grand Israël, et pourraient faire l'objet d'un débat la semaine prochaine à la Knesset.

« Nos rêves »
et « notre pays »

La charge « explosive » contenue dans le discours de M. Baker, dit-on, ne tient pas simplement au ton et à la forme utilisée pour rappeler les positions traditionnelles des Etats-Unis. Entre les lignes, un autre message est clairement adressé à Israël : le plan de paix avec projet d'élections dans les territoires occupés du premier ministre Itzhak Shamir mérite, certes, d'être soutenu « de tout cœur », mais il est encore insuffisant, laisse entendre M. Baker. Le moment choisi par le secrétaire d'Etat n'est pas passé inaperçu : il s'est exprimé au beau milieu de la visite à Washington du ministre israélien de la Défense, M. Itzhak Rabin, un des artisans du plan, et deux jours après que son collègue des affaires étrangères, M. Moshe Arens, y eut été reçu.

Mais, en exigeant à l'avance que le règlement final débouche sur un compromis territorial, poursuivait-on, M. Baker a énoncé une politique que le gouvernement israélien ne peut encaisser pour des raisons d'équilibre interne : le Likoud est contre, les travaillistes sont pour. En insistant sur ce point, M. Baker a renforcé l'opposition de droite à M. Shamir, ajoutant les mêmes sources, et fragilisant la position de ce dernier à quelques semaines de la réunion du comité central du Likoud, qui doit se prononcer sur le plan de paix.

ALAIN FRACHON.

(Publié)
Au sommaire du n° 152 de
FRANCE PAYS ARABES
LIBAN - LE DEFI
Rapports à Beyrouth-Ouest
Le Liban à l'heure de
la reconstruction
Nahla Beir, Soudan Farghi
et Elie Hobeika
Yasser Arafat à Paris
Ligue Arabe : Le Liban
L'agence de marché des
territoires occupés
Reliques : culturelle, économique, etc.
Spécialité sur demande
36 pages - 15 F
14, rue Augustin, 75007 Paris
Tél. : 45-55-27-52

• Deuxième Forum méditerranéen à Tanger. — Hommes d'affaires, universitaires, personnalités scientifiques et politiques de dix Etats d'Europe et du Maghreb devaient se réunir, à partir du mercredi 24 mai, jusqu'au samedi 27 mai, à Tanger, pour faire le point sur « l'évolution des relations économiques, sociales et culturelles entre les pays des deux rives occidentales de la Méditerranée ». Un premier Forum méditerranéen avait eu lieu à Marseille en février 1988, à l'initiative de M. Jacques Hertzinger, chargé de mission au Cusi d'Orsay. Outre des représentants du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie, des Libyens et des mauritaniens participent aux débats, aux côtés de personnalités espagnoles, françaises, italiennes, malaises et portugaises.

SOUDAN

Des affrontements
ont fait 453 morts

Le gouvernement soudanais a annoncé, mardi 23 mai, que les accrochages qui ont opposé récemment des tribus arabes à des populations de l'ethnie africaine des Fours, au Darfour, dans l'ouest du Soudan, avaient fait quatre cent cinquante-trois morts et cent vingt-trois blessés. Dans un communiqué fondé sur le rapport établi par une mission gouvernementale d'enquête dirigée par le ministre de l'Intérieur, M. Moubarak El-Fadel El-Mahdi, le gouvernement précise que sept policiers avaient trouvé la mort et quatre autres avaient été blessés en cours des combats.

Le gouvernement accuse le Tchad d'avoir « manipulé et attisé moralement et matériellement les querelles entre les tribus », soulignant que « la tension avait été aggravée par la guerre au Tchad qui a eu des répercussions sur la situation dans le Darfour, notamment par l'entrée d'armes et de certaines tribus en territoire soudanais », en provenance du Tchad.

Un communiqué indique que « les accrochages avaient commencé lorsque les tribus arabes de Beni Helba et de Salamat, armées, avaient attaqué les populations Fours ». Le texte précise que ces deux tribus étaient soutenues par des groupes tchadiens de la même souche tribale.

D'autre part, un convoi du Fonds international de secours à l'enfance (FISE-UNICEF) transportant 1 500 tonnes de nourriture a été attaqué mardi dans le centre du Soudan par une centaine de « bandits » qui ont contraint sous la menace trois représentants des Nations unies à sortir du train. L'attaque s'est produite à 20 kilomètres au sud d'El-Muglad, dans la province du Kordofan-Sud.

Les malfaiteurs ont obligé M. Brian Wamoy, représentant du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) au Soudan, et deux Français (dont l'identité n'a pas été révélée) à sortir du train ; ils les ont gardés plusieurs heures et les ont relâchés après les avoir dépouillés. Le train a pu ensuite reprendre sa route. Les vivres qu'il transportait n'ont pas été touchés. — (AFP).

IRAN

L'imam Khomeiny
opéré « avec succès »

L'imam Khomeiny, qui est âgé de quatre-vingt-six ans, a subi, mardi 23 mai « avec succès », une opération chirurgicale pour enlever une tumeur du système digestif et il se trouve dans un état « complètement satisfaisant », a annoncé le radio de Téhéran.

L'Iran n'a jamais confirmé les rumeurs persistantes voulant que le chef de la révolution islamique de 1979 — que la télévision iranienne n'a pas montrée depuis plusieurs semaines — souffre d'un cancer de l'intestin ou de la prostate. L'imam, qui mène une vie d'ascète, avait eu une légère crise cardiaque en 1980, mais semblait généralement en bonne santé. La nouvelle de son opération intervient dans un contexte de guerre de succession, Khomeiny ayant renoncé en mars son dauphin désigné, l'ayatollah Hosein Ali Mousazeni, qui venait de critiquer l'extrémisme du régime. La lutte pour le pouvoir oppose apparemment les tenants d'une ligne dure, anti-occidentale et militante, aux « pragmatiques » partisans d'une ouverture à l'Ouest. — (Reuters).

مكتبة الشامل

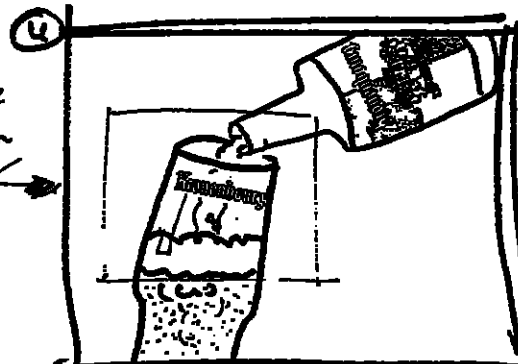
et Assad

ceuil prénommé

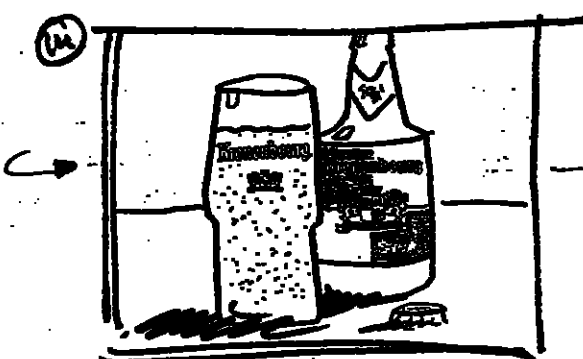
TOUS LES ANS C'EST LE MÊME SCÉNARIO QUI FAIT L'UNANIMITÉ À CANNES.



Il fait si chaud sur la croisette...



Le soleil tape... de plus en plus fort.



C'est un moment de suspens insoutenable.



Tout d'un coup il fait plus frais.



L'homme baisse la tête, devant lui il y a comme un grand vide.



Une femme lui sourit... mais c'est le début d'une autre histoire...

Afrique

SÉNÉGAL : le troisième sommet francophone

La Mauritanie ne se joindra pas à la quarantaine de délégations invitées à Dakar

DAKAR
correspondance

Est-ce que le cœur n'y est guère en raison de la dégradation des relations avec la Mauritanie ? La capitale sénégalaise ne s'est guère mise en frais pour le troisième sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, qui commence mercredi 24 mai et doit se poursuivre jusqu'au vendredi 26 mai. Il est vrai que la conférence se tient dans la grande banlieue dakaroise, à la pointe des Almadies, prone extrême du continent africain sur l'océan, encore épargnée par l'urbanisation.

En ville, seuls quelques drapeaux aux couleurs de la francophonie (un cercle rouge, bleu, jaune et vert sur fond blanc adopté au sommet de Québec en 1987, afin de symboliser la dispersion des francophones dans les cinq parties du monde) ont été suspendus place de l'Indépendance. Sur le bref trajet séparant l'aéroport international des Almadies, on a installé quelques lampadaires à la veille même de l'ouverture de la conférence. Les faunies des quarante-quatre délégations invitées — dont celle de la Mauritanie qui ne viendra pas — ne flottent qu'à l'entrée du Club Méditerranée, rénové, où sont logées la plupart des personnalités étrangères ; les réunions de travail se dérouleront dans la salle de danse. Le sommet déplace un millier de personnes (dont près de deux cents Français), membres des délégations, auxquelles s'ajoutent environ quatre cents journalistes étrangers.

Les caillots placés aux principaux carrefours pour exalter « la solidarité et l'amitié des pays francophones » apparaissent dérisoires dans le climat de très vive irritation à l'égard du voisin mauritanien qui règne au Sénégal aussi bien dans les cercles gouvernementaux que dans la presse ou parmi la population.

Mardi, le quotidien dakarois officiel le *Soleil* tirait en une, en lettres rouges : « Défilé de peau noire : deux Mauritanien du PNUD déportés au Sénégal ». Il s'agit de deux fonctionnaires nigéro-africains du Programme des Nations unies pour le développement qui avaient « disparu » ces jours derniers à

Nouakchott, affaire ayant suscité pas mal d'émotion à Dakar.

Parmi les Sénégalais, c'est comme un soulagement : « *Finie l'hypocrisie, on peut enfin parler à haute voix de l'apartheid mauritanien* », entend-on un peu partout. Dans l'ancienne maison des esclaves, sur l'île de Gorée, au large de la capitale, une pancarte indique : « 1790 : abolition de l'esclavage au Chili ; 1980 : abolition en Mauritanie... » L'impression est que la nation sénégalaise se divise aujourd'hui en deux camps : celui estimant que « les Maures veulent la guerre mais ne l'auront pas » et celui affirmant au contraire « les Maures veulent la guerre et ils l'auront ! ».

Le président Abdou Diouf est apparu très pessimiste à plusieurs de ses visiteurs étrangers. Son entourage ne manque en tout cas pas de va-t-en guerre, notamment parmi des notables toucouleurs de la région du fleuve Sénégal contiguë à la Mauritanie.

Tract antifrancais à Nouakchott

Des incidents entre groupes ethniques mauritanien auraient fait dix morts lundi à Boghé, ville du sud-ouest de la Mauritanie située sur le fleuve Sénégal, a-t-on appris mardi 23 mai de source diplomatique à Dakar, sans que cette information puisse être confirmée à Nouakchott. Un précédent incident, toujours dans la région du fleuve, mais plus à l'est, dans la ville de Maghama, aurait également fait plusieurs victimes mauritanien ces derniers jours. La plupart des victimes seraient des Maures.

On apprend d'autre part à Nouakchott qu'un tract circulant depuis plusieurs jours dans la capitale mauritanienne, signé par les « *hezbollah de Mauritanie* », accuse la France d'être entièrement « responsable de la boucherie » dont auraient été victimes les Mauritanien au Sénégal. Ce tract accuse la France de soutenir le Sénégal plus que la Mauritanie dans le conflit qui oppose les deux pays, et les auteurs du texte menacent les intérêts français « en Mauritanie, au Proche-Orient et ailleurs... » — (AFP).

Le ministre malien de l'Intérieur est cependant arrivé mardi 23 mai à Dakar en provenance de Nouakchott, représentant ainsi la médiation, jusqu'à présent sans succès, tentée par le président Moussa Traoré. Au même moment, on apprenait de bonne source que de nouveaux et graves incidents entre civils des deux rives du Sénégal se sont produits au cours des derniers jours. Pour ne pas accroître la tension, les autorités sénégalaises ont fait renvoyer sine die la conférence de presse que des Mauritanien noirs devaient organiser mardi afin d'exposer à la presse internationale « les persécution raciales dont ils ont été l'objet sur leur sol natal », selon l'annonce de la télévision à Dakar.

Dans cette situation ne convenant pas que quelques « sages » de la francophonie, comme le président Mitterrand ou M. Boutros Boutros Ghali, le ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères, de longue date chantre du « dialogue Sud-Sud qui parle français », essaient de calmer le jeu en marge d'une réunion qui, d'une manière un peu surréaliste, va se pencher sur la ségrégation en Afrique du Sud, la situation en Indochine et même le conflit Iran-Irak tout en ignorant la tension ségaléo-mauritanienne ? Or, il semble que toute velléité d'intervention diplomatique de ce type ait été découragée jusqu'à présent par les dirigeants sénégalais eux-mêmes.

Dès lors, face à la République islamique de Mauritanie, le Sénégal, lui-même à large majorité musulmane et qui devrait accueillir le prochain sommet islamique, mise-t-il sur une médiation invoquant la fraternité confessionnelle ? On note en tout cas que responsables et médias dakarois mettaient fortement l'accent, ces jours derniers, sur les dons saoudiens en faveur des victimes sénégalaises des affrontements interethniques du mois dernier. « *L'Arabie et le Sénégal appartiennent tous deux à cette communauté où la foi constitue une réalité voire une référence fondamentale et ouvrent ensemble pour la paix, la justice et le respect des droits de l'homme* », écrivait, mardi, le journal le *Soleil*.

JEAN GRONDIN.

Diplomatie

La réduction des armements conventionnels

Le pacte de Varsovie fait de nouvelles propositions à Vienne

VIENNE
de notre correspondant

L'Union soviétique a annoncé, mardi 23 mai, qu'elle était prête à limiter ses forces conventionnelles stationnées hors de son propre territoire à 350 000 soldats, 4 500 chars, 4 000 pièces d'artillerie, 7 500 véhicules blindés, 350 avions d'attaque et 600 hélicoptères de combat, dans le cadre d'un accord avec les pays de l'OTAN.

Cette proposition, introduite à Vienne dans les négociations sur le désarmement conventionnel en Europe (CFE), précise celles qu'avait annoncées à la mi-mai M. Mikhaïl Gorbatchev, lors de la visite à Moscou du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, et qui

sont reprises dans le document de travail présenté par les pays du pacte de Varsovie à Vienne. Il s'agit d'arriver aux plafonds suivants pour les deux alliances : 130 000 soldats, 1 500 avions d'attaque, 1 700 hélicoptères de combat, 20 000 chars, 24 000 pièces d'artillerie de calibre 100 mm et 28 000 véhicules blindés. Ces plafonds devraient inclure les armements des unités de combat et les armements stockés. Les réductions devraient se dérouler par étapes dans les cinq ou six ans après la conclusion d'un accord auquel on espère parvenir dès l'année prochaine à Vienne.

Selon les précisions apportées mardi au nom du pacte de Varsovie par la Tchecoslovaquie, les forces d'un seul pays seraient limitées à

35% ou 40% du total détenu par les deux alliances, soit un maximum de 920 000 hommes, 1 200 avions d'attaque, 1 350 hélicoptères de combat, 14 000 chars, 17 000 pièces d'artillerie et 18 000 véhicules blindés.

Les pays de l'OTAN ont accueilli avec satisfaction ces propositions qu'ils considèrent comme un rapprochement des positions. Les chiffres présentés par le pacte de Varsovie dépassent toutefois ceux proposés par l'OTAN. L'OTAN avait proposé de plafonner les forces pouvant être déployées par un seul pays à 30% du total, c'est-à-dire 120 000 chars, 10 000 pièces d'artillerie et 16 000 véhicules blindés.

WALTRAUD BARYLL.

Le débat dans l'OTAN sur les armes à courte portée

MM. Bush et Baker ne sont pas sûrs qu'un compromis sera trouvé avant le sommet

Le président des Etats-Unis, M. George Bush, a déclaré, le mardi 23 mai, dans un entretien avec des représentants de plusieurs journaux européens, qu'il n'était « plus certain » qu'un compromis sur la question des armes nucléaires à courte portée (SNF) soit trouvé avant le début de sa tournée en Europe vendredi. « *Je tiens à dire que l'alliance est unie, aussi unie que possible* », a notamment déclaré M. Bush. « *Je n'ai critiqué personne pour n'être pas d'accord avec nous, je n'ai reproché à personne ses positions de négociation. Nous avons*

eu de nombreux et bons échanges avec plusieurs responsables, dont M. Helmut Kohl, et nous entendons continuer. »

Le secrétaire d'Etat, M. James Baker, s'est montré également très prudent quant à la probabilité d'arriver à un compromis avant la tenue du sommet de l'OTAN les 29 et 30 mai. « *Il y a toujours un écart à combler et nous continuerons d'y travailler. Nous préférons résoudre la question avant le sommet, mais il s'agit d'une question extrêmement importante*

pour la sécurité de l'Occident et elle ne doit donc pas être résolue à tout prix. »

Après le dernier message adressé, lundi, par le chancelier Helmut Kohl au président américain, le différend porte encore sur deux points : d'une part, le rejet absolu de la troisième option zéro, les Allemands ne voulant pas d'une formulation qui exclurait irrévocablement une telle option ; d'autre part, les conditions mises par les Américains à leur acceptation d'ouvrir des négociations sur les SNF avec le pacte de Varsovie, à savoir, non seulement la conclusion, mais l'application d'un accord sur la réduction des armements classiques en Europe. Dans les milieux diplomatiques allemands, on estime que cela revient à renvoyer « aux calendes grecques » des négociations sur les SNF.

● **Explosion des START le 19 juin.** — Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a annoncé la reprise, le 19 juin, des négociations sur la réduction des armements stratégiques. Ces négociations soviéto-américaines avaient été suspendues à Genève. Leur reprise avait été différée en attendant la fin du réexamen par l'administration américaine de sa politique en matière de contrôle des armements.

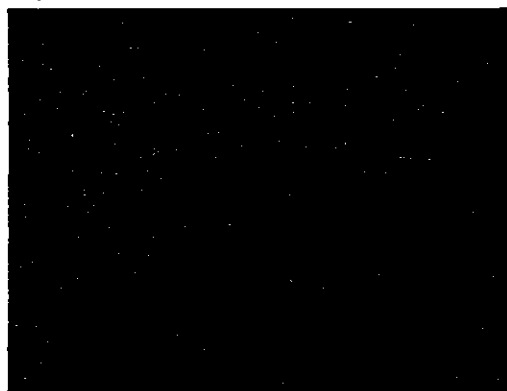
40 ANS DE LIBERTÉ
LE DROIT ET LE FAIT

REDECouvrez
LA CITOYENNETÉ

NATHAN
Le Monde



Un grand de l'informatique, ça se reconnaît toujours.



qui gagne, et qui aura les moyens de continuer à gagner.

A sa puissance technologique, la meilleure des assurances sur l'avenir pour les utilisateurs.

A la pertinence de sa démarche marketing qui vise toujours la meilleure adéquation des solutions proposées aux besoins du marché.

A sa culture d'entreprise qui perpétue de génération en génération une méthode de travail exigeante,

Dans le nouveau paysage informatique, ce constructeur-là joue d'ores et déjà un rôle de premier plan.

Parce qu'il a su évoluer au rythme des technologies.

Parce qu'il a compris que les solutions informatiques de demain doivent privilégier la dimension humaine et relationnelle.

Parce que, pour lui, créer la valeur, c'est mettre la technique au service de l'homme, et non l'inverse...

Peut-on encore passer à côté de NCR ?
NCR France
Tour Neptune, Cedex 20
92086 Paris La Défense
Tél. : (1) 49.03.27.75

A quoi reconnaît-on un vrai "grand" de l'informatique, non pas un grand d'hier, mais un grand d'aujourd'hui et de demain ?

A sa santé financière, signe incontestable d'une entreprise

une tradition de rigueur et de qualité.
A l'esprit des hommes et des femmes qui l'animent : esprit d'équipe, esprit de qualité, esprit de conquête qui poussent chacun à se dépasser pour que l'entreprise se surpasse en permanence.

NCR

Pour créer la valeur

مكتبة المعرفة

(Publicité)

ELECTIONS EUROPEENNES

18 juin 1989. L'Europe a rendez-vous à Strasbourg.



Vue panoramique de Strasbourg, à gauche le Conseil de l'Europe et le Parlement Européen.

Le 18 juin prochain, Strasbourg a rendez-vous avec toute l'Europe pour un événement exceptionnel qui donnera toute son envergure aux Elections Européennes. Capitale de la France pour un jour, Strasbourg sera plus que jamais la Capitale de l'Europe: ce sera le lieu de rencontre privilégié de nombreuses personnalités politiques des douze pays de la Communauté Européenne, qui se sont d'ores et déjà donné rendez-vous le 18 juin à Strasbourg.

Tous les résultats des Elections Européennes des différents pays seront annoncés depuis le siège du Parlement Européen. De multiples débats et conférences de presse seront retransmis par les nombreux médias de tous les pays d'Europe qui vont couvrir l'événement: presse écrite, radios, télévisions... tous les projecteurs de l'actualité seront braqués sur Strasbourg.

Et cette journée capitale pour l'Europe sera aussi marquée par une multitude d'animations, de concerts et de spectacles originaux de toute l'Europe, qui feront du 18 juin un immense succès populaire.

A l'heure où 230 millions d'Européens vont élire les 518 députés qui mettront en œuvre l'Acte Unique Européen, et l'abolition des frontières de l'espace communautaire, la Ville de Strasbourg vous invite à participer à un grand événement politique, médiatique et culturel, qui marquera le début d'un nouveau chapitre de l'histoire de l'Europe.

Soyez au rendez-vous.

On 18th June, European Election day, Strasbourg will be playing host to an event that will make the city the focal point of the whole of Europe. Not only will Strasbourg be the Capital of France for the day, but more than ever, it will be the Capital of Europe. Political personalities from all 12 countries of the European Community will be gathering in Strasbourg on 18th June to mark the occasion.

The results of the European elections from each country will be relayed from the Seat of the European Parliament. The written press, radio and television from all over Europe will be covering the event and broadcasting the live debates and press conferences... the media spotlight will be focused on Strasbourg.

A whole series of entertainments and concerts has been laid on to make the public celebration.

While the 518 Euro-MPs who will be putting into effect the European Single Act and the abolition of the community borders are being elected by 230 million Europeans, the City of Strasbourg invites you to take part in a major political, media and cultural event which will mark the beginning of a new chapter in the history of Europe.

Be sure to be there.

Am 18. Juni 89 trifft sich ganz Europa in Straßburg. Die Stadt Straßburg stellt den Rahmen für ein wichtiges Ereignis, d.h. den Europawahlen. Straßburg, für einen Tag Hauptstadt Frankreichs, wird damit mehr als je zur Hauptstadt Europas: Am 18. Juni treffen sich hier alle namhaften Politiker aus den zwölf Mitgliedsstaaten Europas, um über die gemeinsame Zukunft zu entscheiden.

Die Wahlergebnisse werden direkt und unmittelbar vom Sitz des Europäischen Parlaments veröffentlicht. Die anlässlich dieses Ereignisses stattfindenden Debatten und Pressekonferenzen werden von den Medien aller europäischen Länder kommentiert. Presse, Funk und Fernsehen... und damit steht Straßburg im Scheinwerferlicht der Aktualität.

Zahlreiche Veranstaltungen, Konzerte und Schauspiele aus dem gesamten europäischen Raum werden dafür sorgen, daß das Datum des 18. Juni auch zu einem riesigen Fest für die Öffentlichkeit wird.

230 Millionen Europäer wählen 518 Abgeordnete, die den europäischen Pakt in die Praxis umsetzen und die Grenzen des europäischen Binnenmarktes aufheben werden: Die Stadt Straßburg lädt Sie zur Teilnahme an diesem entscheidenden politischen, kulturellen und öffentlichen Ereignis ein. Am 18. Juni wird über das nächste Kapitel der europäischen Geschichte entschieden, wir rechnen mit Ihrer Anwesenheit!

Nei momento in cui 230 milioni d'Europei stanno per eleggere i 518 deputati che metteranno in opera l'Atto Unico Europeo e l'abolizione delle frontiere dello spazio comunitario, la Città di Strasbourg vi invita a partecipare a un grande evento politico, dei media e culturale che segnerà l'inizio d'un nuovo capitolo della storia dell'Europa.

Siate presente all'appuntamento.

Il 18 giugno prossimo, Strasburgo ha un appuntamento con tutta l'Europa per un evento eccezionale che darà una grande portata alle Elezioni Europee. Capitale della Francia per un giorno, Strasburgo sarà più che mai la Capitale dell'Europa. Sarà il luogo d'incontro privilegiato di numerose personalità politiche di dodici paesi della Comunità Europea che si sono già dato un appuntamento per il 18 giugno a Strasburgo.

Tutti i risultati delle Elezioni Europee dei diversi paesi saranno annunciati dalla sede del Parlamento Europeo. Numerosi dibattiti e conferenze stampa saranno ritrasmessi da numerosi media di tutti i paesi d'Europa che stanno per riferire sull'evento stampa scritta, radio, televisione... tutti i proiettori dell'attualità saranno puntati su Strasburgo.

E questa giornata capitale per l'Europa sarà anche segnata da un gran numero di animazioni, di concerti e di spettacoli originali di tutta l'Europa, che faranno del 18 giugno un immenso trionfo popolare.

En el momento que 230 millones de Europeos elegirán los 518 diputados que pondrán en obra el Acta Unico Europea, y la abolición de las fronteras al interior del espacio comunitario, la ciudad de Strasbourg invita a Vd. a participar al gran acontecimiento político, mediático y cultural, que marcará el comienzo de un nuevo capítulo en la historia de Europa.

Este presente en el acto.

El próximo día 18 de junio, Estrasburgo se da cita con Europa entera para un acontecimiento excepcional que dará toda la transcendencia a las Elecciones Europeas. Capital de Francia durante un día, Estrasburgo será más que nunca la Capital de Europa: será el lugar de encuentro privilegiado entre numerosas personalidades políticas de los doce países de la Comunidad Europea, que desde ahora ya se han dado cita para el próximo día 18 junio en Estrasburgo.

Todos los resultados de las Elecciones Europeas de los diferentes países, se comunicarán desde la sede del Parlamento Europeo. Múltiples debates y conferencias de prensa serán retransmitidos por numerosos medios de comunicación de todos los países de Europa, que cubrirán el acontecimiento. Prensa escrita, radio, televisión, todos los proyectores de la actualidad estarán dirigidos hacia Estrasburgo.

Y este día capital para Europa, será igualmente marcado por una cantidad de animaciones, de conciertos y de espectáculos procedentes de Europa entera, que harán del memorable 18 de junio un inmenso triunfo popular.

Na hora em que 230 milhões de Europeus elegerão os 518 deputados que devem realizar o Acto para uma Europa Unica, e a abolição das fronteiras do espaço comunitário, a cidade de Strasbourg convida - vos para participar a este grande acontecimento político, comunicativo e cultural. Um acontecimento que vai marcar o começo de um novo capítulo da história da Europa.

We rekenen op uw komst.

Op 18 juni a.s. zal de aandacht van heel Europa gericht zijn op Straatsburg vanwege een uitzonderlijke gebeurtenis die de grote betekenis van de Europese Verkiezingen in het juiste daglicht stelt. Als hoofdstad van Frankrijk voor één dag, zal Straatsburg meer dan ooit de hoofdstad van Europa zijn: vele politieke persoonlijheden uit de 12 landen van de Europese Gemeenschap hebben afgesproken elkaar op 18 juni in Straatsburg te ontmoeten.

Vanuit het hoofdeinde van het Europees Parlement zullen de resultaten van de Europese Verkiezingen in de diverse landen worden bekendgemaakt. Vele debatten en persconferenties zullen worden overgedragen door een groot aantal vertegenwoordigers van de pers in alle Europese landen: radio, televisie, geschreven pers... Straatsburg zal in het centrum staan van de actualiteit.

Deze dag, van kapitaal belang voor Europa, zal ook worden opgeleefd met een groot aantal evenementen, concerten en spektakels uit heel Europa, waardoor 18 juni een waarlijk volksdag zal zijn. Op het moment dat 230 miljoen Europeanen 518 afgevaardigden gaan kiezen die de Europese Acte moeten gaan opheffen, nodigt de Stad Straatsburg u uit om deel te nemen aan een gebeurtenis van politiek, informatief en cultureel belang die een nieuw hoofdstuk opent in de geschiedenis van Europa.

Os resultados das Eleições Europeias em toda a Europa serão anunciados directamente da sede do Parlamento Europeu. Vários debates e conferências serão transmitidos pelos meios de comunicação de todos os países da Europa que farão, ao mesmo tempo, a cobertura do acontecimento: órgãos de imprensa, rádios, televisões... Todos os projectores da actualidade estarão voltados para Estrasburgo.

Esteja presente!

No Próximo dia 18 de Junho Estrasburgo tem um encontro com toda a Europa para dar, através de um acontecimento excepcional, uma dimensão especial às Eleições Europeias. Capital da França durante este dia, Estrasburgo será, mais do que nunca, a capital da Europa. Estrasburgo será o ponto de encontro privilegiado de inúmeras personalidades políticas dos doze países da Comunidade Europeia. Todos têm um encontro marcado em Estrasburgo no dia 18 de Junho.

Os resultados das Eleições Europeias em toda a Europa serão anunciados directamente da sede do Parlamento Europeu. Vários debates e conferências serão transmitidos pelos meios de comunicação de todos os países da Europa que farão, ao mesmo tempo, a cobertura do acontecimento: órgãos de imprensa, rádios, televisões... Todos os projectores da actualidade estarão voltados para Estrasburgo.

E este dia, fundamental para a Europa, será marcado também por uma enorme variedade de animações, concertos e espetáculos, originários de toda a Europa, que vão fazer do dia 18 de Junho um grande sucesso popular.

Na hora em que 230 milhões de Europeus elegerão os 518 deputados que devem realizar o Acto para uma Europa Unica, e a abolição das fronteiras do espaço comunitário, a cidade de Strasbourg convida - vos para participar a este grande acontecimento político, comunicativo e cultural. Um acontecimento que vai marcar o começo de um novo capítulo da história da Europa.

Esteja presente!

Στις 18 του προσεχούς Ιουνίου, το Στρασβούργο έχει ραντεβού με όλη την Ευρώπη για ένα εξαιρετικό γεγονός που θα δώσει όλη την ευρύτητα του στις Ευρωπαϊκές Εκλογές. Το Στρασβούργο, πρωτεύουσα της Γαλλίας για μια μέρα, θα είναι όσα ποτέ η πρωτεύουσα της Ευρώπης: θα είναι ο τόπος της προνομιούχας συνάντησης πολλών πολιτικών προσωπικοτήτων των δώδεκα χωρών της Ευρωπαϊκής Κοινότητας, οι οποίες έδωσαν ήδη ραντεβού στις 18 Ιουνίου στο Στρασβούργο.

Όλα τα αποτελέσματα των Ευρωπαϊκών Εκλογών για τις διάφορες χώρες θα ανακοινωθούν από την πόλη του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου. Πολλές συζητήσεις και δημοσιογραφικές δραστηριότητες θα αναμεταδίζονται από τα μέσα μαζικής επικοινωνίας από όλες τις χώρες της Ευρώπης που θα καλύψουν το γεγονός: φραγκόφωνο, τηλεόραση... όλα οι προβολείς των εσφαλμένων θα είναι στραμμένοι προς το Στρασβούργο.

Αυτή η σημαντική μέρα για την Ευρώπη θα σηματοδοτεί με πολλές εκδηλώσεις, συναυλίες και θεάματα απ' όλη την Ευρώπη που θα κάνουν τις 18 Ιουνίου μια μεγάλη λαϊκή εορταχία.

Τη στιγμή που 23 εκατομμύρια Ευρωπαίοι θα ψηφίζουν τους 518 βουλευτές οι οποίοι θα θέσουν σε εφαρμογή την «Ενιαία Ευρωπαϊκή Πράξη» και τη κατάργηση των συνόρων του κοινοτικού χώρου, η πόλη του Στρασβούργου σας προσκαλεί να λάβετε μέρος σ' ένα μεγάλο γεγονός πολιτικό, δημοσιογραφικό και πολιτιστικό που θα σηματοδοτήσει την αρχή ενός νέου κεφαλαίου της ιστορίας της Ευρώπης.

Ελάτε στο ραντεβού.

Den 18. juni 1989 mødes hele Europa i Strasbourg til en ene-stående begivenhed, som vil gøre valget til Europa-Parlamentet til noget helt særligt. Strasbourg bliver Frankrigs hovedstad for en dag og mere end nogensinde hele Europas hovedstad: byens blivende hovedstad for en lang række politikere fra de 12 EF-lande, som allerede har aftalt at mødes i Strasbourg den 18. juni.

Alle resultaterne fra valgene til Europa-Parlamentet i de forskellige lande vil blive meddelt fra selve Europa-Parlamentsbygningen. Mange debatter og pressekonferencer vil blive videtransmitteret af utallige medier i alle de europæiske lande, som dækker begivenheden: den skrevne presse, radioen, fjernsynet... alle nyhedsmedier vil være vendt mod Strasbourg.

Denne for Europa så vigtige dag vil også blive markeret af en lang række underholdningsarrangementer, koncerter og opvisninger fra hele Europa, hvilket vil tiltrække til at gøre den 18. juni til en stor folkelig succes.

På det tidspunkt, hvor 230 millioner europæere skal vælge 518 parlamentsmedlemmer, der skal gennemføre Den europæiske Fællesakt og sørge for ophevelsen af grænserne mellem EF-landene, inviterer Strasbourg Dem til at deltage i en stor politisk, medie- og kulturel begivenhed, som vil være begyndelsen på et nyt kapitel i Europas historie.

Jeg håber, De kan deltage.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la soirée du 18 juin à Strasbourg, téléphonez ou écrivez au Service Communication de la Ville de Strasbourg, "Opération 18 juin 1989", 67070 Strasbourg Cedex. Tél. 88 60 90 90

VILLE DE STRASBOURG

Amériques

PANAMA : mission de la dernière chance pour l'OEA

Le gouvernement propose de nouvelles élections

Le gouvernement panaméen a proposé à la mission de médiation de l'Organisation des États américains, arrivée mardi 23 mai dans la capitale, l'organisation de nouvelles élections après l'annulation de celles du 7 mai qui avaient, selon les observateurs internationaux, consacré la victoire de l'opposition au régime du général Manuel Noriega, « bête noire » des États-Unis.

PANAMA
de notre correspondant
en Amérique centrale

Le gouvernement panaméen a soumis, mardi 23 mai, à la mission de médiation de l'Organisation des États américains, une proposition devant permettre l'organisation de nouvelles élections à la suite de l'annulation du scrutin du 7 mai. « J'ai informé la délégation de l'OEA [arrivée mardi à Panama], nous a déclaré le ministre des affaires étrangères, M. Jorge Ritter, que nous étions disposés à faire de nouvelles élections si l'opposition acceptait au préalable de s'engager sur deux points fondamentaux : non-ingérence étrangère dans le jeu électoral et refus de remettre en question, ou même de modifier les traités sur le canal. Les accords de 1977 (dits « Carter-Torrijos ») prévoient la remise de la totale souveraineté sur le canal inter-océanique au Panama pour l'an 2000, et la fermeture des dix bases militaires américaines à la même date.

M. Ritter estime que, à la suite des très nombreuses irrégularités commises à l'issue du scrutin, il est devenu impossible de savoir qui est le vainqueur. Il rejette les accusations de l'opposition qui accuse le régime du général Manuel Noriega d'avoir provoqué l'annulation des élections pour éviter une cuisante défaite du parti officiel (l'opposition aurait gagné avec près de 70 % des voix). « Il faut, dit-il, oublier le passé et aller de l'avant pour trouver une solution à la crise. Dans sa résolution, adoptée la semaine dernière, l'OEA a rejeté un amendement du Salvador qui exigeait de tenir compte des élections du 7 mai. Cette proposition n'a été appuyée que par deux pays sur les trente et

un membre, et les États-Unis eux-mêmes se sont abstenus, car ils se sont rendu compte que cela aurait constitué une ingérence flagrante dans nos affaires intérieures. »

M. Ritter refuse de se prononcer sur l'avenir du général Noriega, estimant qu'il s'agit d'un problème interne, dont l'OEA n'a pas à se mêler. Il entend cependant une porte en rappelant que dans les autres pays d'Amérique latine « comme l'Argentine et l'Uruguay, les partis politiques ont trouvé des formules négociées pour mettre fin à la dictature militaire ». Des déclarations de ce genre lui ont valu, au cours des derniers jours, des attaques violentes de la presse officielle, qui n'a pas hésité à le qualifier de « traître ».

L'OEA : une mauvaise image

Quoi qu'il en soit, le sort du Panama est désormais entre les mains de la délégation de l'Organisation des États américains. Mission difficile. Mission impossible, disent certains dirigeants panaméens qui ont beau jeu de rappeler que cet organisme n'a jamais fait preuve de beaucoup d'indépendance à l'égard de Washington, où se trouve son siège. La résolution adoptée la semaine dernière par l'OEA et condamnant « les abus du général Manuel Noriega » à la suite de l'annulation des élections du 7 mai, est très mal accueillie par les partisans du commandant en chef des forces armées, qui reprochent à l'organisme international de s'ingérer dans les affaires internes de leur pays.

Les journaux officiels (les seuls, puisque la presse d'opposition a été suspendue il y a un an) consacrent des pages entières aux nombreuses « trahisons » de l'OEA à l'égard de l'Amérique latine. Ils rappellent le précédent « humiliant » survenu à la suite des graves incidents de janvier 1964, qui s'étaient soldés par la mort de vingt-trois Panaméens tués par l'armée américaine après avoir hissé les couleurs nationales dans la zone du canal, contrôlée à l'époque par les États-Unis. La mission envoyée par l'OEA (selon le compte rendu des affaires étrangères du Mexique, du Brésil, du Costa Rica, du Panama, du Paraguay et de

l'Uruguay) avait conclu que les États-Unis avaient réagi de manière excessive, mais que cela ne constituait pas pour autant une agression à l'égard du Panama.

Comme beaucoup de Latino-Américains, les Panaméens considèrent l'OEA comme le « ministère des colonies » des États-Unis. Ils rappellent que Washington l'a utilisé pour justifier, entre autres, ses agressions contre Cuba (exclu de l'organisme en 1962) et son intervention militaire en République dominicaine en 1965. Les autorités panaméennes ont beau jeu de s'étonner des « missions de conciliation » au Salvador, en Colombie ou au Guatemala, pays déchirés par des luttes intestines sanglantes mais sans de cesse. Il s'agit en particulier d'estimer dès lors que « l'OEA doit plutôt se prononcer sur l'agression économique des États-Unis contre Panama, sur l'ingérence dans nos affaires intérieures, et sur la violation des traités sur le canal ».

Il est vrai que les États-Unis ont pris des libertés avec les traités signés en 1977 par l'ancien président Jimmy Carter et par le général Omar Torrijos, décédé en 1981 dans un mystérieux accident d'avion. Le gouvernement panaméen a établi une longue liste des violations remises à la délégation de l'OEA. Certaines infractions sont insignifiantes ; mais d'autres sont considérées comme beaucoup plus sérieuses, car elles s'inscrivent dans « une stratégie de domination de l'Amérique latine à partir de la zone du canal ». Il s'agit en particulier des opérations menées contre le Nicaragua (aide à la Contra, anti-sandiniste) à partir de la dizaine de bases militaires américaines situées sur les rives du canal.

M. Endara : contre une intervention militaire américaine

L'opposition fait cependant remarquer que le général Noriega est mal placé pour dénoncer les États-Unis. Avant la crise, il avait de longues années — élargi au budget des services secrets américains, la CIA — à Noriega est un opportuniste, affirme un opposant. Son nationalisme somme faux. « Rarement, en effet, ont les Panaméens croient vraiment au discours de l'homme fort du pays et de son

entourage : « Noriega est responsable de l'affaiblissement du nationalisme panaméen, ajoute un opposant, qui a goûté à plusieurs reprises de la prison pour des déclarations de ce genre. Si des troupes américaines décident d'intervenir, la majorité des citoyens applaudiront. C'est désolant. Mais, après l'annulation du scrutin du 7 mai qui nous donnait une large victoire, le peuple ne voit plus d'autre solution pour se débarrasser de la dictature militaire ».

Le candidat de l'Alliance d'opposition (ADOC) à la présidence de la République, M. Guillermo Endara, estime, lui, qu'il « veut mieux supporter Noriega quelques années de plus que de voir la libération aux États-Unis ». Atteint sans répit par la presse officielle qui l'accuse de vouloir « vendre le pays aux gringos » et d'être aux ordres de Washington, M. Endara rappelle que, contrairement aux militaires, il s'est opposé à la signature des traités en 1977 car il les considérait trop favorables aux États-Unis. « Avec Arnulfo Arias (élu trois fois à la présidence et renversé chaque fois par des putschs militaires), nous avions surtout dénoncé le traité de neutralité — un vrai scandale — qui permettait aux troupes américaines d'intervenir à perpétuité sous prétexte de défendre le canal ».

Beaucoup de Panaméens, pourtant, craignent que les événements ne se précipitent. Leur hantise, c'est ce qu'ils dénomment « une centre américanisation » — c'est-à-dire la perte de la zone du canal, sur le plan politique, et la « latinisation » — c'est-à-dire la progressive glissade vers le sous-développement en matière économique.

Pendant que la délégation de l'OEA (formée du secrétaire général de l'Organisation, M. José María Sábido, et des ministres des affaires étrangères de Pérou, du Guatemala et de Trinité-et-Tobago) faisait ses premiers pas sur le terrain miné de la politique panaméenne, les troupes américaines stationnées le long du canal, se livraient à des gestuelles à quelques kilomètres à peine de la capitale, sur les plages du Pacifique. Durant huit heures, mardi, deux cents hommes ont participé à une opération de débarquement, appuyés par des avions de chasse et des hélicoptères.

BERTRAND DE LA GRANGE.

ARGENTINE

Le président Alfonsín annonce « une économie de guerre »

Intervenant mardi 23 mai en soirée à la télévision, le président Raúl Alfonsín a annoncé la publication d'un décret par son parti, l'Union civique radicale, d'un programme de redressement économique pour la fin de son mandat — un programme qui « sera aussi dur qu'on peut l'imaginer » et façonné pour « une

économie de guerre et un gouvernement en crise ». Apparaissant, le gouvernement avait remis sa démission au chef de l'État, afin de permettre la constitution d'un « cabinet de crise ». M. Alfonsín devait faire connaître mercredi les noms de ses futurs collaborateurs.

Il a ajouté : « Nous poursuivrons jusqu'au 10 décembre », suggérant ainsi que les négociations entreprises avec son successeur, le péroniste Carlos Menem, en vue de raccourcir la phase de transition sont rompues, ce que conteste le nouvel élu. Il était question que la passation des pouvoirs ait lieu le 9 juillet.

BUENOS-AIRES
de notre envoyé spécial

L'Argentine vit des heures de folie. Les banques ont fermé pour huit jours leurs portes sur ordre du gouvernement. Les dirigeants politiques des deux principaux partis — radical et péroniste — multiplient les déclarations contradictoires. Les industriels et les commerçants craignent pour leur survie dans la crise qui s'aggrave.

La longue période de transition, ouverte après la victoire du candidat péroniste, M. Carlos Menem, le 14 mai dernier, s'annonçait, de toute

façon, difficile, le nouvel élu ne devant prendre ses fonctions que le 10 décembre. Mais la fausse cohabitation est plus chaotique encore que ce qui était imaginable. L'incertitude prévaut, tant au sein du gouvernement radical que dans les rangs du parti péroniste. L'équipe sortante, qui s'était révélée incapable avant même les élections de juguler une crise économique désastreuse, a tenté, au lendemain même du 14 mai, de parvenir à un accord avec les péronistes pour décider de mesures d'urgence ; une telle entente conditionnait, aux yeux de M. Alfonsín, un avancement de la passation des pou-

voirs. Soucieux de ne pas apparaître responsables de ce lourd héritage, Carlos Saul Menem et son équipe ont repoussé les propositions radicales visant à restaurer une véritable « économie de guerre ». M. Menem a pourtant affirmé que « le dialogue n'était pas rompu ». Le chef de l'État n'a pas révisé, à la télévision, le détail des mesures à prendre, le détail des politiques qui se livrent à de délicates négociations. Dans cette atmosphère tendue est arrivée à Buenos Aires une des grandes vedettes nationales, le joueur de football Diego Maradona. Cette fois, pourtant, le héros du club de Naples n'a plus la dette.

Pendant ce temps le dollar, hier comme aujourd'hui, objet, enjeu, véhicule et refuge de la spéculation, attend des sommets... vite dépassés. Aussi toutes les opérations de change offi-

cielles sont-elles suspendues. Le value des billets continue. Les tarifs des taxis ont ainsi pratiquement doublé en moins de quinze jours ! Dans les quartiers pauvres de la capitale, la tension est à son comble sans que nul puisse prévoir le point de rupture. Passée la fête, oubliée la victoire, il reste le désespoir d'une population face à des politiques qui se livrent à de délicates négociations. Dans cette atmosphère tendue est arrivée à Buenos Aires une des grandes vedettes nationales, le joueur de football Diego Maradona. Cette fois, pourtant, le héros du club de Naples n'a plus la dette.

D. H.-G.

ÉTATS-UNIS : le président de la Chambre jugé par les siens

M. Jim Wright pourrait être poussé à la démission

WASHINGTON
de notre correspondant

La fin serait-elle si proche pour M. Jim Wright, speaker (président) de la Chambre des représentants, personnage naguère puissant et redouté, y compris de la Maison Blanche ? Il lute pour sa survie politique depuis qu'une commission d'enquête s'est penchée sur quelques aspects douteux de son comportement en matière d'argent.

Si l'on en juge par l'attitude de son principal adversaire, le speaker semble en tout cas fort mal en point. Mardi 23 mai, plaidant la cause de son client devant les membres de la commission d'enquête, l'avocat, M. Stephen Sussman, s'est lancé dans une description pathétique des malheurs du speaker. La voix s'avantant nouée par l'émotion, il a accusé la presse d'avoir voulu « lyncher » M. Wright et il est allé jusqu'à traiter de « persécution » le conseiller spécial nommé par la commission d'enquête pour enquêter sur les agissements financiers de son client.

Tout cela ne sonnait pas très juste — la séance était télévisée — d'autant que sur les faits eux-mêmes la ligne de défense était beaucoup plus terre à

terre : l'avocat a essentiellement répété que les comportements reprochés à M. Wright ne violaient pas la lettre des règles que la Chambre des représentants a elle-même fixées pour ses membres (infiniment plus souples que celles qui s'appliquent à l'administration).

Mais il est clair que, au minimum, le speaker a allégrement violé l'esprit de ce règlement, en particulier en empoignant les droits d'auteur exorbitants d'une plaquette que divers groupes de pression se sont fait un devoir de lui acheter — souvent à mille exemplaires. L'autre reproche majeur fait à M. Wright porte sur le salaire, la voiture et l'appartement mis à la disposition de son épouse Betty Wright par un homme d'affaires du Texas, en échange d'un travail qui semblait purement fictif.

Plus grave encore — et même si la commission d'enquête ne s'est pas encore formellement saisie de ces développements — il est apparu au cours de l'enquête, et à travers de nombreuses investigations faites par la presse américaine, que M. Wright avait en bien d'autres occasions profité de certains bons offices qui lui ont permis de réaliser de substantiels bénéfices per-

sonnels. Ces véritables aubaines, comme la revente à prix d'or d'un gisement de pétrole pourtant asséché — s'expliquent très difficilement, sauf si l'on admet certains hommes d'affaires, dont on retrouve régulièrement les noms en ces circonstances, se sont arrangés pour que M. Wright soit en situation d'être reconnaissant à ses bienfaiteurs.

Rien de tout cela ne va être au-delà des avantages dont bénéficient traditionnellement les hommes politiques, surtout s'ils sont puissants aussi bien localement — au Texas — que nationalement, et rien ne dit que le speaker ait activement recherché ces avantages. Au moins a-t-il mangé de bon appétit les cailloux qui lui tombaient toutes rôties dans la bouche.

Vider l'abcès

En d'autres temps, personne n'y aurait prêt attention mais l'humeur est à la moralisation de la vie publique et le Congrès, traditionnellement très indugent à l'égard de lui-même, est désormais dans le collimateur du public et des médias. Personnage très en vogue, faussement suave et très jaloux de son

pouvoir, M. Wright est devenu peu à peu le symbole des turpitudes de ce Congrès que le public considère comme véniel (tout en rêvant de plus en plus systématiquement ses membres sortants).

Après avoir menacé de sévères représailles ceux de ses collègues démocrates qui ne feraient pas bloc autour de lui, le speaker a orchestré une campagne destinée à déconsidérer le conseiller spécial — M. Phelan, un avocat de Chicago, chargé d'enquêter sur son cas. Il en semble aujourd'hui réduit à jouer les victimes dignes de pitié, tout en arborant partout son perpétuel sourire forcé. Mais rien n'y fait et, maintenant que son image semble irrémédiablement compromise dans l'opinion, ses collègues démocrates paraissent souhaiter vider l'abcès, régler un problème qui paralyse leur activité au Congrès et laisser la partie belle à la Maison Blanche. A moins que la commission d'enquête ne le blâme complètement — ce qui semble bien difficile. — M. Wright aura bien du mal à remonter la pente qui conduit à la démission.

JAN KRAUZE.

Europe

URSS : Avant la session du Congrès des députés du peuple

Le pouvoir paraît chercher à rassurer les réformateurs

MOSCOU
de notre correspondant

C'est la « réunion » et elle est aigüe. Depuis le plénum, lundi, du comité central du parti, on dirait que la capitale soviétique s'est transformée en vaste salle de réunions politiques — permanentes, hâles, et très souvent imprévisibles. C'est évidemment l'approche de la première session, jeudi 25 mai, du tout nouveau Congrès des députés du peuple qui suscite cette fièvre mais, réunions ou pas, on est toujours dans le noir.

Vingt-quatre heures avant que les 2250 députés ne convergent vers le palais des congrès du Kremlin, on ne savait, en effet, toujours pas quels seraient l'ordre du jour et la durée de cette session, comment et quand les députés éliraient en leur sein les 542 membres du Soviet suprême, l'Assemblée législative permanente, ni même si on n'allait pas commencer par débattre d'amendements à la Constitution tant les textes sont inextricablement flous.

La durée de ce suspense aura redonné du poids au changement qui s'annonce cette semaine en URSS. Pour la première fois depuis les débuts du régime soviétique, l'organisation d'élections partiellement libres a donné une légitimité morale à un Parlement dont tous les membres ne sont pas, loin de là, aux ordres. Un nouveau centre de pouvoir est en train de naître, à côté du parti et concurrençant du parti, bien que 87 % des députés en soient membres.

C'est qu'il y a un membre et membre du parti, membre de base ou haut bureaucrate, conservateur ou réformateur et on l'a vu mardi soir quand, sous la présidence de M. Gorbachev, la direction a réuni, au Kremlin, tous les députés communistes. Première entorse, les progressistes ont obtenu que ceux des élus « sans parti » qui le désiraient puissent aussi prendre part à la discussion. Deuxième entorse : non seulement la parole n'a pas été réservée

Stupéur

Stupéur des stupéurs, on a soudain vu de parfaits inconnus, élus du pays profond, demander la parole et la prendre avec aisance pour critiquer nommément de hauts responsables que le bureau politique recomposait de réelles à leurs fonctions gouvernementales. Soudain, les progressistes s'en sont sentis beaucoup moins isolés qu'ils ne le pensaient. M. Sakharov, à la sortie, semblait confiant. Les Bahes déclaraient, l'œil gourmand, qu'ils « ne se seraient jamais attendus à cela ». Et, d'un coup, toutes les craintes de la journée sur l'imposition par le comité central d'un ordre du jour et d'une liste de membres du Soviet suprême semblaient oubliées.

A tort ou à raison, les députés se sentaient forts, pas si faibles, en tout cas, que cela et tous ceux que la télévision interviewait, mardi soir, au Kremlin étaient à la fois étonnés et souriants. Il est vrai que le pouvoir avait à l'avance cherché à se concilier leurs bonnes grâces. Les quatre dirigeants nationalistes géorgiens arrêtés après la sanglante répression du 9 avril à Tbilissi ont été libérés la semaine dernière. L'un des dix membres du comité Karabekh, emprisonnés depuis cinq mois vient de l'être également. La Cour suprême a donné, lundi, une interprétation restrictive du projet de nouvelle loi sur la « discrimination » en arguant que seule la « diffusion de fausses nouvelles », et non pas les critiques, était punissable en vertu de ce texte.

Iouri Lioubimov, le plus célèbre des metteurs en scène d'URSS, est, enfin, devenu mardi le premier contestataire exilé à se voir rendre sa nationalité soviétique. C'est un précédent et ces quatre gestes de bon vouloir affectent au-delà de la volonté du Congrès.

BERNARD GUETTA.

● YUGOSLAVIE : M. Milosevic s'en prend à la Slovénie. — Le nouveau président de la Serbie, M. Stobodan Milosevic, a dénoncé, le lundi 22 mai, les tendances « antidémocratiques » qui se manifestent à ses yeux en Slovénie. Dans cette république « où l'on parle tant de droits de l'homme, certains milieux soutiennent les séparatistes du Kosovo qui menacent par la terreur les droits des Serbes et des Monténégres. Là où l'on parle tant de pluralisme, on manifeste aussi le plus d'agressivité contre les opinions différentes, par exemple contre les nôtres en Serbie », a déclaré M. Milosevic.

● ITALIE : réclusion à vie pour un Palestinien. — Un tribunal de Rome a condamné, le mardi 23 mai, à la réclusion à perpétuité, Osama Abdel Al Zomar, un Palestinien membre présumé de l'organisation Fatah-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal. Le terroriste, qui était accusé d'avoir participé à un attentat contre la grande synagogue de Rome, qui avait fait un mort et trente blessés en 1982, était jugé par contumace.

Arrêté en novembre 1982 à la frontière gréco-turque, Osama Abdel Al Zomar avait été incarcéré en Grèce pour détention illégale d'explosifs. La décision d'Athènes de ne pas l'extrader vers l'Italie avait vivement irrité la communauté juive de ce pays ainsi que les États-Unis et Israël. En décembre de l'année dernière, il avait été expulsé vers la Libye. — (Reuters.)

I.T.S. Langues

LES PROFESSEURS
ENSEIGNENT
LEUR LANGUE
MATERNELLE

● ANGLAIS - ESPAGNOL
● PORTUGAIS - BRÉSILIEN

NOTRE OBJECTIF : donner au stagiaire une bonne maîtrise de la langue ainsi que des outils propres au pays avec lequel il sera en relation.

Le Monde

RÉGIONS D'EUROPE

LA MANCHE

SANS FRONTIÈRES

SUPPLÉMENT GRATUIT

JEUDI 25 MAI

(DATÉ VENDREDI 26 MAI)

PILE SEPARÉE

ATTENTION
Ce supplément gratuit est publié en cahier séparé. N'oubliez pas de le demander à votre marchand de journaux.

سكناز الحزب

ALPHAPAC

Europe

Nouvelle étape de la querelle diplomatique avec l'URSS

Londres refuse de limiter volontairement sa présence à Moscou

LONDRES
de notre correspondant

Le Foreign Office n'était pas en panne d'adjectifs, mardi 25 mai, pour décrire la décision soviétique de réduire à deux cent cinq le nombre des personnes travaillant pour des institutions britanniques à Moscou (le Monde du 24 mai). « Inacceptable, absurde, ridicule, et illogique », étaient quelques-uns d'entre eux. Il n'est pas question en tant que l'ambassadeur de Sa Majesté se transforme en « bouc-émissaire » comme le proposait M. Guennadi Guerasimov, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, et établisse lui-

même une liste de ceux qui doivent être touchés par cette mesure.

Le chargé d'affaires soviétique à Londres, M. Vladimir Ivanov, a été convoqué mardi au Foreign Office. Il lui a été signifié que la Grande-Bretagne ne se laisserait pas intimider par la menace, d'ailleurs plutôt confuse, pesant sur ses ressortissants en URSS. A toutes fins utiles, il lui a été rappelé que plus de quatre cents citoyens britanniques étaient employés par des institutions soviétiques (Aeroflot, Narodny Bank, etc) au Royaume-Uni. La balance n'est en effet pas égale. Les Soviétiques veulent inclure désormais dans le quota de deux cent cinq personnes autorisées à travailler à Moscou le personnel local de nationalité sovi-

étique (traducteurs, secrétaires, chauffeurs), alors que la réciproque n'est pas vraie. Les Soviétiques peuvent recourir à Londres aux services d'autant de Britanniques qu'ils le jugent nécessaire. Cela pourrait changer, si Moscou persistait à vouloir appliquer strictement sa décision.

La Grande-Bretagne a théoriquement une semaine pour procéder aux réductions exigées. Mais le Foreign Office fait valoir qu'il n'a aucune autorité pour demander à des entreprises ayant un bureau de représentation à Moscou ou aux médias qui ont un correspondant local. Les chiffres sont d'ailleurs un peu flous. M. Guerasimov affirme que les effectifs actuels atteignent trois cent soixante-quinze. Il faudrait donc que les diverses institutions britanniques présentes à Moscou, y compris l'ambassade, licencient cent soixante-dix personnes. Mais personne ne comprend comment les Soviétiques sont parvenus à ce total de trois cent soixante-quinze. Les épouses sont-elles, dans certains cas, comprises dans le lot ?

DOMINIQUE DHOMBRES.

RFA : avant le quarantième anniversaire de la Loi fondamentale

La réélection de M. von Weizsäcker symbolise le consensus autour des valeurs de la démocratie

BONN
de notre correspondant

La situation politique tendue qui prévaut actuellement en RFA - où les relations entre les partis de la coalition gouvernementale traversent une mauvaise passe - et le développement du conflit au sein de l'alliance atlantique ont quelque peu terni la célébration, mercredi 24 mai, du quarantième anniversaire de la Loi fondamentale, acte de naissance de la République fédérale allemande. La réélection, par une très forte majorité et avec des voix venues de tous les partis, du président fédéral, M. Richard von Weizsäcker, tombait d'autant mieux, mardi, pour symboliser le large consensus dont bénéficie un président qui a su à plusieurs reprises incarner des valeurs importantes de la jeune démocratie ouest-allemande.

Le discours que M. von Weizsäcker a prononcé en cette occasion, mercredi, avait ainsi une résonance particulière. Faisant allusion à la montée des extrémismes dans le pay-

sage politique ouest-allemand, il a déclaré :

« Nous ne pouvons pas nous permettre des excès politiques qui s'éloignent du centre pour se presser sur les extrêmes. Il a également plaidé en faveur d'une coopération accrue avec l'Est : « Il y a aujourd'hui une vraie chance pour un changement qui nous rapprocherait d'un ordre de paix européen. Nous, occidentaux, ne pouvons l'établir seuls. Mais sans notre contribution, cela ne peut pas réussir. Il faut s'y employer, avec calme, mais avec détermination. Car l'histoire n'a pas coutume de repasser les plats. »

Depuis que, l'an passé, le président fédéral Richard von Weizsäcker avait fait connaître son intention de briguer un nouveau mandat de cinq ans, il était acquis qu'il serait réélu. En 1984, les Verts lui avaient opposé un candidat symbolique, l'écrivain Luitpold Rösler. Ils étaient cette fois-ci divisés : une partie d'entre eux s'étaient prononcés en faveur du président sortant, en raison de son action en faveur de l'amnistie pour les déteints de la

Fraction armée rouge ayant rompu avec le terrorisme, d'autres persistaient dans leur refus de voir dans cet aristocrate membre de la CDU l'incarnation du peuple tout entier.

Le dépouillement des bulletins de vote des 1048 membres de l'Assemblée fédérale - 519 députés au Bundestag et un nombre égal de députés élus par le Parlement des Länder apporta tout de même une petite surprise : si Richard von Weizsäcker, avec 881 voix sur 1022 suffrages exprimés, réalisait un score impressionnant, on notait tout de même 108 votes contre et 30 abstentions. Un rapide calcul montrait que l'opposition ne se limitait pas aux Verts, qui ne disposaient que de 67 mandats. Richard von Weizsäcker a aussi quelques ennemis chez les conservateurs, notamment au sein de la CSU bavaroise et dans l'aile droite de la CDU. Ces derniers lui reprochent d'avoir gracié au début de cette année Angelika Speitel, une terroriste repentie, d'avoir manifesté son intention de se rendre en Pologne le 1er septembre prochain à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'agression nazie contre ce pays.

LUC ROSENZWEIG.

Contestation étudiante en Pologne

« Pékin-Varsovie, même combat ! »

Le refus d'un tribunal polonais d'enregistrer les statuts de l'Association indépendante des étudiants, dont la rélegalisation avait été prévue lors des accords d'avril, suscite une brusque montée de ferveur en Pologne. Vivement critiquée par Solidarność, la décision du tribunal a immédiatement provoqué une levée de boucliers dans toutes les universités de la capitale, où le syndicat étudiant a lancé mardi 23 mai un appel à la grève illimitée avec occupation des locaux. Des meetings étaient prévus mercredi dans divers établissements de province.

Aux cris de « A bas les communistes », Pékin-Varsovie même combat », les jeunes présents dans la salle d'audience sont sortis du tribunal en cortège pour réclamer la législation immédiate de leur organisation. Ils ont été violemment dispersés par les forces de l'ordre. Une vingtaine d'entre eux ont été interpellés et violemment passés

à tabac dans les fourgons cellulaires.

Les références au mouvement des étudiants chinois, suivi avec une particulière attention dans toute la Pologne, ne sont pas purement fortuites. Solidarność, qui ne ménage pas ses efforts dans la campagne actuelle pour les élections de juin afin de calmer le jeu face aux exigences des plus radicaux, s'est aussitôt inquiété des risques de dérapage. M. Gerasim, l'un de ses principaux chefs de file, a regretté cette nouvelle preuve « préoccupante du manque d'imagination des autorités ».

Le conflit sur la législation du syndicat indépendant des étudiants porte sur le refus des autorités d'accepter une clause des statuts de l'association s'arrogeant le droit de grève. Le gouvernement, qui redoute une radicalisation de la contestation étudiante, fait valoir que ni la loi sur les associations ni celle sur l'éducation n'autorisent un tel droit de grève. — (AP, AFP, Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

Ethiopie

Manifestation étudiante contre le régime

De violents heurts entre policiers et étudiants se sont produits, le lundi 22 mai, à Addis-Abeba, une semaine après la tentative de coup d'Etat contre le régime du lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam. Dimanche soir, plusieurs centaines d'étudiants ont organisé un rassemblement à la cafétéria de l'université d'Addis-Abeba pour protester contre l'autoritarisme du

régime, cause, selon eux, de l'exode des intellectuels éthiopiens.

Lundi matin, plusieurs centaines d'étudiants ont commencé à manifester sur le campus de l'université, mais la police anti-émeute, appuyée à un moment par des blindés, a empêché d'autres jeunes gens de les rejoindre. Des heurts se sont alors produits. Les manifestants ont jeté des pierres aux policiers et ceux-ci ont riposté par des charges à la matraque. Plusieurs étudiants ont été blessés et évacués par des ambulances vers une destination inconnue. — (Reuters.)

Turquie

Dix-neuf morts dans un affrontement entre l'armée et le PKK

Treize membres présumés du PKK (Parti des travailleurs kurdes, marxiste-léniniste), deux soldats et quatre civils, ont été tués, mardi 23 mai, lors d'un accrochage entre les rebelles et les forces de l'ordre turques, à Erzurum, près de Sirt, dans le sud-est de la Turquie. L'agence Anatolie rapporte que treize « terroristes » ont été tués, mais les jour-

naux turcs ont fait état le même jour de la mort dans cet engagement, qui s'est produit dans la nuit du lundi 22 au mardi 23 mai, de quatre militants du PKK, de deux militaires et de quatre civils.

D'autre part, deux ouvriers du barrage de Karakocan ont été tués et deux autres blessés à Elazığ (sud-est de la Turquie) lors du mitraillage par les rebelles du PKK d'un autobus qui les transportait. Le PKK, organisation séparatiste en lutte armée contre le régime turc, réclame la création d'un état kurde au sud-est de la Turquie. Selon Ankara, le PKK a ses bases en Syrie, d'où ses militants s'infiltreraient en Turquie pour « commettre leurs attentats ». — (AFP.)

INSTANTANÉ D'UN NOUVEAU COMMUNICANT.

Le nouveau communicant ne se fait pas de souci.
Il sait qu'avec Alphapage, il peut être joint par Minitel
... et du monde entier !

Le nouveau communicant a la liberté dans le sang.
Avec Alphapage il peut être joint 24 h sur 24
aux quatre coins de son territoire.

Même s'il a la tête en l'air,
le nouveau communicant n'a pas
de trou de mémoire. Stockpage,
un service Alphapage, conserve 24 h
minimum tous les messages
qui lui ont été envoyés.

Le nouveau communicant
a l'esprit pratique.
Il achète ou loue son Alphapage.
Son inscription payée une fois pour toutes,
il recevra sa facture d'abonnement
tous les 2 mois.

Les yeux du nouveau communicant
lui permettent de voir le signal lumineux l'avertissant de l'arrivée
d'un message en toutes lettres sur son Alphapage.

Le nouveau communicant a du nez.
Il a tapé 3614 code Alphapage sur son Minitel,
et depuis il est au courant de tous les services Alphapage.

La poche du nouveau communicant
contient systématiquement un récepteur Alphapage,
parfois les clés de chez lui,
éventuellement d'autres accessoires.

Attention ! Le nouveau communicant
est très rapide à la détente.
Informé grâce à son Alphapage,
il peut réagir à la seconde près.

TELECOM SYSTEMES MOBILES
filiale de COGECOM - groupe FRANCE TELECOM



ALPHAPAGE, LA RADIOMESSAGERIE EN TOUTES LETTRES

FRANCE
TELECOM

Politique

La préparation des élections européennes

Un entretien avec M. Jean-Louis Borloo numéro deux de la liste du centre

« J'ai le sentiment d'être un légume »

Avocat d'affaires parisien, trente-huit ans, M. Jean-Louis Borloo a été élu le 19 mars maire de Valenciennes avec 76 % des voix. Le 27 avril, les centristes lui ont offert la deuxième place sur la liste de M. Simone Veil. Un mois plus tard, M. Jean-Louis Borloo tire les premiers enseignements de son engagement politique.

« Pourquoi avoir opté pour la liste de M. Simone Veil plutôt que pour celle de M. Giscard d'Estaing ou de M. Fabius ?

— Le problème est de savoir quelle Europe l'on veut. Nous sommes pour l'instant dans un contexte européen qui va être d'un libéralisme allant au-delà du libéralisme théorique. Il est tout à fait extraordinaire de constater que c'est sous un régime socialiste que le plus grand enjeu du libéralisme est en train de se développer et que c'est celui qui entraînera le plus de régression sociale. Les socialistes français sont à mes yeux en passe de devenir à leur tour des capitalistes sauvages. Quant à la liste Giscard, elle n'est qu'une liste d'union des arrière-pensées. Avec Lottard qui essaye de satelliser Giscard pour prendre la présidence de l'UDF. Avec Juppé qui n'a pas le choix et avec Giscard qui m'expliquait il y a un mois et demi que, s'il arrivait quelque chose au cours de ce septennat, il pensait très clairement pouvoir assumer à nouveau les plus hautes destinées de ce pays. En plus on ne peut pas demander à une telle liste marquée par la plus pure culture culbute et émanée par trois énarques de penser à autre chose qu'à l'Europe économique.

Les hommes politiques sont coupables

— Êtes-vous satisfait de la façon dont s'est engagée cette campagne européenne ?

— Franchement pas. Je range mon frein car depuis un mois j'ai le sentiment d'être un légume et le légume que je suis se trouve dans une situation paradoxale. La liste Veil est la seule bonne liste, ou en tout cas la moins mauvaise. Pour qui pense que l'Europe ne sera pas une promenade de santé, qu'il faut la faire le plus vite et le plus fort possible, je ne vois pas le plus fort possible, je ne vois pas le plus fort possible. Et en même temps, je suis triste de constater que, nous nous aurions les moyens de nous exprimer mieux et qu'on ne le fait pas, et c'est dommage.

— Dans ce procès en ambiguïté que vous instruisez, quels sont les coupables ?

— Les hommes politiques eux-mêmes, bien sûr. Une campagne

devrait être un moment formidable. Les hommes politiques devraient écouter et oser dire. Au lieu de cela, les problèmes de fond sont détestablement évités par tout le monde. Qu'entend-on sur la question de la supranationalité, la monnaie unique, la repositionnement de l'Allemagne, la situation militaire de l'Europe, la réalité d'un véritable gouvernement européen, les problèmes d'éducation, le prix à payer par les Français pour accéder à l'Europe ? Tout se passe comme si les pro-européens majoritaires dans ce pays n'osaient pas dire les choses aux Français, comme s'ils avaient peur de renforcer les extrêmes de droite et de gauche. On est dans un débat de type « plus européen que moi tu meurs ». Et on évite d'expliquer que l'Europe ne sera pas une promenade de santé. Enfin, je pense que la presse dans cette campagne ne fait pas son travail.

— Que voulez-vous dire ?

— Au cours d'une campagne les hommes politiques doivent être aussi mis en contradiction avec leurs idées reçues. Il est très significatif de constater que cette campagne est suivie par des journalistes de politique intérieure française qui posent rarement les vraies questions. Fatalement, on reste dans une logique de politique spectacle. La campagne s'adresse exclusivement aux cinquante journalistes accrédités qu'on promène un peu partout en France, comme la caravane du tour de France. Il y a une complicité très forte entre les organisateurs, les journalistes et les sportifs. C'est une petite monde refermé sur lui-même, assez déconnecté de la réalité.

— Adressez-vous les mêmes reproches à votre tête de liste ?

— C'est à l'évidence elle qui succombe le moins à ce travers et c'est pour cela qu'elle est parfois médiocrement moins bonne. Mais prise en compte par l'habitude d'éviter en période électorale de perdre des voix, prisonnière aussi de ses affections, de ses amours rancunes, bref de son passé, on la sent aussi mal à l'aise parfois parce qu'elle n'aime pas ne pas dire ce qu'elle pense. Il y a une pression de campagne. Quant aux autres, ils sont évidemment plus à l'aise dans le mensonge par omission.

— Depuis une semaine, les « rénovateurs » acceptent publiquement de faire comme commune avec votre liste ? Ce rapprochement vous convient-il ?

— Partiellement. Si leur démarche vise à renforcer une équipe qui sera la plus présente à Strasbourg, la plus responsable, à appuyer un fond de tolérance, de centristes au sens le plus noble, à répandre le message de cette liste sur l'Europe des régions, c'est bien. Mais il existe quand même quelque part une formidable ambiguïté. Être dans un comité de

soutien à la liste de Giscard et faire le baiser de paix à l'autre liste. Je crains que les Français ne s'y retrouvent pas.

— Le 27 avril dernier, M. Michel Giscard vous présentait comme « le symbole même de la rénovation ». Pourquoi refusez-vous d'adhérer au mouvement des « rénovateurs » ?

— Il existe à mon avis deux conceptions de la vie politique. L'une qui est exclusivement une stratégie de prise de pouvoir. Une autre consiste à assumer avec courage des responsabilités d'intérêt général. Les deux conceptions sont certes liées mais quand, sur l'échelle des valeurs il n'existe pas un relatif équilibre entre les deux, on va à la catastrophe. J'ai peur que le mouvement des « rénovateurs » s'inscrive dans la première logique. S'ils ne veulent que redonner un coup de peinture à la machine de guerre de droite destinée à la conquête du pouvoir, nous préférons qu'ils en ont assez d'être battus, ce n'est pas un projet enthousiasmant. En revanche, j'aimerais bien savoir ce qu'ils pensent de la politique de la « maison commune » de Giscard, ce qu'ils pensent de la Chine, de la nouvelle pauvreté, de la participation, de la drogue, de l'Europe musulmane de l'an 2040. En tant qu'hommes publics responsables, compte tenu de la gravité et de l'ampleur du problème européen, je crois que s'ils consacraient aujourd'hui leur temps à parler de l'Europe, ce serait plus important pour l'avenir de nos sociétés que de nous entretenir en permanence des assises de la rénovation.

A fond sur des projets

— Pourquoi alors avoir décliné vos activités professionnelles pour une vie politique que vous contestez ?

— Le monde politique auquel j'aspire est celui d'hommes politiques, libres, autonomes et responsables qui adhèrent à des projets. Je crois qu'effectivement aujourd'hui les hommes politiques sont peu libres dans leur tête. Le monde de ceux qui pensent faire partie de l'élite est atteint par le même syndrome. Plus de grand drame, plus de grandes difficultés : la génération qui s'exprime aujourd'hui des trente-cinq-cinquante ans est une génération qui a hérité de la paix, mais qui ne l'a pas méritée. Qui a profité de la reconstruction sans l'avoir faite. Elle est en train de jouer de la meilleure rétrospective de carrière possible, de la meilleure reconnaissance médiatique possible. Cela fatalement pose un problème pour la génération suivante. Malraux disait : le vingt et unième siècle sera mystique ou ne sera pas. Je suis convaincu que nous connaîtrons un retour du balancier.

— La politique manquera-t-elle d'émotion ?

— Absolument. Il faut dans tout système organisé 15 % de gens qui soient les bulles d'oxygène dans le bocal. Les fouteurs de merde sont indispensables.

— Est-ce là la seule étiquette que vous revendiquez ?

— Je revendique aussi la durée, l'effort, l'authenticité, la sincérité avec tout l'aspect maladroït que cela peut supposer. Je revendique l'erreur par inexpérience. Mais aujourd'hui j'ai franchement fini de me taire. J'ai gagné Valenciennes sans aucun soutien, sans moyen. Les Valenciennais ont choisi de prendre leur destin en main. Alors il faut expliquer aux Français qu'ils peuvent passer outre les invectives des partis, qu'ils peuvent prendre leurs responsabilités. Leur dire : présentez-vous et vous serez élus !

— Les socioprofessionnels que vous représentez ne sont-ils pas voués à demeurer malgré tout les alliés des hommes politiques ?

— Le pas ne peut être franchi que par des gens qui ont le sentiment d'être arrivés à l'apogée de leur carrière, qui n'ont plus le sonnet de leur réussite professionnelle mais simplement l'ambition de réussir leur vie tout court. Moi je n'ai pas l'intention de passer trente ans de ma vie à faire carrière en politique. Je m'imagine faire le mandat le plus engagé à Valenciennes. Mon univers se borne là. Le bonheur par rapport au plaisir, c'est de se choisir dans ce qu'on a de plus durable. La politique, si elle est vraiment faite dans toute sa dignité, peut être le plus beau métier du monde, à condition de la faire à fond, sans compromission et sur des projets définis et limités.

Propos recueillis par DANIEL CARTON.

La liste de M. Fabius devance d'un point celle de M. Giscard d'Estaing. Sur les neuf listes proposées par les SFOR, à l'échelle de mille personnes qu'elle a interrogées entre le 12 et le 15 mai pour les *Dernières Nouvelles d'Alsace* et la *Nouvelle République du Centre-Ouest*, trois ont enregistré un progrès par rapport au début mai. Les listes de MM. Fabius, Giscard d'Estaing et Le Pen gagnent chacune un point et obtiennent respectivement 29 %, 28 %, et 10 % des intentions de vote. M. Veil, qui passe de 13 % à 12 %, perd un point, tout comme la liste des *renouveaux communistes* de M. Labrousse, qui passe de 0,5 % à 0,4 %. M. Wechsung avec 11,5 % et Herzog avec 7,5 % perdent chacun un demi-point. M. Laquiller et M. Touati restent stables avec 1 % chacun. Ce même sondage indique que 56 % des Français ont l'intention d'aller voter.

Chasseurs et pêcheurs : une campagne à gros budget

Déçu par les partis politiques « qui n'ont pas voulu prendre en compte leur identité », les chasseurs et pêcheurs français ont présenté mardi 23 mai au cours d'une conférence de presse la liste « Chasse, Pêche Tradition » qu'ils conduiront aux élections européennes du 18 juin et sur laquelle devraient figurer en dernières positions trois sportifs de renom, le rugbyman Jean-Pierre Bastiat, le cycliste Gilbert Duclos-Lassalle et le pilote automobile Henri Pescarolo.

Revendiquant cinq millions d'adeptes, les candidats se présentent comme « le plus grand parti de France » et se définissent, dans une grande envolée lyrique, comme des « hommes et des femmes de la terre et de l'eau », « enracinés dans la culture rurale », « premiers défenseurs de l'environnement et qui tiennent à le rester parce que seuls à y mettre, au sens des idées, des moyens financiers considérables ». Les deux listes de liste, M. André Goussier, président du Syndicat national des chasseurs de France, et M. Pierre Brunet, président de la Fédération de pêche, se targuent d'avoir participé, à travers leurs associations, à la protection de la nature par l'achat de territoires abandonnés, par le débroussaillage des terres menacées par des incendies, par le nettoyage de bras de Seine à Gournay dans les Yvelines.

Interrogé par M. Alain Bougrain-Dubourg sur le point de savoir si « la chasse au printemps et la chasse aux touristes étaient conformes à la tradition dont il se revendique », M. Goussier a répondu qu'il « défendait tout mode de chasse et de pêche, quelle que soit la période » et qu'il ne souhaitait pas « faire d'un fait divers une affaire nationale », reprochant au journaliste d'Antenne 2 « d'être présent pour faire la promotion de son émission ».

M. Goussier a affirmé « avoir l'assurance de franchir la barre des 5 % » et a annoncé qu'il travaillerait à la commission de l'environnement, à côté des Verts, ceux-là mêmes qu'il qualifie de « marchands de chamois ».

Les responsables de la liste ont avoué avec réticence qu'ils disposent d'un budget d'environ six millions de francs, « le même que celui des Verts », qui devrait leur permettre de confier leur communication à M. Jacques Séguéla et d'organiser une série de meetings : le premier est prévu à Amiens le 5 juin. S'il n'est pas certain que cette liste puisse envoyer des représentants siéger à Strasbourg, elle pourrait cependant améliorer le taux de participation électorale en encourageant le vote des... pêcheurs à la ligne.

M. Jacques Chirac devant le groupe RPR du Sénat

L'absence de M. Charles Pasqua, souffrant, n'avait rien de « diplomatique », a assuré M. Joseph de Robien, vice-président du groupe RPR, à qui est revenu le rôle de présider la réunion à laquelle participait M. Jacques Chirac, mardi 23 mai, au Sénat. Exclusivement consacrées à l'Europe — les autres dossiers, dont la rénovation et la vie interne, seront abordés lors du conseil d'orientation du mouvement le 3 juin, — les discussions ont porté sur la liste d'union, dont le chef de file, M. Valéry Giscard d'Estaing, devait intervenir mercredi 24 mai devant l'ensemble des sénateurs de la majorité.

M. Chirac, qui a affirmé ne pas avoir participé à son élaboration, a jugé que la liste est « bonne » et qu'elle comprend des gens « compétents » quelle que soit leur étiquette. A ceux qui s'interrogeaient sur ce qui reste des « idées » et des « thèmes » RPR, l'ancien premier ministre, dont c'était la première venue devant le groupe sénatorial depuis son départ de Matignon, a estimé que M. Giscard d'Estaing « ne nous a pas demandé d'adhérer notre chaise », et qu'il s'est rallié « à nos conceptions et non l'inverse ». Certains ayant fait remarquer qu'après le 18 juin et du fait de la présence de deux listes il y aurait plus d'élus UDF que RPR à Strasbourg, M. Chirac a expliqué que mieux valait avoir un peu moins d'élus européens et un peu plus de députés nationaux. Quelques-uns en ont déduit que la préférence serait donnée dans le futur à une stratégie électorale de primaires au sein de l'opposition, pour les scrutins hexagonaux.

Le président du comité national de soutien à la liste d'union a enfin invité les sénateurs RPR à « faire un effort », à « se mobiliser », à « participer aux meetings » parce que « les enjeux sont importants », tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Que veut donc M. Charles Pasqua ?

Quatre-vingt-un sénateurs dont une dizaine d'anciens ministres, le groupe RPR du Sénat, le plus important dans cette Assemblée, doit de connaître le mirage qui, dans le bouddhisme, constitue la dernière étape de la contemplation, caractérisée par l'absence de douleur et la possession de la vérité. Petit Larousse (dit-il). Il y a comme un malaise dans les rangs, un doute qui s'installe, une lassitude peut-être, un manque d'enthousiasme certain. Causes internes et raisons externes se conjuguent pour multiplier les motifs d'interrogation, voire de critique.

L'heure de gloire serait-elle passée ? L'opposition, toute-puissante au Sénat, s'étant donné du bon temps dans les années 1982-1983-1985, se permettrait de faire l'impasse pour la réforme Savary, sur le référendum sur l'élargissement du champ référendaire, ou le contrat qui s'installe, une lassitude peut-être, un manque d'enthousiasme certain. Causes internes et raisons externes se conjuguent pour multiplier les motifs d'interrogation, voire de critique.

Bref, on se battait avec une perspective motivante : un retour aux affaires, une réinstallation à Matignon amoncelant des plus grandes joies pour 1993. C'est bien parmi les sénateurs RPR que l'on trouvait le plus convaincu de ce schéma idyllique. La déception n'en a été que plus vive.

Depuis la réflexion de M. François Mitterrand, et l'esquisse d'ouverture, le RPR est animé d'une réelle méfiance à l'égard de ses alliés républicains et indépendants et surtout centristes. La « concertation » sénatoriale, qui fonctionnait plutôt bien dans le passé, connaît des ratés : lors de l'examen du budget pour 1989, les divergences dans les votes n'ont pas été évitées, et plus récemment le RPR s'est bien gardé de demander à ses partenaires de déposer conjointement une question préalable contre l'examen de la réforme du code pénal. La discussion de ce dernier texte est d'ailleurs symptomatique des difficultés qu'éprouve l'ensemble de la majorité sénatoriale (le RPR en particulier) à retrouver ses marques.

« Coup d'Etat »

Le débat n'est pas nouveau et le temps n'a pas épuisé les arguments des uns et des autres : les sénateurs doivent-ils privilégier la « confection » de la loi ou l'expression de leurs choix politiques et personnels ? Le climat général de ce début de session conforte les tenants de la première solution... mais pour combien de temps ? Le projet de loi sur le X^e Plan, les nouvelles dispositions sur l'immigration, le texte de M. Lionel Jospin sur l'éducation... sont aux yeux d'un Charles Pasqua de bons thèmes pour marquer la différence.

Y parviendra-t-il ? Réussira-t-il à convaincre ses troupes qu'un groupe parlementaire « n'est pas seulement un groupe d'individus mais qu'il doit représenter ceux qui ont élu ses membres » ? Autrement dit, le président du groupe a-t-il une chance de régulariser ses collègues ? Ce n'est pas pour rien qu'il vient de publier une plaquette sur l'Actualité de Gaulle qui se conclut ainsi : « C'est notre vocation d'être, demain, avec tous les Français de bonne volonté, le levain de la résistance contre les fatalistes du déclin ». Une façon comme une

autre de rappeler autour de lui que gaulisme il est, et gaulisme il entend rester, rappel auquel ne peut qu'être sensible une bonne partie de son groupe.

En revanche, M. Charles Pasqua n'est pas à l'abri de critiques de la part de ses amis. Certains apparaissent peu enthousiasmés à la perspective du groupe où il avait remplacé M. Michel Jacques, démissionnaire en 1981, d'un « coup d'Etat ». Les mêmes jugent peu élégante la manière particulièrement rapide avec laquelle il y est revenu après son séjour de deux ans à la Bourse, en faisant démissionner d'abord un sénateur des Hauts-de-Seine, ce qui lui permettait en sa qualité de sénateur de liste de retrouver son siège de sénateur, puis M. Roger Karstien, président du groupe RPR. Ce ne peut être que de mauvaises langues, bien sûr, qui pourraient suggérer que l'élection s'est faite à chaque fois par acclamation, et en l'absence de tout autre postulat.

En définitive M. Paul Graziani de la présidence du conseil général des Hauts-de-Seine, en octobre dernier, M. Charles Pasqua n'a pas arrangé sa réputation.

Où va-t-il ? Que veut-il ? Ses amis et ceux qui le sont moins s'interrogent. Les uns se demandent s'il brigue la présidence du Sénat, renouvelable à l'automne prochain, comme on lui en prête l'intention. Les autres, s'il ne vise pas plus haut, la présidence de la République par exemple. Quelques-uns font remarquer que les deux sont compatibles : en cas d'interruption du mandat de l'actuel chef de l'Etat, le président du Sénat appelé à assurer l'intérim ne serait-il pas bien placé pour se présenter à son tour ? Supputation encore sur son rôle à l'intérieur du RPR, où il peut passer pour un successeur possible de M. Jacques Chirac.

Etude que M. Charles Pasqua n'aurait comme seule ambition celle de bien gérer son département et de bien faire fonctionner son groupe n'en effleure pas un. Lui-même ne s'en contenterait pas : il faut que « l'opposition parle haut, fort et clair », qu'elle « s'affirme », dit-il. Plutôt que de nier les États d'âme de son groupe, M. Pasqua a décidé d'y apporter des remèdes. Il vient de battre le rappel pour combattre l'abaissement ambiant : une concertation fonctionne entre sénateurs, députés et la rue de Lille (siège du RPR) sur les textes importants.

Enfin, à un sénateur qui lui reprochait avec vivacité de ne pas consacrer suffisamment de temps aux débats généraux internes, il a proposé que la réunion hebdomadaire du groupe soit avancée d'une demi-heure.

Si tous sont d'accord sur la rénovation, nécessaire de l'opposition, bien peu ont adhéré aux « rénovateurs » : quatre, en tout et pour tout, pas de quoi en faire un drapeau. D'ailleurs, en dehors même des « rénovateurs », un conflit un peu trop dur se concrétiserait par des départs. Des désaccords trop vifs sur une politisation trop radicale pourraient pousser quelques adversaires de cette stratégie à changer tout simplement de groupe. La gauche démocratique, rebaptisée « Rénouveau européen et démocratique », pourrait faire l'affaire.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Plus de femmes que d'hommes sur la liste de Lutte ouvrière

Comme en 1984 où elle avait obtenu 2,06 % des suffrages, soit légèrement plus de 410 000 voix, M^{me} Arlette Laguiller conduit, une nouvelle fois, une liste Lutte ouvrière homogène aux européennes du 18 juin. Cinq ans plus tôt, elle avait dirigé une liste trotskiste qui unissait son organisation à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de M. Alain Krivine et qui avait recueilli 3,08 % des voix (623 663 suffrages). L'union n'a pu se réaliser en 1989 en raison de divergences, essentiellement financières, entre les deux organisations.

La liste de L.O., la seule avec celle du centre à être conduite par une femme, compte quarante et une femmes pour quarante hommes. « Tous les candidats, sans exception, sont des salariés travaillant généralement dans les plus grandes entreprises du pays, du privé ou du public, de l'industrie ou des services », indique cette organisation. Il y a trente-deux ouvriers. Les deux tiers des candidats sont des « militants syndicaux » et quatorze appartiennent au personnel hospitalier. La moyenne d'âge est inférieure à quarante ans.

Nous publions ci-dessous les noms des quatre-vingt-un candidats de cette liste.

1. Arlette Laguiller, porte-parole et membre de la direction de L.O. ; 2. Christian Driano, conseiller municipal de Montbéliard (Doubs) ; 3. Marie-Louise Dupuis ; 4. Daniel Vitry ; 5. Jacqueline Lambert ; 6. Roland Szpirko, conseiller municipal de Creil (Oise) ;

7. Marie-France Belin ; 8. Daniel Benard ; 9. Chantal Canquillou ; 10. Désiré Nogre ; 11. Christine Hauchère ; 12. Georges Millet ; 13. Nelly Malet ; 14. Bernard Thierry ; 15. Danielle Hanry ; 16. Paul Palacio ; 17. Nicole Baudrin ; 18. Abdelkrim Soudani ; 19. Michèle Perromet ; 20. Jean-Pierre Tardy ; 21. Joëlle Jansville ; 22. Jean-François Més ; 23. Anne-Marie Laffont ; 24. Jean-Louis Gaillard ; 25. Germaine Bauer ; 26. Raymond Dumou ; 27. Danielle Pécourt ; 28. Denis Carrat ; 29. Joëlle Dubois ; 30. Martial Collet ; 31. Marie-Christine Perini ; 32. Roland Calmel ; 33. Annie Souchon ; 34. Liberto Piana ; 35. Catherine Dumou ; 36. Yves Thoraval ; 37. Monique Nang ; 38. Serge Francoschiana ; 39. Collette Cordat ; 40. Michel Debeuf ; 41. Annie Rieupret ; 42. Patrice Crumil ; 43. Christiane Nimsgeru ; 44. Jean-Jacques Prodromes ; 45. Laurence Boulmier ; 46. Régis Dubligny ; 47. Gisèle Lapeyre ; 48. Jean Heredia ; 49. Elise Monastrol ; 50. Noël Hennequin ; 51. Eliane Lacaille ; 52. Jean-Paul Mée ; 53. Michelle Lox ; 54. Michel Breton ; 55. Pierrette Morinaud ; 56. Jean-Pierre Cusey ; 57. Claudine Roussie ; 58. Jean-Jacques Lacarrère ; 59. Armand Bordes ; 60. Patrice Goussier ; 61. Madeleine Lacroix ; 62. André Monin ; 63. Mireille Lambert ; 64. Daniel Limbowski ; 65. Laurence Vigie ; 66. Dominique Geindreux ; 67. Paule Laron ; 68. Jean-Claude Griffoin ; 69. Marie-France Roche ; 70. Gilles Barrault ; 71. Christiane Dupuy ; 72. Georges Mestres ; 73. Monique Bonhomme ; 74. Maurice Chaynes ; 75. Michèle Poul ; 76. Jean-Claude Garant ; 77. Marie-Adèle Doublet ; 78. Christian Locat ; 79. Danielle Riche ; 80. Pierre Bissy ; 81. Françoise Brunet.



Le voyage + l'hôtel + la voiture,* c'est l'Amérique!

Seul à New York

NEW YORK
4655 F
PAR PERSONNE

Le vol aller-retour + les 7 nuits d'hôtel en chambre double.

WASHINGTON
4980 F
PAR PERSONNE

Le vol aller-retour + l'hôtel en chambre double, 2 nuits à Washington, 5 nuits en Virginie + la voiture Alamo 7 jours kilométrage illimité.

FLORIDE
4990 F
PAR PERSONNE

Le vol aller-retour + l'hôtel en chambre double, 2 nuits à Miami, 5 nuits à Orlando + la voiture Alamo 7 jours kilométrage illimité.

CALIFORNIE
5950 F
PAR PERSONNE

Le vol aller-retour + l'hôtel 7 nuits avec bons Fly Drive, selon la ville où vous vous trouvez + la voiture Alamo 7 jours kilométrage illimité.

Des tarifs particulièrement planants, du 10 avril au 20 juin 89, pour 7 jours à deux en Amérique, c'est l'offre amicale que vous font Pan Am et Vacances Fabuleuses. Demandez la documentation à votre Agent de Voyages ou à Vacances Fabuleuses, 1 Rue Scribe, 75009 PARIS. Tél: (1) 42.66.41.76.

Nom

Adresse

Code Postal

**VACANCES
FABULEUSES**

PAN AM

N° 1 SUR L'ATLANTIQUE

Offre réservée à des conditions particulières de vente. Prix subjectifs à modifications.

Politique

Les travaux du Parlement

Le gouvernement pourra encadrer par décret l'évolution des loyers

Le vote a été imposé à M. Louis Besson par les députés socialistes

Les députés ont adopté, dans la nuit du mardi 23 au mercredi 24 mai, la proposition de loi déposée par le groupe socialiste, relative à l'amélioration des rapports locatifs, et abrogeant plusieurs dispositions de la loi Méhaignerie. Seul le PS a voté pour, les communistes se sont abstenus, les groupes RPR, UDF et UDC ont voté contre.

« Les députés de la majorité doivent être le poil à gratter du gouvernement », déclarait récemment M. Michel Sapin, président de la commission des lois de l'Assemblée, dans un entretien accordé au Monde. Il serait facile de dire qu'il a été entendu : mercredi 23 mai, lors de la discussion de la proposition de loi relative à l'amélioration des rapports locatifs, les députés socialistes, de « poil à gratter » sont devenus pous à crin. Cette proposition de loi, signée Louis Mermaz, président du groupe socialiste, et Guy Malandain (PS, Yvelines) était leur « enfant » et ils entendaient bien qu'elle le restait.

Face à eux, l'opposition RPR-UDF-UDC une était, elle, tout à fait déterminée à assurer sereinement une autre paternité, celle de la loi Méhaignerie. Et entre les deux, il y avait le souvenir de deux débats législatifs houleux — celui de juin 1982 pour la loi Quillot et celui de décembre 1986, — le temps et l'expérience, la reconnaissance mutuelle de certaines « erreurs » et le souci de ne pas les renouveler. Nul doute également qu'au sein de l'opposition, d'anciens avaient mesuré clairement l'intérêt politique que pourrait représenter une attitude constructive sur un sujet aussi préoccupant pour les Français que le logement, et sur une proposition de loi qui rentrait dans les mémoires comme ayant voulu offrir des moyens de lutte contre la hausse des loyers. Ce ces contraintes complémentaires, le gouvernement

espérait, quant à lui, faire naître un nouveau texte alliant volontarisme politique et réalisme économique, bref, quelque chose qui pourrait s'appeler « consensus ».

On s'en approcha. Echaudés par les effets psychologiques de la loi Quillot, les orateurs socialistes multiplièrent les déclarations de bonnes intentions à l'égard des investisseurs privés du logement locatif et des industriels du bâtiment. Quant aux élus de l'opposition, et M. Pierre Méhaignerie lui-même, ils convinrent sans hésitation des insuffisances de la loi actuellement en vigueur face au dérapage des loyers constaté dans les grands centres urbains, et tout particulièrement dans la région parisienne, et de la nécessité d'y porter remède.

L'après-midi se déroula donc sans heurt, l'Assemblée adoptant alternativement, avec l'avis favorable du gouvernement, des amendements issus de l'opposition, du groupe socialiste et des élus communistes.

Les insuffisances de la loi Méhaignerie

Le ton se durcit une première fois vers 19 heures, juste à temps pour les journaux télévisés. Le prétexte — discutable — en fut un amendement déposé par M. Jean-Marie Le Guen (PS, Paris) et repris à leur compte par le groupe socialiste et le gouvernement, qui visait à assurer la transition entre les dispositions actuelles en vigueur et la future loi. Sa rédaction ambiguë, qui pouvait faire croire — à dessein ? — à une décision de blocage général des loyers pendant une durée déterminée, donna à l'opposition l'occasion de monter au créneau en demandant au gouvernement des clarifications sur ses intentions. Elle lui permit également de souligner les divergences persistantes entre le ministre délégué au logement, M. Louis Besson, et certains députés socialistes — essentiel-

lement les élus de Paris — qui ne renouaient pas à leur volonté de « gauchir » le texte.

Cette escarmouche tactique ne semblait pas pour autant devoir remettre en cause la volonté de « gauchir » le texte. Au nom de l'ensemble de l'opposition, M. Jean Tibéri (RPR, Paris) exprima la « philosophie » de ses propositions : dans les secteurs locatifs « normaux », la loi Méhaignerie a porté ses fruits, et il ne faut donc pas la toucher, mais il existe une « tension », il s'agit de « renforcer les verrous contre les augmentations excessives de loyer ». Ce principe une fois admis, M. Tibéri se déclarait prêt à examiner les propositions du gouvernement concernant ses modalités d'application. Il précisait toutefois son opposition à la proposition socialiste qui habilitait le gouvernement à fixer, par décret en Conseil d'Etat, dans une zone et pour une durée limitée, le montant maximum d'évolution des loyers. Selon le député de Paris, une telle disposition aurait un effet « psychologique » redoutable sur les investisseurs, inquiète de cette menace permanente d'intervention de l'Etat, et déqualifierait à terme de « retourneur » contre ses initiateurs en freinant l'investissement locatif, donc l'offre de logements.

L'argument ne pouvait laisser indifférent le ministre du logement, d'autant que le matin même, lors d'une réunion à l'hôtel Maitillon, des consignes de modération lui avaient été clairement données. Mais M. Besson ne pouvait en même temps ignorer que c'était sur cette possibilité d'intervention par décret devant le gouvernement que reposait l'ensemble de la logique de la proposition socialiste. Et que, pour les élus de la majorité, mal consensus ne justifiait l'abandon de ce dispositif. M. Guy Malandain alla même jusqu'à souffler au ministre qu'il devait impérativement accepter le décret, à charge pour lui ensuite de ne pas l'utiliser.

Face à l'inflexibilité du groupe socialiste sur le principe, M. Besson renoua et, un peu las, annonça que le gouvernement donnait un avis défavorable à l'adoption de l'article prévoyant cette possibilité d'intervention réglementaire. Par scrutin public demandé par le groupe RPR, les députés socialistes et communistes adoptèrent donc cet article, contre le gouvernement et l'opposition réunis. Un vote qui commenta ironiquement M. Méhaignerie en lançant à l'adresse du ministre : « Désolé, nous ne sommes pas assez

nombreux pour vous soutenir ! » Ce bras de fer engagé par le groupe socialiste allait avoir comme conséquence un renversement d'alliance, l'opposition renouant dès lors à s'abstenir, comme elle l'avait prévu, sur le vote de l'ensemble du texte, lors que le groupe communiste, décidé au départ à voter contre une proposition de loi qui n'abrogeait pas clairement la loi Méhaignerie « sclérotée », choisissait l'abstention.

Un ministre battu par sa majorité, une opposition contrainte de voter contre un texte et de perdre ainsi tout le bénéfice politique qu'elle pouvait espérer d'une attitude concili-

L'article 17

Le texte adopté par l'Assemblée dispose en son article 17 que « dans les zones géographiques où le niveau et l'évolution des loyers comparés à ceux constatés sur l'ensemble du territoire révèlent une situation anormale du marché locatif, un décret en Conseil d'Etat, pris après avis de la commission nationale de concertation, peut fixer le montant maximum d'évolution des loyers ». Ce décret s'applique aux logements vacants n'ayant pas fait depuis six mois l'objet de travaux « lourds » de remise à neuf d'un montant au moins égal à une année de loyer antérieur, aux logements faisant l'objet d'une première location et aux contrats de renouvellement de bail. L'article 17 de la proposition de loi précise également que le décret détermine la durée de validité de la mesure qui « ne peut excéder un an ». Des adaptations particulières sont prévues « notamment pour les travaux réalisés par les bailleurs ou de loyers manifestement sous-évalués ».

Il s'agit d'un texte aussi « grand public », un groupe socialiste qui, au-delà de la satisfaction d'avoir maintenu sa griffe sur un sujet particulièrement symbolique, court toutefois le risque de raviver sur ce texte de loi les critiques formulées à l'encontre de la loi Quillot... Il était difficile de savoir, mercredi matin, quels étaient les perdants et les vrais gagnants du débat. Tous sans doute se posèrent la question et ne furent pas sûrs de la réponse. Lors des explications de vote, chacun prit curieusement bien soin de laisser une porte ouverte à l'évolution du texte et s'en remit bien volontiers aux hasards — heureux ? — que pourrait encore réserver la procédure parlementaire.

PASCAL ROBERT-DIARD.

La fiscalité de l'épargne

M. Pierret (PS) en désaccord avec son groupe

Le président du groupe socialiste, M. Louis Mermaz, a décidé, mardi 23 mai, de reporter la présentation du rapport de M. Christian Pierret (PS, Vosges) sur la fiscalité de l'épargne. L'ancien rapporteur général du budget avait pourtant programmé une conférence de presse le lendemain, à 11 h 30, pour rendre compte des conclusions de la mission d'information créée sur ce sujet par la commission des finances de l'Assemblée nationale. La forme et le fond du rapport Pierret ont été contestés en réunion de groupe. « Il faudrait que M. Pierret s'aperçoive qu'il y a un groupe socialiste qui existe ! », a rappelé M. Mermaz qui, avec d'autres députés socialistes, estime que M. Pierret, proche de M. Laurent Fabius, a un peu trop tendance à court-circuiter le groupe.

Décès de Hégésippe Ibéné ancien député de la Guadeloupe

Hégésippe Ibéné, qui fut député de la première circonscription de la Guadeloupe de 1973 à 1978, est mort lundi 22 mai.

(Né le 8 avril 1914 à Sainte-Anne, avant d'être élu député de la Guadeloupe du PC dont il avait été le secrétaire fédéral de 1945 à 1953. Par la suite, il avait participé à la création du Parti communiste guadeloupéen dont il est resté membre du comité central jusqu'à son décès. Conseiller général de Pointe-à-Pitre de 1945 à 1949, conseiller municipal de Pointe-à-Pitre de 1950 à 1953, il avait été le premier adjoint au maire de Sainte-Anne de 1965 à 1971 avant de prendre la mairie de sa localité d'origine, qu'il conserva jusqu'en mars 1989, année où il ne se présenta pas du fait de son état de santé.)

JOSÉE DOYÈRE.

Les socialistes veulent assurer une meilleure protection des salariés dans les PME

Les députés devaient commencer, mercredi 24 mai, l'examen du projet de loi relatif à la prévention des licenciements économiques et aux droits à la conversion. La discussion de ce texte, qui ne revient pas sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, a été précédée d'une longue concertation entre le ministre du travail et le groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Compte tenu de l'accord Etat-partenaires sociaux (sauf CGT) réalisé à propos de l'amélioration des conventions de conversions, le gouvernement devait de lui-même amender son projet (le Monde daté 21-22 mai). La philosophie générale de ce texte s'articule autour de quatre axes : la prévention des licenciements, le droit à la conversion des salariés, l'accès mis sur la concertation dans l'entreprise et les garanties individuelles des salariés. Le RPR pourrait s'abstenir sur ce projet, M. Philippe Séguin (RPR, Vosges), ancien ministre des affaires sociales, y est pour sa part plutôt favorable. « En l'état, nous ne voterons pas contre », a annoncé le président du groupe UDC, M. Pierre Méhaignerie. Le groupe communiste y est hostile.

Le groupe socialiste souhaite, quant à lui, amender le texte de

façon à permettre que, dans les entreprises de moins de cinquante personnes, les salariés menacés de licenciement puissent se faire assister par un « conseiller social » choisi sur une liste préparée par le préfet, après consultation des organisations syndicales. Au cours de son point de presse hebdomadaire, M. Louis Mermaz a précisé que les députés socialistes tenaient à assurer une meilleure protection du salarié dans les PME qui se distinguent généralement par la faiblesse de la représentation syndicale. Selon le président du groupe socialiste, M. Jean-Pierre Soisson serait pour sa part plus favorable à l'émergence d'une sorte de « médiateur ». Le ministre pourrait toutefois opter pour une position médiane en proposant le recours à un conseiller choisi parmi les membres d'une commission paritaire locale constituée après accord employeurs-employés. La proposition du groupe socialiste provoque des réactions négatives du côté des syndicats. Dans l'entourage de M. Soisson, on estime que la balle est dans le camp du groupe PS. L'adoption en première lecture devrait intervenir à l'Assemblée nationale, vendredi 26 mai.

R. S.

La majorité sénatoriale hostile au X^e Plan

Pour-on être libéral et, dans le même temps, reprocher à un projet de Plan son « non », c'est-à-dire un manque d'engagements contraignants et chiffrés ? Si paradoxe il y a, la majorité sénatoriale acquise au libéralisme l'a vite surmonté. Ce que ses différents porte-parole ont en effet le plus dénoncé dans le projet de X^e Plan, dont l'examen a commencé mardi 23 mai au Sénat, c'est de « manquer de rigueur et de précision », selon le constat de M. Gilbert Barbier (RI, Côte-d'Or), rapporteur de la commission des affaires économiques.

Après avoir fait du scepticisme suscité par les « prédictions » trop optimistes sur lesquelles est fondé le projet, M. Barbier en a énuméré les lacunes, plus nombreuses que les aspects positifs, en l'occurrence le dossier des retraites, le statut des postes et télécommunications mais surtout l'avenir européen. Avant d'autres, M. Barbier a regretté « le dogmatisme » qui selon lui, marque le texte, ne se montrant ainsi nullement convaincu par M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat, chargé du Plan qui avait souhaité que les sénateurs constatent avec lui qu'« il est temps de parler vrai, débattre vrai et que les Français ne supportent plus que l'on joue au billard politique avec l'avenir du pays en subor-

donnant le texte au contexte et le contexte au prétexte ».

Les trois autres commissions saines pour avis (finances, affaires culturelles et affaires sociales) ont conclu au rejet du projet comme celle saisie au fond. Restaient aux rapporteurs à justifier cette opposition. Pour M. Jacques Odin (RPR, Vendée), le X^e Plan se caractérise par « une démarche incertaine, des priorités contestables et des engagements impossibles ». Pour M. Paul Séravy (Un. cent., Seine-et-Marne), à lire les 99 pages du projet, l'impression prévaut qu'« on confisque le futur à l'imparfait » et que les objectifs et les orientations ont l'allure de « slogans » et de « vœux pieux ». Pour M. Jean-Pierre Fourcade (RI, Haut-de-Seine), si l'impression finale peut susciter une certaine « bienveillance » (dans le domaine de l'emploi et de la formation notamment), les corrections apportées par les députés socialistes ne peuvent qu'engendrer « l'incompréhension » en ce qu'elles remettent en cause la priorité accordée à la compétitivité des entreprises. Le maître de Saint-Cloud a insisté sur les « très sérieuses lacunes » en matière de politique de santé, de protection sociale et de son financement et de politique familiale.

A. Ch.

Le communiqué du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Élysée, le mardi 23 mai 1989. A l'issue du conseil, le service de presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué suivant :

- AMNISTIE A LA GUADELOUPE
- L'amnistie prend acte de l'apaisement intervenu dans le département de la Guadeloupe depuis un an. Dans son application aux condamnations déjà prononcées et aux poursuites dont sont saisis les tribunaux, l'amnistie ne concernera qu'un nombre limité de personnes.
- (Le Monde du 24 mai.)
- PRÉSIDENCE COMMUNE D'ANTENNE 2 ET DE FR 3
- (Le Monde du 24 mai.)
- ACTION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL
- (Lire le Monde du 24 mai.)
- LES CONVENTIONS DE CONVERSION
- (Lire page 30.)

Mesures d'ordre individuel

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes : Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, MM. Philippe Torquet de Beauregard, Michel Boyon et Jacques Attali, maîtres des requêtes, et M. Jacques Bonnot, président de la Cour centrale de réassurance, sont nommés conseillers d'Etat.

LES RÉSERVES ET PARCS NATURELS

Les crédits que l'Etat consacre à la modernisation des parcs nationaux ont augmenté de 30 % en 1989. En outre, les réserves naturelles ont bénéficié d'une augmentation de leur dotation de 20 %. Enfin, les nouveaux contrats de plan Etat-régions prévoient une augmentation de 30 % des crédits de soutien aux parcs naturels.

Une mission d'étude est constituée pour mettre en place un parc national du Mont-Blanc à vocation internationale.

Les bases d'un suivi écologique permanent des milieux naturels et des espèces seront établies pour la fin de 1989. Elles préfigureront la création d'un observatoire du patrimoine naturel.

ACTIONS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

(Lire le Monde du 24 mai.)

● Annulation de l'élection municipale de Douliens (Somme). — Le tribunal administratif d'Amiens a annulé, vendredi 19 mai, l'élection municipale de Douliens (Somme) qui avait abouti le 12 mars dernier, à la victoire de la liste conduite par M. Jacques Meslon (CDS), d'autre part conseiller général et édile de la Somme, puis à sa réélection comme maire. Le tribunal administratif d'Amiens a sanctionné des « irrégularités » commises au cours des opérations de dépouillement.

Une vraie loi, enfin !

AU-DELA des incidents de séances, des foucades des uns ou des autres, de l'acharnement mis à défendre une disposition précise qui sera peut-être amendée avant l'adoption définitive du texte, la France est peut-être en train de se doter enfin d'une vraie loi régissant les rapports entre bailleurs et locataires. D'une loi qui survive aux changements de majorité et que les divers acteurs pourront apprendre à appliquer au fil du temps.

En effet, les concessions faites par l'opposition n'étaient pas dues uniquement à une volonté politique de souligner les divergences entre le gouvernement et le groupe socialiste, pas plus qu'à une sorte de combat d'arrière-garde pour conserver tout ce qui pouvait être de la loi Méhaignerie. Il y avait aussi l'acceptation de faits constatés et admis : la hausse beaucoup trop rapide des loyers dans l'agglomération parisienne ; la nécessité de ne pas livrer les locataires pieds et poings liés aux lois du marché, lorsque le marché n'existe pas, faute d'offre suffisante.

On peut dégager de cette future loi des dispositions sur lesquelles il sera difficile de revenir.

Sérénité des débats

La loi Méhaignerie ne sera pas appliquée aveuglément, sans recours possible contre les excès éventuels. Le congé donné au locataire à la fin d'un bail de trois ans sans motif, l'absence d'accord sur le nouveau loyer au moment du renouvellement du bail valant congé... tout ce qui, à terme (1991) sur tout le territoire, 1995 à Paris, Lyon et Marseille) devait être abandonné. M. Tibéri (RPR) et M. Méhaignerie lui-même se sont ralliés à cette « pérennisation de la période transitoire ».

Le congé devra être motivé, la hausse demandée lors du renouvellement du bail devra s'appuyer sur des références incontestables, le locataire ou le propriétaire pourront porter leur désaccord devant la Commission de conciliation, et si le désaccord persiste, c'est le juge qui *in fine* tranchera. On n'imaginerait pas qu'on puisse revenir vraiment même à moyen terme, sur un système qui ne fonctionne pas si mal.

De la même façon, au-delà des désaccords immédiats et flagrants

entre le groupe socialiste et l'opposition, les débats ont montré que les uns et les autres étaient conscients de la nécessité d'intervenir sur deux points précis. La liberté totale de fixer les loyers des logements neufs ou ayant fait l'objet de travaux importants est admise par tous. Mais il faudra bien dire le droit pour les logements devenus vacants et qui sont reloués tels quels : il faudra sans doute encore quelques débats pour parvenir à un véritable accord, mais l'idée que le propriétaire doit justifier ses prétentions en fournissant des références fait son chemin.

Enfin, même si l'opposition a cristallisé ses réticences autour de la faculté laissée au gouvernement d'intervenir par décret, pour un temps limité, et dans une aire géographique précise, lorsque les loyers dérapent trop, les hommes politiques savent bien qu'un gouvernement, quel qu'il soit, a besoin d'un outil commode pour lutter contre l'inflation. Cet outil, que l'ordonnance de 1986, œuvre de MM. Chirac et Balladur, a donné pour tous les secteurs de l'économie soumis à la concurrence, doit aussi exister dans le logement.

Dans l'immédiat, rien n'est encore totalement joué. La relative sérénité des débats (à côté des violences verbales lors de l'adoption des lois Quillot et Méhaignerie), la recherche obstinée d'un consensus peuvent favoriser la naissance d'un texte satisfaisant pour toutes les parties, sans courir le risque de devoir remettre encore l'ouvrage sur le métier législatif, dans un avenir proche, pour la quatrième fois en moins de dix ans. Locataires et propriétaires ont besoin très vite d'un texte sinon définitif, du moins assés d'une longévité suffisante pour entrer dans les esprits et dans les mœurs.

Reste une inconnue : le comportement des professionnels du logement, propriétaires, gestionnaires, administrateurs de biens, prêts hier encore (le Monde du 13 mai) à reconstruire le groupe de pression qui s'était montré si efficace en 1982 contre la loi Quillot. Vont-ils voir l'utilité d'une sagesse même contrainte ou vont-ils entreprendre une nouvelle bataille corporatiste ?

JOSÉE DOYÈRE.

سكان الجزائر

Les clairs-obscurs de l'affaire Pechiney

(Suite de la première page.)

Or, c'est entre ces deux dates qu'a lieu la réception offerte par M. Bérégovoy : le dimanche 13 novembre, à l'heure du déjeuner. Fût-elle décisive, la chronologie ne suffirait pas à motiver la curiosité policière. S'y ajoutent l'identité de certains des invités du ministre, M. Alain Boubill, M. Samir Traboulsi, Roger-Patrice Pelat sont, en effet, présents. En d'autres termes, voici à ce déjeuner : le directeur du cabinet qui, en juillet 1988, déclenche la négociation entre Pechiney et Triangle ; le financier libanais qui concède de bout en bout la partie américaine ; l'ami du président de la République qui achète des actions Triangle dans la foulée de M. Théret. Tous trois, accompagnés de leurs épouses, sont à la table du ministre, concerné au premier chef par ce dossier.

épouse, M. Boubill et son épouse. A-t-on évoqué le dossier Pechiney ? Absolument pas. L'ambiance ne s'y prête pas, personne autour de moi ne parle affaires.

Conscientieux, les policiers ont également questionné M. Paul Benmussa, patron du restaurant. Ses souvenirs sont imprécis. « Vous savez, si je n'ai pas de mémoire. Je ne me souviens plus de personne. Seulement de M. et M^{me} Bérégovoy, et encore il faut que je fasse un effort. » Aux enquêteurs, il précisera le prix de la réception : 18 000 F, un prix d'ami qui n'intègre pas le surcoût de l'ouverture du restaurant un dimanche, jour habituel de fermeture. Il tiendra aussi à préciser : « Le règlement m'en a été fait par un ché-

dans un lieu mal choisi : le 11 août 1988, sur le yacht du financier libanais, jour et lieu d'une première rencontre de travail entre deux responsables de Pechiney et M. Pelat.

Et voici que maintenant, la fête privée d'un ministre de la République met en scène un premier cercle d'amis autour du ministre des finances auquel n'appartient pas M. Théret. Figurant en principal accusé dans le rapport de la Commission des opérations de Bourse (COB) du 31 janvier, ce dernier a toujours affirmé s'être lié à sa connaissance du marché de l'emballage et avoir transmis sa présidence à son ami Pelat. Or, à la différence du disparu, M. Théret n'est pas présent à la réception organisée rue de Rivoli, le

née, ce fut finalement un oui. Entre le soir et le matin, que s'est-il passé ?

M^{me} Boizette résoudra-t-elle jamais cette énigme ? Si, au moins, il s'agissait du seul mystère de son dossier ! Elle n'a, pour l'heure, obtenu que des renseignements incomplets sur les achats suspects effectués à partir du Luxembourg et de la Suisse durant la semaine du 14 au 18 novembre, celle où M. Gandois multipliait les rendez-vous dans les palais de la République avant de pouvoir rendre public, le lundi 21 novembre, le rachat d'ANC. Car au-delà des frontières, l'enquête bute sur la multiplication des intermédiaires.

Au Luxembourg, la société Petrusse Securities International,

Socofinance SA, les plus suspects aux yeux de la Security and Exchange Commission (SEC) américaine. Pour un total de 91 000 titres, ils s'étaient du 18 août au 11 novembre 1988. Ils épousent au jour le jour les hauts et les bas des négociations entre Triangle et Pechiney. Ils commencent le jour même où elles entrent dans une phase concrète, lors d'un rendez-vous à Monte-Carlo entre MM. Pelat et Traboulsi et deux dirigeants de la société nationalisée qui fait suite au premier contact du 11 août, en baie de Figari, en Corse du Sud, sur les yachts de MM. Pelat et Traboulsi. De plus, ces opérations d'intermédiation le jour même où, à Palm Beach, en Floride, MM. Gandois et Pelat parviennent à un accord.

tions de Socofinance n'auraient-elles pas servi à payer d'autres commissions, plus discrètes, comme cela se fait couramment pour les ventes d'armes, domaine que connaît bien M. Traboulsi, et pour qui cette filière genevoise aurait pu déjà servir ?

Un banquier et la COB

L'hypothèse est d'origine américaine : la SEC est fort soupçonneuse à l'égard des conditions dans lesquelles M. Pelat et M. Peter May, son principal associé, sont devenus majoritaires au sein de Triangle. Cette prise de contrôle s'est faite en deux temps, le 1^{er} mars, puis le 7 juillet 1988. Soit cinq jours seulement avant le 12 juillet 1988, première date de la chronologie de l'affaire Pechiney, jour où M. Boubill, lors d'un rendez-vous dans son bureau de la rue de Rivoli, invite MM. Pelat et Traboulsi à engager des négociations avec Pechiney. De là à penser que MM. Pelat et May n'avaient pris le contrôle de Triangle que pour réaliser, avec profit, la vente à Pechiney, il y a un pas que les enquêteurs américains ne semblent pas loin de franchir. Fortement endettés, les deux hommes auraient été pressés d'atteindre cet objectif financier, sans léser sur les moyens - éventuelles commissions comprises.

Cobréant, ce scénario n'en est pas moins, en l'état, qu'une construction intellectuelle. En lot de consolation, M^{me} Boizette a rapporté de New York des faits plus tangibles concernant d'autres achats que n'avait pas évoqués la COB dans son rapport. Quelques investisseurs français, ainsi que l'a rapporté l'Express du 19 mai, ont acheté à grande échelle des actions Triangle le 21 novembre 1988. Pourrait-il être soupçonné de délit d'initié ? Rien n'est moins sûr, le lundi 21 novembre était le jour de l'annonce publique du rachat d'ANC par Pechiney.

Ces acheteurs de la dernière heure auraient simplement eu de bons réflexes. Leurs opérations, à assurer, à l'AFP, M. Jean-Pierre Michau, chef du service d'inspection de la COB, « semblent normales au regard de la loi française ». Mais si M. Michau s'est ainsi départi de sa réserve habituelle, c'est aussi que ces achats sont gênants pour l'image de la COB car ils mettent en évidence son statut ambigu de juge et partie au sein du monde financier.

L'un de ces acheteurs du 21 novembre est en effet la banque Pallas, ex-BPGF (Banque privée de gestion financière), dont le groupe luxembourgeois Pallas, créé et animé par M. Pierre Moussa, ancien président de Paribas, a pris le contrôle en décembre 1986. La banque Pallas aurait acheté 274 000 actions Triangle. Or son PDG n'est autre qu'un membre de la COB, nommé le 29 février 1988 et dont le mandat expire le 10 mai 1991 : M. Gilles Brac de la Perrière. Nul doute que cette information sera utilisée par les enquêteurs pour contester une information judiciaire, dont le point de départ est un rapport adopté par ce même M. Brac de la Perrière.

GEORGES MARION
et EDWY PLENEL

Une fête familiale

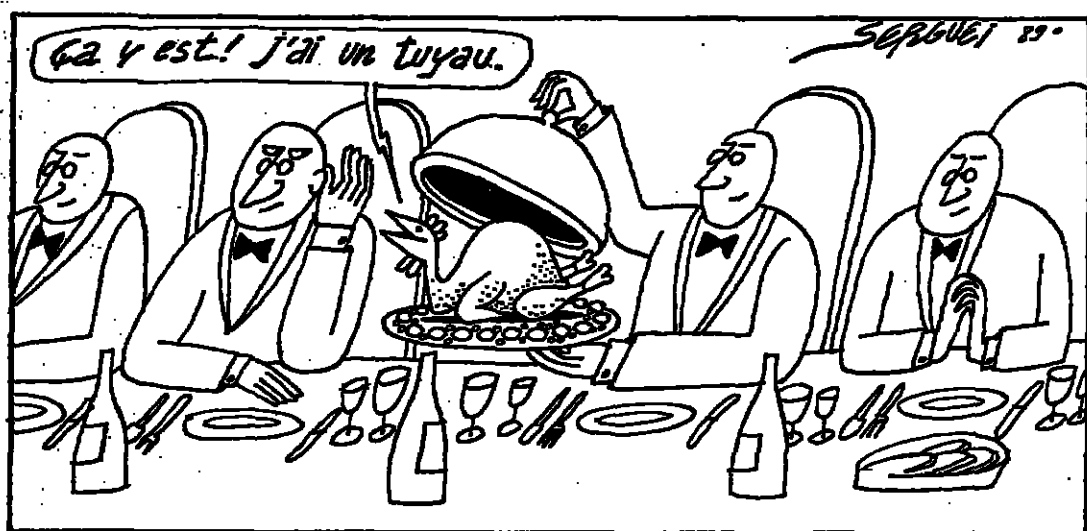
Or, depuis un appel téléphonique des Etats-Unis de M. Pelat, le 11 novembre, M. Traboulsi sait qu'un accord de principe a été conclu avec M. Gandois et que le prix de vente des actions a été fixé. M. Boubill sait lui aussi que l'on est « en finale » puisque le directeur financier de Pechiney l'a appelé en début de semaine pour lui annoncer qu'« un rendez-vous aura lieu aux Etats-Unis le 11 novembre et qu'il devra se tenir prêt ». Quant à Roger-Patrice Pelat, décédé le 7 mars dernier après avoir été inculpé, le 16 février, par M^{me} Boizette de « recel, de délit d'initié », il achète, le mardi suivant, 15 novembre, 10 000 actions Triangle pour lui-même, sa femme et ses deux fils.

Ce sont là des faits et il était donc dans l'ordre des choses que magistrats et policiers émettent l'hypothèse d'une « fuite » commise à l'occasion de ce repas. Au cours d'une conversation, un éventuel initié n'aurait-il pu entrevoir la bonne affaire : acheter des actions Triangle à 9 ou 10 dollars en sachant qu'une semaine plus tard Pechiney les rachèterait 56 dollars ? Cela posé, il est un autre fait : les policiers ont fait « chou blanc ». Le sujet Pechiney n'a pas été abordé, leur ont assuré les uns et les autres à l'instar de M. Bérégovoy qui assure n'avoir lui-même « été au courant que le lundi 14, quand on m'a demandé de recevoir M. Gandois ».

Un vrai géopier

M. Bérégovoy n'a pas tort : il s'agit bien d'une « fête familiale », que nous a décrite l'un des participants, journaliste de métier. « Soixante-dix à quatre-vingts personnes. Une ambiance très familiale, très amicale. Pas de plans de table, les gens se sont assis selon leurs affinités. » Certains invités esquisseront d'ailleurs, sans façon, quelques pas de danse. Selon ce témoin, « trois groupes » étaient représentés : la famille et la belle-famille du ministre - « une bonne moitié » - les amis depuis vingt-cinq ou trente ans, et les proches parmi les collaborateurs. Etaient ainsi présents avec leurs épouses, outre MM. Boubill, Traboulsi et Pelat déjà cités, Harris Puisse, membre du cabinet de M. Bérégovoy, décédé le 9 avril dernier, M. Jean-Charles Naouri, ancien directeur du cabinet du ministre, M. François Laumondier.

Interrogé par les policiers de la brigade financière, M. Traboulsi citera volontiers tous ces noms. « C'était une fête familiale », dira-t-il à son tour. Il précisera sans se faire prier qu'il était avec sa femme « à la table du registre », une table d'une vingtaine de couverts parmi lesquelles, ajoutera-t-il, « M. Pelat et son



que personnel, le soir même, remis par M. Bérégovoy, et il n'y a eu aucun complément d'aucune sorte ni de quiconque. » Une précision qui démentait une rumeur parisienne selon laquelle M. Traboulsi aurait payé la réception, rumeur dont M. Bérégovoy assure être encore « bouleversé ».

Affaire apparemment classée donc, si ce n'est qu'elle a conduit le juge d'instruction et les enquêteurs à regarder d'un autre oeil le rôle de M. Théret. Toute l'ambiguïté de l'enquête parisienne est, en effet, qu'elle avance le long d'une délicate frontière entre vie publique et vie privée : les policiers cherchent des faits, ils trouvent des relations. « Un vrai géopier », qui bouscule leur tranquillité professionnelle, comme le leur a prouvé l'émotion suscitée dans les milieux gouvernementaux par quelques récents échecs dans les colonnes de Paris-Match, de l'Elle International et du Figaro, témoignage de leur intérêt pour ce déjeuner.

Déjà, le rôle de Roger-Patrice Pelat avait suscité une polémique sur un prétendu « délit de fréquentation », en raison de ses liens d'amitié avec M. François Mitterrand, qui avait souhaité s'en enlever longuement à l'été 1988 - 7 sur 7 - . Apparaissant, M. Boubill avait dû démissionner de son poste de directeur du cabinet de M. Bérégovoy après la révélation de ses relations amicales avec M. Traboulsi. Officieusement, on reprochait en fait à l'ancien conseiller de l'Elysée d'avoir passé ses vacances à un mauvais moment et

3 octobre 1988, par M. Bérégovoy pour la remise de la Légion d'honneur à M. Traboulsi, et il n'est pas invité à l'anniversaire de mariage du ministre des finances, pas plus qu'il n'est l'ami du financier libanais, rencontré une seule fois, lors d'un dîner.

L'ultime initié ?

Aussi les enquêteurs sont-ils perplexes : M. Théret ne porte-t-il pas un chapeau trop grand pour lui ? N'a-t-il pas choisi en vieux militant socialiste, par fidélité politique, de tout premier sur lui alors qu'il ne serait peut-être qu'un ultime initié, en bout de course ? Autant de suppositions qui n'ébranlent pas la détermination de M. Théret : concédant seulement un sourire énigmatique à l'écoute de ce scénario, il ne varie pas d'un iota.

Ces interrogations de magistrat instructeur sur les relations des uns et des autres ne sont pas hors sujet. Leur conviction est, en effet, que ceux qui ont spéculé dans l'affaire Pechiney avaient de solides assurances sur la réussite de leur pari. Car le jeu était risqué : l'accord entre MM. Gandois et Pelat devait ensuite recevoir l'aval de l'Etat français, au plus haut niveau. Or ce fut d'abord un non, transmis le jeudi 17 novembre 1988 au soir à M. Boubill par M. Jacques Attali, conseiller spécial du président de la République, l'Elysée renvoyant à la création, nécessaire pour financer l'opération, d'une filiale privatisée de Pechiney. Pourtant, le vendredi 18, en fin de mati-

qui avait acheté 15 000 actions le 18 novembre, a reconnu qu'un homme d'affaires international, M. Arle Fromm, était venu chercher le montant du profit réalisé lors de leur vente. Ouvrant un sous-chapitre de plus dans ce roman-feuilleton, le FBI américain a immédiatement affirmé que M. Fromm aurait agi pour le compte d'un Canadien à la réputation siou discutable, du moins discutée, M. Irving Kott. Mais le directeur de Petrusse, M. Claude Thill, a démenti tout lien de sa société avec M. Kott.

En Suisse, où l'entraide judiciaire promise par Genève pourrait sans mal être plus expéditive, un seul nom nouveau est venu confirmer l'insistante rumeur du Palais de justice de Paris selon laquelle les intermédiaires helvétiques cachent des acheteurs de nationalité française. Directeur adjoint du Crédit suisse à Genève, M. Pierre Würgler a reconnu avoir acheté, le 16 novembre, 10 000 actions Triangle pour le compte d'un client français. Toutefois, il assure avoir agi de lui-même, en prenant le poids du marché, sans ordre de son client, qui serait l'un des principaux actionnaires de la société Chancel. Quant aux autres achats suisses, la justice française semble encore dans l'expectative.

Appels téléphoniques

A une exception près cependant : les achats de la société genevoise

L'ancien milicien Touvier a été arrêté à Nice

(Suite de la première page.)

Parmi ceux-ci figuraient l'assassinat en janvier 1944 de Victor Beschi, ancien président de la Ligue des droits de l'homme, et de son épouse, ainsi que l'assassinat à Rillieux-le-Pape (Rhône) de sept commerçants juifs.

Les effets de la grâce consentie à Paul Touvier furent d'autant plus retentissants que l'on devait apprendre que l'ancien milicien, fort de la prescription de sa peine de mort par contumace, vivait aux portes de Chambéry, en compagnie de la femme qu'il avait épousée, dans une demi-clandestinité sous le nom de Paul Berthet. Dès lors, à l'initiative des organisations de Résistance et aussi de familles de victimes de la milice lyonnaise, commença une longue bataille juridique. Elle avait pour objet d'obtenir l'ouverture d'une nouvelle information judiciaire ainsi que la délivrance d'un mandat d'arrêt contre Paul Touvier.

Refus d'informers

La situation était comparable à celle qui marqua l'affaire Klaus Barbie. Condamné par contumace à des peines de mort prescrites et pour des actes qualifiés crimes de guerre ou intelligences avec l'ennemi, Touvier ne pouvait être inculpé de nouveau pour ces faits. Il convenait donc de pouvoir retenir contre lui des accusations de crimes contre l'humanité, les seuls à être imprescriptibles aux termes de la loi française votée par le Parlement en 1964.

La chambre d'accusation de Chambéry ayant rendu un arrêt par lequel elle aggrava qu'une information ne pouvait être engagée contre Touvier en raison de la prescription, la chambre criminelle de la Cour de cassation allait casser cet arrêt de refus d'informers, et le dossier Touvier devait être dès lors instruit au tribunal de Paris. A l'époque, juge d'instruction, M^{me} Martine Anzani, qui en reçut la charge après M. Louis Chauveau, devait inculper l'ancien milicien de crimes contre l'humanité et délivrer contre lui un mandat d'arrêt le 27 novembre 1981.

Dans le même temps, les rumeurs les plus diverses circulaient, situant Paul Touvier ici ou là et surtout faisant apparaître qu'il ne pouvait pas se dérober aux recherches sans des appuis, aux motifs jamais établis avec une certitude absolue, mais qui faisaient de nouveau parler de protections sociétaliennes.

L'ancien milicien, lui, avait apparemment quitté la France. On le situa un moment en Italie, un peu plus tard en Suisse. On crut l'avoir revu près de Chambéry. En 1984, il tenta de se faire passer pour mort. Un avis de décès était publié dans le Dauphiné libéré du 20 septembre de cette année-là signé des « Familles Berthet et Touvier ». La mystification fit long feu.

Après avoir à plusieurs reprises, Paul Touvier avait consenti à des journalistes des entretiens. Ainsi, en août 1980, il confiait au Quotidien

de Paris qu'il était « heureux d'avoir vécu ce qu'il a vécu ». Il précisait qu'il avait « refusé de reprendre du service au moment de la guerre d'Algérie », malgré des propositions qui lui furent faites, affirmait-il, par des partisans de l'Algérie française.

Il raconta sa vie en d'autres occasions, se plaisant à rappeler son métier de modeste employé des chemins de fer avant la guerre. Mais surtout il s'appliquait toujours à minimiser son rôle au sein de la milice de Lyon, et même à le justifier. Il publia d'ailleurs - avec quels moyens financiers ? - une plaquette pour s'en prendre contre autres organisations de Résistance, dont il considérait les actions judiciaires comme un « acharnement » envers un homme comme lui.

L'arrestation de l'ancien milicien, dont, au fil des ans, on finissait par oublier l'existence et le nom, va relancer des informations judiciaires que sa fuite avait pratiquement mises en sommeil et qui, au tribunal de Paris, sont actuellement instruites par M. Jean-Pierre Getty. Elle va aussi entraîner de nouvelles multiples réactions que suscitera toujours le retour au premier plan de tel ou tel épisode du drame français de la seconde guerre mondiale. Mais elle relancera aussi, il n'en faut point douter, le désir de savoir par qui et surtout pourquoi Paul Touvier fut de certains un protégé privilégié. Sur ce chapitre, c'est lui-même assurément qui plus que quiconque

déclina les réponses. A-t-il envie de les donner ? A-t-il intérêt à le faire ?

En tout cas, si un procès doit avoir lieu, alors que se traitent à Bordeaux l'instruction d'une affaire Pape, ancien secrétaire général de 1942 à 1944 à la préfecture de la Gironde, et à Paris celle d'une affaire Jean Leguay, ancien adjoint du secrétaire général à la police de Vichy René Bousquet, - ce sera, le temps le veut ainsi, - celui d'un vieillard plus ou moins strabique, plus ou moins amnésique. Il n'en restera pas moins que l'événement sera là, encore une fois, pour déranger l'oubli.

JEAN-MARC THEOLLEVE.

Un prieuré intégriste

Le prieuré Saint-François, où a été arrêté Paul Touvier, se trouve dans la vieille ville de Nice. Il est l'un des nombreux prieurats du district de France de la Fraternité Saint-Pie X de Mgr Lefebvre, évêque excommunié le 30 juin 1988. Sa principale activité a lieu à la chapelle Sainte-Claire, hier désaffectée, donnée à la Fraternité intégriste en 1986 par la municipalité à Nice.

Le responsable de ce prieuré est Dom Edouard Guillo. Il réunit chaque dimanche quelques centaines de fidèles attachés aux rites anciens dans l'Eglise.

A Paris (3°)

Deux morts et dix-sept blessés dans l'incendie d'un hôtel

Un incendie a ravagé, mercredi 24 mai entre 0 h 30 et 2 h 15, le petit hôtel de l'Ecole centrale, situé 3, rue Bailly dans le troisième arrondissement de Paris. Deux personnes sont mortes carbonisées et dix-sept autres ont été blessées, dont quatre gravement. Il s'agit principalement de clients de l'hôtel qui ont sauté par les fenêtres pour échapper aux flammes. Le sinistre a été maîtrisé par les pompiers vers 2 h 45.

Ce modeste hôtel était occupé par des touristes ainsi que par des travailleurs immigrés qui y séjournaient en permanence. Selon les premières constatations, le feu aurait pris naissance dans une cuisine, mal surveillée, du premier étage. Ce qui accablait l'hypothèse d'un incendie d'origine accidentelle. Très vite, les flammes se sont propagées par la cage d'escalier puis dans les étages supérieurs embrasant en quelques minutes l'ensemble de l'établissement. Au moment où l'incendie se déclarait, une trentaine de personnes se trouvaient, semble-t-il, dans l'hôtel.

L'intervention rapide des pompiers a permis de dégager neuf personnes dans leur chambre. En tout, cent-vingt pompiers d'une dizaine de casernes, placés sous les ordres du général Pierre Gaudon, ont lutté pendant deux heures pour venir à bout du sinistre.

Société

DÉFENSE

La programmation militaire

Porte-avions retardé, commandes réduites de chars et d'avions, essais nucléaires limités

210,3 milliards de francs pour l'équipement en 1990 et 1991

Préside par le chef de l'Etat, un conseil de défense arrêté, vendredi 2 juin, les choix pour 1990 et 1991 de la programmation militaire en matière d'équipement nucléaire et classique des forces armées françaises. Ce rendez-vous a été rendu possible après l'arbitrage, annoncé mercredi 24 mai, par la présidence de la République pour ce qui concerne les crédits alloués pendant ces deux années au ministère de la défense. En 1990 et 1991, il est prévu de consacrer, au total, 210,3 milliards de francs à l'équipement militaire. Un conseil des ministres entérinera cette décision le 7 juin.

Sur la foi de ce qu'il lui a été indiqué par M. Michel Rocard, mardi 23 mai, en début de soirée, M. Jean-Pierre Chevènement devait convoquer les chefs militaires, dans l'après-midi du mercredi 24 mai, pour leur expliquer que le premier ministre avait finalement retenu d'attribuer aux armées 103,1 milliards de francs en 1990 et 107,2 milliards de francs (valeur 1990) dans le cadre de la révision de la loi de programmation militaire 1987-1991.

Concours du temps où MM. Jacques Chirac et André Girard étaient respectivement premier ministre et ministre de la défense, cette loi, approuvée à la quasi-unanimité du Parlement, fixe le choix d'équipements nucléaires et classiques des armées françaises. Il avait toujours été entendu qu'elle serait revue à la baisse ou à la hausse à mi-parcours de son application en 1989.

C'est précisément cette révision qui est l'enjeu d'un vif débat interne au gouvernement entre, d'une part, le premier ministre et le ministre de l'économie et des finances, et, de l'autre, le ministre de la défense. Au point que le président de la République

que a fait connaître, la semaine dernière, au cours de sa conférence de presse, qu'il était partisan de coupes budgétaires au détriment des armées sans, pour autant, que des programmes majeurs d'armement soient sacrifiés pour permettre à la France de tenir son rang mondial.

Mardi 23 mai en début de matinée encore, les services de l'Hotel Matignon envisageaient de proposer aux armées des crédits d'équipement à hauteur de 102,5 milliards de francs pour 1990 et de 106,4 milliards de francs pour 1991 (le Monde du 24 mai). M. Chevènement a fait parvenir des observations à M. Mitterrand avant le départ pour Dakar du chef de l'Etat. Dans la soirée, le premier ministre faisait savoir au ministre de la défense qu'il avait revu ses propositions légèrement à la hausse, pour s'arrêter, en fin de compte, respectivement, à 103,1 et 107,2 milliards de francs, y compris ce qu'on appelle les fonds de concours qui viennent compléter les crédits de l'Etat, et qui sont le fruit des cessions immobilières (ventes de terrains) ou mobilières (actions détenues par le ministère de la défense dans des sociétés privées) reversées chaque année aux armées (1).

En dépit de ce rajout de dernière heure, M. Chevènement sera contraint de proposer au conseil de défense du 2 juin prochain une série de mesures qui, pour pouvoir préserver l'essentiel de l'armement nucléaire stratégique, consisteront à étaler, dans le temps, la réalisation de certains autres programmes jugés moins essentiels et à réduire sensiblement le nombre des commandes initiales. Ce sont ces éléments et ces réductions qui devront être examinés en conseil de défense, avant le conseil des ministres du 7 juin qui doit en arrêter la liste définitive au sein d'un texte de loi présenté au Parlement à l'automne.

C'est ainsi qu'il est question, notamment, de retarder de deux ans

la construction du porte-avions *Charles-de-Gaulle* à propulsion nucléaire qui devait entrer en service en 1996. De même, il est envisagé de décaler d'une année le programme des frégates légères, quand ceux des frégates de surveillance et des bâtiments anti-mines océaniques seront maintenus. Le nombre des avions de surveillance maritime Atlantique-2 qui seront construits chaque année passera de cinq à trois exemplaires. Enfin, les cinquante, sixième et septième sous-marins nucléaires d'attaque, du modèle *Améthyste*, verront leur mise en chantier retardée en moyenne de dix-huit mois : ce qui pourrait poser des problèmes à l'arsenal de Cherbourg pour le plein de ses activités.

Dans l'armée de terre, la construction de la version B-2 modernisée du char AMX-30 et de la pièce d'artillerie sol-sol de 155 mm sera arrêtée. Il ne sera plus proposé de produire les mille quatre cents chars de combat Leclerc comme prévu, mais on devrait se contenter de n'en construire que mille cinquante environ. Le programme Orchidée d'un hélicoptère Super-Puma destiné à l'observation du champ de bataille devrait être reporté d'un an : il sert de moyen de reconnaissance pour les corps d'armée (équipés de missiles nucléaires préstratégiques Pluton) et pour les unités de la Force d'action rapide (FAR) pour l'intervention extérieure.

Un nouveau missile léger

L'armée de l'air n'échappera pas à la rigueur. En particulier, les commandes annuelles de l'avion de combat Mirage-2000 devraient passer de trente-trois exemplaires à vingt-huit. Cependant, le programme Rafale est maintenu. A une exception : l'apparition en escadrons opérationnels de l'avion de combat tactique (ACT) ne devrait se faire qu'en décembre 1994, alors qu'elle était prévue par l'armée de l'air pour le début de cette même année. Ce léger décalage pourrait affecter la production en série de la version navale du Rafale (l'avion de combat marine ou ACM), qui ne serait pas prête avant l'an 2002. Mais, dès lors que le *Charles-de-Gaulle* est lui-même retardé, la sortie de l'ACM peut aisément enregistrer un certain étalement dans le temps.

Aucun des programmes d'armement nucléaire stratégique ne sera l'objet de restrictions, comme l'a demandé M. Mitterrand. Ainsi, on avait craint un moment que la série des sous-marins nucléaires lance-missiles de nouvelle génération, de la classe le *Triomphant*, subisse un retard d'un an. La décision a été prise de mettre en service le premier de la gamme en 1994 comme prévu à l'origine. En revanche, le nombre annuel des essais nucléaires à Mururou sera réduit (six contre huit) et les tirs se feront en une rafale de six

(en lieu de deux de quatre séparées de plusieurs mois).

Enfin, le projet de missile mobile S-4, suspendu l'an dernier par M. Chevènement, reste dans les limbes : les techniciens seront seulement invités à conserver une « veille technologique » sur le sujet, c'est-à-dire qu'ils tenteront de préserver leur savoir-faire sans passer à la réalisation. Dans les États-majors, néanmoins, on croise l'espoir que le gouvernement n'écartera pas l'idée d'un successeur à l'actuel missile S-3 entré en silos sur le plateau d'Albion, en Haute-Provence. Le projet serait, dans ces conditions, de concevoir un missile sol-sol léger dans les mêmes silos, le S-45, doté de charges dérivées des ogives du missile M-45 qui armait, dans un premier temps, les nouveaux sous-marins stratégiques. Ce missile léger serait capable d'un tir tendu (non balistique) pour déjouer l'interception (2).

JACQUES ISNARD.

(1) La programmation initiale prévoyait 100,1 milliards de francs pour 1990 et 106,2 milliards de francs pour 1991. Ces estimations étaient exprimées en francs 1986.

(2) Un missile balistique peut avoir deux modes d'attaque : une trajectoire dite plongeante (pour frapper quasiment à la verticale sur un cible) ou un tir dit tendu (pour culminer à des altitudes dix fois supérieures) afin d'atteindre un objectif à distance intermédiaire ou courte (moins de 4 000 kilomètres). C'est le cas déjà des missiles intercontinentaux américains SS-18 qui menacent à la fois les États-Unis et l'Europe de l'Ouest.

Le communiqué de l'Elysée

La présidence de la République a diffusé mercredi 24 mai le communiqué suivant :

« Le projet de loi actualisant la loi de programmation militaire 1987-1991 sera présenté au conseil des ministres du 7 juin en vue d'une adoption par le Parlement à la session d'automne. Il prévoit que les crédits de paiement pour l'équipement des forces armées, exprimés en francs 1990, s'élèveront à 103,1 milliards pour 1990 et 107,2 milliards pour 1991, fonds de concours inclus. Pour les deux années ultérieures, le projet de loi mentionnera à titre indicatif un taux de croissance en volume de 4 %.

« Le niveau de cette enveloppe et le taux de croissance adopté confirment dans cette période d'incertitude mondiale que la France entend maintenir ses objectifs stratégiques et préserver les moyens de ses armées en ne renonçant à aucun de ses grands programmes militaires. La France réaffirme ainsi sa volonté d'une défense indépendante et crédible tout en assurant la maîtrise des dépenses publiques nécessaires pour une économie saine. »

POINT DE VUE

Une course aux armements stoppée

par Jean-Michel Boucheron

président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale député (PS) d'Ille-et-Vilaine

CHACUNE réactualisation de la loi de programmation militaire est l'occasion d'une vérification de la réalité du consensus français sur les grands choix stratégiques de notre défense. Il repose sur les réponses que l'on apporte aux trois questions fondamentales suivantes :

Approuvons-nous l'existence d'une force nucléaire stratégique crédible et indépendante, dont la mise en œuvre est du ressort du seul président de la République ?

Approuvons-nous l'appartenance de la France à l'alliance atlantique, basée sur les forces conventionnelles indépendantes du commandement intégré de l'OTAN destinée au soutien d'un allié agresseur ?

Approuvons-nous que la France se dote de moyens de projection de ses forces à grande distance pour protéger ses approvisionnements, ses départements et territoires d'outre-mer, et capables de concrétiser des accords de sécurité passés avec des pays tiers ?

La réponse positive à ces trois questions induit la participation au consensus national. Le président de la République, dans sa conférence de presse, a-t-il renoncé à l'un de ces principes ? Non. Il les a au contraire réaffirmés avec force. A-t-il renoncé à l'un des cinq programmes majeurs susceptibles de mettre en œuvre ces principes ? Non. Il a annoncé d'entrée de jeu son attachement à la modernisation de ces grands programmes. Il ne s'agit donc pas d'une nouvelle loi de programmation militaire mais de la réactualisation de la loi existante.

Pas de surprise

Personne aujourd'hui ne peut simuler la surprise face à un projet de loi relatif à la croissance des crédits militaires. Trois raisons, me semble-t-il, indiscutables, l'annoncent.

Tout d'abord, l'ensemble des responsables, quelle que soit leur appartenance, conviennent que l'échec financier 1989-1990 n'aurait pas permis de financer les programmes de recherche-développement-production, qui, tous, auraient atteint leur phase maximale durant cette période. Il faut donc décaler les uns, réduire les autres. Chacun s'accorde à dire que ces choix sont nécessaires.

La deuxième raison tient au fait que la crédibilité internationale d'un pays au vingt et unième siècle sera globale ou ne sera pas. Elle reposera

sur sa triple crédibilité : militaire, économique et sociale, mutuellement équilibrée de ces trois composantes est nécessaire, les transferts financiers qu'il impose relève de la simple clairvoyance.

La troisième raison relève du constat simple qu'un budget militaire ne se calcule pas en proportion d'un budget national ni même d'un produit intérieur brut, mais en fonction de l'évaluation de la menace. Certes, celle-ci, dans la réalité des faits, ne diminue pas de façon sensible. La stricte objectivité oblige à dire qu'elle n'augmente pas non plus. Les 1,5 % à 3 % d'augmentation constants correspondants dans au moins une des trois composantes ne baissent pas notre garde mais la course aux armements est momentanément stoppée. L'administration Bush, que l'on ne peut taxer de mollesse, a elle-même tiré les mêmes conclusions. La loi de programmation d'anciens pourcentages de croissance est un moyen facile et fléau de faire l'économie d'un débat de fond sur l'évolution du monde.

Une argumentation politicienne

Il est donc faux de dire que le président n'a pas fait de choix. Il a choisi le maintien de notre stratégie de défense, le maintien des grands programmes et l'intégration de cette crédibilité globale, qui permettra à la France de garder son rang. Il a donc maintenu et enrichi les conditions du consensus.

Chacun s'accorde à dire que l'ensemble des programmes en cours atteindront leur maturité opérationnelle en 2010, c'est-à-dire dans vingt et un ans. Dire que le décalage de deux ans de certains programmes remettrait en cause le consensus et serait un renouveau relatif d'une argumentation politicienne qui ne serait ni à la hauteur des enjeux ni à celle du débat.

Il reste que cette situation représente pour nos armées et pour les hommes qui les servent un formidable enjeu. Il est trop rarement dit que l'armée française est une des plus productives du monde. Avec un budget de moins de 4 % de la richesse du pays, nos militaires, ingénieurs et ouvriers de l'armement mettent à notre disposition une marine dont l'Allemagne ne dispose pas, une armée de terre dont la Grande-Bretagne ne dispose pas, et la seule force de frappe nucléaire indépendante du monde en dehors des deux grandes puissances. Les 45 milliards d'économies demandées sont pour eux un nouveau défi. La connaissance que j'ai de nos entreprises d'armement et de nos unités me permet de penser qu'elles sauront le relever. La nation devra leur rendre concrètement la reconnaissance qui leur est due.

ÉDUCATION

L'adaptation des concours de recrutement des professeurs

M. Jospin veut « simplifier » le CAPES et l'agrégation

Une petite phrase suffit parfois pour donner le frisson à un pan entier de l'éducation nationale. Celle de M. Jospin lançant une réflexion sur la « simplification des concours et des structures » des concours de recrutement des professeurs du second degré (CAPES et agrégation notamment) a provoqué une levée de boucliers. L'UNI dénonce « une logique de destruction des concours », le conseil d'administration de l'université Paris-Sorbonne (Paris-IV) s'élève et la Société des agrégés demande au ministre comment il pourra « élever le niveau des élèves en abaissant le niveau des maîtres ».

Dans une lettre adressée le 19 avril simultanément à M. Pierre Dasté, directeur des personnels enseignants du second degré, et à M. Georges Laforest, doyen de l'inspection générale, le ministre de l'éducation nationale lançait le mot d'ordre de « simplification » des concours et précisait que le nouveau concours de l'agrégation interne, dont la première session va avoir lieu en août et septembre prochains, « peut constituer une référence utile ». Or ce concours, réservé aux enseignants déjà en fonctions, diffère de la vieille agrégation « externe ». Il comprend moins d'épreuves et se veut plus proche des réalités de l'enseignement secondaire, alors que l'agrégation classi-

que sélectionne sur un très haut niveau de connaissances sans prendre en compte les qualités pédagogiques des candidats, ce que ses détracteurs lui reprochent depuis longtemps.

Ainsi, l'agrégation interne de lettres ne comporte que deux épreuves écrites, au lieu de cinq pour l'agrégation externe : une composition française remplace la dissertation et une épreuve de version grecque ou latine remplace les quatre épreuves de version et thème en grec et latin.

Les premières protestations et les nécessités du calendrier ont conduit le ministre à reculer la date butoir pour la réforme : primitivement fixée à la session 1990, elle ne verrait le jour au plus tôt qu'en 1991. D'ici là la fin de 1989, M. Pierre Dasté devrait remettre un rapport écrit au ministre. Le directeur des personnels enseignants va incessamment saisir tous les présidents de jury qui sont des inspecteurs généraux ou des universitaires en leur demandant de faire des propositions.

Cent quinze options

Pour le ministre, la refonte des concours apparaît comme une nécessité matérielle et une source d'économies. La forte hausse du nombre des postes offerts (3 000 aux agrégations et près de 15 000 aux CAPES et CAPET) multiplie les risques d'incidents. Des difficultés dans l'organisation des concours ne

devraient pas contrecarrer l'effort en faveur d'un recrutement massif, indispensable jusqu'à l'an 2 000 et au-delà. Déjà, le ministre vient de supprimer toutes les limites d'âge pour l'accès aux concours de recrutement. S'ajoute la multiplication des disciplines (21 au CAPES - sans compter le futur CAPES de langue corse - et 28 à l'agrégation), ainsi que des options qui rendent l'organisation des épreuves de plus en plus périlleuse. Des locaux scolaires et des bibliothèques sont transformés en salles d'examen pendant une partie du troisième trimestre, augmentant encore la désorganisation de l'année. Cas extrême : le CAPES d'éducation physique et sportive comporte 115 options différentes et mobilise un jury de 400 enseignants pour 533 postes offerts et 2 000 candidats.

Chaque année, 300 000 copies correspondant à tous les concours de recrutement nationaux convergent à Paris pour être « anonymées » avant d'être distribuées aux jurys, qui organisent ensuite une double correction.

Plusieurs rapports officiels ont déjà fait état de ces difficultés et du coût des concours. Mais les solutions proposées n'ont jamais pu être mises en œuvre. Le rapport de Peretti qui préconisait, en 1982, le maintien de l'agrégation uniquement comme concours interne n'a pas été suivi d'effet. Et les projets de simplification élaborés sous MM. Savary et Chevènement, en 1984, se sont heurtés au veto de la toute-puissante inspection générale.

Car, au-delà de leurs aspects matériels, les concours de recrutement posent des questions de fond : ils déterminent le profil des futurs enseignants et doivent s'articuler avec les cursus universitaires de formation. La réforme complète de ces derniers est à l'ordre du jour, avec la création des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) prévue par la loi d'orientation de M. Jospin.

L'occasion existe donc d'une réforme cohérente. Mais certains enseignants et universitaires craignent que les préoccupations de rationalisation de la gestion et d'économies budgétaires prennent le pas sur l'intérêt et la qualité de l'enseignement. La suppression de certaines épreuves obligatoires aux concours pourrait le rendre plus aléatoire et surtout mettre en péril des disciplines pointues, comme la grammaire ou la littérature comparée, qui seraient ainsi privées de toute sanction de haut niveau. Cela servirait de prétexte à des suppressions de postes et conduirait à un assèchement de la recherche.

Le problème se pose en particulier dans les disciplines littéraires, dont l'agrégation est l'unique sanction. « Il faut simplifier les concours sans fragiliser les enseignements », estime M. Georges Laforest, le nouveau doyen de l'inspection générale, en suggérant un système d'options ou de tirage au sort au moment des épreuves, comme il en existe déjà dans certains concours. M. Laforest affirme

que l'inspection générale n'est plus hostile aujourd'hui à une réforme. « Les esprits ayant évolué », depuis l'adoption des CAPES et des agrégations internes allégées.

Il reste que l'agrégation est un monument symbole de l'enseignement français, qu'aucun ministre depuis vingt ans n'a réussi à moderniser. Devant les protestations, M. Jospin tente de rassurer. Il dément les bruits qui circulent déjà sur le nombre et le contenu des épreuves des futurs concours. « Nous travaillons sans présupposés », dit-on au ministère, où l'on précise que l'inspection générale et les universitaires seront étroitement associés à la réflexion. M. Jospin ne peut, de plus, laisser l'opposition allumer ce petit brasier à quelques jours de la discussion au Parlement d'un projet de loi sur l'éducation qu'il veut « consensuel ».

PHILIPPE BERNARD.

Un instituteur agressé par un parent d'élève. - Un parent d'élève a cassé d'un coup de poing le nez d'un instituteur de l'école Jean-Rostand de Riom (Puy-de-Dôme), mardi 23 mai. M. Baltazar Benoit, père d'une fillette de neuf ans, reprochait à l'enseignant d'avoir « touché » son enfant. « En fait, l'instituteur a aperçu cette fillette dans un couloir où elle n'aurait pas dû se trouver et il l'a prise seulement par la main lui infligeant une petite admonestation », explique M. Jean-Pierre Chaudet, recteur de l'académie de Clermont-Ferrand, qui a porté plainte contre M. Benoit.

MÉDECINE

Les institutions ordinales réclament une réglementation des accés aux techniques des empreintes génétiques

Dans un communiqué commun publié mardi 23 mai, le président de l'Ordre national des médecins, le docteur Louis René, et le bâtonnier de l'Ordre des avocats, M. Philippe Lafarge, estiment que, actuellement, il serait « déraisonnable d'ouvrir sans contrôle l'accès à la technique des empreintes génétiques et demandent que le gouvernement français saisisse les instances européennes compétentes pour qu'il soit envisagé une réglementation de cet accès direct aux particuliers ». Selon eux, « dans l'hypothèse où quelque pourrait, à tout moment, à partir d'un simple échantillon organique (cheveu, ongle, peau, salive, sang...) demander à un laboratoire de confirmer ou d'infirmer une filiation, et ce dans une certitude absolue, il risque de s'ensuivre des atteintes graves à la vie familiale ou à la vie privée ». Le docteur René et M. Lafarge suggèrent que le comité national d'éthique soit d'urgence « amené à donner son avis sur cette question ».

L'abbé Pierre, grand-prix de l'Académie des sciences morales et politiques. - Couronné à la fois une personnalité et une institution, l'Académie des sciences morales et politiques a décerné son Grand Prix 1989 à l'abbé Pierre, fondateur et animateur de la communauté Emmaüs. D'un montant de 100 000 francs, la récompense lui sera remise mardi 6 juin à 17 heures à l'Institut.

سكنا من المجلد

Culture

CANNES 89

Cannes : un verdict inattendu, moins pour les films couronnés que pour la manière dont les prix ont été attribués. Des injustices forcées, des oublis sans doute. La sélection laissait d'ailleurs, elle aussi, des questions sans réponse. D'abord celle-ci : pourquoi les Soviétiques ont-ils envoyé des films — dont le merveilleux *Ville zéro* à la Quinzaine des réalisateurs — dans les sections parallèles, mais ont fui (ou craint) la compétition ?



Fin

D'habitude, la foule grille au soleil pour attendre le passage des athlètes aux mollets nus en haut des cols. Le dernier jour du Festival, elle brave l'insolation, dès 2 heures de l'après-midi, pour voir, beaucoup plus tard, quelques gloires en robe du soir gravir quelques marches recouvertes d'un tapis rouge. Le commissaire principal avait mis un nœud papillon tout doré, assorti à la Palme, et évaluait à sept

mille le nombre des badauds. Dans la salle, l'ovation la plus belle est allée à une légende à cheveux gris, Gregory Peck.

Après, on a éteint la lumière, on a rangé les plantes en pot, on a démonté les panneaux, on a versé une dernière larme sur les décombres du palais de la Croisette, on a rallumé la télé.

D. H.

Pari sur l'avenir

Le 42^e Festival de Cannes s'est achevé sur un palmarès à surprises, qui a vu l'émergence d'auteurs neufs et la déroute des favoris. Le jury, présidé par Wim Wenders, a misé sur l'avenir du cinéma et sa force de renouvellement.

Le président Wim Wenders avait-il vraiment besoin de sauver l'instabilité de son jury ? Personne n'en avait jamais douté. Ni que le palmarès serait, dans tous les cas de figure, une sacrée surprise. Bien qu'on s'y attendait, la surprise fut plutôt plus surprenante que prévu. Vingt-deux films composaient la sélection officielle. Dès l'énoncé du premier prix, le plus modeste, décerné par la commission supérieure technique « pour sa grande maîtrise du noir et blanc » à *Plus noir*, de Shohei Imamura, longtemps donné favori pour la Palme d'or, on a senti que quelques batailles avaient été perdues.

Que la Caméra d'or, saluant un premier film — il y en avait trente et un, toutes sections confondues, — aille à *Mon vingtième siècle*, de la Hongroise Ildiko Enyedi, soit. Restent trente espoirs en sursis.

En revanche, l'attribution du prix du jury à *Jésus de Montréal*, de Denys Arcand, est déjà très décevante, en retrait de ce qu'on pouvait espérer pour ce beau film chaste, généreux, éminemment « pal-

mable ». De même celui de la meilleure contribution artistique, de par sa définition même lot de consolation — que serait un film, sans contribution artistique ? — à *Mystery Train*, de Jim Jarmusch, fait un peu chétif.

Le prix de la meilleure mise en scène au *Temps des gitans*, d'Emir Kusturica (déjà lauréat du prix Rossellini) ? La reconnaissance d'un bel effort onirico-lyrique, et, pour ceux qui l'ont vu, un hommage au dindon. Voici le moment du prix d'interprétation masculine, Michel Blanc, peut-être, poignant *Monsieur Hire*, de Patrice Leconte ? Il a déjà obtenu la récompense avec *Temps de soirée*, de Bertrand Blier... Philippe Noiret, sur les traces de Raimu dans *Cinéma Paradiso*, de Giuseppe Tornatore ? Le règlement l'interdit : il est doublé en italien. Mickey Rourke dans *Francisco de Lilliana* Cavan ? Pourquoi pas ? La présence de certains films à Cannes n'est légitimée que par l'apport médiatique des stars qui les soutiennent.

Eh bien non ! C'est James Spader qui l'emporte, pour son rôle de voyeur sympathique dans *Sex, lies and videotapes*, du jeune Américain Steven Soderbergh, vingt-six ans. On est plutôt content. Un coup de phare sur un premier film, ça ne se refuse pas. Passons au prix d'interprétation féminine. On aimerait bien Sandrine Bonnaire (*Monsieur Hire*) ou un *ex aequo* Carole Bouquet/Josiane Balasko (*Trop belle pour toi*), tout chauvinisme mis à part. Mais non. C'est Meryl Streep qui, grâce à une prestation irrépro-

chable et ostentatoire dans *Un cri dans la nuit*, de Fred Schepisi, obtient ce que l'on a refusé à Rourke. Elle est la seule star couronnée, un peu comme un vestige, un alibi.

On arrive vers le sommet du palmarès. Avec le grand prix spécial du jury. Il y en a deux. Parfaitement justifiés. *Trop belle pour toi* de Bertrand Blier, *Cinéma Paradiso*, deuxième long métrage d'un jeune Sicilien inconnu, Giuseppe Tornatore. La confirmation et la révélation, rien à dire.

Et la palme ? Les bookmakers auraient fait fortune. L'outsider complet. Steven — rappelez-vous donc son nom — Soderbergh, et son *Sex, lies and videotapes*. Un film qui célèbre le cinéma d'une certaine manière. Mais pas en tant qu'art populaire et menacé comme dans *Splendor d'Ettore Scola* ou *Cinéma Paradiso* de Tornatore. La caméra ici, n'altère plus l'usine à rêves, mais la petite boutique des fantasmes : une interrogation perplexe, tonique, dérangeante. Mais deux distinctions, dont la toute première, n'est-ce pas beaucoup, n'est-ce pas trop pour faire un film très séduisant sans être tout à fait abouti ?

De toute façon, on le sait, les distinctions de prix sont faites d'injustices et de regrets. Si celle-ci n'est pas une exception à la règle, elle a été dynamisée par l'émergence de cinéastes inattendus, d'auteurs très singuliers, hors des canons institutionnels des grands festivals, et aujourd'hui bien vivants.

DANIELE HEYMANN
et MICHEL BRAUDEAU.

Le palmarès

Palme d'or : *Sex, lies and videotapes*, de Steven Soderbergh (Etats-Unis).

Prix spécial du jury : *Trop belle pour toi*, de Bertrand Blier (France) *ex aequo* avec *Cinéma Paradiso*, de Giuseppe Tornatore (Italie).

Prix d'interprétation féminine : Meryl Streep pour son rôle dans *Un cri dans la nuit*, de Fred Schepisi (Australie-Grande-Bretagne).

Prix d'interprétation masculine : James Spader pour son rôle dans *Sex, lies and videotapes*, de Steven Soderbergh.

Prix de la meilleure mise en scène : Emir Kusturica pour *Le Temps des gitans* (Yougoslavie).

Prix de la meilleure contribution artistique : *Mystery Train*, de Jim Jarmusch (Etats-Unis).

Prix du jury : *Jésus de Montréal*, de Denys Arcand (Canada).

Caméra d'or : *Mon vingtième siècle*, d'Ildiko Enyedi (Hongrie).

Palme d'or du court métrage : *Cinquante ans*, de Gilles Carle (Canada).

Prix de la Commission supérieure technique du cinéma : *Plus noir*, de Shohei Imamura (Japon).

Un prix spécial a été décerné à Gregory Peck pour l'ensemble de sa carrière.

POINT DE VUE

Rajustement

par Gilles Jacob
député général du Festival

C'est qui, me semble-t-il, aura le plus marqué ce Festival, c'est le rajustement. La volonté avait été clairement affirmée, déjà l'année dernière avec ce que nous avions appelé « OPA sur une nouvelle génération de cinéastes ». Certains avaient souri : « un pis-aller parce qu'ils n'ont rien d'autre, c'est sans lendemain ».

Mais voilà que le bain de jeunesse se prolonge et s'épanouit. Voici le plus jeune président du jury de l'histoire du Festival, voici également jurée une étudiante de vingt-cinq ans, voici 31 premiers films dans toutes les sections et, en compétition, quatre nouveaux metteurs en scène qui ont soutenu la compétition avec des films en fort jolie forme. Voici des premiers, deuxième et troisième films qui confirment des talents. Cette mission s'accomplit sous nos yeux. C'est la « nouvelle frontière » dont le Festival de Cannes se veut le pionnier, souhaitant entraîner dans ce courant vivifiant d'autres festivals, d'autres manifestations.

Cette relance, de bon augure pour les années qui viennent, aura, l'en ai convaincu, des conséquences importantes : les jeunes auteurs pourront « éclater » beaucoup plus vite ; les *major companies*, notamment européennes, seront ainsi incitées à parier sur les nouveaux venus et à aller de l'avant ; les autres metteurs en scène sortiront confortés par cet élan nouveau ; enfin, le rapport *Cinéma et Liberté* aura été exemplaire d'une attitude humaniste que le Festival entend soutenir.

Reste à poursuivre l'ouverture géographique, à amorcer de nouvelles rencontres. C'est l'aventure que je nous souhaite.

● RECTIFICATIF. — Le comédien Hugues Quester nous fait parvenir un rectificatif concernant sa participation à la manifestation organisée par Jack Ralite à Strasbourg, pour tenter d'instaurer des quotas européens en matière de production audiovisuelle. « Jack Ralite m'a proposé de venir à Strasbourg, et j'ai accepté. Mais j'ai découvert avec surprise, dans le Monde, que l'on cite également mon nom dans le comité de soutien à la liste conduite par M. Philippe Herzog. Je tiens à préciser que je ne suis d'aucune manière cette liste ni avec ces méthodes. »

PIERRE LEPAPE.

● Attribution de la première bourse Michel Sautet. — La première bourse Michel Sautet, dédiée à la mémoire du chercheur français mort lors de sa détention au Liban, a été attribuée, mardi 23 mai, à M. Claude Guyonmarch, étudiant français à l'Institut d'études politiques de Paris, pour ses travaux sur le monde arabe, au cours d'une cérémonie au Collège de France. Celle-ci a été marquée, parallèlement, par la perution de l'État de barbarie, recueilli des écrits de Michel Sautet. Les textes rassemblés par deux de ses amis, Gilles Kapel, islamologue, et Olivier Mongin, directeur de la revue *Esprit*, ont été édités conjointement par Le Seuil et la revue *Esprit*.

LETTRES

M. Jack Lang présente trente mesures en faveur du livre et de la lecture

Le ministre de la culture, M. Jack Lang, devait présenter, mercredi 24 mai, au cours d'une conférence de presse, trente mesures en faveur du livre et de la lecture. Elles se répartissent en trois chapitres principaux : aide aux auteurs et à la création ; amélioration de la santé économique des secteurs liés au livre et développement de la lecture publique.

Pour M. Lang, cette conférence de presse constituait une rentrée dans la vie de l'édition, après deux années d'absence, entre 1986 et 1988, dues aux vicissitudes politiques, et une année consacrée à la mise en place des projets du nouveau septennat de M. Mitterrand. Mais, pour le ministre de la culture, la politique du livre demeure celle qu'il avait tracée et construite entre 1981 et 1984, et dont il suffit désormais de mesurer les effets et de poursuivre les objectifs en fonction des réalités nouvelles. Le temps n'est plus aux innovations spectaculaires mais à la navigation au calme et au maintien du cap. M. Lang joue son rôle de navigateur tranquille avec conviction, même si l'enthousiasme n'y est plus tout à fait.

L'annonce de nouvelles mesures s'accompagne du rappel des grandes voies sur lesquelles le ministre a engagé la politique française en matière de lecture et d'édition : la loi de juillet 1981 sur le prix unique du livre, le renforcement des moyens du Centre national des lettres, l'effort considérable entrepris pour doter enfin la France d'un réseau de bibliothèques dense et moderne.

En matière de création, le ministre a annoncé que les crédits affectés au CNL seraient de nouveaux augmentés — 106,5 millions de francs en 1989, contre 94 millions de francs en 1987 — mais qu'en même

temps une étude allait être entreprise sous la direction d'un sociologue, M^{me} Nathalie Hoernig, pour faire le bilan de cette aide aux auteurs. Une autre étude sera lancée pour mieux connaître la situation économique des écrivains. L'une des principales difficultés matérielles qu'ils rencontrent — la faiblesse de leurs retraites — devrait trouver un début de solution. M. Lang envisageant de faire réviser, en associant éditeurs et auteurs, la réglementation actuelle.

Soutien aux « résidences » d'écrivains

D'autres mesures intéressent les écrivains pour la jeunesse, le soutien aux « résidences » d'écrivains, l'aide à la création littéraire, et notamment la poésie, l'encouragement à la traduction — dont les subventions ont été multipliées par dix en dix ans — la création d'un institut de « mémoires de l'édition contemporaine » destiné à conserver le patrimoine des maisons d'édition et des revues du vingtième siècle.

M. Lang a esquissé les premiers traits de la politique française en matière de création littéraire européenne. Pour la situation matérielle des écrivains, son objectif est de « définir et de défendre les meilleures conditions qui prévalent aujourd'hui en Europe, c'est-à-dire les conditions françaises et non pas la plus part commune dénominateur ». Mais, le ministre souhaite également la création d'une « librairie européenne » rassemblant les grands textes de la littérature, de la philosophie ou des sciences ; le CNL pourrait subventionner de tels projets éditoriaux, jusqu'à 50 % de leurs frais de fabrication.

Le réseau français de bibliothèques de qualité ne se porte pas mal — divers indices montrent qu'il s'est créé davantage de bibliothèques depuis dix ans qu'il n'en a disparu sur l'ensemble du territoire, — mais il est extrê-

mement fragile, comme le prouvent les fermetures récentes de bibliothèques prestigieuses et les menaces qui pèsent encore sur nombre d'entre elles. « Je voudrais », a dit M. Lang, que l'année 1989 soit une année de priorité à la librairie. Un plan triennal pour le développement et la modernisation de la librairie qualitative va donc être appliqué, avec 10 millions de francs pour 1989, cependant que le ministère participera pour 900 000 francs au financement de la librairie de création (ADELC), fondation créée au début de cette année, à l'initiative des éditions Gallimard, du Seuil, de Minuit, de la Découverte et de France Loisirs.

Ces aides ponctuelles ne règlent pourtant pas les problèmes structurels que rencontrent les librairies générales : manque de fonds propres, formation professionnelle insuffisante, lourdeur des investissements de modernisation.

« Priorité à la librairie »

L'État peut intervenir dans quelques domaines concrets : fiscalité des stocks, achat de livres pour les collectivités locales, mais il ne saurait se substituer aux professionnels eux-mêmes et à leurs relations contractuelles, pour imposer des réformes. Tout juste peut-il former des groupes d'études, réunir des protagonistes, soutenir des initiatives pour que les éditeurs, les libraires, les distributeurs et les transporteurs prennent conscience de la solidarité qui les lie. M. Lang va donc les réunir — et les faire profiter des travaux de l'Observatoire de l'économie du livre, qui publie cette semaine son premier bulletin d'information. L'échec européen, les bons résultats obtenus par le système allemand de distribution, pourraient peut-être hâter la refonte du modèle

français que chacun s'accorde à juger lourd, lent, coûteux et inadéquat.

Le troisième volet des mesures annoncées par le ministre concerne un domaine où il pourrait avoir le triomphe facile tant la situation était lamentable à son arrivée Rue de Valois, en 1981. Il s'agit de la lecture publique. En huit ans, l'État et les collectivités locales ont investi dans ce secteur 24 milliards de francs. L'an prochain, tous les départements français seront enfin dotés d'une bibliothèque centrale de prêt, alors que moins de la moitié du territoire était couverte en 1981.

Des bibliothèques spécialisées

Parallèlement aux lourds investissements nationaux, que nécessitent la modernisation de la Bibliothèque nationale et la création de la Bibliothèque de France, un réseau de bibliothèques spécialisées va être mis en place en province, soit pour des réalisations de caractère régional, soit en soutien à de grands projets culturels d'initiatives locales : bibliothèque multimédia spécialisée dans la francophonie à Limoges, bibliothèque méditerranéenne à Marseille.

Des fonds régionaux d'acquisition pour les bibliothèques vont fonctionner de manière expérimentale en Bretagne et dans les Pays de la Loire. Enfin, et ce n'est pas le plus facile, M. Lang voudrait que se crée, en commun avec l'éducation nationale, un conseil supérieur des bibliothèques pour coordonner l'action des bibliothèques universitaires et des bibliothèques de lecture publique.

Comme l'initiateur heureux de la Fête de la musique ne saurait concevoir une politique qui ne s'accompagne pas d'un peu de chaleur et de

DERNIERE LE 3 JUIN

ESSAION-42.78.46.42

THOMAS B.

DE JACQUES KRAEMER

AVEC DENIS MANUEL

Culture

ARCHITECTURE

Lauréat du prix Pritzker

Frank Gehry, l'optimiste

L'architecte américain Frank O. Gehry a obtenu le prix d'architecture Pritzker pour 1989, récompense équivalente au Nobel. Le prix, doté de 100 000 dollars (650 000 F), lui a été remis le 18 mai à Nara, au Japon. Le Pritzker Architecture Prize a été institué en 1979 par la Fondation américaine Hyatt.

C'est la sixième fois que la Fondation Hyatt décerne le prix d'architecture à un Américain, ce qui montre un relatif souci d'équilibre entre les États-Unis et... le reste du monde. Il est vrai que ce prix porte le nom de la famille de son président, et celui aussi des propriétaires de la chaîne d'hôtels Hyatt, dont les bâtiments ont toujours témoigné du prestige et de l'ambition de l'architecture aux États-Unis. Malgré le poids de l'ethnocentrisme, le prix, dont les modalités d'attribution sont calquées sur celles du Nobel, s'assure progressivement un véritable prestige international, et ses lauréats ne sont ni plus ni moins contestables que ceux d'un Nobel.

Autrement dit, il correspond tous à un remarquable mélange de talent et d'opportunité, d'expérience et de mode. Dans ce contexte, le choix de Frank Gehry, né en 1929 à Toronto, émigré dès 1947 avec sa famille à Los Angeles, apparaît d'une grande justesse. D'autant plus — pour l'orgueil hexagonal — que, en 1961, Gehry a passé une année en France auprès d'André Remondet. Là s'arrête, au moins temporairement, la carrière française de Gehry, qui va s'imposer comme l'architecte californien le plus original, sur un terrain peuplé par l'ethnocentrisme et l'ethno-historicisme de Wright, et le modernisme puriste de Neutra. D'abord sage comme ses modèles, Gehry se lance dans sa propre aventure dès le début des années 60. Une aventure qui ne se laisse pas cerner par les mots puisqu'elle consiste précisément à déconstruire l'espace, les

formes et les styles pour inventer un langage qui s'apparente, selon les uns, à l'infantilisme, selon les autres, à l'héroïsme.

Lui-même, après avoir été affublé de tous les sobriquets du temps, se regarde plutôt comme un « optimiste architectural ». La justification d'un tel optimisme, on la trouve aisément dans le fait que Gehry habite une maison qu'il a lui-même conçue, et qui n'a pas peu fait pour son image avant-gardiste. Mais on la trouve aussi dans la réalisation d'œuvres infiniment plus sobres : des œuvres, tout au moins, où l'ironie et même l'insolence ne masquent pas la maîtrise de l'espace et des matériaux, tel le centre commercial de Santa Monica, dans l'agglomération de Los Angeles.

L'évolution, le désordre et l'éphémère

C'est, en effet, sur le terrain que s'éclaire la personnalité de Frank Gehry. C'est là, plus exactement, qu'elle révèle ses multiples aspects, l'évolution, le désordre et l'éphémère étant, si l'on peut dire, ses principales constantes. En 1959, la maison Steeves, à Brentwood, a encore une allure à la Wright épurée par Mies Van der Rohe. En 1962, à Santa Monica, il se livre à un curieux exercice de pastiche folklorico-pavillonnaire (Hillcrest Apartments). Deux ans plus tard, à Hollywood, il combine la tradition légère du stuc avec l'élaboration de volumes très vigoureusement géométriques (Dauinger Studio). Et il continuera ainsi à butiner en tous sens à travers Los Angeles et ses communes satellites, intégrant au passage une étude beaucoup plus technique pour le « Bowl » d'Hollywood, immense scène construite en plein air dont il réinvente l'acoustique (1970-1982).

Tous les motifs de l'architecture contemporaine bon ton se retrouvent dans ses œuvres jusqu'en 1975. Tous jours de bonne qualité mais sans excès d'originalité. En 1972, pourtant, la maison qu'il construit pour le peintre Ron Davis à Malibu témoigne clairement de la naissance d'un nouvel architecte, le Frank Gehry qu'on retrouvera dans le bureau des avocats Berger, Kahn et

Shafston, en 1976 (West Los Angeles), mais surtout dans cette maison qu'il se construit pour lui-même à Santa Monica, en 1978. Cependant, la même décadence n'exclut pas d'étonnantes retours en arrière, le siège de la Rouse Company à Columbia (Maryland), pur produit du style international varié américain, sous-variété luxe sauvage.

Parfois il se calme, et cela donne le centre commercial de Santa Monica (1973-1978) ou les aménagements du Temporary Contemporary (1983), extension du Musée d'art moderne de Los Angeles où il prouve alors sa maîtrise de l'espace public, son sens de la lumière, ou plutôt, sous le soleil californien, de la clarté domptée. Parfois il s'emballa et voilà le Musée de l'espace (1984), l'École de droit de Loyola (1981-1984) ou la maison Benon (1981). Le désordre et l'éphémère s'avèrent composés de Gehry attendent ainsi, dans les quadrilatères stricts que forment les « blocks » de Los Angeles, le tram-plant de terre promis à la Californie.

Le Gehry que nous devons admirer aujourd'hui est un Gehry récent, sans doute même provisoire, appelé à nombre d'autres conversions sinistres ou autres... Un Gehry, en tout cas, qui prend du champ par rapport à sa Californie d'adoption. Jusqu'à une date récente, il avait en effet très peu construit à l'étranger, c'est-à-dire hors de Californie. Et peu construit de grands ensembles. Or le prix lui arrive au moment même où il place ses premiers gratte-ciel à New York, et où il débarrasse en Europe. Le voici, en particulier, de retour en France, où, après avoir salutairement raté le concours pour la médiathèque de Nîmes (remporté par Foster), il a été choisi pour la construction du nouveau Centre américain de Paris à Bercy, et où il participe à celle des bâtiments périphériques de Disneyland.

De nouveaux espaces, de nouvelles cultures, de nouvelles dimensions : Gehry aura reçu le Pritzker Prize à l'instant le plus exigeant de sa carrière. L'originalité aura ainsi prévalu sur la maturité. Beaucoup d'architecture d'aujourd'hui.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

Europe 1993

Selon des Livres blancs demandés par M. Rocard

Les professions ne manifestent aucune réaction de rejet face au marché unique

29 juin 1988. À l'Assemblée nationale, M. Michel Rocard prononce sa première déclaration de politique générale. Ce discours restera comme celui de « la politique dans les cages d'escalier ». Mais le nouveau premier ministre y parle aussi d'Europe, en manifestant le même souci du concret.

« J'ajoute, dit-il, chaque profession concernée à se mobiliser, à réfléchir, à dresser la liste des questions qu'elle se pose face à l'échéance de 1992 et à me l'adresser avant la fin de l'année.

C'est le secrétaire d'État au Plan auprès du premier ministre, M. Lionel Stoléru, qui avait été chargé du dossier par M. Rocard, salueur de ce département ministériel du « placard » où il était, de fait, rangé. À la fin du mois d'octobre, M. Stoléru prend la plume pour renouveler l'invitation de M. Rocard auprès de quelques dizaines d'organisations, syndicats ou ordres professionnels représentatifs sélectionnés en fonction de l'impact que l'échéance de 1992 aura sur leurs activités. Sont concernés une dizaine de secteurs industriels, le commerce, les transports, certaines professions libérales, l'agriculture et les industries agroalimentaires, le secteur financier (banques et assurances).

De novembre 1988 à janvier 1989, M. Stoléru recevra quarante-huit Livres blancs, tant de réponses qui suscitent son cabinet, où l'on observe que ces professions sont déjà sollicitées par de multiples colloques et séminaires et ont déjà, pour certaines d'entre elles, mené de leur propre chef une telle étude, parfois en liaison avec leur ministère de tutelle. Occupé par la préparation du Plan, le cabinet Stoléru ne pourra traiter ces documents qu'à partir du mois d'avril.

Première constatation à la lecture des Livres blancs — très hétérogènes — envoyés par les professions : personne n'exprime une réaction de rejet face à l'Europe ou ne réclame de rester à l'écart du marché unique. Deuxième observation, qui devrait plutôt rassurer M. Rocard : les professionnels interrogés, loin de plaider une Europe livrée à un libéralisme économique sans contraintes, expriment une forte demande de politiques communes : politique monétaire, politique commerciale,

sous la forme d'un document très synthétique qui ne devra pas dépasser deux ou trois pages. C'est aussi de ce Livre blanc de leurs espoirs et de leurs craintes que nous pourrions efficacement être sur tous les fronts et négocier dans de bonnes conditions. » L'idée a fait — lentement — son chemin. Il aura fallu attendre le mardi 16 mai 1989, soit près d'un an après sa déclaration à l'Assemblée, pour que M. Michel Rocard trouve sur son bureau une « liste des questions » que se posent les professions face à l'Europe.

politique de la concurrence. Encore que, sur ce dernier point, les attentes soient contradictoires entre ceux qui, pour schématiser, pensent qu'ils pourront manger les autres à l'ouverture des frontières et ceux qui ont peur de se faire manger.

Troisième constatation : si les professionnels français demandent le soutien de l'État, ils équilibrent assez bien ces demandes par l'exposé des investissements de tous ordres qu'ils estiment devoir réaliser par eux-mêmes. Néanmoins, l'évocation fréquente des handicaps que subiraient les professions, face à leurs concurrents européens, du fait du système législatif et réglementaire français indique une crainte réelle. En bonne logique, elle devrait conduire à susciter le sentiment de refus du « tout-libéral ».

L'expression de ces craintes sur les présumés handicaps français ne revient-elle pas à demander un allègement des règles qui encadrent le fonctionnement de l'économie ?

« Bien sûr les urgences »

Dernière constatation liée à l'observation précédente : l'Europe sociale est loin d'être un thème dominant (il est vrai que ce n'était pas le sujet) et, lorsque les questions sociales sont évoquées, c'est surtout pour se plaindre des handicaps que la législation française ferait subir aux professionnels français.

Au total, le cabinet de M. Stoléru juge que ces Livres blancs ne suggèrent pas des remises en cause radicales.

An fond, l'exercice, dit-on Rue de Varenne, aura surtout permis de « bien situer les urgences », et aura montré que les divers moyens de concertation mis en œuvre, notam-

Lire aussi

• La préparation des Sections européennes page 10

Le Carnet du Monde

Naissances

— Chère, née DUPUIGRÈNET-DESROUSSEILLES, et Patrick MARCADEUX, et Sylvie, ont la très grande joie d'annoncer la naissance, le 14 mai, de

Alicia.

114, rue du Président-Allende, 92000 Nanterre.

— Jean CHEVAL, Georges MAKHLOUF, et Alexandre, ont la joie d'annoncer la naissance de

Antoine, Sélim, David,

le 30 avril 1989.

— Ning et Gérard CHESNEL, ont la joie de faire part de la naissance de

Kirana, Anoure,

le 18 mai 1989.

7 bis, rue Bassot, 75015 Paris.

Ambassade de France à Pékin.

Soutenances de thèses

— RECTIFICATIF : Université Paris-V (Rue-Descaartes), la soutenance de thèse de M. André Robert initialement prévue le 19 mai au Centre Henri-Poincaré aura lieu le 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne à l'amplythéâtre Durkheim, escalier J, 3^e étage, 1, rue Victor-Cousin, Paris-5.

— Université Paris-II, le vendredi 19 mai, M^{me} Amick Bernard a soutenu : « Les critères d'application du droit communautaire aux propriétés intellectuelles ».

— Université Paris-II, le vendredi 19 mai, M^{me} Corinne Sicaud a soutenu : « Les élections primaires présidentielles de 1980 aux États-Unis ».

— Université Paris-X (Nanterre), le samedi 20 mai à 9 heures, M. Olivier Christin a soutenu : « L'économie et culture des images dans la France du XVI^e siècle ».

— Université Toulouse-Le Mirail, le mardi 23 mai à 14 h 30, salle du Châtelet, M. Abdelhak Serkane a soutenu : « Conflits d'identité et vécu actuel des jeunes Marocains issus du milieu traditionnel ».

Décès

— M. Jacques Alexandre, son mari, M^{me} Brigitte Murraciale, sa fille, M. Jean-Pierre Alexandre, son fils, M. Bernard Nathan, son frère, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Michelle ALEXANDRE, née Nathan,

survenue le 22 mai 1989, dans sa soixante-cinquième année.

L'inhumation aura lieu le 25 mai 1989, au cimetière de Montparnasse, à 9 h 45.

Rémunération principale, boulevard Edgar-Quinet.

3, avenue de Stalingrad, 92220 Bagneux.

— Vous aimez

Christine ALVAREZ.

Elle est décédée le 16 mai 1989. Une pensée pour elle.

— M^{me} Masrouk Cohen, M. et M^{me} Maurice Haddad et leurs enfants, Marc et Aymer, Les familles Cohen, Madar, Labi, Sarfati, Ibi, Les parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de leur cher et regretté

Masrouk COHEN, président de la Ghriba de Djerba,

survenue le 17 mai 1989.

L'inhumation a eu lieu à Jérusalem.

Le drach de la semaine aura lieu le dimanche 28 mai, à la synagogue de la rue Saulnier, à partir de 19 heures.

16, avenue de Saint-Ouen, 75018 Paris.

— Madame Mesoudy-Dana, M. et M^{me} Bernard Kaddouz, M. et M^{me} Charles Dana, M. et M^{me} Francis Rose, ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert DANAN,

survenue à Toulouse, le 23 mai 1989.

80, avenue de Fronton, 31200 Toulouse.

— Olivier, Frédéric et Hélène David, René Castanède et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Pierre DAVID, psychanalyste, neuro-psychiatre, ancien interne des hôpitaux psychiatriques de la Seine, survenue le 21 mai 1989.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité.

La présidente du centre de formation et de recherches psychanalytiques, Maud Mamont.

Les membres du conseil d'administration.

Et tous les membres CERF, ont la douleur de faire part du décès de leur collègue et ami, le

docteur Pierre DAVID, psychiatre et psychanalyste,

dont les obsèques auront lieu en toute intimité.

Mal le 17 avril 1989, Pierre David fut docteur en médecine, spécialisé en psychiatrie. Ancien interne des hôpitaux psychiatriques de la Seine, à la fin de sa formation de consultant à l'hôpital Henri-Rousselle. Psychanalyste, ancien compagnon de route de Jacques Lacan et de François Dolto, après des années d'enseignement à la Sorbonne, il a été directeur de l'École française de Paris jusqu'à sa dissolution. Pierre David était aussi membre actif du Centre de formation et de recherches psychanalytiques depuis sa fondation en 1962. Ses recherches aborderont lespace du cadre de la psychanalyse à la française. Il concilia toujours les auteurs d'École-Manche (Winnicott, Melanie Klein, Freud) et ceux de longue expérience pour maintenir au premier plan l'aspect thérapeutique de la relation analytique. Il fut attaché à divers domaines gravitant autour d'une découverte d'une théorie de la communication : psychologie, philosophie, littérature, ethnologie et famille (1976) et le Surs de psychanalyse (1981).

— Le général (c.r.) Gérard Godfrey, son épouse, Bruno et Catherine Godfrey, Francis, Adeline et Denis Godfrey, ses enfants, Quentin Godfrey, son petit-fils, ont la douleur de faire part du décès de

Monique GODFREY, née Camus,

survenue le 23 mai 1989, à l'issue d'une cruelle maladie.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 26 mai, à 10 h 45, en l'église Notre-Dame de Beauregard à La Celle-Saint-Cloud.

Ni fleurs ni couronnes.

10, rue François-Debergue, 78380 Bougival.

— M. Henri Jollès et ses enfants, M. Samuel Jollès, M. et M^{me} Marcel Jollès et leurs enfants, M^{me} Marie Jollès, M. Daniel Donoff et leurs enfants, M. et M^{me} Georges Jollès et leur fils, M. et M^{me} Elie Jollès et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Esther JOLLÈS, née Krantz,

survenue le 23 mai 1989, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

— Le Mouvement contre le racisme et pour l'unité entre les peuples (MURAP) a la douleur de faire part du décès de son président d'honneur

Pierre PARAF, président de 1962 à 1980, survenue le 18 mai 1989.

Depuis la fondation du MURAP, voici quarante ans, Pierre Paraf le fit bénéficier de son talent, de son engagement, de sa fermeté républicaine, de son inébranlable amitié.

Toute sa vie, son action militante comme son œuvre d'écrivain furent sans répit dédiées à la justice et à la démocratie, à la paix et à la fraternité humaine.

— Au chapitre des adieux, le dernier mot ne doit pas être la tristesse, mais l'allégresse et le courage, le bonheur d'aimer et d'être aimé.

Pierre PARAF, Mes rendez-vous avec le siècle, (mars 1988).

Erratum

— Suzanne Kieff, avocat à la cour, sa femme, Françoise et Laurence, ses filles, Yves Ramberger, Gérald Kalatchev, Muriel, Mathilde, Gaëlle et Céline, ses petites-filles, ont la douleur d'annoncer le décès de

Robert KIEFF, avocat à la cour, officier de la Légion d'honneur.

Il s'est éteint entouré des siens à l'âge de quatre-vingt-neuf ans après soixante-huit ans de vie professionnelle.

Les obsèques auront lieu le jeudi 25 mai, à 11 heures, au cimetière Montmartre (porte principale).

Cet avis tient lieu de faire-part.

51, rue de Mauberge, 75009 Paris.

Remerciements

— M^{me} Dominique Pado, Ses enfants, ses petits-enfants, Et toute sa famille, dans l'impossibilité de répondre aux très nombreuses marques de sympathie qui leur ont été manifestées lors du décès de

M. Dominique PADO, conseiller de Paris, adjoint au maire de Paris, journaliste,

remercient tous ceux qui se sont associés à leur douleur de trouver ici l'expression de leurs remerciements et de leur gratitude.

— La famille de

M. Gabriel FONTEVIA, décédé,

très touchée par les nombreuses marques de sympathie que vous lui avez témoignées en vous associant à sa peine, vous prie de trouver, ici, l'expression de ses bien sincères remerciements.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Anniversaires

— Les anciens élèves et les amis de

Maurice LACROIX, professeur honoraire de première supérieure,

décédé le 13 février 1989, se réuniront pour honorer sa mémoire le jeudi 18 juin, à 18 heures, au lycée Henri-IV, 23, rue Clotilde, Paris-5, dans la salle des conférences.

— Il y a un an,

— Raymond FENCREACH

nous quitte.

Ceux qui l'ont connu et estimé se souviennent.

Communications diverses

— Les Éditions du Cerf vous invitent à rencontrer le jeudi 25 mai, à 17 heures, à l'Institut Raymond, 3^e étage, salle de séminaire, 8, rue Jean-Calvin, 75005 Paris (métro Censier-Daubenton), René Poznanski, auteur du livre *Simon Dubnow, Leston sur le judaïsme ancien et moderne*. Conférence sur « Les lettres sur le judaïsme ancien et moderne ». La marque d'une époque et les filiations contemporaines.

Vous aimez l'allemand ? L'Entreprise vous intéresse ?

LA CFACI - CHAMBRE FRANCO-ALLEMANDE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE - A CRÉÉ POUR VOUS

L'ÉCOLE FRANCO-ALLEMANDE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

Formation sur deux années en alternance École/Entreprise d'assistants export bilingues.

■ Admission : minimum bac + concours (admission directe en 2^e année possible)

■ Titre homologué au niveau III (J.O. du 02/10/85)

■ Préparation au BTS Commerce International et au Diplôme Allemand "Industrie-Kaufmann"

EFACI - 12, Cour Saint-Eloi 75012 Paris
(1) 43 44 06 53
Enseignement technique Supérieur Privé

مكتبة العالم

1993

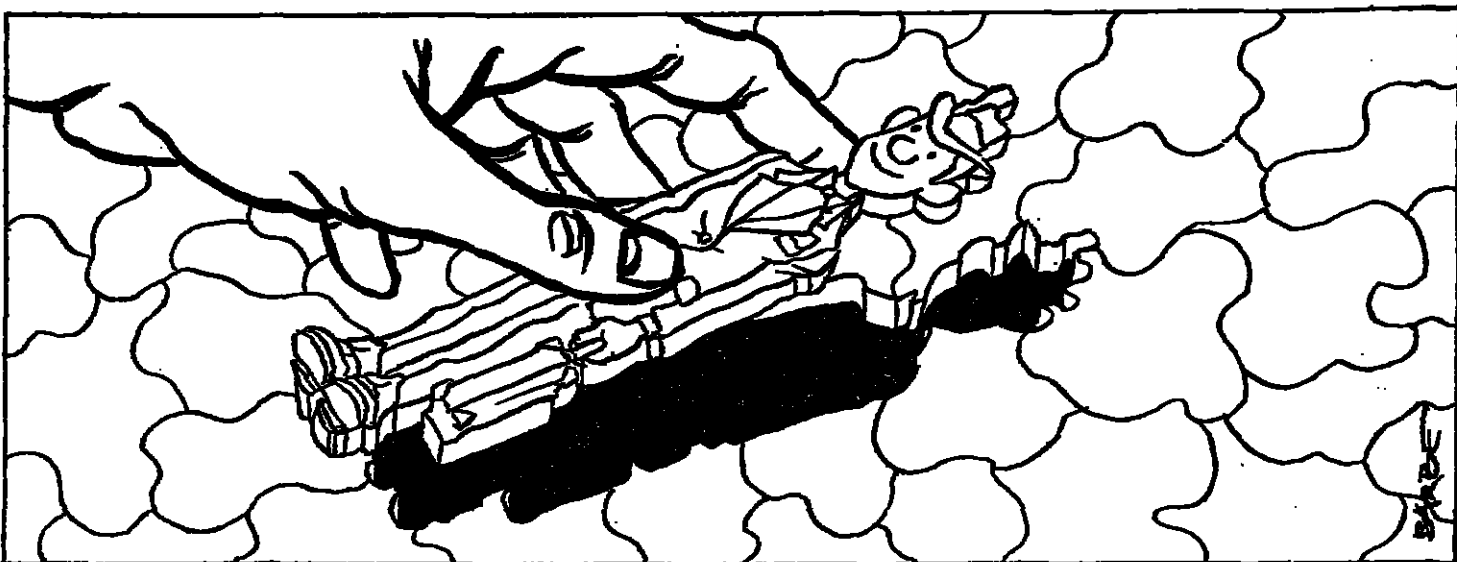
Le Monde

La Monde • Jeudi 25 mai 1989 17

CAMPUS

L'UNIVERSITÉ DANS L'ÉCONOMIE ALLEMANDE

L'Université apprend à penser, l'entreprise à agir. Ce principe est à la base d'un système de formation supérieure qui a largement contribué aux succès de l'économie allemande. Fidèle à la conception de son fondateur Wilhelm von Humboldt, l'Université se consacre d'abord à la recherche. C'est là que les étudiants acquièrent les connaissances fondamentales dans des disciplines précises. Ce sera aux entreprises à les initier ensuite aux techniques du métier. Le diplôme atteste d'une formation culturelle. Il n'est ni une garantie de carrière ni un sauf-conduit pour les fonctions directrices. Les ingénieurs et les gestionnaires sont les meilleurs illustrations de ce système, dont on critique parfois la rigidité mais dont l'efficacité est unanimement reconnue.



Ingénieurs : la technique d'abord

On forme presque deux fois plus d'ingénieurs en RFA qu'en France. Toutes catégories confondues, l'Allemagne fédérale délivre chaque année quelque 25 000 ingénieurs contre 14 000 en France. Et tous ces jeunes diplômés sont bien employés comme ingénieurs par l'industrie, qui recrute par ailleurs de nombreux autres scientifiques (ou des ingénieurs-économistes (*Wirtschaftsingenieur*)). L'accès aux formations d'ingénieurs n'est pas limité, ce qui ne va pas sans poser de sérieux problèmes aux établissements d'enseignement supérieur, aujourd'hui surpeuplés.

La deuxième caractéristique majeure de ce dispositif réside dans l'existence, depuis une vingtaine d'années, d'un système dual de formations. Alors que, traditionnellement, les ingénieurs étaient formés à l'université (ou dans les grandes écoles polytechniques : *Technische Hochschulen*), à partir de 1969-1970 ont été créées en place des écoles plus spécialisées visant à préparer des ingénieurs de production ou des ingénieurs technologues. Ces *Fachhochschulen* forment aujourd'hui les deux tiers des jeunes ingénieurs et ont acquis un poids politique et sociologique qui ébranle les traditionnelles universités techniques.

La troisième caractéristique pourrait être recherchée dans l'obsession que l'on a, en RFA, de former des individus dans le but que l'on s'est vraiment fixé : à savoir former de vrais ingénieurs pouvant être recrutés comme tels par des industriels pour exercer de vrais métiers d'ingénieurs. Il est mal venu d'évoquer, en RFA, le concept d'ingénieur généraliste et d'affirmer qu'un ingénieur formé dans une école d'électroni-

que puisse exercer comme ingénieur de génie civil, travailler dans une banque ou, plus encore, devenir gestionnaire ou manager.

C'est en 1810, avec la création de l'université de Berlin, qu'apparaît pour la première fois en Allemagne (en Prusse) un dispositif spécifique de formation des ingénieurs. L'apport de Wilhelm von Humboldt est à cet égard déterminant. Pour Humboldt, homme politique profondément attaché aux valeurs humaines et au développement personnel de l'individu, c'est par une formation scientifique autonome que se réalise la vocation professionnelle du futur ingénieur. Les concepts-clés de son programme sont simples : priorité au développement scientifique à travers le soutien à la recherche ; mise en relation étroite de la formation avec cette recherche ; autonomie de l'université, et notamment face au pouvoir politique et industriel ; enfin, développement personnel de l'individu à l'université.

Laboratoires d'essais pour l'industrie

Si, aujourd'hui, peu de grandes universités peuvent se targuer de suivre à la lettre ce programme, la formation des ingénieurs universitaires reste marquée par ces concepts-clés et notamment par la priorité accordée à la recherche et par le souci du développement autonome des individus et des structures.

En 1989, quelque 15 grandes universités forment et diplôment chaque année quelque 8 000 ingénieurs. La caractéristique majeure de ces universités pluridisciplinaires est d'être de très grandes et très grosses institutions, accueillant quelque 15 000 à 30 000 étudiants chacune. Très grosses machines à former, mais aussi et surtout à faire de la recherche. Un professeur universitaire allemand est surtout patron d'un Institut de recherche qui développe des programmes universitaires mais qui travaille aussi sous contrat pour de nombreux organismes publics ou privés. Ces instituts universitaires servent fréquemment de laboratoires d'essais pour l'industrie.

Ces universités techniques sont, pour la plupart, implantées dans les capitales régionales, et l'étudiant bavarois s'inscrit en règle générale à l'université de Munich. Ce recrutement principalement régional et le caractère pluridisciplinaire des universités rendent illusoire toute hiérarchisation de ces quinze grands établissements de formation d'ingénieurs. S'il est possible d'affirmer qu'il existe, ici ou là, tel ou tel pôle d'excellence, très souvent dû à la présence dans les lieux d'un *Herr Professor Doktor* distingué, il est difficile de considérer que la formation des ingénieurs soit meilleure à Berlin et nettement moins bonne à Hanovre.

L'entrée à l'université est largement ouverte et les frais de scolarité y sont nuls : ainsi est assuré l'accès du plus grand nombre à

l'enseignement supérieur. Certes, cela peut poser de sérieux problèmes, et l'enseignement dispensé de même à un examen général de diplôme. A partir de ce moment, l'étudiant a le droit et le devoir de réaliser une mini-thèse — le *Diplom Arbeit* — qui clôt le cursus. Ce dernier intègre, dans la plupart des cas, la nécessité pour l'étudiant d'avoir aussi accompli un ou plusieurs stages industriels (vingt-six semaines en principe).

Si l'université peut former de bons ingénieurs imprégnés de l'esprit de recherche et capables de concevoir de nouveaux produits et de nouvelles techniques, elle est moins à même de former des individus qui assurent la production courante et qui font tourner la machine industrielle.

Etudes complémentaires à l'étranger

Le cursus d'un futur ingénieur est très préétabli (même s'il est possible de choisir certaines options) et fait la part la plus belle aux disciplines spécifiques d'ingénierie. Les enseignements scientifiques de base (mathématiques, par exemple), sans être négligés, n'atteignent pas, et de loin, le niveau des mêmes formations en France, en classe préparatoire ou en première année de grande école. Les disciplines non techniques sont quasiment inexistantes, à l'exception de quelques initiations au droit et à l'économie d'entreprise — ne dépassant pas 5 % du total des heures d'enseignement.

Il faut insister enfin sur le rôle de la recherche à l'université (même si peu de diplômés ingénieurs poursuivent des carrières de chercheurs) et sur l'importance de la mobilité qui pousse nombre d'étudiants à rechercher des études complémentaires à l'étranger. Mais alors qu'en France ce sont les directions des écoles qui incitent les étudiants à partir, en Allemagne fédérale l'institution universitaire n'intervient que secondairement, l'initiative revenant à l'étudiant.

L'apprentissage de l'autonomie est d'ailleurs une nécessité de survie, lorsqu'on étudie dans une université où se côtoient quelque 30 000 étudiants.

C'est de ce constat — mais aussi de l'expression d'un besoin de démocratisation de l'enseignement supérieur — qu'est née l'idée d'une formation spécifique de ces ingénieurs technologues. Plus courte (six à sept semestres, théoriquement), plus pratique, plus orientée vers les besoins immédiats de l'industrie et encore plus largement ouverte dans ses recrutements, cette formation nouvelle, établie en 1969-1970, est dispensée par les *Fachhochschulen* (FH). Nettement plus nombreuses que les universités techniques, réparties dans un plus grand nombre de villes, ces FH délivrent environ 17 000 diplômes d'ingénieurs chaque année et deviennent un élément essentiel du dispositif d'enseignement supérieur allemand, mais aussi un point névralgique de confrontation dans les débats sur l'ingénieur européen.

Alors qu'initialement les FH ne délivraient que des titres d'ingénieurs gradués (*Graduieringenieur*), elles ont obtenu récemment la possibilité de délivrer le diplôme d'ingénieur (*Diplomingenieur*), au grand dam des professeurs universitaires traditionalistes. Elles ont également acquis le droit d'être représentées au sein de la *Westdeutsche Rektoren Konferenz* (conférence des recteurs ouest-allemands).

JEAN MICHEL
(Lire la suite page 19.)

Gestionnaires : la vogue de l'économie d'entreprise

Bien que les Allemands et les Français aient appris des choses semblables sur le marketing, la finance, les théories de la décision et de l'organisation auprès des maîtres américains, après la seconde guerre mondiale, les systèmes d'enseignement de la gestion en Allemagne et en France sont aujourd'hui fort différents. L'origine de la divergence est à chercher dans le rôle des caractéristiques particulières de l'enseignement supérieur, qui se sont définitivement imposées dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle.

Il existe trois filières de formation à la gestion : les universités ; les universités techniques ; et les écoles supérieures de commerce. Les écoles supérieures de commerce (*Hochschulen für Wirtschaftswissenschaften*) sont les héritières des premiers établissements à avoir enseigné les diverses disciplines ayant trait à la gestion en Allemagne. La plus ancienne, celle de Leipzig, a été fondée en 1898. Aujourd'hui, les *Fachhochschulen* délivrent après trois ans au moins d'études le *Diplom-Kaufmann*, dont l'orientation très pratique est particulièrement appréciée des entreprises.

Les universités sont la filière la plus prestigieuse. Outre plusieurs diplômes de base comparables à celui délivré par les écoles supérieures de commerce (en moyenne quatre ans d'études supérieures), elles permettent de préparer le doctorat, le grand

diplôme pour devenir cadre dirigeant (deux ans supplémentaires), ainsi que l'*Habilitation* (encore trois ans), le sésame pour devenir soi-même enseignant en gestion à l'université. Les universités techniques ont théoriquement les mêmes compétences. Mais en fait elles sont moins considérées et servent principalement pour les ingénieurs à acquiescer des connaissances en gestion, en plus de leur formation initiale (*Diplom-Wirtschaftsingenieur*).

Perpétuelle évolution

L'enseignement de la gestion bénéficie d'un engouement croissant. De 1960 à 1981, le nombre d'étudiants en « économie d'entreprise » a plus que quadruplé. Profitant de leur succès, les meilleures écoles de commerce ont obtenu de se transformer en université, afin d'ouvrir à leurs étudiants l'accès au doctorat et à l'*Habilitation*. Le système allemand d'enseignement de la gestion est ainsi en perpétuelle évolution.

La place de l'université comme clé de voûte du système tient à la place prépondérante qu'occupe la recherche dans l'enseignement supérieur. L'université allemande fut, vers le milieu du siècle dernier, la seule à prendre un parti essentiel : faire de la recherche l'instrument fondamental de l'enseignement. A cette époque,

les étudiants pouvaient entreprendre des travaux de recherche dans certaines disciplines dès la première année d'université.

Lorsque l'enseignement de la gestion apparaît au vingtième siècle, aucune discipline digne de ce nom ni aucun établissement d'enseignement supérieur ne peut espérer être reconnu s'il ne se conforme pas à ce modèle. Ainsi, quand des ingénieurs, des commerçants, des hommes d'affaires ou des enseignants créent des écoles commerciales, ils s'efforcent de proposer un type d'enseignement aussi ressemblant que possible à celui en vigueur dans l'université, ainsi qu'un corps d'enseignants comparable en tous points, par sa formation et ses méthodes d'enseignement, aux autres corps de professeurs d'université des autres disciplines. La gestion est conçue comme un domaine d'application des sciences économiques et paraît digne de devenir une discipline suscitant des recherches sophistiquées.

« Education de la pensée »

L'impératif de la recherche implique une conception particulière de la nature du savoir : dans chaque domaine, il existe un ensemble de vérités acceptées, mais qui ne représentent qu'un état provisoire de notre connaissance du monde. La conviction profonde de la relativité des

connaissances conduit les professeurs allemands à bien faire la différence entre une personne qu'ils estiment *berufsfähig* — capable de remplir une fonction — et celle qui serait *berufsfertig* — prête à exercer cette fonction sur le terrain. Selon eux, les universités et les écoles ne sont pas supposées amener les étudiants au deuxième stade — tâche qui revient aux entreprises de l'industrie et du commerce. En revanche, elles ont pour mission de rendre l'étudiant *berufsfähig*, en l'initiant à un travail certain — la recherche — et en lui donnant une formation théorique très solide. Les Allemands évoquent cette formation acquise à l'université en parlant d'« éducation de la pensée ».

Les facultés allemandes ne jouent aucun rôle en matière de formation continue. Une fois qu'un étudiant a quitté l'université, il n'y retourne plus, sauf s'il décide de poursuivre des travaux de recherche. La tâche de rendre les nouveaux employés *berufsfähig* — « prêts à travailler » — incombe à l'entreprise elle-même. Cette formation se déroule au sein de l'entreprise, ou dans des établissements non académiques créés spécialement pour enseigner la gestion, ou encore dans des cours organisés par des fédérations professionnelles.

ROBERT LOCKE, professeur à l'université de Hawaii
MARC MEULEAU, chargé de recherche historique.

PEUT-ON GÉRER LES MOTIVATIONS?

Par Sandra Michel

Comment réconcilier l'entreprise et l'homme motivé, sachant qu'un homme motivé est nécessairement un homme libre? Tel est le propos essentiel de cet ouvrage, véritable outil de réflexion. Autres nouveautés en gestion : Gestion du risque de taux d'intérêt par Gérard Emard, Les options négociables par Francine Roure et Alain Butery, Informatique de gestion par Hachem Kacimi.

Collection "Gestion" 226 pages - 115 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Les grandes écoles n'apprennent pas à vendre

La place accordée à la vente dans la formation des cadres supérieurs est insuffisante. Ce sont les élèves des grandes écoles les plus prestigieuses qui le disent.

La place accordée à la vente dans la formation des cadres supérieurs est insuffisante et cette activité n'est pas assez valorisée en France. Telle est l'opinion des élèves des grandes écoles, d'après un sondage réalisé dans huit des plus prestigieuses d'entre elles, à l'occasion du 5^e Salon de la fonction commerciale, qui se tient jusqu'au 26 mai à la porte de Versailles à Paris (1). Ce jugement explique que, pour ces élèves, la France n'occupe que la troisième place parmi les pays de la Communauté pour ce qui est des performances commerciales, derrière l'Allemagne et l'Italie.

Cette déception des futurs cadres à l'égard de leur formation est d'autant plus sensible qu'ils sont, dans leur ensemble, fortement convaincus de l'importance de la fonction commerciale dans l'activité économique. Pour les deux tiers d'entre eux, la vente est « un des éléments importants de la stratégie des entreprises », plus de 20 % estimant même qu'elle est « la seule véritable finalité de l'entreprise ». 10 % seulement sont d'avis qu'elle relève « purement du domaine de l'opérationnel ». Lorsqu'on leur demande la fonction qu'ils privilégieraient s'ils avaient à diriger une entreprise, près de la moitié d'entre eux mettent en tête le marketing et la stratégie, devant la recherche-développement et la gestion du personnel. C'est pourquoi, 60 % des élèves interrogés considèrent qu'il serait « souhaitable » pour la réussite de leur carrière professionnelle qu'ils « aient une expérience opérationnelle de la vente », 13 % estimant même une telle expérience « indispensable ». Le quart seulement la trouverait « inutile ».

Réticences

à l'ENA

Seuls les élèves de l'ENA ne partagent pas cette conviction : plus de la moitié d'entre eux pensent que cette expérience leur serait inutile et le tiers ne voit

Leclerc, patron meilleur vendeur

Parmi les managers suivants, choisissez dans l'ordre les trois personnalités qui vous apparaissent avoir le tempérament le plus vendeur :

	%
1. EDOUARD LECLERC	56
2. FRANCIS BOUYGUES	41
3. BERNARD TAPIE	38
4. JACQUES CALVET	32
5. JEAN-LUC LAGARDÈRE	29
6. ANTOINE RIBOUD	23
7. VINCENT BOLLORE	19
8. JÉRÔME SEYDOUX	16
9. RAYMOND LEVY	12
10. ALAIN GOMEZ	7
11. MARION VANNIER	7
12. BERNARD ARNAULT	6
13. LINDSAY OWEN-JONES	4
14. JEAN-LOUIS BEFFA	3
15. PIERRE DELAPORTE	2
16. MICHEL PEBREAU	2
17. JEAN-RENE FOURTOU	2
18. EDOUARD DE ROYERE	1
19. FRANCIS MER	1
20. JEAN GANDOIS	1

associée à l'activité des sociétés spécialisées dans la grande distribution et les services qu'aux firmes industrielles. La palme des entreprises les plus performantes dans le domaine de la vente revient à L'Oréal et à BSN. Si Apple est en troisième position, le Club Méditerranée (4^e) vient avant IBM, et Carrefour (6^e) devance Peugeot. Les patrons considérés comme les meilleurs vendeurs sont, dans l'ordre, Edouard Leclerc, Francis Bouygues et Bernard Tapie. On pourra s'étonner de ne pas retrouver, en tête du palmarès des patrons meilleurs vendeurs, les noms des dirigeants des firmes meilleures vendeuses. Sans doute faut-il y voir l'effet de la médiatisation : les choix des étudiants se portent d'abord sur les « patrons-stars » qui savent... se vendre.

Cette enquête fait donc apparaître un net décalage entre une prise de conscience, sensible chez les futurs cadres, de l'importance de la dimension commerciale dans l'activité économique, et la formation donnée dans les écoles les plus prestigieuses, qui fait preuve, sur ce point, d'un déficit certain. Cela explique sans doute que lorsque l'on demande aux élèves de quelles formations seraient issues les vendeurs qu'ils recruteraient

s'ils étaient chefs d'entreprises, ils citent les écoles de commerce ou les filières supérieures courtes à bac + 2, mais fort peu les grandes écoles.

Ces résultats font aussi apparaître que si la vente est naturellement associée aux activités du secteur tertiaire, elle est loin d'être perçue en France comme une dimension essentielle des sociétés industrielles. « Chez nous, personne ne voulait faire de la vente », nous confiait un jour M. Kiebler Beauvillain, président de Hewlett-Packard France. J'ai tenté de résoudre le problème en expliquant que puisque nous étions 4 000 dans l'entreprise, il y avait 4 000 vendeurs. Et que j'étais, moi, le premier d'entre eux.

Sans doute ne serait-il pas inutile d'expliquer aux élèves des grandes écoles qu'ils sont tous de futurs vendeurs. La tâche ne semble pas hors de portée, puisque l'on constate que plus de 80 % des polytechniciens souhaiteraient avoir une expérience directe de la vente. Qui l'eût dit ?

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(1) ESCP, Ponts et Chaussées, Mines, Centrale, Sciences-Po, Polytechnique, HEC, ENA.

La palme à L'Oréal

Parmi la sélection d'entreprises ci-après, quelles sont, d'après vous, dans l'ordre, les trois plus performantes, vues sous l'angle de la vente :

	%
1. L'ORÉAL	44
2. BSN	39
3. APPLE	34
4. CLUB MÉDITERRANÉE	32
5. IBM	31
6. CARREFOUR	28
7. PEUGEOT	21
8. PERNOD RICARD	19
9. TELECOM	12
10. HAVAS	9
11. ACCOR	8
12. LVMH	7
13. AIR LIQUIDE	4
14. COMPAGNIE BANCAIRE SAINT-GOBAIN	3
15. EDF-GDF	3
17. PARIBAS	2
18. CARNAUD	1

L'Europe des techniciens reste à faire

L'harmonisation des diplômes et des qualifications de l'enseignement technique devrait être une des tâches prioritaires de la Communauté.

L'EUROPE des techniciens est en route. Un colloque organisé les 18, 19 et 20 mai à Metz par le secrétariat d'Etat chargé de l'enseignement technique a permis de faire le point sur les « enjeux européens des formations technologiques ». Acteurs et partenaires de l'éducation nationale ont évoqué les nécessaires préparations au marché unique et affirmé que la technologie doit avoir une place de choix dans la culture européenne.

La présence à Metz du premier ministre illustre clairement cette volonté de donner aux formations technologiques et professionnelles les lettres de noblesse qu'elles méritent. M. Michel Rocard a rappelé son attachement à des formations qui sont « un levier essentiel » de la compétitivité et de la capacité d'innovation des entreprises. Ces enseignements, longtemps dévalorisés, doivent, selon le premier ministre, être rapprochés de la culture générale et faire l'objet d'un véritable enseignement au collège. M. Rocard a enfin souligné que les formations doivent se moderniser pour s'intégrer au mieux dans le paysage européen. La rénovation des CAP et des BEP, l'aménagement des BTS et des DUT, mais aussi la création des bacs professionnels constituent des progrès qu'il faudra compléter par une intensification des échanges entre les différents pays de la Communauté.

Difficulté

majeure

M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, a insisté sur la nécessité d'un débat public sur l'importance de la technologie dans la culture. Les Etats généraux de la culture scientifique et technique qui doivent avoir lieu en décembre pourraient servir de cadre à cette réflexion. M. Chapuis a d'autre part souligné que les programmes ERASMUS et COMETT soient étendus aux jeunes de l'enseignement technique et a lancé l'idée d'un « centre-ressource » regroupant les informations sur l'Europe à destination des établissements français.

Ce centre, dont le siège ne se situerait pas forcément à Paris, pourrait notamment aider les acteurs de l'enseignement technique à s'orienter dans le maquis des équivalences de diplômes et de formations, au sein de l'Europe. La nécessité de mettre en place les bâtiments de l'Europe a fait l'objet de diverses réflexions tout au long du colloque. Un travail de coordination mené depuis huit ans par des spécialistes a conduit à la validation de dix-sept formations sur deux cents, dans le secteur technique et professionnel. Mais la lenteur de cette procédure pose des problèmes, certains métiers validés ayant déjà disparu.

Par ailleurs, une directive européenne indique que les diplômes de niveau Bac + 3 sont reconnus dans toute la Communauté pour les professions réglementées, mais cette mesure générale paraît peu satisfaisante à certains, notamment aux ingénieurs, et M. Chapuis a suggéré que leur problème fasse l'objet de modalités d'application spécifiques. Le secrétaire d'Etat a aussi souligné que le nombre d'années d'études n'est pas un paramètre suffisant pour comparer des formations. « Nous avons », a-t-il indiqué, « fait passer, des formations BAC + 2 qui valent bien ce qu'il se fait ailleurs en BAC + 3, et il faut utiliser le critère de l'expérience professionnelle ».

La difficulté majeure concerne les qualifications de base (niveau CAP et BEP), dont l'harmonisation se heurte à la grande diversité des structures mises en place par les différents pays. Le modèle scolaire appliqué en France, en Italie ou en Suède varie avec les formations alternées (école-entreprise) propres à la RFA, à l'Autriche ou à la Suisse, et avec le système de formation professionnelle post-scolaire qui fonctionne en Grande-Bretagne. M. Chapuis a préconisé dans ce domaine la reconnaissance mutuelle d'une « équivalence de droit » pour un nombre d'années d'études minimum et un niveau donné dans la classification des métiers.

RAPHAËLE RÉROLLE.

LIVRES



HISTOIRE
Moscou, troisième Rome, les intermittences de la mémoire historique
par Léon Poffikoff.

Un essai sur la mémoire historique qui soutient la thèse insistante d'un éternel retour, depuis les drâmes du monde antique jusqu'à la perestroïka

de l'ère Gorbatchev, du « rêve messianique » de la Russie : devenir, après Rome et Constantinople, le centre de la chrétienté.
418 pages, coll. « La force des idées », 182 p., 118 F.

INFORMATIQUE

L'esprit dans la machine, fondements de l'intelligence artificielle,
par John Haugeland.

Professeur de philosophie à l'université de Pittsburgh, l'auteur expose les enjeux complexes et controversés liés à la recherche de l'intelligence artificielle en retraçant les étapes de la création de cette discipline, depuis ses origines dans la philosophie et la science moderne, jusqu'à ses derniers développements technologiques.
256 pages, coll. « Points », 150 F.

SOCIOLOGIE

L'idéologie de la communication

Le concept de communication est en passe de devenir, dans nos sociétés contemporaines, le sésame capable d'ouvrir un grand nombre de portes du champ de la connaissance. Perçu comme un thème fédérateur de domaines aussi distincts que les études sur les médias, les télécommunications, l'informatique, il se prête à un discours euphorisant, devient une nouvelle idéologie régissant nos systèmes de représentations aussi bien politiques que culturelles. Après le triomphe de la « société de consommation », nous serions entrés dans la société de « communication », symbolisée par les expressions d'« homme interactif », de « transparence sociale », de « réseaux communicationnels ».

Philippe Breton et Serge Proulx tentent de déceler l'origine de cette nouvelle idéologie et de comprendre les raisons de son succès. Ils en repèrent l'émergence autour des années 40. Après la « guerre de trente ans » (1915-1945), l'Occident est en proie au doute : le lien social est rompu à la suite des horreurs endurées, les idéologies traditionnelles ont fait faillite. Le désordre — ou, pour reprendre le langage des cybernéticiens alors à la

mode, l'entropie — mine la société de l'intérieur. L'idée d'une réponse technique à la menace de désintégration commence à voir le jour, sous l'impulsion de Norbert Wiener et de ses disciples notamment, conçue comme une alternative à la barbarie. Ultime recours face à l'éclatement, l'idéologie de la communication plaide en faveur d'une nouvelle société, fondée sur l'absence de rigidité, les vertus de la circulation et la transparence de l'information. C'est une idéologie sans victime, puisque l'ennemi « n'est plus un homme, mais une entité diabolique » : le déficit d'organisation.

Dans ce contexte, l'analyse que proposent Philippe Breton et Serge Proulx des progrès des médias, des télécommunications et de l'électronique — tout comme celle de leurs enjeux idéologiques, économiques ou géopolitiques, — prend toute sa valeur (la percée de l'ordinateur et le développement des méthodes de calcul y sont soigneusement retracées). Cette approche les conduit à dresser une sorte de cartographie des territoires de la communication et à mesurer, par

exemple, l'importance croissante du phénomène publicitaire, l'influence de la télévision, les usages des médias.

Le livre offre aussi une synthèse des différents travaux réalisés sur le pouvoir et les effets des médias. Les auteurs montrent que les deux écoles de pensée et de recherche qui s'affrontaient jusqu'alors — les critiques et les empiriques — tendent insensiblement à converger. La problématique tourne autour d'un changement de paradigme : des individus provoqués par l'action des médias à côté la place à une interrogation sur le rôle actif du récepteur des messages et sur le poids véritable du contexte sociopolitique dans lequel s'insère la communication. Et les deux sociologues proposent, pour finir, la question cruciale : « Les usages idéologiques de la société de demain pourront-ils nous permettre de retrouver des possibilités accrues de création et d'autonomie ? »

REMY RIEFFEL.

L'Explosion de la communication. La naissance d'une nouvelle idéologie. Philippe Breton, Serge Proulx. Ed. la Découverte/Boréal. 286 p., 120 F.

Doublez vos Compétences

M.S.
GROUPE ESC TOURS

MASTERE SANTE
— OPTION MANAGEMENT DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE
— OPTION GESTION HOSPITALIERE

MASTERE FINANCE
— OPTIONS NOUVELLES TECHNIQUES FINANCIERES

Les M.S. de l'ESC TOURS sont des programmes de formation de 2^e cycle reconnus par la Commission des Universités Françaises.

Les M.S. s'adressent aux étudiants ou post-graduates diplômés de l'enseignement Supérieur (BAC, BSC, des Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou de Sciences, des Universités, des Universités de Technologie).

SÉLECTION : sur dossier, test et entretien
1^{re} session : juillet / 2^e session : septembre

Groupe ESC TOURS, 1 rue Léon-Dejans 37000 TOURS - Tél. (06) 47 27 42 43

UNIVERSITÉ DE PARIS-X NANTERRE

MAGISTÈRE

MODÉLISATION APPLIQUÉE

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET GESTION

200, avenue de la République 92001 Nanterre Cedex Tél. : (1) 40-97-78-31

Recrutement : DEUG de sciences économiques MASS ou équivalent

Jusqu'au 7 juillet 1989
35 places au concours

CENTRE D'ÉDUCATION PERMANENTE DE L'UNIVERSITÉ
PARIS X - NANTERRE / STAGES 1989 - 1990

INFORMATIQUE

DECISION ET IMPLANTATION INFORMATIQUES :
• Recherche de la place, du rôle et des moyens techniques (1200 heures) : 40 97 78 44
• Licence de Technologie Universitaire : Structures et fonctionnement des systèmes - PRÉCAL - COORD - BAS - MIP - MESS - C - DOKKE - BASES DE DONNÉES - Méthodes et algorithmes - Aspects juridiques de l'informatique de gestion.
ANALYSTE BUREAU (1 200 heures) : 40 97 78 44
• Licence de Technologie Universitaire : Systèmes d'information (BAC - PRÉCAL - LANCHE - BASES DE DONNÉES - Bases de données - Méthodes et algorithmes - Recherche d'information).
SYSTÈME D'INFORMATIONS, INFOCENTRE ET FONCTION EXPERT : 40 97 78 44
Bâtiment d'Études Supérieures de Technologie Universitaire (BAC - PRÉCAL - LANCHE - BASES DE DONNÉES - Bases de données - Méthodes et algorithmes - Recherche d'information).
CONCEPTEUR MÉTHODES : 40 97 78 44
• Licence de Technologie Universitaire : BAC - PRÉCAL - LANCHE - Méthodes de l'analyse - Méthodes de la programmation (1200 heures)
CONCEPTEUR DE RÉALISATION ALGORITHMIQUES : 40 97 78 44 (1 200 heures)
• Diplôme Universitaire de Second Cycle Technologique (niveau BAC) - Formation à l'automatisme de commande.

COMMUNICATION

CONCEPTEUR MÉTHODES : 40 97 78 44
• Licence de Technologie Universitaire : BAC - PRÉCAL - LANCHE - Méthodes de l'analyse - Méthodes de la programmation (1200 heures)
CONCEPTEUR DE RÉALISATION ALGORITHMIQUES : 40 97 78 44 (1 200 heures)
• Diplôme Universitaire de Second Cycle Technologique (niveau BAC) - Formation à l'automatisme de commande.

GESTION ET DROIT

CADRE COMMERCIAL : 40 97 77 77
• Stage professionnel : 220 heures • Licence de Technologie Universitaire : 440 heures • Licence d'État de Sciences Économiques : 720 heures • Méthodes de marketing et de la vente.
GESTION DU PERSONNEL : 40 97 77 77
• Licence de Technologie Universitaire : Formation de cadres de la fonction "personnel".
GESTION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES : 40 97 78 44
• Licence de Technologie Universitaire : Formation de cadres de la fonction "personnel".
GESTION DES ENTREPRISES DE TOURISME : 40 97 77 77
• Licence de Technologie Universitaire : Formation de cadres de la fonction "personnel".
GESTION DES ORGANISMES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE : 40 97 78 44
• Licence de Technologie Universitaire (niveau BAC) - Formation de cadres de la fonction "personnel".
ANGLAIS : 40 97 78 44
• Cours bilingues.

200, avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex Informations Minitel : 47 29 00 66 puis 27000

Gestion sur planches à voile

ESA
ÉCOLE SUPÉRIEURE DES AFFAIRES DE GRENOBLE

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DES AFFAIRES
*une grande école de gestion
à l'université*

3ème CYCLE, date limite d'inscription : le 9 juin 1989

- Sept DESS :
Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises (CAAE)
Commerce International
Finance
Gestion du Personnel
Gestion des Systèmes d'Information
Management de la Fonction Achat
Marketing
- Un programme doctoral en Sciences de Gestion :
DEA, Thèse

ESA (Université Grenoble II) - 1241, rue des Résidences
BP 47 X - 38040 GRENOBLE Cedex - Tél. 76 82 56 76

ENTREPRISES

Les stages de la semaine

« Le Monde Campus » publie, chaque semaine, des offres de stage en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel 36-15 JOB-STAGE.

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au : (1) 47-35-43-43.

COMMERCIAL

Lien : Montreuil. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : 5. Profil : bac + 2. Obs : promotion d'une gamme de produits électroniques grand public. V 16500.

Lien : Paris. Date : mai-juin. Durée : 1 an en contrat de qualification. Ind. : 3000 F + 5 les 3 premiers mois. Profil : bac + 1. Obs : gestion d'un secteur commercial géographique. V 16476.

Lien : Aubervilliers. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1. Profil : bac + 1. 2. Obs : assistant du directeur commercial, démarrage des comités d'entreprise (préembauchage). V 16449.

Lien : villes de France. Date : immédiat. Durée : 3 mois en préembauche. Ind. : 7500 F/mois. Profil : bac + 2. Obs : dirige une équipe commerciale dans un restaurant fast-food. V 16151.

GESTION, COMPTABILITÉ

Lien : Paris. Date : juillet. Durée : 2 mois. Ind. : 5. Profil : bac + 4. Obs : participation à un projet de gestion logistique et d'optimisation des coûts. G 11513.

Lien : Paris. Date : mi-juillet. Durée : 6 mois. Ind. : à convenir. Profil : bac + 2. Obs : gestion, planning, recrutement, affectation de personnel. G 11511.

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à convenir. Profil : bac + 5. Obs : étude sur le marché espagnol (espagnol indispensable). G 11506.

Lien : Sartrouville. Date : juillet. Durée : 1 mois. Ind. : à convenir. Profil : bac + 2. Obs : travaux comptables divers. G 12504.

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : 6000 F/mois. Profil : bac. Obs : tâches courantes de comptabilité. G 11487.

Lien : grandes villes de France. Date : immédiat. Durée : 3 mois en préembauche. Ind. : 7500 F/mois. Profil : bac + 2. Obs : gestionnaire d'un restaurant fast-food, être délégué de l'O.M. G 11151.

SECRÉTARIAT

Lien : Montigny-Le Bretonneux. Date : immédiat. Durée : 2 mois et demi. Ind. : à convenir. Profil : bac + 1. 2. Obs : secrétaire bureautique. S 24507.

Lien : Paris. Date : mi-août. Durée : 3 mois. Ind. : à convenir. Profil : bac. Obs : travail administratif. A 25510.

JOBS

Lien : toute la France. Date : juillet-septembre, octobre. Durée : 1 mois min. Ind. : 7000 F/mois. Profil : bac + 2. Obs : responsable de campagne, assister les chefs de centre pour préparer, mettre en œuvre et contrôler la campagne d'information pour les étudiants. Avoir le sens de la stratégie, un esprit de synthèse, une excellente présentation, de la rigueur.

Animateur Campus. Ind. : 3500 F à temps partiel. Actions de promotion, dynamiser une équipe et gérer le matériel de promotion. Être dynamique, avoir le sens du contact et de l'organisation.

Conseiller mutualiste. Ind. : 3000 F à temps partiel. Informer les étudiants en matière de protection sociale. Être organisé, méthodique, avoir le sens de la négociation.

MARKETING

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : indéfinie. Ind. : à définir. Profil : bac + 3. Obs : élaboration d'un argumentaire, édition de plaquettes, contacts avec milieux socio culturels, étude de l'environnement professionnel. M 14480.

Lien : Paris. Date : juin. Durée : 4 mois. Ind. : 4500 F/mois + 500 F par contrat. Profil : bac + 4. Obs : prospection de clientèle pour un journal électronique, économique et financier. M 14469.

Lien : Puteaux. Date : immédiat. Durée : 5 mois. Ind. : 2500 F/mois. Profil : bac + 2. Obs : mettre en place un service marketing direct. M 14471.

Lien : grandes villes de France. Date : toute l'année. Durée : 3 mois en préembauche. Profil : bac + 2. Obs : assistant manager d'un restaurant fast-food (être délégué O.M.). M 14151.

COMMUNICATION

Lien : Neuilly-sur-Seine. Date : juin. Durée : 2 mois. Ind. : à convenir. Profil : bac + 2. Obs : relations publiques + suivi administratif des inscriptions. C 18515.

Lien : Paris. Date : juin. Durée : 3 mois. Ind. : à convenir. Profil : bac + 2. Obs : assistant chargé de dossiers, organisation de manifestations, attaché de presse. C 18502.

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : 2000 F/mois. Profil : bac + 2. Obs : attachée de presse, rel. publ. C 18501.

INFORMATIQUE

Lien : Ivry. Date : juin. Durée : 5 mois. Ind. : 8500 F/mois. Profil : bac + 3. Obs : Mise en place d'un système informatique de prise de commande. Connaissances en gestion. I 17512.

Lien : Nanterre. Date : immédiat. Durée : 2 mois et demi. Ind. : 5500 F. Profil : bac + 2. Obs : électronique de puissance. E 20509.

Lien : Montigny-Le Bretonneux. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à convenir. Profil : bac + 2. Obs : mission à définir ensemble. I 17508.

Lien : Sartrouville. Date : juin. Durée : 2 mois. Ind. : à convenir. Profil : bac + 2. Obs : programmation et applications sous DBASE III et IV en réseau IBM PS2 NOVELL. I 17505.

Lien : Châtillon. Date : juin. Durée : 6 mois. Ind. : 4000 F et +. Profil : bac + 2. Obs : travailler sur logiciels destinés à la gestion des horaires dans les entreprises (préembauche). I 17499.

Lien : Paris. Date : juillet. Durée : 2 mois. Ind. : à convenir. Profil : bac + 3. Obs : saisie du fichier candidats. I 1791.

Lien : Avignon. Date : immédiat. Durée : à convenir. Ind. : 5000 F/mois. Profil : bac + 4. Obs : analyse + programmation en cobol (préembauche). I 17488.

Lien : Paris. Date : juillet. Durée : 3 mois. Ind. : à convenir. Profil : bac + 2. Obs : travailler dans la vidéo broadcast. Utiliser le matériel de télévision pour tournages. Connaissances des techniques audiovisuelles. E 17462.

Une de ces offres vous intéresse ? Contactez le CDTE au 47-35-43-43 ou par minitel 36-15 JOB-STAGE.

UNIVERSITY OF HARTFORD IN PARIS

LE NOYAU ET LES PROFESSEURS DE L'UNIVERSITÉ DE HARTFORD

VOUS PROPOSENT A PARIS UN MBA 100 % AMÉRICAIN

Professionnels désireux d'acquiescer une maîtrise de la gestion au plus haut niveau

Documentation sur simple demande

UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL

15, (M) av. de la Grande Armée 75116 Paris - Tél. (1) 45.00.98.28.

Document communiqué par simple demande

UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL

15, (M) av. de la Grande Armée 75116 Paris - Tél. (1) 45.00.98.28.

Document communiqué par simple demande

UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL

15, (M) av. de la Grande Armée 75116 Paris - Tél. (1) 45.00.98.28.

Document communiqué par simple demande

UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL

15, (M) av. de la Grande Armée 75116 Paris - Tél. (1) 45.00.98.28.

Document communiqué par simple demande

UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL

15, (M) av. de la Grande Armée 75116 Paris - Tél. (1) 45.00.98.28.

Document communiqué par simple demande

UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL

15, (M) av. de la Grande Armée 75116 Paris - Tél. (1) 45.00.98.28.

Document communiqué par simple demande

UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL

15, (M) av. de la Grande Armée 75116 Paris - Tél. (1) 45.00.98.28.

Document communiqué par simple demande

UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL

15, (M) av. de la Grande Armée 75116 Paris - Tél. (1) 45.00.98.28.

Document communiqué par simple demande

UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL

15, (M) av. de la Grande Armée 75116 Paris - Tél. (1) 45.00.98.28.

Document communiqué par simple demande

UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL

15, (M) av. de la Grande Armée 75116 Paris - Tél. (1) 45.00.98.28.

Document communiqué par simple demande

UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL

15, (M) av. de la Grande Armée 75116 Paris - Tél. (1) 45.00.98.28.

Document communiqué par simple demande

UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL

15, (M) av. de la Grande Armée 75116 Paris - Tél. (1) 45.00.98.28.

Document communiqué par simple demande

UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL

15, (M) av. de la Grande Armée 75116 Paris - Tél. (1) 45.00.98.28.

Document communiqué par simple demande

UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL

15, (M) av. de la Grande Armée 75116 Paris - Tél. (1) 45.00.98.28.

Document communiqué par simple demande

Communication

La directive sur l'audiovisuel examinée au Parlement de Strasbourg

Les Américains menacent les Européens de représailles

Les députés européens devaient se prononcer, le mercredi 24 mai, sur la directive « télévision sans frontières » adoptée par le conseil des ministres du 13 avril. Ce dossier, essentiel pour l'avenir de la production audiovisuelle, suscite des prises de positions contradictoires. D'un côté, les créateurs européens et les professionnels de la production, largement mobilisés depuis quelques semaines, demandent au Parlement de Strasbourg de renforcer le texte de la directive en imposant des quotas majoritaires d'œuvres européennes à toutes les télévisions de la Communauté. De l'autre, le gouvernement américain vient officiellement d'intervenir pour dissuader les Européens d'adopter un texte jugé protectionniste.

Le président du Parlement européen, lord Plumb, vient en effet de recevoir une lettre de l'United States Trade Representative. « Le gouvernement des États-Unis est sérieusement préoccupé par la directive concernant la télévision », écrit M. Carla A. Hills, chargée du commerce américain auprès du président Georges Bush, qui ajoute : « Je vous écris donc pour vous exprimer ma très forte objection aux dispositions de la directive en ce sens que les États membres prennent des mesures appropriées pour réserver aux productions d'origine européenne une proportion majoritaire de la programmation télévisée. La promulgation d'une telle mesure est injustifiable et aurait presque certainement un effet dévastateur sur les importants revenus euro-

péens de l'industrie américaine. » M. Hills estime que le grand marché de 1993 est en fait « utilisé comme un prétexte pour construire une forteresse Europe » et envisage des représailles des États-Unis dans le cadre des négociations du GATT. La lettre affirme, en conclusion, que l'adoption de la directive aurait un « impact extrêmement négatif sur les relations commerciales bilatérales ».

La semaine dernière, M. Jack Velez, président de l'Association professionnelle du cinéma américain, avait déjà rencontré M. Jack Lang pour lui signifier l'opposition de la profession et du gouvernement américain, lequel semble considérer la France comme le « pays des plus protectionnistes dans ce domaine ».

J.-F.L.

POINT DE VUE

Les quotas sont morts, vive le quota !

par Simone Halberstadt Harari PDG de Télé-Images et d'ITI

La France n'a pas réussi à faire accepter par ses partenaires européens que soit imposé un pourcentage fixe de programmes de télévision d'origine européenne. L'alignement de la France sur une position minimaliste — pas de réduction future de la proportion actuelle d'émissions européennes — suscite cris et chuchotements. Les uns redoutent la disparition en Europe et dans le monde d'émissions européennes. Sans quota, plus de production d'images européennes ?

Les centres se réjouissent du succès du libre marché : que les meilleurs programmes gagnent, ceux qui coûtent moins cher et peuvent rapporter de gros scores d'audience. La concurrence internationale stimule la production européenne qui marque des points comme les programmes italiens de la Rai et bien des émissions françaises face aux séries américaines. Les quotas seraient-ils inutiles et ne traduiraient-ils qu'une préférence française séculaire pour l'économie administrée ?

L'objectif culturel n'est officiellement contesté par personne : tous ont pour ambition qu'existent des émissions européennes de télévision, et en particulier des programmes de fiction créés par les auteurs, les interprètes, les réalisateurs européens, reflétant nos talents dans leur diversité, notre patrimoine littéraire, poétique, théâtral, musical, nos valeurs, nos modes de vie, nos paysages, nos langues, nos cultures. L'enjeu est probablement en cause la survie de notre civilisation : notre propre confiance en elle et son rayonnement mondial.

La logique économique de la production télévisée obéit à des contraintes particulières, différentes de celles qui régissent la production d'autres biens culturels comme les livres ou les films de cinéma. Le coût de production d'un programme doit être totalement couvert par son ou ses premiers diffuseurs avant que ne débute sa fabrication. Le marché de la production TV est un marché de prévente, où les télévisions supportent à l'avance le coût de fabrication d'un projet dont elles pourront, le cas échéant, déterminer les choix artistiques. Il ne servirait à rien de prendre le risque de ce coût : même pour un programme très réussi, les télévisions paieront moins cher un programme existant qu'un projet : en matière de télévision, l'achat du produit fini est beaucoup moins cher (souvent vingt fois) que l'achat « sur plans ».

Structure de prix

Cette structure de prix, tout à fait singulière, s'explique par le fait qu'un projet est considéré comme unique alors que le marché secondaire, celui des programmes existants, est celui de la concurrence des émissions déjà produites et, en particulier, de l'abondance des produits américains. Aux États-Unis, la taille du marché intérieur, par le nombre de téléspécificateurs et le montant des dépenses publicitaires, permet à un seul diffuseur de couvrir en moyenne plus de 80 % du coût des productions. C'est pourquoi ces programmes sont vendus en Europe à un prix sans rapport avec leur coût de revient.

Négociations autour de la Générale occidentale

Havas tenterait de racheter le Groupe de la Cité

Selon des informations concordantes, le groupe Havas serait en train de négocier avec la Compagnie générale d'électricité (CGE) le rachat des participations de la Générale occidentale dans le Groupe de la Cité. Filiale à 41 % de la CGE, la Générale occidentale est actionnaire pour moitié du Groupe de la Cité. Ce mastodonte de l'édition constitué en février 1988 regroupe Larousse, Bordas, Nathan, les Presses de la Cité, l'Express et 50 % du capital de France-Loisirs. Le partenaire de la Générale occidentale au sein du Groupe de la Cité n'est autre que CEP Communication, filiale d'Havas.

Lors de la constitution du Groupe de la Cité, Havas avait obtenu un droit préférentiel de rachat sur les participations de la Générale occidentale en cas de vente par la CGE. C'est dans ce cadre que se situeraient les négociations actuelles. A la Générale occidentale, dans l'entourage de son PDG, M. Ambroise Roux, on se refuse catégoriquement à confirmer l'information. A la CGE, on affirme que ces informations « ne sont encore aujourd'hui que des rumeurs ». Mais de nombreux observateurs financiers estiment que la Compagnie générale d'électricité est tentée de se recueillir sur ses activités industrielles et ne serait pas fâchée de

se débarrasser de la Générale occidentale. M. Ambroise Roux, qui aura en juin soixante-huit ans, âgé de la retraite fixée par les statuts de la CGE, avait déjà tenté l'an dernier de sortir de l'orbite du groupe pour rapprocher la Générale occidentale de la Compagnie générale des eaux (le Monde du 22 décembre 1988). Mais la pression d'Havas et de M. André Rousselet, PDG de Canal Plus, avait fait échouer ce rapprochement. De son côté, Havas ne fait pas mystère de sa volonté de renforcer son pôle d'édition et de presse même si son PDG, M. Pierre Dautin, redoute que le rachat de l'Express donne lieu à des polémiques politiques.

Le groupe Bertelsmann a acquis le catalogue de Gilbert Bécoud. — L'important c'est la rose. Et maintenant, Nathalie appartenait désormais au groupe de communication ouest-allemand Bertelsmann dont la filiale BMG France vient de racheter l'éditeur musical Récoud. Jusqu'ici, la contribution de Gilbert Bécoud. La signature de cet accord met fin à de longs mois de négociations et les deux parties ont refusé de préciser le montant de la transaction.

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel 24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LE MONDE

Le « Figaro » gagne son procès contre « l'Idiot international »

Le Figaro a gagné le procès qu'il a intenté au nouvel hebdomadaire l'Idiot international de MM. Jean-Edern Hallier et Jean-Claude Boursac (le Monde du 24 mai). Les deux éditeurs ont été condamnés le 23 mai à verser au journal de M. Robert Hersant une provision de 50 000 francs pour avoir utilisé le titre l'Aurore, propriété du quotidien de la rue du Louvre depuis 1978, usage qui, selon le tribunal de grande instance constitué « en premier juge », constitue une « contrefaçon particulièrement grave et incontestable ». Une somme de 150 000 francs sera exigée des éditeurs de l'Idiot international s'ils utilisent à nouveau le titre ou le sous-titre l'Aurore.

De son côté, l'éditeur Christian Bourgois, détenteur des droits du livre de Salman Rushdie, Les Versets sataniques, a obtenu le 17 mai du tribunal de grande instance de Paris l'autorisation d'opérer une saisie conservatoire de 1 million de francs sur les avoirs que M. Jean-Edern Hallier et l'Idiot pourraient détenir auprès des Nouvelles Médias de la presse parisienne (NMPP).

Cette demande correspond, selon M. Bourgois, au préjudice que lui ferait subir une édition « pirate » des Versets par l'hebdomadaire. Cependant, les NMPP expliquent ne pas être « concernées par une telle demande, la distribution de l'Idiot international comportant de larges extraits du livre devant se faire à la criée et non par le réseau classique ».

M. Hallier ne désespère pas pour autant. Il a suspendu provisoirement l'édition du 24 mai de l'Idiot qui devait publier une partie des Versets, mais affirme : « Nous nous battons et nous rendrons coup pour coup. Christian Bourgois qui ne sort pas le livre par l'acheteur, n'assassine pas un journal d'écrivains ».

L'écrivain ne se déçoit pas : d'ores et déjà, une version sur cassette et sur Minitel des Versets aurait été mise au point par des « amis voleurs » à destination des universités.

Y.-M.L.

Radio-1

Mercredi

هكمانه الأهل



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

EXPERIENCED COMMUNICATIONS/ NETWORKING PROFESSIONALS

Opportunities in AMADEUS - Munich based

AMADEUS a Global Travel Reservation System, founded by Air France, Iberia, Lufthansa and SAS.

AMADEUS is currently building an European high speed digital network, based from the new Computer Centre in Erding - Munich.

We are currently recruiting Network and Communications Professionals to work in a progressive and international environment.

All positions require self-motivated professionals with a desire to work in the international telecommunications area. Flexibility and availability for international travel are also required.

Network Control

Applicants for this position will work in our new Network Management Centre with the latest technology in Network Management including graphical network management and problem determination TOOLS.

Requirements:

- Minimum 3 years experience in large network environment
- Knowledge of VTAM/SNA/Netview/X.25
- Experienced in TP hardware/software control and problem determination methods
- Availability for shift work is also required. (Ref. No. MM 588 a)

Telecommunication Specialist

Applicants will work in specific project teams. The support project team provides 2nd level support for the network, hardware and software (SNA, X.25, 3745, TDM). The Engineering/Consultancy Project team will develop and project manage the installation of current and strategic networking solutions. This will include the initial installation of the AMADEUS 2 Mb internal network, cabling of the computer centre, LAN selection and E-MAIL Projects for example. A high level of motivation and ability to create solutions from experience and initiative.

Applicants should have several skills from the following depending on the project team:

- PTT experience: for Problem Analysis/Circuit Installation High Speed Digital Services
- Hardware: MUXES/Modems/LAN Cable Systems/Switches/Patching Equipment/Datascope/Circuit Analysers etc.
- Software: SNA/OSI/SU.T.6.2/PC OS2/Netview etc.
- LANS: Token Ring/Ethernet/Base Band/Broad Band
- Videotex/X.400/E-MAIL Systems
- Project Planning - Implementation - Installation of WAN/LAN networks
- Distributed PC Networking solutions. (Ref. No. MM 588 b)

Besides the positions mentioned we are looking for employees in the areas of: MVS/VM Programming, Communication Programming, System Operation, Help Desk, Security/Contingency and Problem/Change/Reporting.

You must be prepared to spend several months at IBM Stuttgart and, as the case may be, in the USA during the test phase. Fluent English is a prerequisite.

Please forward your application documents in confidence, quoting the respective Ref. No. to PA Consulting Group, Ohmstraße 8, D-8000 Munich 40, Tel. 19 49 89/34 10 51.



PA Consulting Group

Creating Business Advantage

Entreprise allemande fournissant et montant des réseaux et installations H. T. et B. T. complètes dans les pays du Tiers Monde

est à la recherche
d'ingénieurs diplômés de Grandes Ecoles ou Universités

Notre candidat idéal:

- ★ a déjà acquis de l'expérience dans le domaine de l'exécution technique et commerciale de projets similaires
- ★ dispose de bonnes connaissances en français, anglais et/ou allemand
- ★ pourrait s'adapter aux mentalités de nos partenaires étrangers
- ★ est prêt à se déplacer ponctuellement à l'étranger

Nous offrons:

- ★ un poste intéressant assurant une large autonomie opérationnelle
- ★ une sécurité d'emploi
- ★ de bonnes conditions de travail
- ★ des salaires exceptionnels

Veuillez nous adresser votre dossier de candidature complet avec C.V., photo d'identité et lettre manuscrite sous la référence EDI à



GtA München

**GtA - Gesellschaft für
technischen Außenhandel mbH**
Gustav-Heinemann-Ring 135
D-8000 Munich 83
R.F.A.

"UN AIR D'EUROPE"
GÉNÉRALISTE OU SPÉCIALISÉ ? PRÉFÉREZ-VOUS LE MEILLEUR EN CHIFFRE !

AIR PRODUCTS

JEUNES
DIPLOMÉS
GRANDES
ECOLES,
INGÉNIEURS
OU HEC, ESSEC,
ISA, ESC

Nous sommes la filiale française du groupe Air Products, reconnu au plan international pour son savoir-faire dans le domaine des gaz industriels.

Nous vous offrons la possibilité d'aborder votre première expérience en entreprise d'une manière personnalisée en intégrant notre cycle "career development program".

Ce parcours consiste en 3 missions successives (d'une durée d'environ 6 mois chacune) dans différents secteurs de l'industrie chimique et pétrolière des pays d'Europe.

Nous déterminons vos compétences et vos intérêts, nous vous aidons à choisir votre carrière.

Vous serez accompagné par un responsable technique M. ROZE, ingénieur chimiste, diplômé de l'École Supérieure de Chimie de Paris.

ASSISTANT TO INTERNATIONAL COUNSEL

"Les Mutuelles du Mass" is the fifth largest insurance group in France. Our Reinsurance Department is growing fast and is already a major player on the worldwide market.

Under the direct supervision of our International Counsel, your main responsibilities will include:

- supervision and control of U.S. litigation/arbitration.
- negotiation of settlements with U.S. partners.
- legal assistance to our overseas department in the field of acquisitions, divestitures, obtaining of regulatory approvals, etc.

If you have:

- a European or U.S. law degree
- fluency in French and English
- a practical sense.

are young and interested in working in a position offering significant career opportunities, with a starting salary at 130,000 Francs, send a complete resume and covering letter in English to:

Laurence LENOIR - RAYMOND POULAIN CONSULTANTS under reference R/L/L/M.

Raymond Poulain Consultants

6, rue Montell - 44000 NANTES - Tel. 16/40 35 50 26

Nous sommes une PME française en pleine expansion (CA 85 MF - + 20 % par an) exportant 1/3 de son chiffre d'affaires. Notre performance nous la devons à notre maîtrise de la conception, de la production et de la qualité.

Nos produits sont présents sur les secteurs: automobile - armement - nucléaire - vidéo - télévision - génie électrique et informatique.

Nos clients sont avant tout des partenaires.

C'est pourquoi nous exigeons de nos collaborateurs, outre d'excellentes compétences techniques, une aptitude au relationnel et à la négociation proche du zéro défaut. Dans ce contexte, nous recherchons un:

TECHNICO-COMMERCIAL ESPAGNE

**Futur responsable d'Agence
parfaitement trilingue Espagnol/Français/Anglais**

Le candidat retenu doit être de nationalité espagnole ou parfaitement intégré dans la culture du pays. Il justifie d'une formation technique (mécanique et plasturgie) et commerciale supérieure et doit être bien introduit dans les industries suivantes: construction électrique et électronique, automobile, téléphonie, informatique. De formation ou par expérience, il s'affirme comme un véritable manager (bon gestionnaire et meneur d'hommes).

Le poste est à pourvoir dans la région de Madrid.

Pour un premier contact, adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 04/03M à
Jean BABOUOT Consultants - B.P. 914 - 25021 BESANCON Cedex FRANCE
Cette annonce paraîtra également dans EL PAIS



مكتبة الزمان

Le Monde
INTERNATIONAL

Centocor Europe B.V. (CEBV) is a fast growing bio-pharmaceutical company producing monoclonal antibodies for therapeutic applications and diagnostic imaging. Based in Leiden (The Netherlands) the company employs

over 100 persons. Centocor Europe is a wholly owned subsidiary of CENTOCOR INC. Malvern PA-U.S.A., an American leader in biotechnology applied to medical purposes. As

medical associate

you will be part of our European sales force. Our goal is to establish soundly our company and our products in the hospital market. Therefore your prime task will be to visit cardiology departments of hospitals to generate diagnostic use of our in-vivo imaging products. In addition you will also visit the nuclear medicine departments of the same hospitals to implement the use of our product. Your effort should reflect in increased sales as well as a successful introduction of new products as soon as they are approved. You will be responsible to cover a certain territory and travelling in your mother country will be 50% of your time.

We are looking for an ambitious man or woman with good knowledge of cardiology and/or nuclear medicine by either personal practice (M.D.) or app. 5 years sales experience in radio-pharmaceuticals. Business sense and the drive to succeed is essential, as is

fluency in English and in your mother tongue; knowledge of a supplementary European language is appreciated.

Centocor offers a competitive remuneration package, company car with telephone, incentive program, local social security coverage, retirement plan, life insurance and stock options. Because of the fast growth of our marketing & sales department, serious career opportunities will open in short term towards middle and senior management as well as extended territory responsibilities.

Please send a comprehensive c.v. to Mr. H.M. Bouillet, Vice President Marketing and Sales, Centocor Europe B.V., P.O. Box 251, 2300 AG Leiden, The Netherlands.



MADAGASCAR Chef de Département Secteur Textile Votre mission : la qualité

Coté, il y a environ une trentaine d'années, notre Groupe n'a cessé de progresser. Notre usine intégrée (3000 personnes) : Filature - Tissage - Finissage, occupe une large part de sa production vers le marché européen.

Depuis 1 an, la politique "Qualité" est devenue prioritaire, dans notre entreprise. Rattaché à la Direction Générale, le cadre que nous recherchons devra animer et gérer cette action, l'étendre à tous les secteurs. Après une étude diagnostic, et la recherche de solutions en étroite implication avec les Services concernés, il animera cette formation avec l'encadrement.

Votre profil : Ingénieur diplômé, vous avez acquis une bonne expérience du secteur textile de préférence. Vous savez conduire efficacement une mission de qualité totale. Une ouverture d'esprit, le respect des autres, allés à la patience du pédagogue, vous permettront de vous adapter à notre entreprise et d'établir des relations de travail agréables avec vos interlocuteurs.

Statut espéré, retour annuel en Europe et couverture sociale complète.

Notre Conseil Danielle Jalbert vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous référence 3335/M.



65, avenue Kléber, 75116 PARIS

Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

Le docteur Jean-Pierre van Rossem engage, pour son équipe de recherche

MONEYTRON

Spécialisée dans la construction de systèmes de prévision économique (« econometric forecasting systems ») pour l'économie américaine, notamment de modèles mensuels à court terme étant en mesure de prévoir et d'expliquer les principaux cours de la Bourse, cours du change et intérêts :

2 ÉCONOMÉTRICIENS EXPÉRIMENTÉS

avec au moins 5 ans d'expérience dans la construction de modèles macro-économétriques, disposant d'un diplôme de licencié en économie et d'une formation post-universitaire (de préférence à l'étranger) en économétrie, maîtrisant l'anglais parlé et écrit ; un bon sens de l'analyse et du raisonnement ; un bon sens du travail en équipe.

Salaire mensuel offert : 20 000 F à 40 000 F nets (selon les capacités).

1 INFORMATICIEN EXPÉRIMENTÉ

avec au moins 5 ans d'expérience dans la programmation, l'analyse fonctionnelle et numérique, parfaitement au courant de la programmation en C, en moins licencié en mathématiques ; un bon sens du travail en équipe.

Salaire mensuel offert : 15 000 F à 25 000 F nets (selon les capacités).

4 HOTESSES VIP POUR 13 GRAND PRIX FORMULE 1

chargées de l'accueil de clients potentiels pendant les différents Grand Prix, et ceci à partir du Grand Prix du Mexique (28 mai) jusqu'au Grand Prix d'Australie (5 novembre). Elles seront également responsables des relations avec la presse, de l'envoi des invitations, etc. Pour chaque Grand Prix, le départ est prévu un mercredi et le retour un lundi (5 jours par Grand Prix). Une parfaite connaissance de l'anglais et du français est requise, ainsi qu'une bonne présentation, un esprit d'équipe, un bagage culturel considérable et de bons contacts sociaux.

Rémunération offerte : 8 000 F à 10 000 F nets par Grand Prix. (Tous frais de déplacement, d'hébergement et de logement seront à la charge de la firme.)

Tous ces postes sont IMMÉDIATEMENT VACANTS. Veuillez envoyer votre candidature et CV détaillé (dactylographié, non manuscrit) à :

Patriceux & P. L.
c/o MONEYTRON team
88, Desguin
B-2018 ANTWERPEN

LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

est l'institution de la Communauté européenne pour le financement à long terme. Elle utilise les neuf langues officielles de la Communauté et possède sa propre équipe de traducteurs. Pour faire face à des surcroûts de travail périodiques ou imprévus, la BEI voudrait recourir davantage à la collaboration de (m/f) :

Traducteurs Extérieurs hautement qualifiés

Si vous maîtrisez plusieurs langues communautaires et avez de solides connaissances dans le domaine bancaire et économique, veuillez prendre contact avec nous en indiquant :

- votre langue maternelle et les langues à partir desquelles vous traduisez ;
- si vous disposez d'une machine de traitement de texte (compatible IBM ou autre) et éventuellement d'une installation de téléfax ;
- vos tarifs actuels ;
- le nom des principaux clients pour lesquels vous avez récemment effectué des travaux ;
- si vous seriez disponible pour de courtes périodes temporaires de travail (1 à 2 semaines) au siège de la BEI.

Prière d'écrire à l'adresse suivante :
BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT
Division Traduction
100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 LUXEMBOURG.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Un établissement public (développement foncier et agricole), de 200 personnes, situé en Nouvelle-Calédonie à Nouméa, recherche son

SECRETAIRE GENERAL

pour assurer la gestion du personnel, le contentieux administratif ainsi que le montage financier d'opérations. Profil : compétences en droit social, Administration et Finance. Expérience d'encadrement et de gestion de personnel.

Nombreux avantages liés à l'expatriation.

Adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) à Media-System (réf. 54284), 6 Impasse des 2 Cousins, 75849 Paris cedex 17, qui transmettra. (Discrétion assurée).

BUREAU D'ÉTUDES ITALIEN

opérant à l'échelle internationale

recherche

pour importants Projets Hydroagricoles
Experts pour les postes suivants :

Agroéconomiste expert en organisation et gestion projets de développement
Agroéconomiste expert en statistique informatique et planification
Économiste expert en évaluation de projets agricoles et agro-industriels
Pédologue
Agronome expert en vulgarisation agricole
Zootecnicien
Hydrogéologue expert dans l'exploitation d'eaux souterraines pour irrigation
Ingénieur d'irrigation et drainage
Expert en formation dans le cadre du développement rural
Expert en crédits ruraux

La maîtrise de la langue française et la bonne connaissance de la langue anglaise sont indispensables.

Envoyer C.V. détaillé sous n° 7100

LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

CAR. INTERNATIONAL

dans le cadre de ses missions en AFRIQUE

recherche

des CONSULTANTS

expérimentés

(5-10 ans d'expérience)

— Ressources humaines

— Systèmes éducatifs

et formation

— Organisme informel

— Economiste industriel

— Economiste planification

— Maintenance industrielle

Envoyer C.V. à :

M. DOS SANTOS Room

3, rue St-Sébastien

75006 PARIS

FILIALE GROUPE CHIMIQUE FRANÇAIS

recherche

INGÉNIEUR

AGRO/AGRI

Exp. 5 ans phytochimie de préférence en zone tropicale - Connaissance du commercial appréciée.

POSTE BASÉ EN AFRIQUE

DE L'OUEST

Statut espéré.

Envoyer CV et lettre

manuscrite n° 5248 à :

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montessuy

75007 PARIS.

GROUPE SHRM

Services d'Hôtellerie, de Restauration
et de Management
"LA VOLONTÉ AU COEUR DU SERVICE"

SHRM - ANGOLA

Recherche son

Directeur Adjoint

Basé à LUANDA en ANGOLA

Dépendant directement du Directeur de SHRM ANGOLA, il sera responsable de l'animation, du contrôle et du développement d'activités de services :

- distribution type grandes surfaces
- activités d'hôtellerie et de restauration
- services divers

Agé d'environ 35 ans minimum, diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou de Gestion, il a une bonne pratique de la langue Anglaise, et des connaissances en Portugais.

Une expérience minimum de 3 à 5 ans de la direction d'un centre de profits, acquise de préférence dans la distribution type grandes surfaces et dans la restauration type cafétéria ou dans une société de services, sera un atout majeur.

Ce poste doit conduire à moyen terme à la responsabilité d'une Direction de filiale.

Il est préférable que le candidat soit marié, l'expatriation étant possible en famille. L'éducation des enfants sera assurée à LUANDA.

Avantages classiques à l'expatriation.

Les personnalités intéressées par cette recherche peuvent adresser leur lettre de candidature et C.V. sous référence C/223 à : GROUPE SHRM

113 rue de l'Évêché - 13002 MARSEILLE.

IUED, Institut universitaire d'études du développement, recherche pour programme de développement sanitaire financé par la coopération suisse

MÉDECIN

formation en médecine tropicale et santé publique, expérience dans le tiers monde au minimum trois ans.

Entrée en fonctions : dès que possible

Durée de l'engagement : deux ans et demi.

Offre avec curriculum vitae et références à : L'Institut universitaire d'études du développement, services études et projets, boîte postale 136, CH-1211 Genève 21, Suisse.

tél. : 022/731.59.82/72.49.18, télex 22810 IUED-CH, télex 022/738.44.16.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux	bureaux	bureaux	bureaux	bureaux	bureaux	fonds de commerce
Ventes SÉLECTION RICHARD ELLIS 45-63-08-08 VENTE LEVALLOIS-PERRET 1 400 m², imm., neuf, plog, diapo, dco. 88. Locations DOMICILIATION P. BURC. TEL. TEL. COPIE. AGECO 42-94-95-28. Jean Turon 43 59 06 06 MONTMARNASSE 1 880 m² + PARKS imm. indépendant rénové RER PTE CLICHY 5 800 m² + PARKS imm. indépendant neuf MONCEAU H.P. 400 m² rénové, très bon standing NATION 1 300 m² RÉNOVÉS imm. indépendant, boutique parking, vue ou location NANTERRE 2 100 m² + PARKS burx + ent. + stock (500 m²) M. CHATILLON VENTE - LOCATION 2 400 m² div. lots 300 m² pose, clé en main, 5 000 m² Jean Turon 43 59 06 06 Droit au bail à céder. PARIS-18. Prix mètre La Chapelle ou Mère-Dormoy. Bureaux 20 m² environ.	Bureaux, surf. de 50 m² env., 1 000 F HT/m²/an. M. Charles-Michel, assure reprises, r.d.-ch., bon état. 30-15 BURCQ. 43-57-35-78. 14 h 30/17 h 30. SÉLECTION RICHARD ELLIS 45-63-08-08 RUE DE PONTHIEU 276 m², moderne, 12 burx, plog, BD HAUSMANN 225 m², indépend., rénové. RUE LA BOÉTIE 300 m², bail précaire. RUE DE VILLIERS 240 m², diapo, bureau. BD DES BATIGNOLLES 180 m², 7 burx rénovés. SÉLECTION RICHARD ELLIS 45-63-08-08 QUARTIERS D'AFFAIRES MADELEINE 746 m², sup. imm./jardin, plateau div. décaissés MONCEAU 1 115 m² imm., récent, plog, diapo, jardi. RD-PT-CHPS-ELYSEES 1 238 m², sur 1 niveau, 1 ca & ent. plog. PRÉSBOURG-ÉTOILE 1 985 m², plog, rénové, secour., diapo, jardi. RUE DE MAUBEUGE 1 381 m², ent. rénové, plog, diapo, jardi. RUE JEAN MERMOZ 140 m², rén., diapo, jardi.	SÉLECTION RICHARD ELLIS 45-63-08-08 RUE BRÉMONTIER 430 m², hôtel partic., rénové. RUE AMPÈRE 407 m², hôtel partic., rén. R.FÉLICIEN-DAVID 215 m², chais, fonctionnels. RUE D'HAUTPOUL 400 m², mod. plog, jardi.	SÉLECTION RICHARD ELLIS 45-63-08-08 BOULOGNE MARCEL-SEBAST 2 000 m², div. bts, imm., neuf, plog. ISSY-LES-MOULINEAUX 5 500 m², imm. neuf, diapo, 4° trm. 99, 656 m², imm. neuf, plog.	SÉLECTION RICHARD ELLIS 45-63-08-08 RIVE GAUCHE TOUR MONTMARNASSE 308 m², local commercial, r.d.-ch., tour. RUE GEORGES-PITARD 400 m², r.d., plog, plog de TOLBIAC 1 456 m² div. bts, plog, restaur. entreprises. AU CŒUR DU 8^e LE « ST-PHILIPPE-DU-ROULE » 2 730 m² + 120 m² archives et 23 parkings. Diapo, en jui. 88. Très rationnels et clairs. SIÈGE SOCIAL Burx équipées de services, démarches R.C.-R.M. SOCIÉTÉ SERVICES CH-42-75555 47-23-56-47. NATION 43-41-81-81. Votre adresse commerciale ou SIÈGE SOCIAL bureaux, secrétariat, stég. CONSTITUTION STES Prix complet. Délais rapides. ASPAE 42-93-68-50 + Bureaux surf. de 595 m² env. 677 F HT/m²/an. BURCOM 3615 43-67-56-78, 14 h 30-17 h 30. VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS SARL - RC - RM Constitution de sociétés, Démarches et tous serv. Perman. téléphoniques. 43-55-17-50. Domiciliation depuis 50 F/m² Paris 1 ^{er} , 8 ^e , 9 ^e , 12 ^e , 15 ^e et 17 ^e . Constitution SARL, 1 000 F HT. INTER DOM 12, 43-40-31-45. CREADOM 17, 42-67-06-88.	BUREAUX A LOUER SUR PARC MONCEAU 4 500 m², divisibles à partir de 550 m² + 106 parkings IMMEUBLE DE PRESTIGE RÉNOVÉ SAINT-PHILIPPE-DU-ROULE Rue de Courcelles; 5 000 m², immeuble rationnel 140 m² cloisonnés, 70 parkings, 3 salles de conférences climatisées PRIMM Les professionnels de l'immobilier d'entreprises. 40-70-00-90.	Ventes A. SAISIR. Pas-de-porte : 30 m². Sur route nation. 18. A. proc. de Chantilly, idéal industriel. Loyer 45 000 F. 150 000 F. 30-35-03-50. Fds de commerce, gasc et dco, plog, et revet. COTE BASQUE, CASSI, 4,6 MF M.S. : 99-77-29-02. DOM. : 99-43-66-11 ap. 20 h. 10^e GARIGLIANO LOFT CIAL 170 m² en r.d.-ch., bts, 2 850 000 F. Plog. 13. LIMOUSIN 43-59-27-12. A vendre fonds de commerce. Bail tous commerces, sortie esp. 3 000. Alpes-Maritimes. Petite loyer. Tél. : 93-14-11-89 h.l. CONFLANS (78) Bien situé. Cabinet médical. Loyer 4 500 F + ch. Cdt. Vermeille. 39-19-21-27. Nice cède superbe magasin, 18 m vitrine d'angle. Pense-Négocios. 1 500 000 F, Loyer 8 400 F/mois, future zone pal-tourisme. 93-57-80-51.

Les Belles Propriétés du Monde

DOMONT

Très belles prestations pour cette maison de 180 m² habitables comprenant 1 entrée, séjour triple 60 m², cuisine équipée, 5 chambres, 2 s. de bns, 2 sanitaires, salle de jeux, buanderie, terrasse abritée. Px : 1 920 000 F.

Agences n° 1 - S.A. Groupe BGS, 18 bis-20, rue Vivien, 95270 Luzarches. 30-35-03-50.

PRÉCY-SUR-OISE

Idéal réception, superbe pnt de 8 pces ppales, cuis. ég. s. de bns w.c. Elevée sur s/ent. En r.d.-jardin plog avec bar réception, sauna, jacuzzi, dco multi-jets, plog int-ext avec piscine, barbecue, bar couvert. Jardi. 1 900 m² ent. payagé; massifs avec cascades, etc. RARE. Px : 4 500 000 F.

Agences n° 1 - 30-35-03-50.

CHAUMONTEL

Belle chaumière de 140 m² habitable : entrée, séjour, salon, cuisine aménagée, 3 chbres, s. de bns, w.c., s/sol total, garage sur un terrain de 1 100 m². Px : 1 475 000 F.

Agences n° 1 - S.A. Groupe BGS, 18 bis-20, rue Vivien, 95270 Luzarches. 30-35-03-50.

LAMORLAYE

Très belle pnt dans un parc arboré de 4 000 m², compr. : entr., séj. dble 56 m², cuis. amén., bureau, 6 chbres, 2 s. d'eau, 2 s. de bns, 2 w.c., s/sol tot., gran. gar. 2 voit. + 1 pet. maison av. cuis., 2 chbres, s. de bns, gar. de 120 m². Px : 2 975 000 F.

Agences n° 1 - 44-57-15-10.

SENILS PLEIN CENTRE. - Emplacement exceptionnel, propriété en pierre sur 800 m² de jardin, séjour, 4 chambres, 2 s. de bns, grand confort, dressing, nbx placards, surface habitable 200 m², chauffage fuel. Prix : 2 135 000 F.

Agences n° 1 - S.A. Groupe BGS, 18 bis-20, rue Vivien, 95270 Luzarches. 30-35-03-50.

CREIL. - Belle maison de maître, situé face à l'Oise comprenant : 1 hall, 1 séjour, 1 salon, 6 chambres, 1 cuisine, 2 s. de bns, sur s/sol total. Maison de gardiens, sur 1 500 m² de terrain environ. Px : 2 135 000 F.

Agences n° 1 - S.A. Groupe BGS, 18 bis-20, rue Vivien, 95270 Luzarches. 30-35-03-50.

A VALESCURE ST-RAPHAËL

Bouygues Loisirs

Au cœur du nouveau golf international, Bouygues Loisirs construit (entre les trous 12 et 19) 4 petits immeubles avec des studios, des 2 et 3 pièces autour d'une piscine privée. Renseignements et vente sur place : Avenue du Golf (ex 015) 83700 Valescure. Tél. (06) 94 82 44 51.

Pour recevoir une documentation gratuite, envoyer ce bon à Bouygues Loisirs : 29, rue Pasteur - 06047 Nice.

Nom : _____ Adresse : _____ Tél. : _____

COFFORD

SETE: LA VENISE LANGUEDOCIENNE

PORT-SAINT-CLAIR: entre plage et port.

345 000 F*
Tél. (1) 42 61 39 79

Gestion ou grande location IMMOVAC
Vos 3 pièces + loggia + cuisine équipée.
Coupon à retourner à COFFORD: 31, av. de l'Opéra - 75001 PARIS

NOM : _____ TEL. : _____ TEL. BUREAU : _____
ADRESSE : _____

مكتبة العالم

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Chaque mercredi, *le Monde* consacre cette page à la publication d'une sélection d'appartements et de maisons individuelles mis à la location par les investisseurs institutionnels.

Mais qui sont donc ces institutionnels ?

Ce sont, en fait, des compagnies d'assurances, des sociétés immobilières d'investissement, des caisses de retraites qui, le plus souvent, sont statutairement amenées à investir 30 % de leurs bénéfices en placements immobiliers.

La vocation de ces investissements, c'est d'apporter un revenu financier.

Ces immeubles sont donc mis sur le marché locatif. Mais, appartenant à des institutionnels qui possèdent des parcs importants, ils sont gérés professionnellement sous l'œil attentif de l'administration. Ils garantissent donc

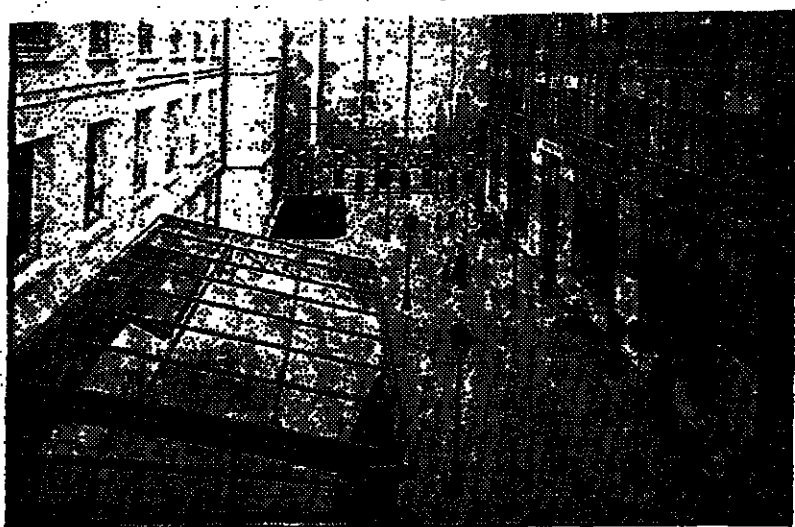
aux locataires utilisateurs, d'une part, une application rigoureuse de la législation régissant les relations entre locataires et propriétaires et, d'autre part, la garantie d'un entretien régulier conservant ainsi toute la valeur de ce patrimoine.

Tout cela explique que les investisseurs institutionnels qui, dans cette page, proposent des logements à la location se soient collectivement engagés à fournir des informations claires et précises : descriptif, adresse, loyer et charges présentés séparément et coordonnées du commercialisateur à contacter.

D'un commun accord entre *le Monde* et ces propriétaires, une présentation standardisée a été adoptée pour ces annonces afin de faciliter la recherche des futurs locataires.

Type Surface / étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov. / charges	Type Surface / étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov. / charges	Type Surface / charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov. / charges
PARIS								
3 ^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces, park. 62 m ² , 5 ^e étage	7 bis, rue Saint-Gilles COFIMEG 43-21-83-21	9.034 + 622						
4 ^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces, park en sus. 65 m ² , 1 ^{er} étage	43-45, rue V.-du-Temple CIGIMO 48-44-50-00	4.400 + 620						
2 pièces 66 m ² , 3 ^e étage	18, rue Quincampoix SAGGEL 47-42-44-44*	4.960 + 904						
6 ^e ARRONDISSEMENT								
3-4 pièces 78 m ² , balcon	59, rue de Rennes CIGIMO 48-24-50-00	6.500 + 460						
7 ^e ARRONDISSEMENT								
4 pièces 123 m ² , 2 ^e étage	12, place Joffre GCI 40-16-28-70	14.700 + 399						
8 ^e ARRONDISSEMENT								
Studio 55 m ² , r.-de-ch.	153, bd Hausmann AGF 42-44-00-44	2.630 + 110						
11 ^e ARRONDISSEMENT								
Studio meublé 38 m ² , r.-de-ch.	74, rue Amiot HOME PLAZZA 40-21-20-00	2.975 CC/SEM						
Studio meublé 29 m ² , R.-de-ch.	74, rue Amiot HOME PLAZZA 40-21-20-00	2.380 CC/SEM						
2 pièces, meublé 45 m ² , 5 ^e étage	74, rue Amiot HOME PLAZZA 40-21-20-00	4.760 CC/SEM						
12 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces 84 m ² , 6 ^e étage	18 bis, bd Bastille AGF 42-44-00-44	7.170 + 980						
15 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces 72 m ² , 5 ^e étage	45, rue d'Alger AGF 42-44-00-44	5.800 + 990						
3-4 pièces 90 m ² , park.	85-88, bd Pasteur COFIMEG 43-21-83-21	7.150 + 1.510						
16 ^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces 68 m ² , 2 ^e étage	15-17, rue Reynoard SAGGEL 47-42-44-44*	3.300 + 1.962						
2 pièces 68 m ² , 1 ^{er} étage	15-17, rue Reynoard SAGGEL 47-42-44-44*	5.100 + 1.306						
2 pièces 44 m ² , r.-de-ch.	10, passage des Eaux SAGGEL 47-42-44-44*	3.000 + 938						
17 ^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces 55 m ² , 2 ^e étage	4, rue de Puteaux GCI 40-16-27-00	4.400 + 710						
3 pièces 83 m ² , 5 ^e étage	9, rue des Dardennes GCI 40-16-27-00	8.134 + 1.398						
Studio 25 m ² , 7 ^e étage	9, rue des Dardennes GCI 40-16-27-00	3.000 + 636						
2 pièces 47 m ² , 3 ^e étage	6-8, rue Lavoisier SAGGEL 42-66-61-05*	3.550 + 735						
18 ^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces 48 m ² , 6 ^e étage	40, av. de Saint-Ouen SAGGEL 42-66-61-05*	3.860 + 973						
19 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces 69 m ² , loggia 10 m ² , 5 ^e étage	11, rue Rébival SGI / CNP 42-41-99-35	4.200 + 1.180						
20 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces 79 m ² , 4 ^e étage	19, rue des Balkans SGI-CNP 43-67-05-36	4.908 + 887						
78 - YVELINES								
5 pièces pav. 122 m ²	Chambourcy rue du Mur du Parc SAGGEL 47-78-15-85*	5.600 + 295						
5 pièces pav. 142 m ²	Chambourcy 4, rue du Mur du Parc SAGGEL 47-78-15-85*	5.500 + 350						
4 pièces 93 m ² , 1 ^{er} étage	Le Pecq 50, av. du Gén.-Leclerc SAGGEL 47-78-15-85*	5.300 + 1.040						
4 pièces 94 m ² , 6 ^e étage	Montigny-le Breton 3, allée des Epines SGI / CNP 30-44-01-13	3.268 + 1.062						
3 pièces 66 m ² , 3 ^e étage	Poissy 1, av. des Ursulines SGI / CNP 30-74-32-14	2.700 + 894						
2 pièces 56 m ² , 2 ^e étage	Saint-Germain-en-Laye 40 bis, rue des Ursulines AGF 42-44-00-44	4.425 + 470						
4 pièces 102 m ² , 1 ^{er} étage	Versailles 20/22, prom. Mona-Lisa AGF 42-44-00-44	5.810 + 1.350						
2 pièces, 2 park. 47 m ² , 1 ^{er} étage	Versailles 1 à 13, av. Gén.-Pershing COFIMEG 39-54-21-99	2.760 + 625						
4 pièces, park. 115 m ² , balcon 2 ^e étage	Viroflay 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO 48-24-50-00	8.080 + 1.120						
3 pièces, park. 80 m ² , 1 ^{er} étage Balcon	Viroflay 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO 48-24-50-00	5.460 + 780						
3-4 pièces, park. 90 m ² , balcon 1 ^{er} étage	Viroflay 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO 48-24-50-00	5.830 + 870						
91 - ESSONNE								
5 pièces 105 m ²	Massy Avenue Nationale COFIMEG 69-20-48-91	4.008 + 1.232						
6 pièces, maison 156 m ² , jard.	Gif-sur-Yvette Le Parc, av. du Gal-Leclerc COFIMEG 69-28-15-32	8.600 + 400						
92 - HAUTS-DE-SEINE								
Studio 18 m ² , 1 ^{er} étage	Antony 2, rue de la Providence SOFIAM 46-66-26-51	2.100 + 110						
2 pièces 48 m ² , r.-de-ch. Park. 280 m ² /mois	Antony 2, rue de la Providence SOFIAM 46-66-26-51	4.300 + 390						
93 - SEINE-SAINT-DENIS								
3 pièces 76 m ² , 9 ^e étage CAVE	Pierrefitte 52-64, av. Gal-Gallini AGF 42-44-00-44	2.835 + 980						
95 - VAL-D'OISE								
5 pièces, pav. 120 m ²	Cormeilles-en-Parisis 9, allée de la Cascade SAGGEL 47-78-15-85*	5.300 + 360						
5 pièces 107 m ² , maison	Montmorency 3, allée des Granges SGI / CNP 39-83-75-04	4.976 + 539						
4 pièces 82 m ² , 2 ^e étage	Sannois 23, rue Jules-Ferry AGF 42-44-00-44	3.900 + 500						

* Cet appartement, comme tous ceux proposés par cette société, fait l'objet d'une description complète accessible à tout moment sur minitel (3815 code LOCATI).



HOME PLAZZA Bastille Résidence hôtelière ***

1 jour, 1 semaine, 1 mois ou plus pour 1 à 6 personnes. Le calme de bâtiments historiques autour d'une cour verdoyante et patio. Appartements raffinés entièrement équipés, services hôteliers « à la carte » et services bureau et secrétariat.

74, rue Amiot, 75011 PARIS. 40-21-20-00

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE :



PARIS

ILE-DE-FRANCE

L'avenir de la région

Scénario catastrophe

C'EST une sorte de scénario catastrophe qu'imagine la préfecture de la région Ile-de-France dans le document que vient d'établir sa direction de l'équipement pour préparer l'actualisation du schéma directeur régional.

Que se passerait-il dans la région parisienne si on laissait se développer les tendances naturelles de la démographie, de l'économie, des systèmes de transport ? Voici.

« La zone centrale continue à se dépeupler. Il devient de plus en plus difficile de revitaliser la partie centrale de l'agglomération dans sa partie est qui se vide peu à peu de sa substance. Les espaces urbains se dégradent. Des secteurs d'opulence cèdent des quartiers dégradés, des friches urbaines abandonnées. Il est tout aussi difficile d'enrayer la concentration des emplois dans le Centre ouest donc de résorber les déséquilibres Est-Ouest, et centre-périphérie. Certains secteurs restent oubliés comme la Seine-Saint-Denis ou le Val-de-Marne, leur desserte ne s'améliore pas et ils voient les phénomènes de ségrégation, de paupérisation et de marginalisation s'aggraver.

« A l'intérieur de la zone centrale, les écarts vont en s'aggravant entre un Ouest qui s'enrichit et absorbe la majorité des emplois créés ou transférés et l'Est qui stagne, voire s'appauvrit et accumule les problèmes sociaux.

« Le dépeuplement de la zone centrale s'accompagne d'une croissance en tache d'huile. On assiste à un fort mouvement de migration du centre vers la périphérie. Cette migration a lieu au prix d'une forte consommation de terres agricoles, principalement le long des grands axes de communication routiers ou de transports en commun.

« Cette dispersion de la population affaiblit d'autant les villes nouvelles et les nouveaux centres urbains de la petite couronne parisienne. Cette urbanisation non maîtrisée de l'espace rural conduit à une occupation de l'espace dispersée sous forme d'habitat individuel sans jamais pouvoir créer de véritable ville. Paradoxe : moins on construit de logements en zone centrale, plus le logement, rejeté à la périphérie, se fait dévoreur d'espace.

« Cette reconcentration des emplois dans Paris et les Hauts-de-Seine pourrait même s'opérer partiellement au détriment du pôle de Roissy et des villes nouvelles. Toutes les comparaisons internationales montrent que les grandes agglomérations les plus attractives sont celles où l'offre de bureaux n'est pas concentrée sur un seul site. »

On ne peut être plus clair...

Une halte pour le TGV-Atlantique

Massy gare nouvelle

LE président prend le train. Ce pourrait être le titre d'un conte de Daudet. Sous le soleil, les fastes républicains et le champ bucolique de la banlieue parisienne avaient, ce mercredi 17 mai, pris rendez-vous à Massy. Bessone. Et le but de cette fête déboulonnée ? Voir le président de la République prendre le train, ce beau TGV-Atlantique en bleu et blanc qui allait le conduire au Mans ; une sorte de pré-inauguration de la ligne avant l'inauguration officielle prévue pour septembre.

L'idée même qu'on puisse prendre le TGV à Massy a dû paraître tellement saugrenue à la plupart des gens que les commentateurs, en reflets fidèles de l'opinion publique, ont traduit « Massy » par « Paris ». Pourtant, la réalité est bien là : il y a Massy, sous un chapiteau de voies ferrées de la SNCF et de la RATP, jouxtant les deux stations « Massy-Palaiseau » des lignes B et C du RER, une immense gare souterraine du TGV-Atlantique. L'histoire de cette gare, c'est l'histoire d'une logique ; c'est aussi l'histoire d'une volonté.

La logique est d'abord celle de la liaison entre les divers réseaux TGV convergeant sur Paris, TGV-Sud-Est et TGV-Atlantique, en attendant bientôt le TGV-Nord et le TGV-Est. Chacun sait que les gares parisiennes ne communiquent pas entre elles à l'intérieur de la capitale. Comment pratiquement passer de l'un des réseaux à l'autre, se rendre par exemple de Nantes à Dijon ou de Bruxelles à Bordeaux, sans être obligé de changer de gare dans Paris ? La réponse s'appelle l'interconnexion, c'est-à-dire le contournement de Paris par des voies qu'empruntent les rames TGV ; le voyageur change de réseau sans changer de train. Et rien n'interdit, bien évidemment, de

créer à chacun de ces nœuds d'interconnexion une gare. La gare TGV de Massy est l'une d'elles.

Cela dit, on ne crée pas une halte sur des réseaux dont le rôle est de transporter les voyageurs le plus vite possible sans de sérieuses raisons économiques.

Prendre le TGV pour Nantes à Massy-Palaiseau cela peut paraître une galejade. En réalité, ce geste symbolique que vient d'effectuer le président de la République préfigure ce que devrait être demain le nouvel aménagement de la région parisienne et de son réseau de transports.

ques, c'est-à-dire l'existence d'un trafic potentiel. Et c'est là qu'intervient, dans l'histoire de la gare de Massy, cet autre ingrédient fondamental qui s'appelle la volonté.

Nécessité économique

Avant toute chose, il y a la volonté d'aménagement de l'agglomération parisienne. Une volonté qui remonte, dès la fin des grands travaux d'Haussmann, à la Troisième République, avant et après la guerre de 14-18. Tâche qu'allait reprendre la Quatrième puis la Cinquième République, et qui allait s'inscrire, à partir de 1961, dans la politique du schéma directeur de la région parisienne. Cette politique, qui a naturellement évolué en un quart de siècle, repose cependant depuis l'origine sur un double principe : l'unité de la région urbaine de Paris, et la nécessité, en même temps, d'organiser, face au pôle très fort que constitue la ville de Paris, d'autres pôles qui l'équilibrent en offrant de l'emploi industriel et tertiaire, des ser-

vices de tout niveau, des commerces, des logements.

L'unité de la région, c'est très concrètement la possibilité pour chacun de ses habitants, où qu'il habite, d'aller travailler en n'importe quel autre point de la région dans des conditions de transport acceptables. Si j'habite

Evidemment, on voit aussitôt ce que cela implique : c'est un réseau de moyens de transports, denses et massifs ; d'où le métro, les lignes SNCF-banlieues, le RER, sans parler des autoroutes, voies rapides, et autres périphériques et franciliennes. Alors, quand on a la possibilité d'utili-

ser des infrastructures existantes, on hésite guère à en tirer le maximum d'avantages. C'est ce qui est arrivé à Massy.

Volonté politique

Voici en effet deux stations sur les RER B et C, phénomènes déjà exceptionnels ; voici une liaison autoroutière continue avec l'autoroute du Sud, avec l'autoroute Atlantique - Océane qui commence là, à Massy ; l'aéroport d'Orly à un jet de pierre - six kilomètres ; et Roissy, avec son marché et ses zones d'activité, et le plateau de Saclay avec ses grandes écoles scientifiques, polytechnique, Centrale, Supélec, ses centres de recherche, son université scientifique - 45 % de la recherche française dans un rayon de dix-huit kilomètres ; le tout à douze kilomètres de Notre-Dame, à soixante minutes de Roissy par le RER B. Il y a là une zone résidentielle plutôt agréable, avec des terrains disponibles en quantité raisonnable pour envisager le développement d'un de ces pôles d'équilibre.

En somme, la carte géographique que parle d'elle-même. Chacun sait cependant d'expérience que les choses ne sont pas si simples dans la vie pratique. Pour que la volonté d'aménagement général de la région parisienne se traduise par la Défense ou Marne-la-Vallée, il a fallu, non seulement beaucoup d'argent, mais surtout une masse inouïe de travail d'efforts, une volonté de tous les instants, une persévérance à toute épreuve. C'est cela, aussi, l'aménagement de l'espace. Massy ne fait pas exception à la règle commune, et, derrière la gare TGV, derrière le pôle européen dont elle prépare le développement, derrière les chantiers qui commencent, il y a d'abord la volonté et l'engagement d'un homme. Claude Garmou, maire de Massy depuis 1974, il lui a fallu tout l'acharnement du vigneron bordelais qu'il reste viscéralement, toute l'astuce de l'ancien membre du bureau confédéral de la CGT, tout son poids personnel dans la famille socialiste, toutes les ressources d'une fonction parlementaire bien comprise, pour convaincre la SNCF, le conseil régional d'Ile-de-France, les ministères des finances, de l'équipement, des transports, pour ancrer dans les faits l'idée du pôle de Massy.

Et puis, il y a, en aussi, le recours à bon escient au président de la République, l'intervention personnelle de celui-ci aux moments décisifs. En prenant le train à Massy, c'est comme un clin d'œil que le président est venu faire à son complice et ami Claude Garmou : une façon de prendre rendez-vous dans l'histoire de l'un des chapitres les plus importants sans doute qui s'écrit en ce moment sur le sol de la région parisienne.

MICHEL CARMONA, professeur d'aménagement à l'université Paris-IV-Sorbonne.

L'investissement aux Français, la gestion aux Américains

Les gros sous de Mickey

CETTE fois, ça y est : Eurodysneyland a vraiment démarré. Mickey a trouvé les sous qu'il cherchait. Depuis la signature, en 1987, de la convention entre la firme Disney et l'Etat français, les Américains, qui n'ont jamais souhaité risquer de gros capitaux dans l'aventure du complexe ludique et immobilier de Marne-la-Vallée, prospectaient le marché européen. Le 27 avril dernier, cette chasse à l'argent s'est achevée.

Deux sociétés-pivots ont été constituées. Le premier, Eurodysneyland-SNC (société en nom collectif), financera la construction d'un parc à thèmes de 60 hectares, le fameux « Royaume magique », copie conforme des Magic Kingdom de Californie et de Floride. Investissement : 9 milliards de francs d'ici à 1993. La société

Dysney ne participe à ce « tour de table » que pour le minimum prévu, soit 16,67 %. Un certain nombre de banques françaises, qui demeurent pour l'instant dans un prudent anonymat, apportent le reste, c'est-à-dire l'essentiel.

La seconde société, Eurodysneyland SCA (société en commandite par actions), se chargera, elle, de construire le premier parc d'attractions des cinq mille deux cents chambres d'hôtel, les 30 000 mètres carrés de bureaux, les activités, les commerces et le golf, qui doivent l'entourer. Puis elle gèrera ces différents équipements. Son capital (2 milliards de francs) a été apporté à 49 % (c'est-à-dire le maximum autorisé) par Dysney, auquel se sont jointes quelques firmes françaises (pour 40 %) et européennes (11 %).

Le patron est Robert Fitz-Patrick. Celui-ci fera appel aux spécialistes américains des grands complexes touristiques, type Disneyworld, en Floride, et à leur savoir-faire de gestionnaires. Il est prévu qu'Eurodysneyland SCA procèdera à des augmentations de capital et sera introduite en Bourse avant la fin de cette année.

Ce montage, qui fait financer l'essentiel d'Eurodysneyland par les capitaux français privés, mais aussi publics (prolongement du RER, voirie, adduction d'eau, égouts, etc.), mais réserve la gestion de l'ensemble à la firme américaine, est jugé comme un coup de maître par les professionnels des parcs d'attractions.

MARC AMBROISE-RENDU.

Le PC renforce sa présence

Changement de présidence à Saint-Quentin-en-Yvelines

ROLAND NADAUS, maire socialiste de Guyancourt, a été élu le 21 mai président du Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN) de Saint-Quentin-en-Yvelines au cours d'une réunion des 41 nouveaux élus de la ville nouvelle, qui a mis en évidence la fragilité des nouveaux équilibres politiques issus des élections municipales.

Le Parti socialiste a, en effet, perdu la commune de Magny-les-Hameaux au profit de l'union de la droite, ce qui renforce le poids du Parti communiste au sein de la majorité de gauche du SAN : 12 députés socialistes, 16 représentants de l'opposition. Cette répartition a conduit la fédération socialiste des Yvelines à conclure avec la fédération communiste un accord qui stipule que « la présidence du SAN est exercée par un élu socialiste, conformément au choix des électeurs ». En contrepartie, le PC obtient six des douze vice-présidences, dont la première.

Les communistes, qui revendiquaient aussi la présidence de l'Etablissement public d'aménagement (EPA), actuellement détenue par Georges Mougeot (PS), ont finalement cédé sur ce point et soutiendront à ce poste une candidature socialiste. Cet accord permet aux socialistes de conserver les deux postes-clés de la ville nouvelle mais présente pour eux l'inconvénient d'empêcher toute association des représentants de l'opposition à la gestion de Saint-Quentin-en-Yvelines, en dépit des intentions affichées par le très rocardien Roland Nadaus.

Le candidat de l'opposition à la présidence du SAN, Nicolas About (UDF), maire de Montigny, n'a pas manqué de dénoncer « l'exclusion de trois des sept communes [...] dans la ville nouvelle du département de Michel Rocard, dont les discours vantent les mérites de la coopération intercommunale ».

Roland Nadaus entame donc un mandat de six ans dans des conditions difficiles : entre le soutien fragile des communistes, qui ont brandi la menace de l'autonomie de leurs communes au moindre faux pas du nouveau président, et la pression de l'opposition, qui revendique depuis plusieurs années cette autonomie par rapport à une structure syndicale jugée trop hégémonique, la marge de manœuvre est étroite.

Dès son installation, Roland Nadaus a esquissé une parade en annonçant la création d'un conseil des sept maires, ainsi « régulièrement associés à la gestion de la ville nouvelle ». Cette initiative le démarque de son prédécesseur Dominique Raimbault, qui interprète lui-même son éviction des instances communales par son propre parti comme « un désaveu de la politique communautaire » qu'il a menée et comme « l'équivalent d'un vote sanction ».

PASCALLE SAUVAGE.

La ville au quotidien

Oui, les automobilistes parisiens sont mal élevés...

EN écho au charmant (mais féroce) billet de Jules Rabin (*Le Monde* du 11 mai), je voudrais dire, en tant que Parisien ayant fait à Washington en 1955, 1974 et 1989 trois séjours dans les mêmes conditions que les siens à Paris, que je souscris entièrement à ses conclusions. Dans cette Amérique réputée impitoyable, du type « marche ou crève », ou « pas de pitié pour les faibles », la rue, pour un Français, est une oasis de fraîcheur et de convivialité. Il est tout à fait exact, comme l'indique Jules Rabin, que, d'anssi loin qu'un automobiliste américain aperçoit un piéton s'apprêtant à s'engager sur un passage piéton (ces passages ne sont pas cloutés mais peints), il ralentit, puis s'arrête, et qu'il est d'usage de le remercier d'un sourire ou d'un geste de la main. Vrai aussi que les limitations de vitesse à 45 miles à l'approche des agglomérations, et 25 miles dans leur traversée sont respectées. Vrai encore que personne ne s'aviserait de parker sa voiture en dehors des zones et des heures autorisées. Vrai enfin que sur les highways (routes nationales) et même sur les freeways (autoroutes) on ne dépasse pas (c'est la loi) les 90 kilomètres.

Quant aux crottes de chien, elles sont totalement absentes de la voie publique. On n'a donc pas le plaisir d'y croiser d'aimables vieilles dames en train de recueillir les déjections de leur compagnon à quatre pattes, donc de faire leur connaissance et de terminer la conversation par une prière en commun.

Cela tient, en grande partie, à ce que l'on ne vit pas dans le centre des grandes villes américaines et que dans les quartiers résidentiels à l'habitat très étalé, dont la traversée ressemble souvent à celle d'un désert, il est bien rare qu'on croise un piéton.

Je pense toutefois que les propos de Jules Rabin méritent mieux que cette comparaison au ras des trottoirs. Dans ce pays (le nôtre), qui se flatte d'être celui des droits de l'homme et de la fra-

ternité, il semble que l'homme de la rue ait résolument exclu de son comportement les attitudes qui favorisent le contact et l'échange.

Ne pas passer pour un « poire »

Signe de l'affaiblissement des liens sociaux ou simple participation de sans-gêne pour éviter l'humiliation suprême d'être pris pour une « poire » et de passer pour moins débrouillard que le voisin ? Si cet état de fait procède plus de la seconde hypothèse que de la première, il suffirait sans doute de peu de chose pour remettre à la mode les valeurs de la convivialité.

M. Michel Rocard, qui avec si bien résumé l'érosion d'une première année au pouvoir, qui ne tenait pas la réhabilitation des boîtes aux lettres pour affaire négligeable, qui était à la recherche d'une grande idée qui puisse mobiliser les Français pour la suite de votre mandat, pourquoi ne leur proposeriez-vous pas, à l'exemple de l'Amérique (mais, surtout, ne la citez pas !), de substituer dans les rapports quotidiens la courtoisie à l'arrogance, la complaisance au sans-gêne, le souci des autres à cette solidarité de principe, dont tous les hommes politiques proclament la nécessité, mais qui se révèle à l'usage si peu chaleureuse...

An cours de mon dernier séjour aux Etats-Unis, j'ai été stupéfait (je n'en avais plus l'habitude) d'entendre des inconnus croisés dans un lieu public me demander, comme s'ils me connaissaient de toujours et qu'ils se souciaient vraiment de ma santé : « How are you today ? ». Après avoir revêtu une fraction de seconde, j'ai réalisé qu'il s'agissait d'une simple convention de courtoisie qui ne les engageait à rien. Qu'importe ! Un échange avait eu lieu qui m'avait fait chaud au cœur. Et si on introduisait cela en France ? Pour le coup, ce serait vraiment changer la vie...

PIERRE CARRAUD (Paris).

مكتبة المجلد

Économie

Le Monde • Jeudi 25 mai 1989 29

Alors que l'ascension du dollar reprend

La Banque d'Angleterre augmente ses taux pour enrayer la baisse de la livre

Alors que le dollar reprend le chemin de la hausse, mercredi 24 mai dans la matinée, la Banque d'Angleterre a annoncé, pour enrayer la baisse de la livre sterling, un relèvement d'un point de son taux d'intervention sur le marché monétaire britannique. Elle a ainsi porté son taux

directeur de 13% à 14%, le plus haut niveau depuis novembre 1980 et a été suivie par les grandes banques commerciales britanniques.

Sur les marchés des changes, le dollar a consolidé sa hausse mercredi 24 mai, cotant

2,0150 DM, 143 yens et 6,81 francs français, après son bref repli de la veille, qui avait été provoqué par des rumeurs de baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. L'annonce d'une sensible augmentation (2,9 %) des commandes de biens durables outre-Atlantique, en principe, devrait

casser l'expansion, mais il reste extrêmement vigilant, très peu désireux, avec ses collègues du conseil de la Réserve fédérale, d'abaisser sa garde tant que les signes d'un ralentissement de l'inflation et de la croissance ne sont pas perceptibles. Or ce n'est pas le cas.

En ce qui concerne la croissance, jugée trop forte, une douche froide est tombée mardi après-midi avec l'annonce d'une augmentation de 2,9 % pour les commandes de biens durables aux Etats-Unis en avril, 4,7 % pour les commandes hors défense, au lieu des 0,5 % à 0,7 % prévus. Quant à l'inflation, même si la hausse du prix du pétrole, qui a poussé à 0,7 % l'augmentation des prix de détail en avril, peut être temporaire, bien des signes montrent qu'aux Etats-Unis la poussée des prix ne va guère se ralentir, 5 % à 6 % en rythme annuel, selon les experts de la firme Lawrence Morgan Grenfell (le fameux indice Morosani) et ceux de l'université Columbia, sans oublier une montée des salaires, phénomène classique en fin de cycle économique.

Le plus pessimiste est M. Corrigan, le président de la Réserve fédérale de New-York, qui pense que l'ajustement américain prendra au moins cinq ans, et espère qu'il n'y aura pas de catastrophe d'ici là. Outre-Atlantique, les esprits lucides sont étonnés de la patience des marchés financiers à l'égard de l'Amérique, et s'attendent que la crise éclate un jour ou l'autre. La crise ou une correction majeure des parités de change, comme le pensent les dirigeants de la Banque fédérale d'Allemagne, qui relèvent, avec inquiétude, une nouvelle aggravation du déséquilibre des balances des paiements, avec pour résultat final une modification des parités.

Dans l'immédiat, tout le monde vit dans ce « surréalisme », qui, par exemple, maintient à des cours élevés une livre sterling rongée par l'inflation aux dépens d'un deutschemark et d'un yen assis sur des excédents croissants et des prix encore « sages ». La remontée du dollar, certes, n'est pas une catastrophe pour l'instant, puisqu'elle favorise les exportations des partenaires des Etats-Unis, tandis que les exportations américaines ne seront pas freinées avant un certain temps. Mais les chiffres sont têtus, et ils finissent toujours par se venger un jour ou l'autre.

Les chiffres sont têtus

On ne peut donc guère s'attendre, dans l'immédiat, à voir les taux d'intérêt baisser aux Etats-Unis, même si la remontée du dollar peut contribuer à la lutte contre l'inflation en réduisant le coût des produits importés (mais on sait que cela peut prendre du temps, les exportateurs étrangers, qui avaient réduit leurs marges lorsque le dollar fléchissait, étant enclins à les rétablir).

Dans ces conditions, il n'est pas exclu de voir la devise américaine

FRANÇOIS RENARD.

Le dollar monte, on plutôt, il remonte et, de toutes parts, des inquiétudes se manifestent : aux Etats-Unis, on ne veut pas voir compromettre le lent redressement de la balance commerciale. En Europe et au Japon, on se préoccupe des effets inflationnistes de ce raffermissement du « billet vert », qui renchérit le coût des produits importés, surtout au moment où les prix du pétrole reprennent de la vigueur. En conséquence, les banques centrales déclenchent leurs barrières d'artillerie lourde, avec peu de succès, comme on l'a vu.

Un tel phénomène doit, d'abord, être considéré avec réalisme : on ne lutte pas contre la marée. Mais il faudra bien que soit pris en compte son caractère absolument surréaliste : partout dans le monde, on achète du dollar parce qu'il monte en laissant soigneusement de côté tous les problèmes de fond qui pèsent sur la monnaie américaine et qui ne sont toujours pas réglés.

Le réalisme d'abord. A l'heure actuelle, les transactions sur les marchés des changes peuvent atteindre 300 à 400 milliards de

dollars par jour, dont le dixième, au grand maximum, correspond à des règlements commerciaux. Tout le reste est le fait d'opérateurs purement financiers, qui, soit déplacent des capitaux d'une monnaie sur une autre, soit tirent des profits des écarts de change dans le temps et dans l'espace (traders, ou arbitrageurs). Cela signifie que du jour au lendemain des centaines de milliards de dollars peuvent changer de camp monétaire : c'est la fameuse « force des marchés » contre laquelle les banques centrales ne peuvent pas grand-chose, sauf lorsqu'elles « chevauchent la vague », c'est-à-dire qu'elles se contentent d'acquiescer au courant ou qu'elles provoquent un renversement de tendance lorsqu'il est déjà « mûr ».

Le meilleur exemple en a été donné en septembre 1985, lorsque le groupe des sept pays les plus industrialisés du monde a décidé, par l'accord du Plaza, de faire baisser le dollar, qui avait manifestement trop monté pendant les deux années précédentes. Une autre possibilité d'action réellement efficace pour les banques centrales est de « faire peur » aux

marchés lorsqu'un réel déséquilibre n'existe pas entre les grandes monnaies, et que la crainte du gendarme est suffisante pour limiter les excès.

A l'heure actuelle, ce n'est pas le cas, comme on peut le voir. Les banques centrales ont consacré, la semaine dernière, une dizaine de milliards de dollars à tenter de freiner, sans succès, l'ascension du « billet vert » et il leur en aurait peut-être fallu une trentaine pour obtenir un effet réel mais pour combien de temps ?

Le profit à court terme

Dans ce genre de situation, le jeu favori des opérateurs est de « spéculer » : la réassurance des banques centrales et d'acquiescer leur pression s'ils ressentent de la mollesse. Dans ces conditions, on comprend l'abstention de la Banque fédérale d'Allemagne qui, ces derniers mois, était pratiquement la seule à agir, la Banque du Japon restant sur la touche. La « Buba » gaspillant sa poudre aux moineaux voyait baisser ses réserves de change sans résultat. Avec une

Dans les salles de change new-yorkaises

« Selon des sources bien informées... »

WASHINGTON
de notre envoyée spéciale

Quelle journée dans les salles de change new-yorkaises ! La hausse du dollar est une source non seulement de sensations fortes, mais également de profits considérables pour ceux qui savent se placer au bon moment. Si certains traders, fatigués par les événements récents, trouvent que la vitalité des changes devrait avoir des limites, d'autres, comme Bruce Brittain, responsable du marché des changes chez Salomon Brothers, n'hésitent pas à affirmer qu'ils vivent actuellement les meilleurs moments de ces deux dernières années.

Pourtant, dans la matinée du mardi 23 mai, certains ont pu croire que la forte poussée du dollar de ces derniers jours avait trouvé un terme. Après une intervention massive de la Réserve fédérale, alors que le dollar se négociait à ses plus hauts niveaux depuis vingt-neuf mois, les profits eurent des limites. Dans les salles de change, certains commençant à prendre pour et à se dire

qu'ils étaient bien « longs » en dollars, en en ayant trop en portefeuille. Cependant, quelques instants après, « whoups ! », comme on dit sur le marché, le billet vert repartait à la hausse.

La demande de dollars est énorme, explique Richard Witman, de la société Goldman Sachs, et elle n'est que modérément satisfaite. Si des vagues de prises de bénéfices qui permettent aux marchés d'anticiper leurs gains se produisent périodiquement, rien ne modifie la tendance fondamentalement acheteuse. « Il faut qu'un événement se produise », entend-on ici ou là. Mais, pour l'instant, le marché ne reçoit que des informations contradictoires. Difficiles à interpréter, les déclarations de tel ou tel dirigeant sont généralement perçues comme un signal haussier pour le billet vert.

Meilleur témoin de l'incertitude qui règne sur le marché quant à l'attitude des pays industrialisés, la campagne d'informations dans laquelle se sont lancés les grands journaux américains. Lundi, le New York Times attaquait en annonçant que, « selon des sources bien informées », l'admi-

nistration Bush entendait remodeler sa politique en matière de change. Mardi, le Washington Post répliquait en affirmant que, selon d'autres « sources bien informées », il n'en était pas question.

Sans parler d'un remaniement officiel des accords de stabilisation des changes (accordé du Louvre de février 1987), les marchés trouvaient une raison concrète de modifier leurs achats de dollars si la Réserve fédérale autorisait une baisse des taux d'intérêt outre-Atlantique. Mais l'un des gouverneurs de la Fed, M. Robert Heller, a déclaré mardi qu'il faudrait agir avec prudence avant d'abaisser les taux.

Il revient donc aux seules banques centrales d'essayer de faire baisser la devise américaine. Entre elles et les marchés s'est instauré un jeu tactique, les premiers cherchant les moments les plus propices pour déclencher des ventes de dollars, les seconds s'efforçant de tester les limites de leurs actions. Cependant, ce bras de fer est déséquilibré puisque tout pour l'instant joue dans le sens de la hausse du dollar.

FRANÇOISE LAZARE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CIC
PARIS

AMELIORATION DES RESULTATS DU CIC PARIS AU COURS DU 1er TRIMESTRE 1989

Les résultats du 1er trimestre 1989 ont été communiqués au Conseil d'Administration et au Comité Central d'Entreprise qui se sont réunis, respectivement, le 9 mai et le 18 mai, sous la présidence de M. Jean-René Bernard.

Ces résultats font ressortir une diminution des frais généraux de 1,8 % par rapport au 1er trimestre 1988.

Cette évolution, venant après la stabilisation des frais généraux constatée à la fin de l'exercice 1988, confirme les premiers effets favorables du plan de redressement mis en place en mai 1988.

Par ailleurs, le Produit Net Bancaire (PNB), qui avait baissé en 1987 et en 1988 a repris sa progression (près de 1 %).

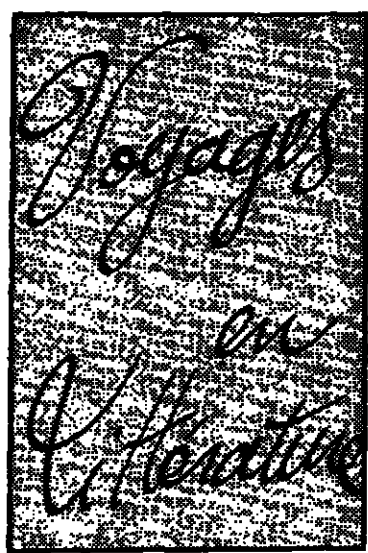
Sous l'effet de ces deux mouvements, le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) s'est établi à 89 millions de francs, en hausse de 12,7 % par rapport à celui du 1er trimestre 1988, soit à un niveau nettement plus élevé que les projections budgétaires.

Après dotations aux comptes d'amortissement et de provisions, le Résultat Net d'Exploitation laisse apparaître un très léger excédent.

GROUPE CIC

GRAND CONCOURS

Du 22 mai au 10 juin 1989



HACHETTE Classiques

Le Monde

EUROPE 1

Du côté de Balzac

Question 5 :

Les écrivains de Balzac.

La Comédie humaine fait place à bien des personnes qui ont réellement existé. Parmi ces personnages réels, on trouve des écrivains.

Nous vous invitons à en retrouver deux, à l'aide de ces indications :

- a - Dans le roman qui lui est dédié, Balzac le nomme « l'enfant sublime ».
- b - Aux yeux de Balzac, c'est « l'illustre écrivain » qui a « le goût oriental » de fumer le narghilé.

Question 6 :

Chronologie balzacienne.

Nombreux sont les romans de Balzac dont les premiers mots sont une indication chronologique. Voici deux de ces données.

A vous de retrouver les titres d'œuvres correspondants.

- a - « Au commencement du mois d'avril 1813. »
- b - « Au commencement de l'automne de l'année 1826. »

Bulletin-réponse dans le Monde, le samedi 10 juin 1989 (daté dimanche 11 - lundi 12 juin).

Chaque jour une vignette de participation. Collectionnez-les précieusement. Vous devrez les coller sur le bulletin-réponse.

En raison des perturbations récentes de la distribution, le Monde publiera à nouveau l'extrait du règlement et les deux premières questions du concours « Voyages en littérature » dans son édition du samedi 27 mai 1989 daté 28-29 mai. Le libellé de la question n° 4 ayant été tronqué à la suite d'une erreur technique, nous la republions aujourd'hui.

Question 4 :

Le nom commun d'un titre.

- Prosper le voit en noir.
- Le père d'Ubu le promène.
- Une agréable guérison, pour un malade qui ne fut pas imaginaire.

Les titres des trois œuvres évoquées par ces indications ont un mot en commun. Lequel ?

- ☐ L'amour
- ☐ L'avenir
- ☐ Le livre
- ☐ Le souvenir
- ☐ Le voyage

Économie

SOCIAL

Accord sur le financement des conventions de conversion

Alors que le débat parlementaire s'ouvre, le 24 mai, sur son projet de loi portant sur la prévention des licenciements économiques, M. Jean-Pierre Soisson a présenté une communication, le 23 mai en conseil des ministres, sur les conventions de conversion.

A l'exception de la CGT, tous les partenaires ont finalement accepté l'amélioration des conventions de conversion, et ont trouvé, le 19 mai, un financement supplémentaire, lors de leurs discussions avec le ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson (le Monde daté 21-22 mai). Sur la base de soixante mille bénéficiaires du dispositif, en année pleine, ils ont adopté le principe d'un système qui augmentera de 240 millions de francs le coût global, réparti par tiers entre les pouvoirs publics, l'UNEDIC et les employeurs.

Le CNPF, mais également la CGPME et l'Union professionnelle des artisans (UPA) ont admis que le chef d'entreprise paiera 4500 F dans chaque cas, qu'il ait recours ou pas à une formation, alors que le protocole prévoyait à l'origine un minimum obligatoire de 2000 F. Pour autant, les gestionnaires du régime d'assurance-chômage (syndicats et patronat) se sont faits à l'idée d'y consacrer une partie des économies réalisées. L'Etat, enfin, s'est engagé à régler 5000 F pour chaque convention contre 2000 F ou 4500 F auparavant.

Le régime des conventions de conversion, qui n'avait attiré que 12 500 personnes en 1987 et 25 000 en 1988, devrait être plus attractif que par le passé. Il est désormais acquis que cette disposition constituera la mesure minimale de tout plan d'accompagnement social lors de licenciements économiques. Même si ceux-ci se produisent dans des petites entreprises, le salarié pourra demander à en profiter, et il disposera de vingt et un jours pour choisir, contre sept ou quatorze jours actuellement. En tout état de cause, la durée de la convention sera portée de cinq à six mois.

Hormis la CGT, les organisations syndicales ont, au mieux, le sentiment d'avoir tiré profit des circonstances pour définir un cadre plus favorable à la procédure des licenciements économiques, et au pire, comme la CGC, d'avoir obtenu un meilleur contenu des actions de formation. La CFDT, plus encore que la CFTC, assure qu'un pas important a été franchi en direction de la gestion prévisionnelle des emplois, tandis que Force ouvrière, raidie à l'issue de son récent congrès confédéral, retrouve là le chemin de la politique contractuelle, dont elle était la championne du temps de M. André Bergeron.

Quant au patronat, il a fait preuve de réalisme dans cette affaire. Implicitement, un pacte a été passé. Plutôt que de prendre le risque d'un retour à l'autorisation administrative de licenciement, tou-

jours possible lors du débat parlementaire, le CNPF a préféré payer le prix qu'il a jugé indispensable à l'entente définitive d'une vieille querelle idéologique, voire théologique. Il en profite au passage pour marquer un point, à l'égard de ses troupes cette fois. Alors que MM. Pierre Guillemin, président de la commission sociale du CNPF, et Yves Lemoine, vice-président, multiplient depuis des mois les mises en garde contre la propension des employeurs à licencier les plus âgés ou à se satisfaire des mesures d'âge pour réduire leurs effectifs, voilà qu'ils ont trouvé un environnement réglementaire pour freiner le mouvement.

Ce ne serait pas le moindre des mérites de ce texte, né d'une promesse présidentielle au contenu très politique, que d'offrir l'occasion d'un véritable changement dans la gestion de la main-d'œuvre. Dans ce contexte, un amendement socialiste actuellement envisagé risque fort de rompre l'équilibre obtenu. Ce texte, qui prévoit la possibilité de choisir un délégué extérieur à une entreprise de moins de cinquante personnes pour accompagner le salarié lors d'un entretien préalable à son licenciement, provoque le courroux de la CGPME. Mais il s'est aussi attiré le désaveu embarrassé de la CFDT, favorable à une formule générale allant dans ce sens, mais qui la juge aujourd'hui partielle et inopportune.

ALAIN LEBEAUCHE.

Le réseau de banlieue presque paralysé

Les grèves de la SNCF exaspèrent les usagers

Seule la gare Montparnasse était épargnée, le 24 mai, par la grève du réseau de la SNCF banlieue. Totale à Paris-Est, la paralysie provoque la colère des usagers et a gagné le 23 mai les gares Saint-Lazare (un train sur quatre), du Nord (un train sur quatre), de Lyon (un train sur quatre) et d'Amsterdam (trois sur quatre). Le trafic des grandes lignes subit des retards.

Une fois de plus, les conducteurs de train ont manifesté un singulier oubli des usagers en déclenchant, en région parisienne, une grève sauvage, de surcroît en milieu de journée. Autrement dit, ils ont refusé, le 23 mai au soir, à Paris-Saint-Lazare ou à Paris-Lyon, de reconduire en banlieue les personnes qu'ils avaient acheminées vers la capitale. Cette attitude irresponsable s'explique par un ras-le-bol généralisé parmi les cheminots d'Ile-de-France en raison des agressions répétées dont les conducteurs, les agents des gares et les conducteurs sont l'objet.

La SNCF évalue à 20 % la hausse des actes de délinquance sur son réseau banlieue depuis le début de cette année. Cette situation provoque une effervescence chez les cheminots, qui imaginent des parades. Certains, qui reviennent souvent dans certaines cabines de conduite, et qui consisteraient à armer les conducteurs : on voit toutes les « bavures » et les excès auxquels cela conduirait !

En revanche, une grande majorité des agents plaide, par la voix de ses représentants syndicaux, pour une augmentation des effectifs et réclame deux conducteurs au lieu d'un, le renforcement des escouades de contrôleurs et l'ouverture plus tardive de certaines gares de banlieue, aujourd'hui fermées à 20 heures, grâce à l'emploi de guichetiers ou nombre suffisant. Cette réaction de bon sens méconnaît un certain nombre de réalités et, par exemple, la médiocre efficacité d'une solution quantitative.

Même s'ils avaient été plus nombreux, les trois contrôleurs passés à Meaux et Paris, par une trentaine d'individus, se seraient retrouvés de la même façon à l'hôpital. Que peuvent les gros bataillons contre un bloc de béton suspendu à un pont de la banlieue nord à la hauteur de la cabine et qui tue le conducteur ? Ou contre le « tirailleur fou » qui prend dans sa ligne de mire les rames desservant Orly ?

Même si la SNCF a demandé, au cours de l'automne dernier, à créer sa propre police pour endiguer la montée de l'insécurité, le problème la dépasse singulièrement. Il s'agit bel et bien d'un problème d'ordre public qui concerne d'abord la police. Celle-ci est devenue assez efficace dans le métro parisien où les drogues se vendent à la pelle, et elle en a chassé beaucoup de bandes, qui se sont rabattues sur les lignes SNCF des banlieues où elles habitent. Malheureusement, les forces de l'ordre sont empêchées dans des questions de compétences territoriales qui les empêchent d'opérer sur la totalité d'une ligne.

Même la solution policière, qui d'ici à la fin de l'année, sera rendue possible par une modification des textes, est illusoire. Si elle n'était pas accompagnée d'autres mesures, elle consisterait à repousser un peu plus loin la délinquance, jusque dans les cités et les HLM où celle-ci trouve ses racines. On verrait alors se disperser et s'aggraver les crimes et délits aujourd'hui relevés dans les transports en commun.

Les causes de cette délinquance sont à rechercher dans un urbanisme

qui a parqué les plus démunis loin des centres, tout en les soumettant au supplice de l'attente grâce aux RER qui les mettent à vingt minutes des séductions de la société de consommation aux Halles par exemple. Aucune politique de prévention ne réussira tant que n'auront pas été revus l'urbanisme, l'assistance aux familles à la dérive et, bien sûr, le manque d'emploi.

La place de l'homme

Il est pourtant vrai que la déshumanisation des métros, des trains et des gares et le recours aux automatismes ont encouragé la montée des comportements délictueux. La suppression des poinçonneurs à l'entrée des quais, a, en dix ans, multiplié par trente le nombre des voyageurs de la SNCF surpris sans billet, faute relativement vénielle mais qui en annonce d'autres plus graves.

Il ne s'agit certes pas de revenir sur la suppression des poinçonneurs ni sur l'emploi de distributeurs automatiques de billets, mais ces progrès incontestables devraient s'accompagner d'une réflexion collective sur la place de l'homme dans les transports publics. M. Claude Quin, communiste, ancien président de la RATP, estimait qu'il était inévitable que le métro fonctionne, un jour, sans intervention humaine mais il affirmait qu'il fallait le « réhumaniser » en plaçant des agents à l'intérieur des rames. Parlant des langues étrangères, préparés à affronter des groupes ou des individus hostiles, ces femmes et ces hommes pourraient rassurer, faciliter le voyage et dissuader les délinquants. Il s'agirait de personnes sélectionnées, formées et rémunérées en conséquence, ce qui supposerait une révolution dans la psychologie des directions - trop tournées vers la productivité - comme des syndicats - conservateurs de tous les avantages acquis - et un bouleversement des grilles salariales.

Le jeu en vaudrait pourtant la chandelle tant il est vrai que seule la présence humaine rassure et responsabilise les foules citadines.

ALAIN FAUJAS.

Grogne à la gare du Nord

« Au lieu de prendre la Bastille, on va prendre la SNCF ! » Juchée sur l'escalier qui mène aux bureaux des responsables de la gare du Nord, une jeune « passionnée » d'une vingtaine d'années, les mains sur les hanches, harangue la foule. Elle fait partie d'un groupe de voyageurs qui ont décidé de manifester leurs mécontentements à la SNCF, après avoir vainement attendu un train pour rentrer chez eux en banlieue nord.

A partir de 18 h 23, mardi 23 mai, le trafic s'est arrêté. Devant les panneaux d'affichage bloqués, les voyageurs ont attendu patiemment sans que la moindre annonce soit sortie des haut-parleurs. Ils étaient plusieurs centaines et leur nombre augmentait. Alors, un jeune homme interpelle dans la gare pour des motifs sans rapport avec la grève. Il se rebelle, les policiers le maîtrisent, mais un coup de poing donné par un fonctionnaire fait hurler la foule qui se précipite vers l'escalier. Sous le choc, le barrage de CRS vacille. On en restera malgré tout aux lieux.

Un haut-parleur annonce un train pour Pontoise et pour Persan-Beaumont. Chacun se précipite. Une femme de la « délégation » descend l'escalier : « On a vu des gens au service clientèle. Je ne sais pas qui a pu avoir le carnet de réclamations. J'ai écrit ce que je pense. » Une autre ajoute : « Si y a quelques trains, c'est grâce à nous ! ». Des groupes se forment. « Toute l'année plein d'usagers sont agacés et ils n'en ont rien à f... », clame un voyageur de ce réseau Nord lassé par des grèves à répétition qui ont épuisé toutes ses facultés de compréhension. « Le droit de grève, c'est bien, mais il arrive un moment où c'est trop », dit une femme en soupirant. « On arrive normalement le matin et on nous plante la soirée », ajoute un jeune homme.

Les équipes de télévision arrivent. Chacun veut exprimer son sentiment. « Ils ont raison, souviens-toi un usage, il faut faire quelque chose contre les grèves », dit une femme à côté de lui, une jeune femme lui répond presque timidement : « On voit bien que vous n'avez pas d'enfants à aller chercher à la crèche. »

MAURICE PEYROT.

Une délégation a déposé à l'Elysée une pétition signée par cent soixante mille personnes réclameur leur réintégration et un document présentant une centaine de cas similaires. Un meeting a réuni un peu plus tard un millier de personnes à proximité du congrès confédéral qui a ovationné les « dix ». M. Jean-Claude Laroze, secrétaire de la CGT a qualifié de « provocation » l'attitude des conseillers du président de la République qui avaient déclaré que celui-ci était « attentif » à l'affaire.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



DES RÉSULTATS 1988 A LA HAUTEUR DE NOS AMBITIONS.

LE CRÉDIT LOCAL DE FRANCE A CONSOLIDÉ EN 1988 SA PLACE DE BANQUIER DE RÉFÉRENCE DU SECTEUR LOCAL ASSURANT, AVEC UN VOLUME DE CRÉDITS DE 35,6 MILLIARDS DE FRANCS, 43 % DU MARCHÉ.

Un bilan en forte progression : + 16,3 %
Le total du bilan s'établit au 31 décembre 1988 à 180 milliards de francs contre 153 milliards de francs au 31 décembre 1987.

Le Crédit local de France prend ainsi rang parmi les grands établissements financiers.

Cette croissance du bilan, liée à une augmentation de 21 % de l'encours des prêts, résulte de la politique menée par l'établissement : élargissement de la gamme de ses prêts et services et diversification de ses interventions au sein du secteur local.

Un intervenant majeur sur les marchés financiers

Avec 214 milliards d'emprunts obligataires levés sur le marché domestique, le Crédit local de France confirme sa position de deuxième émetteur après l'Etat.

Le volume de sa dette euro-obligataire (4,65

milliards de francs en 1988) témoigne de son rôle actif sur les marchés internationaux et notamment sur l'Euro-marché.

Le Rating AAA, décerné par les agences américaines spécialisées, illustre la qualité de sa signature.

Un résultat net après impôt de 737 millions de francs

Il correspond à un résultat net après impôt de 178 % par rapport à 1987. Les décisions d'affectation de ce résultat prises par l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 mai 1989 lui permettent d'atteindre le niveau de fonds propres (8,5 milliards de francs au 31 décembre 1988) nécessaire au maintien d'une structure financière solide.

Le Crédit local de France se donne ainsi les moyens de remplir sa mission d'institution financière spécialisée, au service exclusif du développement local.



CRÉDIT
LOCAL de
FRANCE
GROUPE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

LE BANQUIER DES AMBITIONS LOCALES

مكتبة الأمل

Économie

POINT DE VUE

La réforme du droit de licenciement

Encore un effort...

par Jean-Jacques Dupeyrou *

DANS le projet Solon sur les licenciements économiques, a été insérée une disposition délicate qui concerne tous les licenciements, quelle qu'en soit la cause : au cas de doute sur le caractère réel et sérieux des motifs invoqués par l'employeur, ce doute profite au salarié.

Avant la loi du 13 juillet 1973, la jurisprudence décidait qu'il appartenait au salarié licencié d'établir que l'employeur avait fait un usage abusif de son droit de rompre unilatéralement le contrat de travail. Lasi. Seul une loi exceptionnelle, l'intérêt était, était incapable de prouver l'abus. Aussi bien, lors des débats qui ont précédé le vote de la loi de 1973, nombreux furent ceux qui invoquaient le bon sens et l'équité, proposant de renverser la charge de la preuve : c'est à celui qui met fin aux relations contractuelles qu'il devrait incomber de démontrer le bien-fondé de sa décision. Mais, en France, il faut souvent des dizaines d'années pour que les idées les plus simples fassent leur chemin : reculant devant le tollé personnel, le législateur finit par rétablir un compromis vaseux aux termes duquel le juge devait former sa religion au vu des éléments fournis par les parties. Passons sur les complications et les aberrations dont cette solution devait, forcément, être génératrice.

En édictant que le doute, inévitable dans d'innombrables cas, bénéficiera au salarié, le projet émet, aux licenciements une formule déjà adoptée pour les sanctions disciplinaires : il ne dit pas que la charge de la preuve d'une cause réelle et sérieuse incombera désormais à celui qui décide de rompre ses engagements ; mais, pratiquement, ce n'est pas très différent. Une étape très importante est franchie, dont on ne peut que féliciter très vivement l'auteur du projet.

Cependant, toujours sur le plan du droit commun des licenciements, d'autres progrès pourraient être réalisés.

Les situations contractuelles ne passent pas inaperçues : les chefs d'entreprise sont continuellement conduits à les modifier sur un point ou sur un autre : le contenu des tâches est remodelé ; l'organisation est remaniée ; les horaires de travail sont changés ; l'entreprise se déplace, etc. Si la modification porte sur une donnée accessoire — bureau moins agréable... — l'intéressé doit se soumettre ou se démettre. Si, au contraire, elle porte sur une donnée « substantielle » — réduction de salaire, par exemple, — une jurisprudence énorme distingue, fort justement, deux cas de figure : ou bien le salarié, après, et en ce cas les relations contractuelles se poursuivent sur les bases nouvelles ; ou bien il refuse, et la rupture sera alors, tout naturellement, « imputable » à l'employeur irrespectueux de ses engagements initiaux : au moins pour ce qui concerne l'indemnisation du licenciement, elle sera assimilée à un licenciement.

En réalité, sous ces distinctions archaïques fournissant quantité de difficultés quotidiennes, conflits et insécurité. Ainsi, pendant des lustres, la Cour de cassation a admis que le salarié était censé accepter la modification substantielle de son contrat, par l'employeur dès lors qu'il poursuivait l'exécution des tâches à lui assignées. Récent revirement, spectaculaire, et catastrophique pour de nombreux chefs d'entreprise qui avaient fait confiance à cette jurisprudence, qui paraissait en béton : la simple continuation du travail n'implique plus, par elle-même, acceptation de la modification. La décision de supprimer une prime, par exemple, reste donc inopposable à ceux qui, même sans protester, n'ont pas accepté expressément cette suppression : ils pourront des années après en demander paiement. L'exacte portée de ce revirement, qui a fait sensation, reste en réalité incertaine : l'analyse de la Cour suprême serait-elle identique si la modification substantielle des contrats était liée à un déplacement important de l'entreprise ? Ceux qui auraient continué d'exécuter leurs tâches au nouveau lieu de travail pourraient-ils réellement, des mois ou des années après, invoquer une rupture de leur contrat imputable à l'employeur ? On ne sait. D'ailleurs, en cette matière, c'est simple : on ne sait jamais !

Hypothèse inverse : l'intéressé refuse expressément la modification présentée comme irrévocable et cesse tout travail. Si cette modification est substantielle, aucun doute : la rupture sera imputable à l'employeur. Mais le lien contractuel est-il rompu dès lors que le salarié, refusant de s'incliner, le tient pour tel ? Ou la balle repasse-t-elle dans le camp de l'employeur, tenu de procéder au licenciement du ou des récalcitrants dans le respect de toutes les exigences légales : entretiens, consultation du comité d'entreprise au cas de refus collectif, etc. ? La réponse dépend-elle de la forme donnée par les intéressés à leur réplique ? Peut-être...

Une ténébreuse affaire

Voilà bien une ténébreuse affaire ! Si le lien contractuel ne survit pas au refus catégorique du salarié, comme l'a souvent suggéré la Cour suprême, faut-il — s'il y a au moins dix refus — que le chef d'entreprise procède à la consultation de son comité dans les conditions très particulières prévues par la loi pour les licenciements collectifs ? Une telle consultation, prévue pour des licenciements envisagés, devient insolite s'agissant de ruptures supposées consommées : il serait plus cohérent qu'elle soit antérieure à ces ruptures ! Ce qui conduirait à la situation en amont, avant que soit arrêtée de façon définitive la décision impliquant modification substantielle des contrats : elle serait jointe, avec sa propre procédure, à la consultation dont doit faire l'objet cette décision elle-même. Gardons le même exemple : l'employeur qui doit consulter son comité sur l'opportunité d'un déplacement de son entreprise de Paris à Orléans le consulterait simultanément, mais en respectant d'autres exigences légales, sur les ruptures qui seraient éventuellement suscitées par ce déplacement et les mesures qu'il prendrait alors à cet égard. Ce qui suppose au moins, pour que les exigences complexes de la loi relative aux licenciements collectifs soient — très approximativement — respectées, que l'employeur ait pu se faire une idée précise des réactions que suscitera la décision en question : les textes lui imposent, en effet, de fournir au comité toute une série de données sur les licenciements envisagés...

Il est clair que, dans bien des cas, cette consultation en amont ne sera pas possible. Au demeurant, dans le brouillard des années, on relève des décisions de la Cour de cassation qui admettent (Cass. Soc. 4 octobre 1979) ou suggèrent (Cass. Soc. 9 juin 1988) que, au cas de refus des intéressés, la balle revient bien dans le camp de l'employeur. C'est donc à lui qu'il incomberait de rompre les liens contractuels en procédant à de véritables licenciements : autre problème... dans lequel on conçoit alors plus aisément que la procédure de consultation du comité sur les licenciements collectifs puisse prendre place entre le refus des récalcitrants et des licenciements non encore effectués. Tout rentrerait dans l'ordre ? Plus ou moins... car de toute façon, tels qu'il sont conçus et rédigés, les textes relatifs aux licenciements collectifs sont loin d'être parfaitement adaptés aux problèmes très originaux soulevés par les ruptures consécutives à des modifications substantielles des contrats décidées par l'employeur.

Ce qui est particulièrement fâcheux dans tout cela, c'est que, pour la solution de difficultés aussi épineuses, et pourtant quotidiennes, on doive s'en remettre entièrement, faute de toute indication légale, à la jurisprudence : jurisprudence tâtonnante qui, on l'a vu, peut varier du jour au lendemain sur des points-clés. Il serait temps que le législateur arrête quelques principes fermes en l'absence desquels il n'est aucune sécurité juridique pour personne.

Dirait-il simplement que l'employeur ne peut modifier les contrats de travail de façon substantielle sans l'accord exprès des intéressés, cette clarification minimale constituerait déjà un progrès... substantiel.

* Professeur à l'université Paris-II.

SIEMENS

Information destinée aux actionnaires de Siemens

Evolution toujours favorable des affaires

L'évolution positive des mois précédents s'est poursuivie durant le premier semestre de l'exercice actuel (du 1^{er} octobre 1988 au 31 mars 1989). Face à une croissance toujours soutenue des marchés internationaux, la relance en

R.F.A. s'est confirmée. Durant la même période de l'exercice passé, l'activité en Allemagne fédérale avait encore pâti de la faiblesse conjoncturelle.

Commandes enregistrées

Le Groupe Siemens, c'est-à-dire Siemens AG et les filiales consolidées en R.F.A. et dans le monde, a enregistré durant la période considérée un montant de commandes nouvelles de 107,8 contre 93,1 milliards de francs précédemment, soit une croissance de 16% par rapport au premier semestre de l'exercice écoulé. Les affaires internationales ont progressé de 11% pour s'établir à 60,0 milliards de francs (54,0 l'an passé). L'essor des commandes nouvelles a été particulièrement marqué en R.F.A., contrastant avec la faiblesse conjoncturelle de l'année précédente : un bond de 22% les fait passer de 39,1 à 47,8 milliards de francs. Les ordres reçus par la division Télécommunications et

Systèmes de sécurité ainsi que par le secteur Semiconducteurs ont connu une augmentation supérieure à la moyenne de la profession. Dans l'ensemble, le premier semestre a été placé sous le signe d'une concentration des grands contrats dans le temps ; on assistera à un tassement des taux de croissance durant le reste de l'année.

En milliards de francs	du 1.10.87 au 31.3.88	du 1.10.88 au 31.3.89	Variation
Commandes enregistrées	93,1	107,8	+16%
Marché allemand	39,1	47,8	+22%
Marché étranger	54,0	60,0	+11%

Chiffre d'affaires

En hausse de 11%, le chiffre d'affaires mondial de Siemens est passé de 80,0 à 89,0 milliards de francs. Tandis que les facturations internationales ont progressé de 17% (de 43,9 à 51,3 milliards de francs), le C.A. en Allemagne fédérale a affiché une croissance de 4% (de 36,1 à 37,7 milliards de francs). L'évolution de l'activité internationale résulte en partie de la première consolidation de Siemens-Bendix Automotive Electronics. Le chiffre d'affaires du secteur Semiconducteurs, qui dépasse 3 milliards de francs, a fait un bond de près de 60%. L'augmentation des facturations de la division KWU est principalement due à la prise en

compte de la centrale nucléaire de Trillo 1 en Espagne. Alors que deux grandes centrales allemandes avaient été facturées au second semestre 1987/88, le chiffre d'affaires global de l'exercice 1988/89 n'enregistrera qu'une faible hausse puisque, durant cette période, une seule centrale allemande figurera dans le C.A.

En milliards de francs	du 1.10.87 au 31.3.88	du 1.10.88 au 31.3.89	Variation
Chiffre d'affaires	80,0	89,0	+11%
Marché allemand	36,1	37,7	+4%
Marché étranger	43,9	51,3	+17%

Personnel

Fin mars 1989, Siemens employait à l'échelle mondiale 363 000 salariés, soit 10 000 de plus qu'à la fin de l'exercice précédent (30 septembre 1988). La progression en R.F.A. comme dans le monde est le fait d'acquisitions aussi bien que d'embauches motivées par la croissance de commandes dans différents secteurs. En hausse de 7%, les frais de personnel sont passés de 38,8 à 41,7 milliards de francs.

	30.9.88	31.3.89	Variation
Personnel en milliers	353	363	+3%
Allemagne	223	227	+2%
Etranger	130	136	+5%

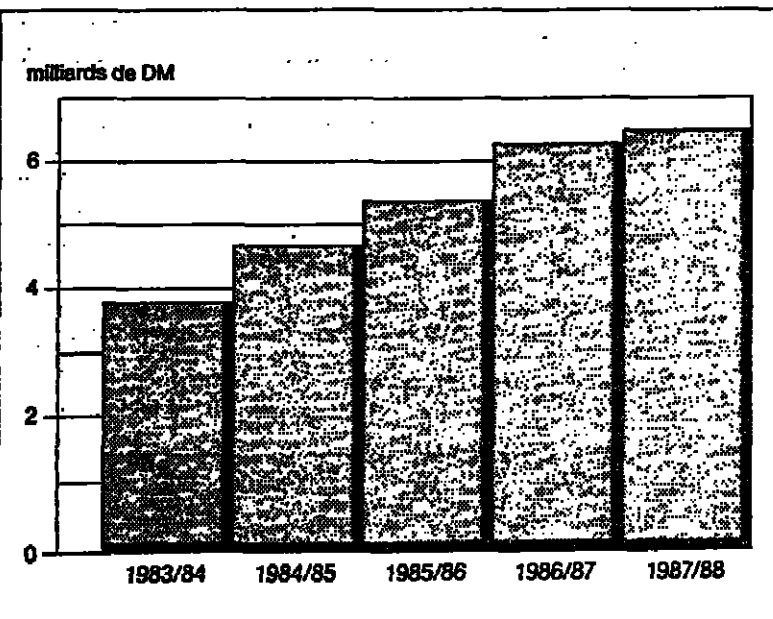
En milliards de francs	du 1.10.87 au 31.3.88	du 1.10.88 au 31.3.89	Variation
Frais de personnel	38,8	41,7	+7%

Investissements Bénéfice net

En mars, Siemens est devenu actionnaire majoritaire de la société française IN2 S.A., Plaisir, près de Paris, spécialisée dans la mini-informatique de gestion. En hausse de 19%, le volume des investissements est passé de 6,6 à 7,8 milliards de francs. Le bénéfice net a progressé de 2,0 à 2,2 milliards de francs, soit une augmentation de 8%.

En milliards de francs	du 1.10.87 au 31.3.88	du 1.10.88 au 31.3.89	Variation
Investissements	6,6	7,8	+19%
Bénéfice net	2,0	2,2	+8%

Les valeurs sont converties selon le cours moyen coté à la Bourse de Francfort le 31.3.1989: 100 FF = 29,600 DM.



La recherche et le développement favorisent la future croissance

La construction électrique et électronique, le secteur d'activité de Siemens, est un marché de croissance et le restera. Cette croissance est impulsée par une foule de nouveautés techniques qui se succèdent toujours plus rapidement. L'accélération du rythme d'innovation provoque une augmentation des frais de développement à chaque génération de produits nouveaux. Dans ce contexte, il faut beaucoup investir dans la R&D pour pouvoir subsister et progresser. En consacrant à ce secteur 6,5 milliards de DM durant l'exercice 1987/88, Siemens est l'entreprise qui a le budget de recherche et développement le plus important d'Europe. Près de 96% de cette somme sont autofinancées, la subvention de l'Etat atteignant seulement 4%.

Siemens AG

En France :
Siemens Société Anonyme

Enquête

Gel des terres, abandon de l'espace rural,

La friche : une chance

La campagne française est-elle en train de retourner à la brousse ? A entendre les agriculteurs, la friche serait la fièvre de nos terroirs et la honte de notre temps. Certains écologistes eux-mêmes jugent la déprise agricole néfaste, voire scandaleuse. Mais, au fait, les surfaces abandonnées progressent-elles vraiment ? Sur la réalité du phénomène comme sur ses conséquences — calamité, électrochoc salutaire ou providence — la polémique s'engage.

LES rapports officiels s'entendent, les colloques se succèdent, les magazines tirent en gras des ouvrages surgissent à la vitrine des librairies (1). Thème commun : la friche. A lui seul le mot sonne comme un tocsin. Il est généralement suivi d'un cortège de termes qui font lever des images encore plus terribles : *déprise agricole, gel des terres, abandon de l'espace rural, désert français...* On parle de millions d'hectares envahis par la ronce et la saugerie. L'alarme en tout cas est sonnée. Douce France, ta campagne foute le camp.

Montons au front, là où l'offensive de la friche est la plus intense et donc la plus inquiétante. En ce gros pays d'Alsace où, dit-on, il suffirait naguère à un paysan normand de regarder fleurir les pommiers et pousser l'herbe pour faire fortune. Livarot, Camembert, Pont-l'Évêque, la trilogie fromagère a porté sa renommée à travers le monde. Eh bien, 300 000 hectares de ces fameux herbages seraient menacés d'abandon. La situation a semblé si préoccupante que l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) y a installé un commando d'enquêteurs. Mais même guidé par ces limiers, il faut plusieurs heures de patrouille automobile pour apercevoir enfin au revers d'un coteau la lèvre sombre du roncier dévorant un herbage, dont les hautes herbes jaunes dénoient la déprise. Et il faut avoir l'œil averti pour déceler dans les vallons humides, les jons de mauves angars, ou, dans les prés mieux exposés, les renouées et les marguerites annonciatrices du déclin.

La friche est si sournoise qu'une mission d'agronomes parisiens venue tout exprès pour l'observer a failli se retourner bredouille, il y a quelques mois. En revanche, ces messieurs ont vu de superbes exploitations, récemment reprises, nettoyées et tournant à plein régime grâce aux « spéculations » de toujours : lait, viande et cidre.

Mais où sont donc ces friches d'où viendrait tout le mal ? Veut-on parler des landes bretonnes, des taillis de chênes du Lot, de la garrigue provençale, du maquis corse ? Ces terroirs-là, qui totalisent environ 5 millions d'hectares (moins de 10 % du territoire) ont cessé d'être cultivés depuis belle lurette et font partie du paysage.

Mieux, selon une enquête menée pour le compte de la DATAR par le chercheur Yves Luginbuhl, les terrains en friche auraient globalement régressé en France au cours de ces dernières années ; à peu près au même rythme que les terres cultivées. Les uns et les autres se sont mus en lotissements, en autoroutes, en forêts et en zones industrielles. Les voilà, les véritables dévoreurs de la terre de France.

Mais attention : ce qui est vrai ici ne l'est plus dans le canton voisin. La diversité de nos terroirs joue des tours aux experts en chambre qui pratiquent la macro-économie. Ainsi les statistiques placent le Limousin dans les régions où la friche reculerait. Mais l'analyse minutieuse des images du plateau de Millevaches, prises par les satellites américains, révèle qu'en neuf ans (1975-1984) landes et broussailles ont dévoré plus de 10 000 hectares de labours et de prairies. Même dans les secteurs où elle progresse (Normandie, Bretagne, Corse, Auvergne), la friche n'a pourtant rien d'une marée verte. C'est un mitage du territoire, difficilement perceptible, toujours transitoire, une mutation lente qui confirme que la campagne française n'a jamais été, n'est pas et ne sera pas immuable.

Pas dramatique, mais insupportable

La récente inquiétude des experts a pourtant ses raisons. Ils constatent que plus de cinq cent mille fermes ont disparu en vingt ans, que chez les agriculteurs qui s'accrochent la pyramide des âges s'annonce rien de bon, que les revenus agricoles fondent, que la terre, qui a perdu 46 % de sa valeur en dix ans, est aujourd'hui, après l'or, le plus mauvais des placements.

Bref, tous calculs faits, ils estiment que, dans les dix ans à venir, de 2 à 4 millions d'hectares (6 à 12 % du territoire cultivé) ne trouveront plus d'utilisation agricole. Et comme l'imaginaire fait défaut, on parle de friche, puis, de fil en aiguille, d'effondrement de l'agriculture, d'abandon des hameaux isolés, d'appauvrissement de ces communes rurales, qui ont déjà tant de peine à joindre les deux bouts, etc.

Il est vrai qu'à s'en tenir aux seuls chiffres certains terroirs paraissent mal partis. Calculette en main, M. François Solignac-Lecomte, directeur de la chambre d'agriculture de Normandie, émet de sombres pronostics : « Les quotas laitiers qui nous sont attribués par la Communauté européenne et l'amélioration des rendements, dit-il, imposent à notre région une diminution massive du troupeau de vaches laitières et corrélativement des herbages nécessaires. Dans les dix ans qui viennent, 300 000 hectares vont être disponibles en

Normandie pour d'autres usages. Pénalisés par son relief, ses sols lourds et des impôts fonciers exagérés, c'est le pays d'Alsace qui va être le premier. Mathématiquement tout laisse prévoir ici une extension des friches. »

Si le mot fait peur, c'est donc qu'il annonce la mise en cause de séculaires équilibres. Il laisse augurer des réadaptations douloureuses, à coups d'imaginaire, de capitaux et de travail. Personne n'aime souffrir.

Car en soi la friche n'a rien de dramatique. Économiquement, elle est sans effet. L'abandon spontané des cultures ou le gel des terres subventionnées par les services agricoles, en application de la politique européenne, n'engendrent aucune baisse de production. Ils sont compensés et au-delà par la hausse des rendements sur les terres les plus productives. Socialement, il n'est nullement démontré que l'éparpillement de la population rurale soit le meilleur parti. Le regroupement dans les bourgs convenablement pourvus de commerces et d'équipements publics assure aux familles campagnardes une meilleure qualité de vie que l'écolement. Écologiquement parlant, la friche, quand elle reste ponctuelle, diminue la pollution des sols et des eaux. Elle permet la diversification des espèces végétales et animales. Elle ne devient préjudiciable que lorsqu'elle couvre de vastes espaces de broussailles uniformes, impenétrables et inflammables comme dans le Midi méditerranéen.

Si pourtant la friche éveille autant de crainte et d'antipathie c'est qu'elle est psychologiquement insupportable. Pour les cultivateurs, elle représente un échec. Ils ne considèrent la terre que comme un gisement de denrées alimentaires. Leur fierté c'est de l'exploiter intelligemment pour nourrir leurs concitoyens. Tout autre usage leur paraît une démission, entraînant la perte de leur statut social.

Pour la plupart des citadins, la friche est un milieu incompréhensible, inféquentable et hostile. Accoutumés aux espaces verts ou aux paysages jardinés, cette nature-là les effraie. Il est vrai que chaque été, quelques faits divers semblent justifier ce sentiment d'insécurité. Les incendies qui courent dans les garrigues et les forêts du Midi font des victimes. L'aventure tragique de Pauline Lafont, retrouvée morte l'été dernier, trois mois après sa disparition, montre qu'il y a parfois péril à se promener seul dans une campagne revenue à l'état sauvage. Mais soyons sérieux : on court dix mille fois plus de risques à rouler sur une route qu'à randonner dans le maquis.

A y bien regarder, la friche n'est donc qu'un épouvantail. Au lieu de jouer à se faire peur, mieux vaudrait voir les choses en face. Observons d'abord que, grâce technique aidant, l'agriculture a de moins en moins besoin

de terres pour remplir son rôle nourricier et même exportateur. Déjà 43 % du territoire national sont utilisés à d'autres usages que la production alimentaire. Ils servent à produire du bois, à habiter, à travailler dans des bureaux ou des usines, à circuler, à se distraire, à conserver de précieux écosystèmes, etc. Même si nos agriculteurs cessent d'exploiter quelques millions d'hectares supplémentaires, cela ne bouleversera aucun des grands équilibres du pays.

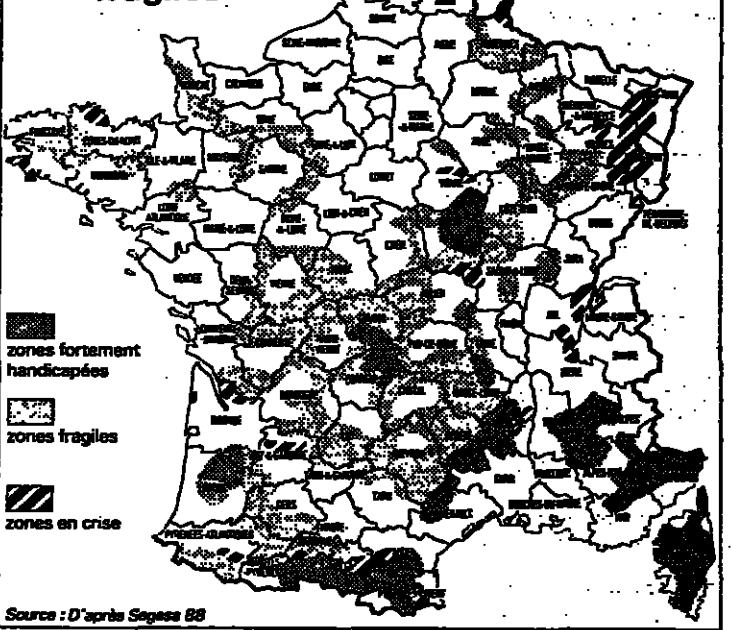
Des pionniers venus de l'étranger

Is ne sont pas rares ceux qui pensent que ce serait au contraire une anabase. Situé au centre d'une Europe surpeuplée, baignée

de conseils régionaux comme celui du Limousin et de la Franche-Comté votent même des crédits pour favoriser l'accueil des exploitants étrangers.

Cet exemple de mobilité professionnelle pourrait donner des idées à nos propres cultivateurs. Déjà, au début de ce siècle, des centaines de familles bretonnes à l'étranger dans leur bocage avaient émigré vers le Sud-Ouest et repris avec succès des fermes en déshérence. Il y a vingt ans, seulement les colons pieds-noirs ont montré que bien des domaines du Midi réputés peu rentables pouvaient redevenir compétitifs pour peu qu'on retroussât ses manches. Aujourd'hui même en pays d'Alsace, on peut rencontrer de jeunes audacieux, non issus du monde agricole et venus de régions voisines, qui ne cèdent pas

Les zones rurales fragiles



Source : D'après Ségues 88

par quatre mers, bénéficiant du climat que l'on sait et offrant des terroirs d'une infinie variété, notre espace rural représente un formidable capital à exploiter, une nouvelle frontière. « La France a une immense avenir européen », affirme M. Pim de Roos, spécialiste d'aménagement rural. Ce quadragénaire néerlandais établi en Limousin avec sa famille depuis 1976 conseille les jeunes agriculteurs étrangers qui, faute de trouver des terres chez eux, viennent tenter l'aventure dans l'Hexagone. Néerlandais, Belges, Allemands, Britanniques, il connaît plus d'un millier de ces pionniers qui ont réussi, certains en reprenant de vastes exploitations, à l'abandon depuis des années, et en y pratiquant à peu de frais une agriculture biologique extensive dont ils vendent les produits sous label et fort cher dans leur pays d'origine. Il fallait y penser... « Au début les réactions locales étaient plutôt négatives, explique-t-il, mais à présent tout le monde admet que cet apport de sang nouveau est béné-

laire au monde à la déprime générale. Michel Lefort, par exemple, a racheté, voici quelques années, non loin de Livarot, une propriété que menaçait la friche. Ce garçon de trente-cinq ans, a drainé les sols trop humides, régné les herbages, installé un cheptel sélectionné, et retissé les pommiers. Aujourd'hui, sanglé dans une salopette verte, trépidant de projets, il ouvre volontiers son livre de comptes et accepte d'être imposé par le fisc au bénéfice réel. Un entrepreneur en plein essor dans un terroir dont les augures prédisent le déclin.

Le dynamisme qui s'exprime ici, à travers des « spéculations » tout à fait traditionnelles, pourrait s'exercer dans bien d'autres domaines. Dans son livre *La France en friche*, Eric Fottorino dresse une liste étonnante : celle des végétaux et des animaux que la France est obligée d'importer faute d'en produire en suffisance. La graine de la fameuse moutarde de Dijon, les haricots de l'illustre cassoulet toulousain, les raisins secs, le soja, le tabac, les

plantes d'agrément, les fleurs, les porcs, les moutons et les chevaux auraient donc encore de beaux jours chez nous. Les productions les plus classiques comme le lait et la betterave n'ont pas dit non plus leur dernier mot. Non pour la consommation humaine ou animale mais directement comme matières premières pour l'industrie chimique, plastique et pharmaceutique. Il s'agit ici de fournir des milliards de molécules de lipides, glucides et protéides, autrement dit de pratiquer la moléculture.

C'est un peu dans le même esprit que certains propriétaires normands se lancent actuellement dans la ligniculture. Un exemple : à Gavrus, Calvados, on peut visiter déjà d'impressionnantes alignements de peupliers plantés serrés, hauts de 8 mètres, et dont le tronc a la grosseur d'un bras musclé. Ces arbres prodiges n'ont que quatre ans. Dès 1992, ils seront abattus, réduits en copeaux et brulés dans la chaudière d'une collectivité, à moins qu'ils ne partent vers la papeterie. Ils ont pris la place de méchantes pâtures à l'abandon. De semblables taillis à la croissance rapide financés par divers organismes publics locaux vont valoriser bientôt des dizaines d'hectares de friches en Pays d'Alsace.

Bien entendu, la forêt classique reste l'une des solutions de rechange naturelles de la future déprise agricole. Elle s'étend déjà à raison de 20 000 hectares par an, reconstituant ainsi, à petits pas, l'immense et antique futaie qui couvrait la Gaule. Cette reconquête pourrait s'accroître. Un placement à long terme qui ne devrait pas décevoir alors que le reste de la planète devient chauve.

Vers des stations de campagne

Comment ne pas penser aussi à d'autres investissements d'avenir, comme le développement des activités de loisirs ? Dans la Communauté européenne, l'espace rural français est, à cet égard, le mieux situé et le plus richement doté. Gilbert Trigano, président du Club Méditerranée, préconise la création de stations de campagne, et des stations de sports d'hiver. Déjà, il place ses pions dans la Corrèze, le Périgord, la Bourgogne, et la Normandie. L'idée est d'utiliser des terres où l'agriculture labeur prise pour y aménager, autour d'un complexe d'accueil (hôtels, gîtes, caravanning et campings), ces espaces de jeux dont les citadins sont tant privés : parcs de remise en forme, tennis, golf, pistes cavalières, itinéraires de vélo tout terrain, jardins botaniques, parcs animaliers, plans d'eau, parcs de pêche, terrains de trial et de 4 x 4, ball-trap, classes, etc. Toutes ces pratiques

(1) *La France en friche*, d'Eric Fottorino, 1989, 210 pages, 90 francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SNCF
EMPRUNTS MAI 1989

3 milliards de francs en 3 tranches - obligations de 5.000 F.

Emprunt 8,80 % assimilable le 2 février 1990 à l'emprunt 8,80 % mars 1987.

Montant : 1,5 milliard de francs.

Durée : 10 ans et 242 jours.

Prix d'émission : 99,40 %, soit 4.970 F par obligation.

Jouissance et règlement : 5 juin 1989.

Intérêt annuel : 8,80 %, soit 440 F, payable le 2 février de chaque année.

Le premier terme d'intérêt venant à échéance le 2 février 1990 est fixé à 292 F.

Taux de rendement actuariel : au 5 juin 1989 : 8,91 %.

Amortissement normal : en trois tranches sensiblement égales, chacune des années 1989 à 2000 ; - soit par remboursement au pair ; - soit par rachats en bourse.

Emprunts à taux variable "TME" à bons de souscription.

Montant : 1 milliard de francs.

Durée : 12 ans.

Prix d'émission : 100,02 %, soit 5.001 F par obligation.

Jouissance et règlement : 5 juin 1989.

Intérêt annuel : payable le 5 juin de chaque année et égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'État à long terme (TME) établis par la Caisse des Dépôts et Consignations, diminuée d'une marge de 0,75 %.

Marge actuarielle : au 5 juin 1989 : TME-0,75 %, calculée sur la base d'un TME constant de 8,88 %.

Amortissement normal : au pair, en totalité le 5 juin 2001.

Bons de souscription : les bons attachés à chaque obligation permettent de souscrire à une obligation assimilable à celles de l'emprunt 8,80 % mars 1987, procurant un taux de rendement de 8,61 %.

Période de souscription : du 20 novembre au 2 décembre 1989 inclus.

Pour information, à ces deux emprunts publics vient s'ajouter un emprunt à taux variable TME d'un montant de 500 millions de francs, d'ores et déjà entièrement souscrit.

Une note d'information (visa COB n° 89-181 en date du 16 mai 1989) est tenue à la disposition du public, sans frais, sur demande. Balu du 22 mai 1989.

Souscrivez, dans les banques, les Sociétés de Bourse, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste, les Caisses d'Épargne, les Caisses de Crédit Agricole Mutuel.

SNCF - Direction Financière - 17, rue de Londres - 75008 Paris.

Vu du ciel

Il n'existe pas de statistique vraiment crédible sur l'étendue et l'évolution des friches en France. Pour tenter d'obtenir une indication précise, le secrétariat d'État à l'environnement a eu l'idée d'exploiter les informations recueillies par les satellites Landsat MSS et Landsat TM, lancés par la NASA en 1972 et 1982, et Spot 1, lancé par le CNES en 1986, qui possèdent des capteurs mesurant l'intensité des ondes électromagnétiques émises par la végétation. Il est ainsi possible de dessiner des cartes en couleurs, où l'on distingue les cultures, les jachères, les terrains bâtis, etc. Deux zones de 300 000 hectares chacune ont été choisies comme secteurs d'étude : l'une couvre le plateau de Millevaches, l'autre la partie nord du parc des Cévennes.

Les images de la première zone fournies par les satellites, à neuf ans d'intervalle (1975 et 1984), montrent que les terres labourées, les végétaux cultivés et les herbages s'étendent à raison de 1 300 hectares par an devant les friches et les broussailles. Les forêts et les zones urbanisées ne progressent que très modestement. Pour les Cévennes, les résultats seront connus cet été.

M. A. R.

Enquête

désertification du territoire pour la France

Un gulf de dix-huit trous, par exemple, occupe 50 hectares et cinq personnes. Même sans voter dans la golfomanie, on peut prévoir que plusieurs centaines de ces « greens » s'ouvriront dans les années à venir.

Comme solution de remplacement, on comme suppléant aux spéculations agricoles, la chasse a, depuis longtemps, fait chez nous la preuve de son utilité. Que l'on songe aux terres pauvres de la Sologne valorisées dès le début du siècle par l'exploitation du gibier. L'Empire, avec ses vastes propriétés de la Manche, où cohabitait céréales et perdreaux, la Hongrie où voisinent kolchozes à blé et domaines cynégétiques, donne aussi l'exemple. « La France serait le plus beau pays d'Europe pour en faire autant, plaide Jean Servat, directeur de l'Office national de la chasse. La

déprise agricole est l'occasion d'y songer enfin sérieusement. »

Même son de cloche à l'Union des fédérations départementales des chasseurs qui, par ailleurs, achète depuis peu les friches et les marais qui passent à sa portée : 1 200 hectares ont déjà été récupérés et rendus à la faune sauvage. « Jusqu'à présent, reconnaît Jean Servat, la campagne française a été soumise soit à l'exploitation agricole intensive, soit à une cueillette désordonnée. Il faut imaginer une nouvelle économie rurale qui fasse sa place à une gestion rationnelle du capital naturel par la tourisme, la chasse et la pêche. »

La déprise agricole peut encore être l'occasion de relancer une politique de protection de la nature qui, manifestement, s'essouffie. En additionnant les parcs nationaux, les réserves du Conservatoire du littoral et les réserves naturelles, la France n'est parvenue à protéger que

447 000 hectares, soit 0,86 % de son territoire. Elle est la lanterne rouge de l'Europe.

Si vraiment dans telle ou telle région, les agriculteurs renouent, pourquoi ne pas élargir les parcs nationaux vers ces vallées qu'on leur a jadis rendues, ou placer en réserve certaines portions des parcs régionaux ? Laissez d'attendre, les associations ont pris le devant. Elles ont créé une douzaine de conservatoires régionaux des espaces naturels qui, par achat ou location, mettent à l'abri et gèrent les terres non utilisées. Bien que de création récente, ces conservatoires ont récupéré 3 000 hectares de grande valeur biologique, et ils ambitionnent d'en contrôler 150 000 d'ici à la fin du siècle. Un bel exemple de dynamisme décentralisé se substituant à une administration centrale, paralysée par la timidité politique, la précarité budgétaire et le manque d'imagination.

Les solutions au problème de l'abandon présumé des terres sont donc multiples. Elles constituent une riche panoplie dans laquelle on puisera ici ou là en fonction des circonstances et des situations locales. Mais toutes font appel à l'innovation. En ce sens, le spectre de la friche est un électrochoc salutaire. Il attire l'attention sur le monde rural, peut mobiliser les énergies et débarrasser les esprits. Ce pourrait être une sorte de Larzac à l'échelle hexagonale. Comme le dit Pierre Lacombe, sénateur de la Charente et député européen : « L'aménagement de l'espace rural ne doit plus être le sous-produit de la politique agricole mais un objectif en lui-même, appelant une révolution des mentalités et des politiques. »

MARC AMBROISE-RENDU.

Utilisation du territoire métropolitain
(En milliers d'hectares)

CATÉGORIES DE TERRITOIRE	1975	1988	ÉVOLUTION EN MOYENNE ANNUELLE
Surfaces bâties, routes et canalisations ...	2 126	3 215	+ 5,9 %
Parcs et jardins	650	990	+ 15,7 %
Surfaces agricoles (Labours, herbagages, vignes)	32 358	31 210	- 3,5 %
Herbes, prairies et forêts	14 576	14 650	+ 0,2 %
Eaux (lacs, rivières, mares)	1 850	2 185	+ 15,3 %
Dunes et landes maritimes	3 359	2 839	- 15,5 %
Friches, landes, marais, garrigues, terres vagues et boueuses	54 919	54 919	-
TOTAL	54 919	54 919	-

SOURCE : enquête : utilisation du territoire SCRS ministère de l'Agriculture.

Les agriculteurs refusent d'abdiquer

L'ANCÉ il y a tout juste un an, en avril 1988, pour faire pièce aux excédents céréaliers de la CEE, le programme européen de gel des terres a fait chou blanc sur le sol français. Au cours de la saison écoulée, l'Hexagone a seulement gelé 900 hectares dans le cadre de ce nouveau programme, quand 170 000 hectares étaient exclus de l'activité agricole en RFA, et 60 000 au Royaume-Uni. Les organisations professionnelles françaises reconnaissent que l'agriculture tricolore est la plus mauvaise élève de l'Europe et figure comme le principal responsable du dépassement (de 2,5 millions de tonnes) de l'objectif maximal de production céréalière dans la Communauté. De l'avis des syndicats agricoles, les pouvoirs publics français, qui s'attendaient au gel de 400 000 hectares, n'ont fait aucun effort pour inciter les exploitants à adhérer au programme de Bruxelles. La prime offerte — comprise entre 1 600 F et 2 400 F l'hectare — a le plus souvent été jugée insuffisante. Fins calculateurs, les paysans ont préféré produire davantage, quitte à accumuler la baisse des prix, plutôt que de laisser leurs terres au repos, « au chômage », comme ils le disent parfois.

Certes, le gel préconisé par les experts bruxellois diffère de la friche. Une surface gelée doit être entretenue pour pouvoir, dans les plus brefs délais, être remise en état de produire. La friche, à l'inverse, est synonyme d'abandon, d'abandon même, face aux ronces et aux serpents, à la nature qui reprend le dessus. Mais, de la jachère à la friche, il n'y a qu'un pas, celui du paysan. Lorsque celui-ci disparaît, il y a fort à parier qu'un no mand's land s'étendra. La société s'empresse de le constater, dans les zones les mieux situées, d'y installer ses golfes, ses Disneyland ou ses lotissements. A moins qu'elle utilise cet espace désqualifié pour y cacher ses décharges d'ordures ménagères ou de déchets nucléaires...

Antant de perspectives qui, pour les neuf cent mille et quelques exploitants agricoles encore en activité, sont un crève-cœur. Le gel des terres est à leurs yeux le premier pas vers le tombeau, un renoncement de leur identité qui s'est cristallisé au fil des générations dans un seul acte noble : la production de biens alimentaires. « Nous voulons nourrir le monde », disent les paysans. Mais leur message sonne creux dans

nos sociétés repues, où chaque ménage consacre à son alimentation moins de 20 % de son budget. La voiture coûte plus cher que la nourriture, et le Français n'a plus la reconnaissance du ventre.

Pour justifier son hostilité radicale au gel des terres et à la friche qu'il annonce, le monde agricole n'hésite pas à avancer un argument massue : pourquoi nous empêcher de produire alors que tant d'hommes, ailleurs, sont sous-alimentés. Mais les famines ont trop souvent sévi, en Éthiopie et au Soudan, pendant que les stocks céréaliers occidentaux coulaient sous les surplus. Comment croire que produire au Nord implique nécessairement que l'on mangera à sa faim au Sud ?

Des idées neuves

En réalité, les agriculteurs français ne devraient pas craindre d'avancer des raisons purement hexagonales pour justifier leur volonté de rester attachés à une terre qui produit. La France s'est habituée à des paysages humanisés, travaillés par la main de l'homme, cultivés. Il est certain que 500 000, voire 350 000 agriculteurs très performants pourraient à eux seuls nourrir le pays et contribuer à dégrader des excédents agro-alimentaires conséquents. Mais, en aucun cas, cette agriculture de haut rendement, tenue par une population d'exploitants squelettique, ne pourrait assurer le peuplement harmonieux du territoire. La France, à l'inverse des États-Unis et de leurs espaces vierges ancestraux, a toujours été un État peuplé. Le gel des terres et la friche sont une avancée du désert, que précipitent souvent le départ à la retraite des agriculteurs âgés ou la fuite vers les villes de leurs enfants, découragés par un métier qui n'offre que baisses de prix et limitation des productions, chutes de revenus, endettements et quotas laitiers.

Dans ces conditions, l'homme de la terre a un argument de poids à opposer à la société, qui accepte sa disparition comme une fatalité. 80 % des habitants du monde rural sont à présent des non-agriculteurs. On y trouve des employés, des ouvriers, des entrepreneurs. Les exploitants agricoles ne comptent plus dans les campagnes que pour 20 % des effectifs, mais ils occupent l'essentiel de l'espace, le rendant accueillant, vivant et vivable.

L'observation se vérifie chaque jour : lorsqu'ils partent, ils sonnent le glas des services (postes, Crédit agricole, écoles). Les campagnes deviennent irréversibles par excès inverse : on n'y trouve plus âme qui vive.

Pour sortir de ce compte à rebours qui mène à la friche, les organisations agricoles tentent de cultiver les idées neuves. L'essentiel de leur réflexion porte sur le lancement de productions nouvelles pour l'industrie non alimentaire : le blé et la betterave pour l'éthanol (carburant à base d'alcool), les herbes destinées à l'industrie pharmaceutique et homéopathique, la promotion de l'agriculture biologique, le développement des plantations de petits fruits rouges pour les confitures, dont la France est fortement déficitaire.

Mais aucun pas décisif ne sera, semble-t-il, accompli tant que l'agriculture n'aura pas ajouté à son arc la corde, la fibre même, des prestations de service : le tourisme à la ferme, mais pas seulement. L'agriculture de service, rémunérée comme telle, passe par un nouveau contrat entre paysans et citoyens ou ruraux non agriculteurs avec la nature, que notre société considère depuis trop longtemps comme un dû. La nature, on le mesure aujourd'hui, a un coût économique, celui que la société doit payer quand elle se dégrade. Pour éviter aux campagnes une évolution accélérée vers la friche, les agriculteurs souhaitent continuer à produire. Ils hésitent à devenir de véritables jardiniers de l'espace, que la société paierait pour l'entretien des chemins, des fossés et des paysages. A eux d'accomplir une révolution culturelle pour se convaincre qu'il n'est pas de paysage sans paysan. Combien de petites communes de trois cents âmes, en France, n'ont pas les moyens de se « payer » un cantonnier ? L'idée fait son chemin de louer quelques dizaines d'heures aux agriculteurs du cru qui, avec leur matériel, assurent ce service de voirie, moyennant un complément de revenu. Une façon pour le paysan de rester à la terre ; une façon aussi pour un village de conserver ses attraits. Le monde rural fourmille ainsi de services non rendus (transports, déneigements des routes). Le paysan sera-t-il le lynx du siècle prochain qu'il faudra réintroduire dans les campagnes pour y rétablir un équilibre ? L'avancée de la friche agricole est pour beaucoup le fruit d'une friche des idées...

ÉRIC FOTTORINO.

Des écolos méfiants

La friche ne fait pas l'unanimité chez les écologistes. « C'est une friche naturelle », observe Antoine Reille, président d'honneur de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) et administrateur du Fonds mondial pour la nature en France (WWF-France). L'ornithologue a ses raisons : « Il ne faut pas se précipiter à réhabiliter les friches naturelles. Elles ne nichent dans l'herbe haute. En montagne, le législateur ne peut pas nier dans l'herbe montée en graine. Quant aux outardes de la Crau, elles se maintiennent parce qu'il y a encore des moutons pour brouter. » Les oiseaux ont donc besoin, pour occuper un site, de la dent des herbivores — forcément d'élevage depuis que corfs et chemins ont pris le maquis — ou de la faucille. De même dans les marais et les zones humides. Que ce soit la Brenne (Indre), le marais Vernier (Seine-Maritime) ou les pelouses vosgiennes, il a fallu introduire des animaux ruminants pour conserver la flore et la faune « naturelles ».

Pour Philippe Dubois, également ornithologue à la LPO, « la déprise agricole ne peut être que bénéfique, au moins dans un premier temps ». Dans l'île d'Ouessant, par exemple, où 60 % du territoire est retourné à la friche, l'abandon des ronces, des fougères et des ajoncs a attiré une foule d'oiseaux inconnus des insulaires il y a trente ans. On y aperçoit la linotte, le traquet pêcheur, le chardonneret, le pouliller véloce, la fauvette pitchou. Seuls des oiseaux comme le bruant jaune ou le bruant proyer, très liés aux cultures, ont cherché asile ailleurs. Le solde est donc largement positif.

On retrouve le même intérêt pour la friche chez François Terrasson, maître de conférences au

Muséum d'histoire naturelle et autour du récent essai *Le Paur de la nature* (1). « La friche n'est pas un drame pour la nature, au contraire, affirme ce chercheur par ailleurs amoureux des terroirs et des traditions paysannes. Quand elle remplace une monoculture, c'est bénéfique. Mais il n'y a pas de loi générale. Tout dépend quel milieu la friche remplace. Si elle se substitue à une terre soigneusement cultivée et entretenue, ça peut être une perte. » François Terrasson, fin observateur de la nature, se garde d'affirmations péremptoires. « On dit que les terres abandonnées sont aussitôt livrées à la ronce ou à la fougère. Et alors ? Les ronces sont de véritables parades pour les insectes et les oiseaux. Quant aux champs de fougères, ils abritent quantité de reptiles, de mollusques et d'insectes. De toute façon, la « monoculture » des fougères ne dure que quatre ou cinq ans. » Après quoi viennent les épines, comme le prunellier, qui domine au bout de dix à quinze ans ; puis viennent les saules, les frênes et les autres arbres.

« Les friches agricoles existant depuis longtemps sans problèmes écologiques », observe Alain de Swarte, directeur-fondateur de la revue *Combat nature*, qui connaît bien son Périgord.

Ne parlez pas de déprise agricole à Jean-Luc Burgunder, directeur-fondateur de la revue *Écologie*. « Vider les campagnes, c'est lamentable, dit-il. Le résultat, c'est la forêt provençale qui brûle et, chez nous, au nord, les parcs de loisirs et les golfes. Je suis contre la France des golfes. Il faut revenir à une agriculture de qualité qui maintienne le tissu campagnard. » Président du

Groupe laoutre et vice-président de la Société française d'étude et de protection des mammifères, Christian Bouchardy témoigne de ce qu'il voit en Auvergne : « Les inventaires de faune que nous avons faits dans des départements très peu soumis au remembrement (Creuse, Puy-de-Dôme, Corrèze, Cantal) montrent une diminution des espèces dans les zones non cultivées. Quand la déprise est l'occasion d'un remembrement comme sur le plateau de Millevaches, l'appauvrissement est encore plus net : la monoculture de l'épicaire crée un milieu très pauvre en faune. »

Chez les Verts, l'opposition à la friche est un dogme. « L'Europe de 1993 qu'on nous prépare aboutit à la désertification rurale. Nous ne pouvons pas accepter ça », dit Antoine Waecheur, l'ancien candidat à la présidence de la République. Son amour des castors et des tourbières vosgiennes ne l'empêche pas de considérer la friche comme « l'aveu d'un échec ».

René Dumont s'indigne qu'on laisse des terres en friche en Europe au moment précis « où la disette mondiale se profile » (« les stocks de céréales baissent depuis 1984, tournant historique de la politique alimentaire mondiale »). Pour lui, pas de doute : « Il faut que la France mette toutes ses terres en culture pour produire 10 millions de tonnes de céréales de plus. »

Qui disait que les écolos, par définition adeptes du retour à la nature, se réjouissent tous de voir la terre en friche ?

ROGER CANS.

(1) Édition Sang de la Terre, 1988, 192 p., 129 F.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) lance un appel d'offres international pour l'équipement, en mobilier, de ses sept (7) nouvelles agences principales. Les immeubles concernés sont implantés dans les capitales des pays membres de l'UMOA et aux adresses suivantes :

- Cotonou BP 325 - République populaire du Bénin
Tél. : 31-24-66 ; Téléc. : 5211 ; Téléc. : 31-24-65.
- Ouagadougou BP 356 - Burkina Faso
Tél. : 30-60-15 jusqu'à 18 ; Téléc. : 5205 ; Téléc. : 31-01-22
- Abidjan 01 BP 1769 - République de Côte-d'Ivoire
Tél. : 32-04-66 ; Téléc. : 3761-3474 ; Téléc. : 22-28-52
- Bamako BP 206 - République du Mali
Tél. : 22-37-56 ou 22-37-57 ; Téléc. : 2574 ; Téléc. : 22-47-86
- Niamey BP 487 - République du Niger
Tél. : 72-24-91 ou 72-24-82 ; Téléc. : 5218 ; Téléc. : 73-47-43
- Dakar BP 3159 - République du Sénégal
Tél. : 22-13-85 ; Téléc. : 21839 ; Téléc. : 23-57-57
- Lomé BP 120 - République du Togo
Tél. : 21-53-84 ou 21-25-12 ; Téléc. : 5216 ; Téléc. : 21-76-02

1) Consistance des travaux et liste des lots :

Le mobilier à fournir et à mettre en place se répartit en 14 lots :

- Lot 1 Meubles de bureau
- Lot 2 Tables de travail
- Lot 3 Meubles de rangement
- Lot 4 Sièges
- Lot 5 Meubles de vestiaires
- Lot 6 Mobilier d'appartements
- Lot 7 Mobilier d'entreprise
- Lot 8 Mobilier de haut de gamme ou de fabrication spéciale
- Lot 9 Equipements divers (caféteria, salle de réception)
- Lot 10 Accessoires de bureaux et d'appartements (lampes, sous-mains, corbeilles, porte blocs, bacs à courrier, cendriers, etc.)
- Lot 11 Bacs à fleurs
- Lot 12 Mobiliers divers
- Lot 13 Agencement et menuiserie décorative
- Lot 14 Accessoires de sols, de fenêtres et de portes (tapis, rideaux, stores, etc.)

2) Architectes concepteurs des immeubles et décorateurs

- Bénin Afrique Omnitech - BP 03.0183
C/591 - 6, bd Saint-Michel - Cotonou
- Burkina Agence d'architecture, d'Engineering et de Design BP 1321 - Tél. : 33-39-62 - Ouagadougou
- Côte d'Ivoire Cabinet Michel Goly Kouassi et Associés
01 BP 1557 - Abidjan - Tél. : 32-20-41
- Mali A.I.M. - BP 2569 - Tél. : 22-29-83 - Bamako
- Niger Cabinet AUBA - BP 10.035 - Tél. : 73-31-47 Niamey
- Sénégal Cabinet Pierre Goudiaby Atépa
Fann Mermoz - Corniche Ouest
BP 2191 - Tél. : 25-45-26 - Dakar
- Togo Atelier des Travaux d'Architecture et d'Ingénierie
BP 3030 - Tél. : 21-63-71 - Lomé

3) Conditions de participation à l'Appel d'Offres

Les dossiers d'appel d'offres seront disponibles dans toutes les agences principales de la BCEAO aux adresses ci-dessus à partir du 26 juin 1989.

Les sociétés et groupements de sociétés intéressés devront impérativement faire connaître par écrit, et à l'une des agences principales, leur intention de soumissionner entre le 15 mai et le 1^{er} juin 1989, délai de rigueur.

Toute inscription ne sera validée que par le paiement effectif et dans les mêmes délais du prix des dossiers.

Les offres seront remises aux lieux de retrait des dossiers au plus tard le 26 juillet 1989 à 17 heures (heure locale).

Les Sociétés ne peuvent soumissionner que pour un ou pour plusieurs lots entiers.

2-L	9 9/16	9 13/16	9 1/2	9 5/8	9 7/16	9 9/16	9 5/16	9 7/16
1-L	6 1/4	6 5/8	6 11/16	6 13/16	6 7/8	7 1/8	7 1/4	7 3/8
2-M	6 5/8	6 7/8	7 1/2	7 3/4	7 3/4	7 5/16	7 7/8	7 9/16
1-M	8	8 1/2	8 3/4	8 7/8	8 7/8	8 11/16	8 7/8	8 9/16
2-000	7 1/8	7 1/4	7 1/2	7 5/8	7 11/16	7 13/16	7 7/8	7 15/16
1-000	13	14	11 7/8	12 3/4	13 1/4	12 3/4	13 1/2	13 3/4
2-000	12	12 1/4	13 1/16	13 3/16	13 1/8	13 3/8	13 1/2	13 5/8
1-000	8 5/8	8 3/4	8 11/16	8 13/16	8 3/4	8 7/8	8 7/8	8 9/8

Ces cours précèdent sur le marché international des devises.

هكذا من الأهل

Marchés financiers

BOURSE DU 24 MAI

**Cours relevés
à 14 h 51**

[illegible]

Comptant (reflection)

SICAV (collection)

23/5

VALEURS		% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Frainc. incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frainc. incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frainc. incl.	Rachet net
Obligations																								
Ban. 5,00 % 77	124 85	0 034		C.I.C. (Financ. Ind.)	220 90		Leslie	1380		1221		A.A.A.	588 23	973 88			France-Océans	450 08	445 62		Panama-Réunis	173 08		989 70
Ban. 5,00 % 78/82	107 80	0 484		C.I.C. (Financ. Ind.)	107 80		Leslie	142 10		142 10		Actina	238 11	228 57			France	485 84	482 08		Parovir	685 45		690 36
Ban. 5,00 % 79/84	100 81	7 702		C.I.C. (Financ. Ind.)	1140		Leslie	132 10		132 10		Actina-Financ.	327 74	330 74			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
Ban. 5,00 % 80/84	104 85	5 814		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		Actina-Financ.	327 74	330 74			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
Ban. 5,00 % 81/84	104 85	5 814		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		Actina-Financ.	327 74	330 74			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
10 % juin 82	104 72	18 288		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		Actina-Financ.	327 74	330 74			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
14,00 % oct. 83	104 72	7 880		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		Actina-Financ.	327 74	330 74			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
13,40 % oct. 84	104 72	7 880		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		Actina-Financ.	327 74	330 74			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
12,20 % oct. 84	104 72	7 880		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		Actina-Financ.	327 74	330 74			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
11,50 % oct. 84	104 72	7 880		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		Actina-Financ.	327 74	330 74			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
10,20 % oct. 84	104 72	7 880		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		Actina-Financ.	327 74	330 74			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
9,00 % oct. 84	104 72	7 880		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		Actina-Financ.	327 74	330 74			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
8,00 % oct. 84	104 72	7 880		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		Actina-Financ.	327 74	330 74			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
7,00 % oct. 84	104 72	7 880		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		Actina-Financ.	327 74	330 74			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
6,00 % oct. 84	104 72	7 880		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		Actina-Financ.	327 74	330 74			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
5,00 % oct. 84	104 72	7 880		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		Actina-Financ.	327 74	330 74			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
4,00 % oct. 84	104 72	7 880		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		Actina-Financ.	327 74	330 74			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
3,00 % oct. 84	104 72	7 880		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		Actina-Financ.	327 74	330 74			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
2,00 % oct. 84	104 72	7 880		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		Actina-Financ.	327 74	330 74			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
1,00 % oct. 84	104 72	7 880		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		Actina-Financ.	327 74	330 74			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
0,00 % oct. 84	104 72	7 880		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		Actina-Financ.	327 74	330 74			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
Etrangères																								
A.A.A.	588 23	973 88		C.I.C. (Financ. Ind.)	220 90		Leslie	1380		1221		A.A.A.	588 23	973 88			France-Océans	450 08	445 62		Panama-Réunis	173 08		989 70
Actina	238 11	228 57		C.I.C. (Financ. Ind.)	107 80		Leslie	142 10		142 10		Actina	238 11	228 57			France	485 84	482 08		Parovir	685 45		690 36
Actina-Financ.	327 74	330 74		C.I.C. (Financ. Ind.)	1140		Leslie	132 10		132 10		Actina-Financ.	327 74	330 74			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
Actina-Financ.	327 74	330 74		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		Actina-Financ.	327 74	330 74			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10		415 10		A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38			France-Financ.	102 12	101 15		Parovir-Financ.	346 67		345 44
A.G.F. Assurances	1181 71	1133 38		C.I.C. (Financ. Ind.)	1105		Leslie	415 10																

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3 Le soulèvement populaire en Chine. 4 Le sommet de Casablanca. 5 La troisième session francophone de Dakar. 6 Mission de la dernière chance au Panama. 7 Nouvelle étape de la querelle diplomatique entre Moscou et Londres.	10 La préparation des élections européennes. 12 Logement : le gouvernement pour encadrer, par décret, l'évolution des loyers.	13 Le procès de la branche lyonnaise d'Action directe. 14 La programmation militaire. 15 M. Jospin veut « simplifier » le CAPES et l'agrégation.	16 La palmarès du 42 ^e Festival de Cannes. 17 Lettres : M. Lang présente trente mesures en faveur du livre et de la lecture. 18 L'architecte américain Frank Gehry, lauréat du prix Pritzker. 19 Europe 93. 20 COMMUNICATION.	29 Alors que l'ascension du dollar reprend, le Banque d'Angleterre augmente ses taux pour enrayer la baisse de la livre. 30 Accord sur la financement des conventions de conversion. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 22 à 27 Carnet 16 Météorologie 21 Mots croisés 21 Radio-Télévision 21	● Apple Pékin, Shanghai : les manifestations en Chine, heure par heure ● Abonnez-vous au Monde ● La Bourse en direct ● Le Bourse en direct 3615 tapes LEMONDE ● Le Mini-Journal... JOUR 3615 tapes LEM

Création d'une police des chemins de fer

Le premier ministre a annoncé, le 24 mai, à l'Assemblée nationale, la création d'un corps de police spécialisée dans la surveillance des chemins de fer. Dans un premier temps, 250 postes nouveaux seront dévolus pour donner au nouvel organisme ses effectifs de base ; 250 autres policiers y seront affectés dans un avenir proche.

(Lire nos informations sur la grève de la SNCF page 30.)

Le CNPF propose de réduire à 33 % l'impôt sur les sociétés

Le CNPF propose d'abaisser à 33 % le taux de l'impôt sur les sociétés, d'aménager à nouveau la taxe professionnelle et la TVA (suppression des remises et du décalage d'un mois) pour renforcer la compétitivité des entreprises françaises. Dans la radiographie de l'économie française (intitulée « Carres sur table ») qu'il fait paraître chaque année, le CNPF propose également, pour « renforcer le tissu industriel », de favoriser la transmission d'entreprise (amélioration du régime de donation-partage) et l'investissement immatériel des PME (recherche-développement).

En présentant ces propositions, le mardi 23 mai, M. Seillière, président de la commission économique du CNPF, a souligné qu'à la veille du marché unique de 1993, la France ne perdait plus de terrain mais gardait les traces d'une longue période d'affaiblissement : sous forme de chômage et de balance des paiements déficitaire.

M. Raymond Lévy reconduit pour trois ans à la tête de Renault

Comme prévu, M. Raymond Lévy a été reconduit pour trois ans à la tête de la régie Renault, qu'il préside depuis deux ans et demi déjà. La décision a été prise en conseil des ministres, mardi 23 mai.

PTT : M. Bruno Lasserre directeur de la réglementation

M. Bruno Lasserre (trente-cinq ans) a été nommé, en conseil des ministres, mardi 23 mai, à la tête de la nouvelle direction à la réglementation générale des PTT, créée par décret le 21 mai. Titulaire d'une maîtrise de droit public et d'énarque, M. Lasserre a occupé pendant deux ans le poste de rapporteur général de la commission nationale du droit de réponse à la radio et à la télévision (1980-1982), avant de devenir rapporteur général de la commission d'accès aux documents administratifs (1982-1986). Maître des requêtes au Conseil d'Etat (1983), commissaire du gouvernement près les formations contentieuses du Conseil d'Etat (1984-1986), il était détaché depuis 1986 chez France Telecom comme délégué aux affaires juridiques. Il est l'auteur d'un ouvrage écrit en collaboration avec Nicole Lenoir et Bernard Stürm, la *Procédure administrative* (PUF, 1987).

Annulation de voyages touristiques en Chine

A la suite des troubles qui se poursuivent depuis plus d'un mois en Chine, cinq grandes agences de voyage ont indiqué, le mardi 23 mai, qu'elles avaient décidé d'annuler leurs prochains voyages vers la Chine ou de laisser à leurs clients la possibilité de se désister contre un remboursement sans frais. Carrefour de la Chine a annulé un premier voyage, mercredi, et deux autres dimanche et lundi. Jet Tours a annulé ses vols de samedi dernier et de samedi prochain. Kuoni France fait de même pour le week-end prochain. Alkou a suspendu tous ses voyages jusqu'à nouvel ordre. Nouvelles Frontières, pour sa part, maintient les départs prévus. Quant à Air France, la compagnie nationale poursuit ses vols en direction de la Chine « pour l'instant ».

A C D E F G H

En Nouvelle-Calédonie

Le FULK réaffirme sa volonté de « déstabiliser le plan Rocard »

Le Front uni de libération kanak (FULK) persiste et signe. La fuite en avant de ce parti indépendantiste minoritaire, en rupture de FLNKS, qui prêche « l'indépendance immédiate » et appelle à « faire échec au plan Rocard », est devenue l'un des centres d'intérêt majeurs de la campagne des élections provinciales du 11 juin.

NOUMÉA
de notre correspondant
dans le Pacifique sud

Le troisième secrétaire général adjoint du parti, M. Pierre Xalut, qui s'était manifesté pour la première fois en refusant de condamner l'assassinat de Jean-Marie Tjibou et de Yewéné Yewéné, a confirmé, mardi 23 mai, à Nouméa, que la stratégie du FULK comprenait actuellement deux phases. « Le premier temps, a-t-il expliqué, est celui de la parole. Nous critiquons le plan Rocard afin d'exercer une pression. Nous lançons des appels au gouvernement pour qu'il reconsidère sa politique et qu'il revienne

sur les accords de Matignon. Le bilan de cette phase « verbale », qui relève, en fait, de l'action psychologique, sera dressé le week-end prochain lors d'un comité central du parti. « Si nous constatons que le gouvernement décide de maintenir les accords de Matignon, a poursuivi M. Xalut, nous passerons à la seconde phase qui est celle des actes. Il faudra alors s'attendre à un durcissement de notre part. Notre comportement va changer. Nous ferons tout pour déstabiliser le plan Rocard à travers une mobilisation générale qui prendra pour cible des objectifs matériels et économiques ».

Pour le porte-parole du FULK, en l'absence de M. Yann Céline Ureget, toujours « en mission » à l'étranger — le passage de la première phase à la seconde devrait se faire rapidement. Cette déstabilisation du plan Rocard, a-t-il précisé, ne se limitera pas à la date des élections du 11 juin : il pourrait y avoir des actions avant comme après ».

M. Xalut — qui se répand ainsi en menaces en usant de tous les médias locaux, y compris de ceux qui sont gérés par l'Union calédonienne, sans

rencontrer la moindre animosité — a admis que cette échec électorale présenterait une valeur de test pour son parti, dont l'image sulfureuse tenait jusque-là davantage à ses accointances libérales qu'à des coups d'éclat activistes (aucun des prisonniers politiques du FLNKS, depuis 1984, n'était affilié au FULK). « Nous sommes conscients, a-t-il conclu, que nous jouons la réputation de notre parti. Si ça ne marche pas, le FULK, c'est fini. » Autrement dit, ces jusqu'au-boutistes de « l'indépendance immédiate » se placent eux-mêmes le dos au mur en soulignant qu'il y a de leur survie politique.

Car non seulement le président du RPCR, M. Jacques Lafleur, et le nouveau président de l'UC, M. François Barck, ont déjà réaffirmé leur attachement à l'application des accords de Matignon et leur opposition à toute renégociation, mais les dirigeants de l'Union calédonienne se disent décidés à user de la force, le cas échéant, contre les militants du FULK, si ceux-ci essayaient vraiment de perturber les prochaines élections.

FREDERIC BOBIN.

La Cour des comptes de la CEE s'élève contre les destructions massives des récoltes

Dans un rapport, publié mercredi 24 mai, la Cour des comptes de la CEE critique la politique européenne des fruits et légumes. Les magistrats de Luxembourg dénoncent les destructions massives des récoltes, les risques de fraudes et les aberrations administratives.

Quelque 572 000 tonnes auraient été détruites en 1984-1985, soit 47 % des récoltes retirées du marché. Ce pourcentage est passé à 30 % dans les dernières années. La Cour des comptes déplore cette augmentation et l'explique par la politique de la CEE qui incite au retrait du marché mais ne propose aucune mesure appropriée pour trouver des débouchés utiles à ces produits.

Par ailleurs, la Cour affirme que « le risque de fraudes demeure élevé en ce qui concerne les bénéficiaires des subventions ». Le secteur des

fruits et légumes frais et transformés coûte en moyenne 1 milliard d'ECU (7 milliards de francs) par an à la CEE. L'Italie en serait le premier bénéficiaire.

Enfin, les magistrats soulignent l'aberration d'un système qui « dirige les produits de qualité supérieure vers l'alimentation animale et la destruction, alors que les produits de qualité inférieure sont réservés à la transformation ».

Face à ce rapport, la Commission européenne a rappelé qu'elle s'efforçait de guérir le mal à la racine et de diminuer l'offre par une politique « prudente » des prix garantis et une diminution des prix de retrait quand ceux-ci deviennent trop importants.

Par ailleurs, elle affirme « avoir toujours souhaité que les produits retirés du marché soient en priorité utilisés pour les nécessiteux ».

Les commandes progressent fortement aux Etats-Unis

Les commandes de biens durables passées aux entreprises américaines ont progressé de 2,9 % en avril, après une hausse de 1 % (chiffre révisé) en mars. Le chiffre d'avril est le plus élevé depuis la forte hausse de 7,4 % enregistrée en

décembre 1988. Les baisses enregistrées en janvier et février, suivies de la faible reprise de mars, avaient été interprétées comme un signe du ralentissement de l'économie. Le résultat d'avril peut faire douter de ce ralentissement.

● **LIBAN** : les enfants protestent. — « Peu importe la politique, peu importe qui a tort ou raison : sauvez les enfants du Liban » : c'est par ce message, à l'initiative de l'association Droits de l'homme et solidarité-interjeunes (1), que des milliers de français ont manifesté « protester » après de quatre chefs d'Etat, MM. François Mitterrand, George Bush, Mikhail Gorbatchev et Hafez El Assad, contre le sort des enfants au Liban et les souffrances qu'ils endurent en raison du conflit qui déchire ce pays. Cette démarche, assure DHS-interjeunes dans un communiqué, « a bien qu'exceptionnelle, n'a rien de politique ». « Il ne s'agit pas de dénoncer qui ou quoi que ce soit. C'est un cri de révolte contre la mort absurde de petits camarades ».

(1) DHS-interjeunes, 127, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris-6^e. Tél. : 43-54-48-43.

● **Air France et TAT dans le capital d'Alsavia**. — Air France et TAT vont détenir à elles deux un tiers des actions de la compagnie alsacienne Alsavia. A l'occasion d'une augmentation de capital de l'entreprise, Air France, pour sa part, détendra 14 % d'Alsavia, ce qui lui coûtera 2,1 millions de francs. Dans un communiqué, Air France précise que cette opération lui permettra de renforcer sa présence à Mulhouse, dont l'aéroport occupe une position géographique particulièrement intéressante. Alsavia était jusqu'alors détenue pour 70 % par des intérêts alsaciens et pour 30 % par Crossair,

une compagnie régionale suisse dans laquelle Swissair possède 41 %. A la suite de l'opération, les trois actionnaires auront chacun un tiers du capital d'Alsavia.

● **RHIN-RHONE** : la CNR exécutera la dérivation de Mâcon. — La Compagnie nationale du Rhône (CNR) exécutera et financera à 80 % la « dérivation de Mâcon » (Saône-et-Loire), élément essentiel de la réaffectation du canal Rhin-Rhône. En supposant que les travaux commencent cette année, la dépense sera de 152 millions de francs environ, en francs courants. La CNR financera les 80 % sur ses fonds propres, le complément devant faire l'objet de subventions de collectivités locales. Cette décision permettra d'éviter le pont historique de Mâcon sur la Saône, qui impose une réduction du tirant d'eau en hautes eaux et du tirant d'eau en basses eaux.

LOCATIONS

1.400 LOCATIONS

PARIS ET REGION
PARISIENNE

7 jours / 7

24 Heures sur / 24

36.15 LOCAT

Sur le vif

Ras-le-bol !

C'est pas possible, ça va pas recommencer, dites ? Huit cent mille voyageurs, huit cent mille salariés mis à pied. Toute la banlieue parisienne prise en gèle. En gèle, façon de parler ! Avec 30° à l'ombre, elle coule, elle s'écroule comme un camembert trop fait, relâché, le long de quais désespérément déserts. Quelques flashs glanés ce matin sur RTL, La 5 et TF 1 : une femme tombe dans les pommes, coup de chaleur et coup de grâce dans cette cohue inextricable, agglutinée devant des tableaux d'affichage aveugles et muets se refusant au moindre clin d'œil.

Une gare noire de monde. Un cheminot se penche par la fenêtre et adresse en guise de regrets et d'encouragement un superbe bras d'honneur à la foule qui gronde d'impuissante colère. Et ce jeune homme en robe, à qui un photographe de presse demande un petit sourire. Y a vraiment pas de quoi ! Et ces embouteillages monstres. Et ces heures de boudoir perdues à cause de ces heures de trajet en plus.

Parait qu'elle est partie pour durer, la grève contre l'insécurité, la s'en fouant comme de leur première voiture à cocarde, nos princes, je lisais ça dans le *Parisien*. Eux, Evry-Ville nouvelle et Bécon-les-Bruyères, c'est pas leur trip. Tiens, faudra que je vous raconte un jour la façon dont ils font décorer leurs nou-

veaux bureaux, quoi de Bercy. Bercy et ses copains des finances. Rien n'est trop beau ! Alors, ils sont à court, forcément. Pas question de débloquer des fonds pour débloquer la situation. Le ministre des transports, lui, c'est pas son problème. A la SNCF de se débrouiller ! Quant au ministre de l'Intérieur, ses flics, ils sont à lui. Il veut pas nous les prêter.

Rocky, son truc, c'est d'attendre que ça se tasse. Laisser pourrir, laisser couler. L'ennui, c'est qu'elle court plus, la banlieue, elle pète, elle prend racine sur le bitume. Au risque d'y voir pousser les raiens de la colère. Gare aux vendanges, le 18 juin prochain. Remarque, qui c'est qui trinquerait ? Son Fata sordé, à Rocky. Il en serait sûrement fier. Alors, pleure pas, chéri, viens que je te fasse un câlin pour te consoler de ce gros chagrin.

La plus farce, c'est pas ça ! En dehors de nous, devinez qui casse, là en ce moment : les contrôleurs. Ils ont ramovés leurs pinces à la direction. Ils le paieront. Retenus sur salaire. Normal, ils vivent les salaires de l'Etat. Les conducteurs, c'est moins grave, ils vivent jamais que des poches de usagers. Et ça, ils sont habitués, les usagers. Les pickpockets, ça les connaît.

CLAUDE SARRAUTE.

Le procès de la branche lyonnaise d'Action directe

Joëlle Crépet, l'insurgée

LYON
de notre bureau régional

« Je ne suis pas une terroriste, pas une criminelle, je suis contre la violence et j'ai toujours agi pour la limiter à des actes symboliques contre l'Etat... » C'est Joëlle Crépet qui parle, ou plutôt qui lit, sans pour autant réclamer, un acte en forme de profession de foi. Sa manière de répondre à l'interrogatoire d'identité, il y est moins question de révolution que de révolte. Et l'insurrection du cœur précède, à l'évidence, la rébellion de l'esprit.

Je suis née en 1957 dans une famille ouvrière de Montbrison. Je ne me suis jamais considérée comme une petite Française mais comme une citoyenne du monde », explique la jeune femme qui a connu Olivier en 1979 mais se souvient surtout qu'à l'âge de quinze ans, elle a pleuré sur le peuple chilien « torturé ». Renouant à la dialectique, elle opte pour le lyrisme incantatoire : « Je suis femme, et la misère des enfants du monde étale par les médias en tant insupportable. Je suis infirmière, et pour avoir lu quelque chose de ce que je connais la souffrance qui ne s'embarrasse ni de race ni de classe. Je suis citoyenne, et je constate la violence faite aux hommes par le capitalisme et l'impérialisme. Je suis travailleuse, et j'ai acquis le sens de la solidarité au côté des gens qui luttent pour leur dignité. C'est comme travailleuse, citoyenne, infirmière et femme, j'insurgé contre toutes les injustices, que j'ai engagé ma vie dans l'Action directe... »

Ayant ainsi revendiqué son engagement, celle qui n'apparaît, dans le carnet de Frérot, que sous les termes réducteurs de « copine » et de « femme du chef », affiche une autre différence : « Je suis contre les assassinats politiques, comme celui de M. Besse. Oui, nous avons fait des braquages mais je regrette qu'ils aient, accidentellement, entraîné trois morts d'hommes... Contrairement aux politiciens dont les tripotages ont été annulés, nous n'avons pas pu nous financer par des fausses factures. Moi, simple et pauvre révoltée, devais-je pour autant renoncer à la lutte ? »

Ce désaveu des exécutions commises par la branche « internationaliste » d'Action directe suscitait une réaction triomphale et provocante d'André Olivier : « C'est l'illustration du fonctionnement exemplairement démocratique de notre mouvement, puisque, comme je l'ai dit, j'ai eu, avec plusieurs autres camarades, favorable à l'exécution de certains parcs en France ! » Après s'être gargarisé à plusieurs reprises du mot « porc », qu'il prononce « pork », le chef laissera Frérot dissuader sur la « corrélation » et la « falsification » dont le groupe s'estime victime.

Le numéro du « Monde » daté 24 mai 1989 a été tiré à 570 637 exemplaires

Joëlle Crépet s'étant indignée qu'une « cour, d'assises spéciale, constituée pour juger des prétendus terroristes, refuse de [la] laisser [s'exprimer sur] ses motivations politiques », le président l'invita aussitôt à le faire. Décontenancée, elle indique alors qu'elle ne répond de ses actes que « dans leur plein sens et leur totalité », dénonce une « justice en morceaux » et conclut que ce qu'elle a dit est « suffisamment clair ». Elle se contenta ensuite de confirmer sa nature dépressive « parce que je suis écorchée par ce qui se passe dans le monde » — et ses deux tentatives de suicide, en 1982 et 1983 : « Je ne tiens pas à parler de ces choses qui concernent ma vie privée ». De même, attribuera-t-elle, très vaguement, à une « agression n'ayant rien à voir avec le groupe » les traces de brûlures et de sévices qu'elle portait lorsqu'en 1983 elle fut retrouvée errante sur une route du Puy-de-Dôme.

« Elle était dans un état lamentable, comme un écargot, avec presque rien sur le dos », précisera M. Maurice Crépet, père de Joëlle. Pour cet électro-mécanicien en retraite, sa fille, qui était « gentille mais très influençable », a dû se laisser « entraîner en dehors du bon chemin ». Parmi d'autres choses, il ne comprend pas comment elle a pu abandonner le métier d'infirmière « qu'elle avait choisi pour s'occuper des paralysés et qu'elle aimait beaucoup ». Et si elle l'avait trop aimé ? au point de prétendre soigner toutes les blessures du monde ?

ROBERT BELLERET.

(Publié) Gouvernement Duriez à l'honneur

Tous les ministres présents mercredi dernier au Conseil ont écouté religieusement le vibrant hommage rendu par le Président aux photocopies personnelles proposés par DURIEZ : « Préserver ainsi tant de secrets d'Etat des regards indiscrets représente un service rendu à l'intégrité du pays et à la souveraineté de notre peuple, et les prix DURIEZ savent rester à la portée du plus petit portefeuille ministériel » devait-il déclarer. Alors, Monsieur le Président, à quoi la rose pour DURIEZ ?

EN BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE, DURIEZ, C'EST L'EVIDENCE

Sur présentation de cette annonce et sans obligation d'achat, un cadeau vous attend dans l'un de nos 3 magasins :
3, rue La Boétie (9^e) Tél. : 47.42.91.49
112, bd St-Germain (6^e) Tél. : 46.33.20.43
132, bd St-Germain (9^e) Tél. : 43.29.05.60
Catalogue gratuit sur place ou par poste contre 3 timbres à 2,20 F.

M7

هذا من الاصل

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



MARTINE VOYER

ARTISTES DE LA PÉNINSULE AU FESTIVAL DE PARIS

L'Espagne, reins cambrés de l'Europe

Jean-Paul Gaudé veut-il célébrer la solidité des collets DDM ? Il magnifie la corré. Christian Lacroix se laisse-t-il aller à sa fantaisie de grand couturier ? Il pare ses modèles de nombreux et de manilles. L'Espagne de la Movida n'a pas tardé, comme on dit, à être « récupérée ».

Mais il y a huit ans déjà que cette Movida a fait éclater les carcans de l'Espagne culturelle. Le temps n'est plus à

l'étonnement ni même à la récupération des clichés : on veut voir, entendre, on veut savoir précisément de quoi est faite la liberté de ce pays aux reins cambrés, galvanisés par la perspective des Jeux olympiques de Barcelone.

Le Festival de Paris s'est donné pour objet cette année de satisfaire nos curiosités. Prouver que le Liceo de Barcelone, pour lequel a été adopté un ambitieux plan d'agrandissement et de rénovation, pourrait bien se haus-

ser au niveau des plus grands opéras européens (lire page II). Rappeler que ce pays est le berceau d'une école de chant prestigieuse dont les rameaux touchent désormais le répertoire baroque (lire page III). Démontrer également la vitalité du flamenco (lire page IV et V), art que pourrait bien menacer un engouement du public sans précédent.

ANNE REY.

THÉÂTRE

IX

Jeune public en fête à Lyon



Lyon s'apprête à fêter comme chaque année le théâtre pour jeunes spectateurs. Les deux directeurs du Théâtre des Jeunes Années ont, une nouvelle fois, malgré les incertitudes de leur art, l'indifférence des pouvoirs publics et la méfiance de la plupart des professionnels, organisé les Rencontres internationales du théâtre pour l'enfance et la jeunesse. Elles devraient rassembler plusieurs dizaines de milliers de spectateurs autour des meilleures productions venues de huit pays.

MUSIQUES

III

Nelson Freire, le piano au naturel



Son calme est légendaire : Nelson Freire ne cherche pas l'inspiration en fixant le lustre. Il ne montre pas davantage ses doigts, et cependant sa technique lui permet tout, de jouer les pires monstruosités pianistiques et les Schumann les plus secrets. Quand tant d'autres s'essaiment, ce Brésilien s'assure ; quand ils jouent la comédie, il murmure. Le Festival de Paris a eu la bonne idée de l'inviter pour jouer les Nuits dans les jardins d'Espagne de Manuel de Falla.

PHOTO

XI

Evgen Bavcar, visions d'un non-voyant.

Avoir perdu la vue à onze ans n'a pas empêché Evgen Bavcar d'être photographe de métier. « L'appareil voit pour moi », dit cet artiste slovène. Face à son objectif, curieusement, les modèles ne sourient pas. Et le temps s'est immobilisé sur ses « visions » d'un autre monde, engourdies, comme ensommeillées.

L'ESPAGNE A PARIS

UNE VILLE MISE SUR SON OPÉRA

Barcelone, à quand l'accord parfait?

L'Opéra de Barcelone avait mauvaise réputation : grandes voix, productions médiocres, orchestre catastrophique. Sur la lancée des grands travaux municipaux, le Liceo a parié de devenir l'un des établissements-phares de l'Europe lyrique. Une Bastille plus facile à prendre que la nôtre...

MARILYN HORNE est morte magnifiquement. Non, pas au Met, pas à la Scala. Au Liceo de Barcelone au soir du 7 mai. C'est un privilège de voir et d'entendre la mezzo américaine dans l'un des rôles d'hommes qu'elle assume comme personne, non pas l'Orphée de Gluck comme à Paris, mais le Tancrède de Rossini. Horne, qui ce soir-là ne se sentait pas en voix, l'avait fait savoir par une annonce discrète. Deux mille sept cents soupirs (le Liceo au complet) s'étaient élevés des rangs : message enregistré.

Pas en voix ? Ah ! la belle mort pourtant que voilà. Préparée, il faut le dire, par un nombre record de scènes larmoyantes dans ce Rossini-mélo auquel seule une Horne parvient aujourd'hui à faire passer la rampe. Héros persuadé d'être trahi par on ne sait quel invraisemblable imbroglia, amoureux transi, poussé après beaucoup de sanglots au sacrifice, Tancrède doit à sa singularité psychologique un rôle qui dépasse en difficulté tout ce que Rossini a jamais imaginé. Car l'orchestre, quand il chante, a régulièrement la discrétion de s'effacer : le malheureux lance donc souvent dans le vide ses cantilènes douloureuses et meurt *a cappella*, la fosse se contentant de ponctuer pianissimo ses derniers regrets.

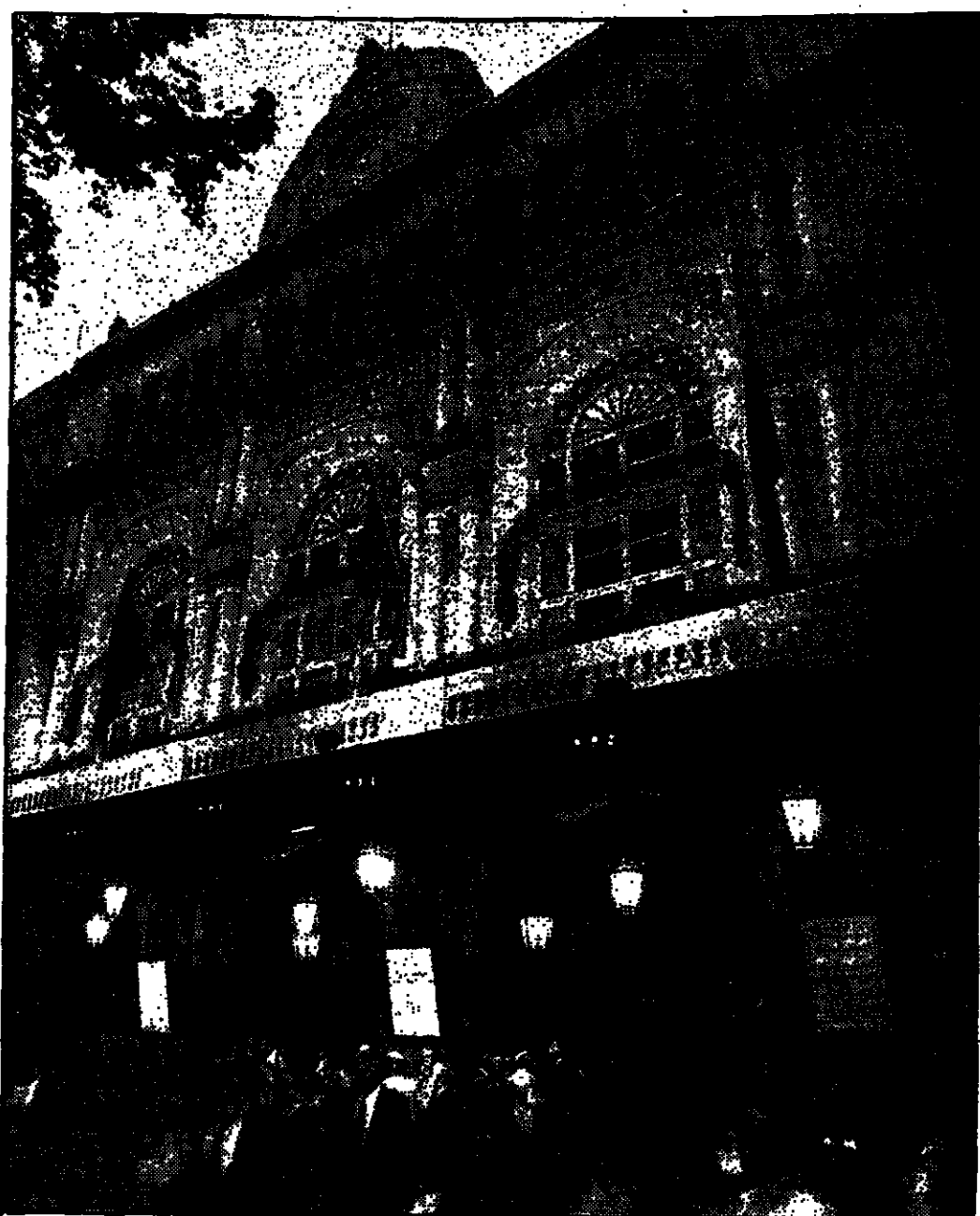
Horne dans Tancrède, direz-vous, n'est pas une nouveauté. Le Festival d'Aix-en-Provence l'accueillait, avec mistral, dès 1981 ; Ricciardi était fausement accusé de la trahir et savait s'en plaindre elle aussi avec les sanglots désirés. Horne, dans Tancrède, est depuis belle lurette enregistrée (1).

Mais la présence de la plus glorieuse mezzo vivante au Liceo de Barcelone devait être signalée. D'autant que l'établissement catalan se payait à l'occasion de la même production (transportée quasi toute crue de Pesaro, patrie rossinienne) le luxe d'une révélation : dans le rôle tristement roucoulant d'Amenaide, Jolanda Miliani, soprano polonaise rapatriée de Las Palmas *in extremis* pour chanter l'enchanteur. Et triompher — hélas ! dans l'abominable décor en carton pâte de Pier Luigi Fizzi, doré et gaufré comme une boîte de chocolats de la Marquise de Sévigné...

Le Liceo — c'est là que nous voulions en arriver — est devenu un établissement qu'il ne convient plus d'éviter dans ses déplacements. Et si musiciens de la fosse et choristes continuent de faire des progrès (les pupitres de cordes n'ont encore ni la justesse ni l'homogénéité souhaitées), les attaques des chœurs restent parfois vacillantes, il y aura là, tout près, un opéra inévitable pour le lyricomane un peu voyageur, et passionné.

Le Liceo fonctionne comme la plupart des institutions de ce type, à commencer par le palais Garnier : peu de productions maison (*Salomé*, pourtant, de Strauss, cette année, et *Tristan*, de Wagner, chantés l'un comme l'autre par la star nationale Montserrat Caballé) ; en revanche, beaucoup de productions invitées (la *Lucrèce Borgia* que le Festival de Paris s'est réservée vient de la Fenice). Mais l'important est que ces spectacles soient audibles. Alors qu'il y a dix ans, Caballé ou pas Caballé, ils ne l'étaient pas.

Quand on parle à M. Busquets (économiste, ingénieur, administrateur du Liceo depuis trois ans) de notre Opéra de la Bastille, on est surpris de le voir très



Cent ans d'amour du beau chant et 99,99 % de fréquentation.

solennellement prendre son élan et exprimer tout son respect pour le courage de l'Etat français, souligner l'importance politique des grands projets culturels, saluer l'opportunité d'un symbole de ce type, là où il est placé. En fait, on aurait dû s'en douter : tout Catalan vibre quand on parle de grand chantier !

L'agrandissement du Liceo est une goutte d'eau dans le torrent de bulldozers qui, en prévision des Jeux olympiques, va éventrer d'ici à 1992 plusieurs quartiers de Barcelone (le *Monde* du 5 novembre 1988). Mais — Bruxelles l'a bien compris — l'opéra a sa place dans la compétition européenne. Il ne suffit pas, pour un pays aussi ambitieux que l'Espagne de Juan Carlos, d'exporter Berganza, Domingo, Carreras et Caballé sur les scènes lyriques du monde entier. Il lui faut sa Scala !

Depuis presque dix ans que le théâtre barcelonais (construit en 1847, détruit par un incendie, reconstruit à l'identique en 1861) est passé d'une administration privée à une tutelle tripartite répartie entre la municipalité, la généralité de Barcelone et l'Etat espagnol, un orchestre de cent musiciens a été constitué — ils n'étaient plus que soixante, et très mauvais, en 1980, — un chœur recruté, un directeur musical (l'Autrichien Huwe Mund) engagé par contrat ainsi

qu'un maître de chœur employé à l'année. Et ces mêmes mauvaises langues qui divulguent sur le Liceo des horreurs — portes battant pendant les spectacles, champagne et télévision dans les loges les soirs de matches de foot — ont déposé les armes. Certes, un tiers des places restent la possession privée, et héréditaire, des grandes familles d'industriels qui ont financé la construction du bâtiment au milieu du dix-neuvième siècle. Mais si la Société des propriétaires siège de droit au conseil d'administration, elle ne s'est pas opposée à ce que soit déclarée, pour assurer des jours meilleurs au Liceo, la petite guerre qui agite depuis plusieurs mois le trottoir droit des Ramblas.

No pla Liceo, lit-on sur de grands drape blancs, déployés aux fenêtres des immeubles qui jouxtent l'Opéra quand on descend vers le port. « Non au plan de rénovation ». Car si l'établissement barcelonais compte seulement trois cents places de moins que la Scala et mille de plus que le palais Garnier, il dispose d'une scène et de dégagements radicalement exiguës : 460 mètres carrés contre 1 460 à Paris et 2 000 à Dresde (établissement de la même époque nouvellement restauré). Pas de coulisses, des loges d'artistes moyennageuses, un maigre tunnel dominant sur une rue pour laisser passer les décors, des locaux administratifs gagnés sur les commerces : le Liceo est litté-

ralement enserré par l'étroit quadrillage des vieux quartiers. La solution ?

Exproprier, raser, et finir le carton pâte ! Le plan « entre dans une requalification générale du quartier, précise prudemment M. Busquets, et passe obligatoirement par des négociations individuelles avec chaque foyer concerné ». Il prévoit néanmoins avec quelque intrépidité que 2 500 mètres carrés seront mis à la disposition de l'Opéra en l'an 2000. Une première phase de travaux n'affectera d'ici à 1992 que trois immeubles (dix seront détruits au total) pour libérer de quoi installer la technique, entreposer des décors en dur et élargir les voies d'accès. Coût total de l'opération à sa phase finale : l'équivalent de 300 millions de francs. « Une bagatelle par rapport à ce que vous coûtera la Bastille », constate M. Busquets. Cette fois avec moins de solennité.

Mais non sans fierté. Car la réhabilitation du Liceo (99,99 % de moyenne de fréquentation) n'est pas seulement une opération de charme. On aime rappeler dans la capitale catalane que l'amour et la connaissance du beau chant sont ici une tradition, que Wagner (traduit en catalan sous la grande ponctuation nationaliste du début du siècle) n'a jamais quitté la scène et que, lorsque le Nouveau Bayreuth, démantelé, quitta, pour une tournée, en 1955 sa colline sacrée, c'est à Barcelone qu'il choisit de s'arrêter.

UN PALAIS POUR REPEULER

Traversez les Ramblas, éloignez-vous des petites rues commerçantes, et vous comprendrez d'un seul coup d'œil ce qu'a pu signifier la musique, quand elle rimait avec dégoût, en terre catalane. Le Palais de la musique — Palais de la musica, c'est plus joli — que Luis Domènech i Montaner planta là comme une fleur un jour de l'année 1908 n'est pas seulement l'intrinsèque flambeau du modernisme que seul un disciple de Gaudí pouvait imaginer. Allégories, chevaux cabrés, bustes d'hommes, bustes de grands musiciens sur colonnes byzantines, mélange détonant de pierre, de céramique et de verre : cette folie a logiquement été construite pour abriter une sorte d'utopie. Pour faire cohabiter sous un même toit l'*Orfeo català* (émission des chorales d'ouvriers réunies à la fin du dix-neuvième siècle par José Anselmo Clavé) et les formations symphoniques dévouées à la « grande musique » : réconciliation du savant et du populaire dont il reste aujourd'hui une sensible nostalgie à Barcelone, et qui allait être bien près de se réaliser avec la république espagnole.

Car un petit homme allait prendre le relais et, pour que Beethoven et Bach soient aussi dignement interprétés que les chansons de Clavé, créer un orchestre symphonique de qualité. Violoncelliste de son métier (il avait joué, avec Albert Schweitzer, pour l'inauguration du Palais), il allait apprendre sur le tas à diriger, et offrir pour la première fois aux Barcelonais aussi bien le *Concerto pour deux violons* de Bach que le *Troisième Concerto pour piano* de Prokofiev. Très vite insatisfait, il allait faire sortir ses musiciens de l'intrinsèque palais et se mettre avec eux dans les usines, au service des organisations ouvrières : concerts à domicile en guise de cours particuliers. Un soir, au Liceo, une foule chauffée à blanc allait l'ovationner en criant « C'est notre roi ! », cela en présence du souverain officiel, Alphonse XIII. La peur des nazis et des fascistes espagnols contraindraient cette mauvaise tête à quitter la petite ville des Pyrénées où il s'était réfugié. Il fut à lui seul la musique catalane et attend son héritier. C'était, bien sûr, Pau Casals.

A. R.

(1) Avec Lluís Cabellí, Orchestre de la Fenice (CBS).

Trio de classe

Le Festival de Paris n'a fait venir d'Espagne qu'une seule formation de musique de chambre : le Trio de Barcelone. Insuffisante prospection ? Non : le violoncelliste Lluís Claret, son frère jumeau Gérard, violoniste, et le pianiste Albert G. Altanella n'ont malheureusement pas de concurrents dans le tout petit monde des chambristes de leur pays. On ne connaît pas de quatuor à cordes espagnol, pas de formation fixe d'instruments à vent.

Dans une autre ville que Barcelone, les frères Claret et leur complice pianiste auraient leur classe au Conservatoire supérieur national. Or il n'existe pas, dans toute l'Espagne, d'établissement de ce type. Les conservatoires dits supérieurs sont obligés d'accepter tout le monde, enfants et adultes. Ils ont été créés à l'époque du franquisme, sans que la formation des professeurs suive. N'importe qui peut y enseigner, avec de petites connaissances de solfège et les plus grandes lacunes instrumentales.

La défiance de l'enseignement est la plaie de la vie musicale espagnole. C'est pour y échapper que les instrumentistes un peu doués quittent en masse leur pays pour aller étudier à l'étranger et... pour y rester. C'est ainsi que certains orchestres de la péninsule comptent (comme au Pays basque) jusqu'à 70 % de

Roumains et de Polonais. Orchestres innombrables, d'ailleurs, depuis que les gouvernements autonomes sont fiers de leurs subventions : deux au Pays basque, un aux Canaries. Mais aussi un à Séville, un à Malaga, alors même que les priorités économiques semblent s'imposer dans le sud du pays.

Les Claret ont donc fondé leur école, évidemment privée, non subventionnée, sans débouchés officiels, mais dont les diplômés sont reconnus par l'université autonome de Barcelone : après leur examen final, les meilleurs sujets de l'Ecole de musique ont accès aux études de musicologie dispensées en faculté. Mais tout reste à faire pour la musique de chambre en Espagne : la classe de Lluís Claret ne compte que cinq Espagnols sur quarante élèves. Et les stages d'été (1), régulièrement fréquentés par Alois Moigla ou par György Sebök, voient chaque année repartir fin juillet et les maîtres et leurs élèves.

A. R.

(1) Cours internationaux de musique de V. du 13 au 30 juillet (master classes de piano, violon, alto, violoncelle et musique de chambre). Rens. : Escola de música de Barcelona, c/ Mallorca, 330, entrées 1A, 08037 Barcelone. Tél. : 93-207 58 18.



Lluís et Gérard Claret, Albert G. Altanella.

Pl
sc
ils
de
qt
et
ui
pr

ci
se
pu
re
le
pr
et
ce
le
qu
in
du
il

u
l
p
q
u
i
k
e
s
q
u
i
d
s

MUSIQUES

L'ESPAGNE A PARIS

JORDI SAVALL A LA RECHERCHE DE L'AGE D'OR

L'orfèvre en pièces précieuses

Il n'est que de descendre les Ramblas ou prendre un taxi dans Barcelone : on parle, on chante là-bas avec un timbre immédiatement reconnaissable. Cette charge de couleur et d'humanité se retrouve dans l'interprétation de la musique ancienne quand elle est dirigée par Jordi Savall.

« *Que bonito es el amor... contigo...* » Le chauffeur de taxi hurle, toutes fenêtres ouvertes. Il couvre la voix, poussée à plein gosier, du chanteur anonyme dont il a enclenché la cassette dès le début de la course. Le radio téléphone des appels à domicile continue d'émettre à pleine puissance. A un tel niveau sonore, la carrosserie va-t-elle éclater ?

Barcelone est une ville qui sonne — les sirènes de police, plus aiguës qu'à New York ! — qui résonne, argentine ou tonitruante. Argentin, le chant des serins tout au long du marché aux oiseaux. Chiquetants, les loquets brutalement fermés des étals ambulants non autorisés, lorsque la police fait sa ronde rituelle et que vingt contrevenants, vendeurs de tout et de rien, s'envolent comme une nuée de moineaux pour se reposer dès le danger passé.

Le seul bruit qui surprenne à Barcelone, c'est celui qu'on n'entend pas. Car au bout des Ramblas, tout en bas, vit un port dont ne s'élèvent ni sirènes ni appels. Ce port, qui ne murmure même pas, vers lequel on ne marche pas, qui semble coupé des Ramblas comme une ville d'un cimetière, ne draine pas la foule vers la mer, fonctionne (et mieux que Marseille !) comme un poumon artificiel. « Ville asthmatique », a dit un écrivain de Barcelone. Vibrante, vivante, bruyante, c'est vrai. Mais bizarrement privée de cette respiration vers le large.

Asthmatiques aussi sont les voix craquelées, crayeuses, des passants. Langue ? Accent ? Qu'ont-ils donc fait tous, hommes, femmes, enfants, pour se casser la voix et forcer à ce point leurs cordes vocales à grasseyer ? Voix chantantes, certes, mais qui chantent autrement que les nôtres.

UN RÉSERVOIR D'HUMANITÉ

Aussi, quand on pousse la porte de Jordi Savall, dans les beaux quartiers de Barcelone, la première surprise est qu'il parle doucement, mélodieusement, un français sans rugosité. Ce Catalan qui se dit « par extension espagnol », n'a donc pas besoin de le préciser : il a vécu en Suisse pendant dix-huit ans.

Savall est gambiste. C'est dire qu'il joue de la viole, cet ancêtre du violon au son aussi déchirant qu'un regard de madone. Dire de cet instrument qu'il appartient à la famille des gambes (de gambe : jambe) signifie simplement qu'on tient le cordier vers le bas et entre les jambes, comme nos actuels violoncelles. La femme de Savall, Montserrat Figueras, est soprano. Le gambiste a créé un ensemble instrumental (Hesperion XX), un chœur d'hommes et de femmes (la Cappella Reial). Leur répertoire individuel ou commun, s'il est très rarement postérieur à Bach, va de Couperin à la Renaissance anglaise et italienne, de mélanges ou *insaladas* de toutes sortes aux homédies latines, provençales ou catalanes dont l'origine est à chercher dans les prophéties de la sibylle de Cumès et des pythies. Catalan « par extension espagnol », Jordi Savall a néanmoins quitté Barcelone en 1968 avec sa femme. Pour se faire connaître un peu partout dans le monde. Pour étudier et faire travailler la musique ancienne à l'Académie spécialisée de Bâle. Est-ce à dire que pendant tout ce temps il n'y avait pas de place pour la musique ancienne en Espagne ?



Jordi Savall, gambiste, catalan, « par extension espagnol ».

« On ne pouvait plus progresser », dit Jordi Savall. On avait épuisé toutes les possibilités d'apprentissage existant en Espagne. Bâle nous semblait, au centre de l'Europe, le lieu de contacts idéal pour acquérir toutes les connaissances qui nous manquaient. J'y passais une semaine par mois, comme mes collègues René Jacobs ou Jaap Schröder, je pouvais voyager sans trop dépenser. Notre vie était idyllique. Et puis je me suis surpris en train d'arpenter mon jardin en me demandant où j'allais faire creuser la piscine. J'ai senti qu'il était temps de m'en aller.

« Ici, tout est à bâtir. Et pas seulement, bien sûr, dans le domaine de la musique ancienne. Notre société est composée de gens simples, aux qualités magnifiques. Si on réussit à sauver ce réservoir d'humanité, on peut faire surgir de ce pays une force énorme. Regardez les visages des jeunes filles qui lavent les vitres des voitures dans la rue. Chacun d'eux a sa beauté, une énergie de traits singulière. Socialement, en Espagne, tout peut arriver pour peu qu'une brèche se présente. Victoria de Los Angeles est la fille d'un concierge d'université.

— Vous-même ?

— Je suis le fils d'un républicain de Valence. Il a connu ma mère à Barcelone. Vaincu, blessé, il avait échoué ici. Il avait fait des études de droit à l'époque où Valence était socialiste et républicaine. Il avait

obtenu d'être secrétaire au tribunal de première instance. Mais, quand je pense à mon enfance, je le revois cultivant ses salades tous les matins dans son jardin, parlant aux gens les plus pauvres du quartier. Après, il mettait sa cravate et partait travailler.

« Quand on ouvre un journal suisse on peut lire ce genre de petite annonce : « Jeune fille de 25 ans cherche jeune homme non buveur, non fumeur, compte bancaire séparé, pour relation durable. » La communication, en Espagne, s'établit heureusement de manière plus humaine.

— Les progrès de la civilisation seraient-ils ici d'autres effets qu'ailleurs ?

— Même ici, l'accès à la richesse et au confort ne se fera pas impunément. J'ai pourtant l'espoir que nous avancerons en contrôlant nos progrès. Espoir sans doute illusoire : culturellement, nous sommes déjà sous contrôle américain, comme on peut le constater chaque soir à la télévision.

— Il faut quitter l'Espagne pour être musicien ?

— Mais il faut être en Espagne pour prendre pleinement conscience de ce que la notion de musique ancienne représente. Comme il est ici nécessaire de s'opposer à la destruction d'une église parce que tout le monde semble avoir oublié qu'elle fait partie de notre histoire, il faut se battre pour faire reconnaître l'importance d'un compositeur du dix-septième siècle comme Carerols, pour faire mesurer la beauté des

musiques de Montserrat. Les musicologues, en Espagne, sont sans moyens, sans possibilités d'étudier. Nous avons tenté d'y remédier. Par des séminaires à Séville, à Tolède, à Saint-Jacques-de-Compostelle : par des stages organisés par le Centre de musique ancienne, que nous avons installé dans un bâtiment en cours de restauration au nord de Barcelone. Depuis la création de la Cappella Reial en 1987 — l'ensemble réunit une majorité d'Espagnols, — nous avons donné trois concerts. Mille personnes se sont déplacées pour entendre les deux messes de Carerols que nous avons enregistrées, mille sept cents pour les Vêpres de Monteverdi, deux mille cinq cents pour les musiques de Montserrat, dont nous avons aussi fait un disque. Comment ne pas espérer ?

— L'Espagne n'a pas son Greco musicien.

— L'Italie elle-même n'en peut-être pas de musiciens de cette stature. Gessualdo serait un Greco plus humain, mais dont certaines recherches, à peine maîtrisées, sont aussi prémonitoires de l'art abstrait que celles du Greco. Monteverdi, c'est déjà l'équilibre, qualité qu'on peut difficilement attribuer au peintre crétois. Mais la musique peut-elle jamais atteindre au rayonnement de la peinture ?

« En revanche, il faut connaître la peinture espagnole. Ribera, Zurbaran, Luis de Morales, pour mesurer l'extraordinaire humanité des polyphonies qui leur sont contemporaines. L'âme du peuple passe dans le visage d'un ange, d'un saint, d'une mater dolorosa, quel que soit le raffinement du plan d'ensemble et du traitement pictural. Du même, chez Carerols, le contrepoint est d'une rigoureuse perfection, mais toujours chargé d'humanité, d'émotion.

— On a dit de la peinture religieuse de Luis de Morales qu'elle était obsédée par le su, bien que fort habillée. Carerols donne de la même façon l'impression d'avoir composé pour des voix solistes « habillées » par la polyphonie.

— Encore faut-il ne pas chanter ces messes dans un style inapproprié, de façon anonyme et linéaire. Il faut des voix méditerranéennes pour colorer comme il l'exige le maniérisme de Carerols, pour en rendre le profond humanisme. Pas de vibratos, pas de glissandos, il faut chanter, y mettre son âme. Écoutez Victoria exécutée par d'excellents chanteurs anglais : c'est émuveux à périr ! On croit entendre les interprètes lire une histoire, alors que les voix doivent, par leur timbre et leur phrasé, dire : « je pleure, je souffre, je meurs »...

« Le Siècle d'or espagnol, ce n'est pas seulement de la peinture et de la poésie. C'est aussi de la musique, qu'il faut savoir déposséder, dont les notes seules, contrairement aux couleurs d'un tableau, ne reflètent pas la beauté, et qu'il faut faire résonner par des voix aux couleurs adaptées.

— Vous avez pourtant choisi la viole de gambe ?

— J'ai été enfant de chœur entre l'âge de sept ans et de quatorze ans. Quand j'ai mué, j'étais saturé de messes et de litanies. J'ai fait du jazz pendant deux ou trois ans. Jusqu'à un jour où j'ai assisté tout à fait par hasard à une répétition du Requiem de Mozart. Deux violons, un violoncelle, quelques chanteurs : rien de luxueux. Pourtant, j'en suis reparti comme si j'étais saoul et j'ai replongé. A dix-sept ans, j'apprenais le violoncelle. J'étais toujours obsédé par la voix : j'ai choisi la viole de gambe. Mersén, en 1636, disait que cet instrument pouvait exprimer comme aucun autre le plaisir, la douleur, et que son archet avait la longueur de la colonne d'air d'un chanteur. Vous pouvez souffrir, supplier, vous pouvez gémir avec une viole de gambe. Et, si cet instrument se marie aussi bien avec la voix — j'ai épousé une chanteuse, ne l'oubliez pas, — c'est qu'il parle, tout simplement.

Propos recueillis par ANNE REY.

Incitations au voyage

Après l'Italie, le Festival de Paris invite l'Espagne, pour sa seconde édition. Un fabuleux chœur-croisé d'œuvres, d'interprètes espagnols ou pas : découvertes, des retrouvailles, du flamenco : toutes les facettes de la musique espagnole représentées en une vingtaine de manifestations.

Le clou de cette programmation ? Une *Cosa Rare* de Vicente Martín y Soler, la première œuvre jamais basée dans l'histoire, un compositeur dont Jordi Savall dit que, s'il n'avait pas été espagnol, sa renommée égalerait aujourd'hui celle de Mozart. Un concert à ne pas manquer donc (le 6 juin, au Théâtre des Champs-Élysées). D'autant que cet opéra n'a jamais été donné en France et que, dirigé par Savall et chanté par Montserrat Figueras, il devrait s'imposer sans peine. Sera-t-il bissé ?

Autre clou de cette manifestation : l'hommage rendu à Manuel de Falla, dont pas moins de neuf œuvres seront données (*Les Nuits dans les jardins d'Espagne*, par Nelson Freire, leur plus brillant interprète et l'un des grands pianistes de notre temps ; *Deux fois les 24 et 25* (le 24, Salle Favart), *L'Amour sorcier*, le *Tricorne*

dirigé par García Navarro (le 25, Salle Favart), le *Vie brève*, dirigé par Cristóbal Halffter (le 28, Théâtre des Champs-Élysées), les *Quatre Pièces espagnoles*, le *Valse-Caprice*, l'*Hommage à Paul Dukas*, la *Fantasia botica*, joués au piano par le grand pianiste espagnol Joaquín Achúcarro (le 2 juin, Salle Gaveau).

D'autres découvertes ensuite. Le Trio de Barcelone qui jouera la *Passion Trio* de Guirjoan (lire page II), un compositeur dont on ne sait rien de ce côté des Pyrénées, le Trio n°1 de Brahms et celui de Maurice Ravel (le 1er juin, Salle Gaveau), un récital du pianiste Joaquín Achúcarro qui, outre de Falla, jouera des extraits d'*Bohème* d'Albeniz (le 2 juin, Salle Gaveau) et un concert de Philippe Herreweghe qui dirigera, à la tête de la Chapelle royale, le Requiem de José de Nebra (le 7 juin, église Saint-Séverin). Espagne oblige, le flamenco tiendra dignement sa place (lire pages IV et V) avec El Camaron de la Jeta (le 30 mai, au Grand Rex), le Ballet Cristina Hoyos (le 6 juin, au Grand Rex) et une Nuit du flamenco (le 10 juin, au Grand Rex).

Puis des retrouvailles, avec le guitariste Paco de Lucía (le 13 juin, au Grand Rex), le mezzo-soprano

Teresa Berganza (le 14 juin, au Théâtre des Champs-Élysées), la divine Alicia de Larrocha (le 19 juin, au Théâtre des Champs-Élysées), le ténor José Carreras (le 29 juin, au Théâtre des Champs-Élysées) et avec la soprano Sema Jurinac, qui donnera des cours d'interprétation (du 15 au 20 mai, Salle Gaveau) et le pianiste Nikita Magaloff, qui en fera autant du 5 au 10 juin, au même endroit, avant d'être président d'un nouveau concours international de piano qui se déroulera la première semaine de juillet à Paris.

Enfin, il ne faudrait pas manquer la venue du Liceo de Barcelone, qui donnera *Lucrèce Borgia* de Gaetano Donizetti avec une distribution de rêve (Joan Sutherland, Alfredo Kraus, Martine Dupuy) et un chef particulièrement inspiré dans ce répertoire (Richard Bonynge) (le 17 juin, Théâtre des Champs-Élysées). Un regret cependant : la mise en scène n'est pas made in Barcelona mais a été importée du Théâtre de la Fenice de Venise.

* Festival de Paris : renseignements et location, tél. : 40-27-82-25. Les concerts débutent à 20 h 30. De 60 F à 450 F.



Teresa Berganza.

L'ESPAGNE A PARIS

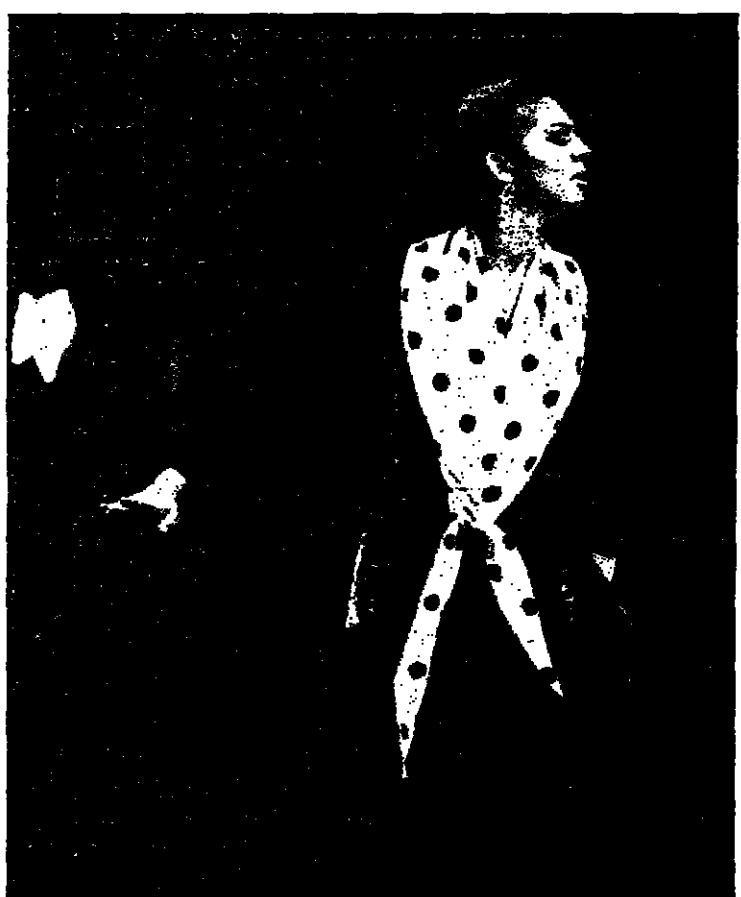
FLAMENCO DU CRÉPUSCULE

La nuit ardente

Le flamenco est en vogue.
Une vogue sans précédent,
vibrante, étrange.
Chanteurs, danseuses et guitaristes,
tout un monde du secret
est étalé au grand jour.
On est loin du triangle magique :
Séville-Cordoue-Jerez de la Frontera.
Les malentendus et les désastres
de la médiatisation montent le guet.
Mais le plaisir est là,
et la connaissance, sa forme subtile.
Le flamenco peut gagner en universalité
comme il peut perdre son âme.
Ou les deux à la fois. Olé!



Gitan blond de San-Fernando,
enfant prodige reconnu
dans l'instant, aussi fragile
que sa voix est violente,
Camarón a débüté avec Paco
de Lucía.
S'il aborde toutes les formes
du cané, c'est qu'il le peut. Et
aussi parce qu'il sait. Son
irruption a fait l'effet d'une
bombe : Camarón de la Isla est
l'idole d'une jeunesse qui a
failli ignorer le flamenco.



Son père, ses oncles, ses frères
animaient des fêtes pour trois
sous. Ils attendaient en cuisine
qu'on les prie de jouer.
Paco de Lucía (né à Algeiras en
1947) s'est imposé sur toutes les
scènes, sous toutes les latitudes,
dans (presque) tous les styles.
Il n'a pas cessé un instant d'être
inspiré, inventif, flamenco.
Un cas exceptionnel.

La danse (le baile) est la forme
vive du flamenco. Elle a ses styles,
ses rythmes et ses lois.
Mais le corps y est à ce point
engagé, jusqu'au bout des ongles,
qu'elle ne connaît
ni l'âge ni la beauté.
La danse est beauté immédiate.
Ou alors son drame, sa rage.

Photos tirées de « Flamenco »,
de Anja Volkhard, Wabington Ed.



CIRCUITS POUR UN ART SAUVAGE

Les as de l'écurie Pulpon

En quelques grandes soirées
et une nuit flamenca, les meilleurs
artistes du moment s'installeront
au Festival de Paris. L'organisation
en tournées, en spectacles,
d'un monde encore sauvage
pose quelques questions.
Mais elle répond
à une énorme attente.

UN Gitan disait, l'autre nuit, à Séville : « Le
vin est toujours meilleur que l'eau. Mais
évidemment, lorsque l'eau est de l'eau de
source — et là, il citait une des eaux les plus fameuses,
les plus pures, de la Péninsule — eh bien, le vin est
toujours meilleur. » Faut-il de cette logique subtile en
tête, ou ne comprendra-t-on rien aux choses du flamenco.

L'Encyclopédie du flamenco, de Jose Blas Vega et
Manuel Rios Ruiz, dit tout, vraiment tout, en quel-
ques milliers d'entrées et d'illustrations. Tout sans
exclusivité ni préjugés. Tout, avec un sens exact de
l'érudition et de la passion. Tout sauf un nom, Pulpon,
qui est en passe de devenir le principal producteur de
spectacles flamencos dans les festivals, les concours,
et sur les scènes étrangères. Monopole d'exploitation,
contrats d'exclusivité, prise en main, surveillance,
organisation du marché, on connaît le processus. Il a
fait ses preuves ailleurs. A terme, un contrôle parfait,
un rien sévère parfois, et la banalisation de ce qui ne

devrait plus tarder à s'appeler (est-ce déjà fait ?) un
« produit ».

Monde étrange, mystérieux, encore sauvage, l'uni-
vers flamenco est en cours de normalisation. L'anar-
chie avec laquelle se combinaient naguère les pla-
teaux convenait au fond à tout un chacun. Séville
reste une ville où l'on peut perdre et chercher un ami
pendant plusieurs jours. Le bouche à oreille y est
encore le moyen essentiel de communication. Qu'un
chanteur entende qu'il se prépare quelque chose à
Madrid ou à Paris, il se joint à l'affiche comme on se
fait inviter, quitte à débarquer au dernier moment
avec un cousin rencontré la veille. On veut mettre un
peu d'ordre à cela. La demande progresse. Le public
s'étend. Les stars, Christina Hoyos, Paco de Lucía,
ont vite embotté le pas : agents artistiques personnels,
promotion moderne, organisation indépendante,
autant d'autonomie que possible. Camarón, lui, fait
partie de l'écurie Pulpon : mais Camarón n'a jamais
réussi une carrière très indépendante. Son talent n'est
d'ailleurs pas en jeu. Le reste du marché est en
jachère ou sous contrôle.

Dès lors, pour les plus intrépides de ceux qui ven-
lent faire connaître le flamenco, associations d'ama-
teurs ou organisateurs de spectacles, la solution est
dans la patience. Les contacts personnels, une curio-
sité de chercheur, des liens authentiquement amicaux,
permettent alors de tisser un réseau unique à travers

les individus ou les *penas flamencas* (clubs, confré-
ries, organisateurs spontanés) de villages et de quar-
tiers. Ainsi fonctionnent, par exemple, Flamenco en
France, ou de petites associations entrepreneuriales, à
Nice comme à Oloron, à Lille ou à Biarritz. Intermé-
diaire appliqué aujourd'hui, le service culturel du gou-
vernement andalou, la *Junta de Andalucía*, contribue
au recrutement des artistes et à l'orientation des tour-
nées.

Le monde du flamenco, chanteurs, danseurs ou
accompagnateurs, est loin d'être homogène ou profes-
sionnel. Est chanteur celui qui chante. Et l'on chante
entre soi, dans les fêtes privées ou familiales, à l'heure
où vient l'envie. C'est cela qui est intransportable et
mystérieux, mais on peut toujours en donner l'idée. Le
reste est affaire de parade. Ainsi, à Séville, les tou-
ristes — ils veulent aujourd'hui du *puro*, du pur — se
détournent des *tablaos flamencos* (les cabarets
comme *Los Gallos* ou *El Arenal*). Ils craignent la vul-
garité, le trucage, d'être dupés. Ils le seraient de toute
façon, mais ne le savent pas. Ils ont raison. Ils ont rai-
son, mais ils ont tort d'avoir raison. Car c'est là aussi,
dans les *tablaos*, que fond, éventuellement, la musi-
que dans sa violence crue. Où croyez-vous donc que
vont danser et chanter les « artistes » en mal
d'argent ?

Outre les grands spectacles montés autour de noms
éprouvés, Christina Hoyos, Camarón, Paco de Lucía,
le Festival de Paris tente le diable : il se lance dans

une nuit flamenca. Défi ou reconstitution ? Une nuit,
de vingt-deux heures à l'aube vraie (c'est des horaires
potables pour le conte). Une nuit organisée en quatre
mouvements, avec liste prometteuse et hétéroclite de
chanteurs, guitaristes, danseurs, guitaristes de soutien
et autres. Une nuit de genre. El Boleo, par
exemple, est une production d'une grande qualité.
Contrepoint à Camarón, Sanchez, José Menéndez, Pedro
Bacan ou Miguel Mengibar. Mais on peut être sûr
qu'il fera le spectacle.

Les quatre temps de la nuit, ponctués de projec-
tions d'artistes légendaires, s'organisent autour de :
« Au commencement était le *fandango*... » (une des
formes les plus anciennes de chant pour danser) ;
« De l'amour et de la mort » ; « Horizons de l'Alfé-
gre » ; et, enfin, « Epilogue pour accueillir
l'aube... » Comme des titres de poèmes. Voilà pour la
composition de l'ensemble. Elle est l'œuvre d'Ortiz
Naveo, directeur de la *Bienal flamenca* de Séville.
La chorégraphie revient à ce petit homme nerveux
dont l'école est célèbre à Triana, Manuel Marin.

Le reste, le succès, la chance, on ne les saura
qu'après coup. De toute façon, comme disait le céle-
bre torero gitan Rafael El Gallo : « *Lo que no se
puede, no se puede. Y además, es imposible.* » (Ce
qui ne se peut pas, ne se peut pas. Et, en plus, c'est
impossible...)

FRANCIS MARBANDE

MUSIQUES

A L'AUBE

des corps vivants

« Les mains sont des oiseaux. »
L'art des palmas (les « paumes ») est essentiel au chant et à la danse. Chaque style a son rythme, son compas. Les compas sont complexes. Nul ne doit frapper fort. Des mains, naissent le lien, la communion et tout ce qui circule.



Née à Oran, La Negra fait partie des Montoya. Elle est l'épouse de Juan Montoya et la mère de la délicieuse Lola. Elle chante et elle danse avec un abattage singulier les formes exubérantes. Celles qu'on réserve aux fêtes ou aux finales (les *baileños*).

Il a, dans le détail — mains, paupières, bouche, port de tête, — l'expression de tous les chanteurs. Et pourtant, comme tous les chanteurs, il est unique. Ghan de Chielana, né en 1945, Rancapino n'a pas une voix particulièrement puissante. Mais son expression et son savoir sont extraordinaires.



L'ESPAGNE A PARIS

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Moussorgski

Parto-sonata polka
Pleasantaria autistica
Scherzo
Impromptu passionné
Intermezzo in modo classico
Rêverie
Trois souvenirs d'enfance
La Capricieuse
La Contre-étoile
Impressions d'un voyage en Crimée
Au village
Méditation
Une larme
Tableaux d'une exposition

Viktoria Postnikova (piano).

En 1973, Chant du Monde publiait, dans une série consacrée aux nouveaux talents soviétiques, un enregistrement époustouflant des *Kreiseriana* de Schumann par Viktoria Postnikova, une jeune pianiste alors inconnue. Ce disque aurait dû logiquement faire exploser cette carrière naissante. C'était sans compter sur les lenteurs (!) soviétiques et sur le manque de curiosité et de professionnalisme des milieux musicaux français qui ignorent les plus grands talents (du moment qu'ils ne sont ni médiatisés ni soutenus par de grandes maisons de disques) au moment même où ils glorifient des pianistes pour le moins hexagonaux. Viktoria Postnikova n'a donc presque jamais joué en France et ses quelques disques n'ont été distribués que de façon sporadique. Il a fallu attendre que Bruno Monsiegeon lui consacre un film (diffusé sur Antenne 2) et qu'il l'associe à Yehudi Menuhin dans le

film qu'il a réalisé à son hommage (une commande d'Érato) pour que, stupéfaite, la France la découvre. Invitée de l'Auditorium du Louvre, Postnikova va donner en récital l'intégralité de l'œuvre pour piano de Moussorgski. Les pianistes (qui savent qu'elle est) accourront, souhaitons que les médailles les suivent.

Le 24, Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-62-29.

Haydn

Sonata n° 60

Schumann

Davidson/Herzogen

Barcel

Les Mirrors, extraits

Stravinsky

Petrouchtche

Philippe Bianconi (piano).

Prix du concours Casadessus de Cleveland, Philippe Bianconi n'est jamais passé par le conservatoire de la rue de Madrid. Après ses études au conservatoire de Nice, il a travaillé avec Gaby Cassadessus, en cours privé. Excellent pianiste à la sonorité transparente, au jeu clair, sans chichis, il joue maintenant dans le monde entier, recevant partout un accueil chaleureux de la part du public et de la critique. Particulièrement éclectique, son programme permettra d'apprécier un pianiste aux multiples facettes.

Le 24, Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 48-53-05-07. De 90 F à 180 F.

SÉLECTION PARIS

Mercrèdi 24 mai

Debussy

Sonata pour violoncelle et piano

Schumann

Adagio et allegro op. 70

Britten

Sonata pour violoncelle et piano op. 65

Dutilleul

Trois strophes sur le nom de Paul Sacher

Grieg

Sonata pour violoncelle et piano op. 35

Sonia Wieder-Atherton

(violoncelle),

David G. (piano).

Sonia Wieder-Atherton a travaillé à Moscou, en est revenue armée d'une technique à toute épreuve. Si son jeu manque parfois de retenu expressive dans Brahms ou Beethoven, il ne manque

Pour les abonnés du « Monde »

SALLE PLEYEL, DES PRIX PRÉFÉRENTIELS POUR QUATRE RÉCITAUX DE LA SÉRIE PIANO QUATRE ÉTOILES

Les abonnés du Monde ont la possibilité d'assister aux récitals de trois pianistes et d'une violoniste, en bénéficiant d'une réduction de 15 % sur le tarif habituel. 100 places en première catégorie leur sont réservées, pour chacun des récitals suivants :

— Le mardi 6 juin, à 20 h 30, récital de la violoniste Viktoria Molova et du pianiste Bruno Canino : Mozart (Sonate KV 379) ; Beethoven (Sonate op. 12 n° 3) ; Stravinsky (Diversimento) ; Prokofiev (Sonate n° 2). Un archet droit, puissant, mis au service d'interprétations vivantes, passionnées. Accompagnateur des plus grands, Bruno Canino saura dialoguer sur les mêmes hauteurs.

— Le mardi 13 juin, à 20 h 30, récital du pianiste Nikita Magaloff : Chopin (Barcarolle, Mazurkas op. 58, Sonate en si mineur op. 58), Scriabine (Études op. 42), Stravinsky (Petrouchtche). Du monde entier, les jeunes pianistes viennent percer les secrets de l'art du piano auprès de ce fringant septuagénaire qui a connu et qui a joué avec les plus grands musiciens de ce siècle. Les riches heures d'un prince du clavier.

— Le mardi 20 juin, à 20 h 30, récital de la pianiste Maria Tijo : Bach (Fantaisie chromatique et fugue), Schubert (Sonate en la mineur op. 42), Debussy (quatre *Préludes*), Bartok (Danse roumaine). Un début de carrière éblouissant, suivi d'un repli vers l'enseignement et l'enregistrement de disques, mieux que beaux, utiles (une intégrale des sonates de Clementi). Puis des retrouvailles avec la scène. Paris ne cesse de les fêter.

— Le 23 juin, à 20 h 30, récital du pianiste Vlado Perlemuter : Beethoven (Sonate « Les Adieux »), Fauré (Trois Nocturnes), Chopin (quatre *Ballets*). Le don des pianistes français en activité, le plus grand aussi, sans doute, depuis la grande époque de Net et de Cortot. La façon d'un grand maître.

100 places, au prix préférentiel de 220 F (au lieu de 280 F) et de 150 F au lieu de 190 F. Location par téléphone (au plus tard 14 jours avant le concert) au 45-63-88-73, règlement par carte bleue uniquement (donner votre numéro d'abonné), ou aux caisses de la salle Pleyel (venir avec votre dernière bande d'expédition), tous les jours de 11 heures à 18 heures, sauf dimanches et jours fériés.



Il n'est de chant et de danse qu'en famille, en groupe, entre amis. Cet art de l'individu (l'expression, la voix, le geste) exige la création collective. Il exige aussi une intimité difficile à recréer en spectacle. Mais tout peut arriver...

MUSIQUES

en revanche, ni de fantaisie ni de présence dans la musique du XX^e siècle (elle joue, par exemple, admirablement la Sonate de Chostakovitch).

Auditorium des Halles, 20 h 30, 70 F.

Turkmen

La Grèce du Turco

Falla

Nuits dans les jardins d'Espagne

Les Tréteaux de Maître Pierre

Rodrigo

Solitaire

Nelson Freire (piano).

Orchestre de chambre de Lausanne.

Luis Garcia Navarro (direction).

Un orchestre suisse dirigé par un chef d'orchestre espagnol, un pianiste brésilien au service d'un programme ibérique grand teint. Bel exemple de l'éclectisme intelligent du Festival de Paris. Fortement influencé par la musique française du début du XX^e siècle, Turkmen n'est connu que par quelques pièces pour piano : belle occasion de découvrir sa musique d'orchestre. De Falla est un cas plus complexe. Parti de l'impressionnisme français, le compositeur a peu à peu évolué vers un langage plus éclectique, qui a culminé dans son oratorio *Atlantide*, resté inachevé à sa mort. Ce concert illustrera les deux périodes de son œuvre avec les célèbres *Nuits dans les jardins d'Espagne* (jouées par Nelson Freire, l'un de ses meilleurs serviteurs) et les *Tréteaux de Maître Pierre*, un opéra en un acte qu'on ne donne jamais. Quant à Joaquín Rodrigo, le moins que l'on puisse dire est qu'il est l'homme d'une œuvre (le *Concerto d'Aranjuez*) qui cache une forêt qu'on désespère de connaître un jour.

Opéra-Comique, Salle Favart, 20 h 30, Td. : 40-27-82-25. De 25 F à 150 F.

Jeudi 25 mai

Brahms

Sonate op. 120 n° 2 pour alto et piano

Sonate op. 120 n° 2 pour clarinette et piano

Bruch

Pièces op. 83 pour clarinette, alto et piano

Gérard Cusé (alto).

Paul Meyer (clarinette).

Georges Pludermacher (piano).

Après avoir joué, la semaine dernière, la Sonate op. 120 n° 1 de Brahms dans ses deux versions (clarinette et piano), Paul Meyer, Gérard Cusé et Georges Pludermacher se penchent aujourd'hui sur la deuxième sonate de l'opus 120. D'excellents musiciens au service de la musique de chambre la plus exigeante. En prime, une exécution des très rares pièces pour alto, clarinette et piano de Max Bruch. Un compositeur que l'on a tort de limiter à son (splendide) *Concerto pour violon*.

Musée d'Orsay, 19 h 30, Td. : 40-48-49-78. De 70 F à 100 F.



Ils ont emprunté leur tenue aux équipes de décolonisation de Tchecoslovaquie mais les sont italiens. En compagnie de confrères venus de vingt-deux autres pays (deux cent cinquante au total), les percussionnistes de Dada-dang participent, dans les 35 hectares du parc de La Villette à Tambours 89, célébration à la baguette du Bicentenaire.

Dvorak

Concerto pour violoncelle

Brahms

Symphonie n° 1

Michail Rostropovitch (violoncelle).

Orchestre de Paris.

Daniel Barenboim (direction).

Si Rostropovitch se donne la peine de bien jouer et si Daniel Barenboim tient ses temps, la musique se profitera peut-être derrière les petits numéros de stars.

Salle Pleyel (+ le 26), 20 h 30 ; le 27, 18 h 30. Td. : 45-83-88-73. De 45 F à 180 F.

Vendredi 26 mai

Schumann

La Parodie et le Péri

Karin Matila.

Michèle Lagrange.

Marianne Borboul.

Kath Lewis.

Petteri Salonen.

Orchestre national de l'Opéra de Paris.

André Girosi (direction).

L'Opéra de Paris poursuit son exploration du mythe de Faust, avec ce *Paradis et le Péri* de Robert Schumann que l'on a que trop rarement l'occasion d'écouter en France... et ailleurs. Inspiré du *Lullaby* de Thomas Moore (1843), cet oratorio renferme quelques-unes des plus belles pages du compositeur allemand.

Opéra de Paris, Palais Garnier, 20 heures. Td. : 47-42-83-71. De 20 F à 200 F.

Wolf

Trois poèmes de Michel-Ange

Sans soliste

Chants et danses de la mort

Chostakovitch

Suite sur un poème de Michel-Ange

Auvers-sur-Oise. Eglise, 21 heures. Td. : 30-36-70-82. De 30 F à 200 F.

Tambours 89

Voir notre photo légendée ci-dessus.

Paro de La Villette, les 27 et 28 mai à partir de 20 h 30, entrée libre.

Dimanche 28 mai

Mendelssohn

Violoncelle et piano

Beethoven

Sonate pour piano n° 18

Dutilleul

Sonate pour piano

Anna Quilès (piano).

Un premier prix à Munich en 1968, un premier disque

Viktor Postnikova (piano), Anstol Safullin (basse).

Nous ignorons tout d'Anstol Safullin, mais puisque Viktor Postnikova l'a choisi, il n'y a aucune raison de ne pas aller l'écouter, d'autant que leur programme est admirablement composé.

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Td. : 40-20-62-23.

Samedi 27 mai

Berg

Wozzeck

Stefan Mittern.

Nadine Secunda.

Horst Mittern.

Peter Straub.

Gratien Clark.

Frank Meyer.

Hans Schner.

Pierre Catala.

Orchestre philharmonique et chœurs de Radio-France.

Mark Janowski (direction).

Avec une telle distribution, l'Orchestre philharmonique de Radio-France sur le plateau et Mark Janowski à la barre, le chef-d'œuvre d'Alban Berg devrait connaître l'une de ses grandes exécutions récentes... même s'il n'est, hélas ! pas mis en scène.

Salle Pleyel, 20 h 30. Td. : 45-83-88-73. De 150 F à 170 F.

Schumann

Klavierstücke

Concerto de Vienne

Schubert

Sonate en la majeur

Michel Dalberto (piano).

Après son triomphal récital parisien (le Monde du 16), Michel Dalberto rend visite au Festival d'Auvergne-sur-Orse. Retour à Schumann et Schubert, qui furent ses premiers maîtres, pour ce récital du pianiste français le plus en vue, celui sur lequel les plus grands espoirs sont fondés.

Auvers-sur-Oise. Eglise, 21 heures. Td. : 30-36-70-82. De 30 F à 200 F.

Tambours 89

Voir notre photo légendée ci-dessus.

Paro de La Villette, les 27 et 28 mai à partir de 20 h 30, entrée libre.

Dimanche 28 mai

Mendelssohn

Violoncelle et piano

Beethoven

Sonate pour piano n° 18

Dutilleul

Sonate pour piano

Anna Quilès (piano).

Un premier prix à Munich en 1968, un premier disque

(Scarlati) salué par la critique et plébiscité par le public, puis le repli, le « lachage » de sa maison de disques (Erato). Anne Quilès n'a pas eu de chance. Joue-t-elle moins bien aujourd'hui qu'il y a vingt ans ? Non, bien sûr, même si parfois elle s'attache à des œuvres (Liszt, par exemple) qui ne sont pas faites pour sa technique. Elle revient au Théâtre Renaud-Barrault, dans un programme qui lui va comme un gant.

Théâtre Renaud-Barrault, 11 heures. Td. : 42-66-08-80. 70 F.

Schönberg

Variantes on a l'écrit

op. 40

Bech

Contrapoint 11, extrait de l'Art de la fugue

Jean Boyer (orgue).

Jean Boyer est l'un des organistes de la jeune génération les plus inspirés et les plus savants, l'un de ceux dont le répertoire est le plus aventureux.

Notre-Dame de Paris, 17 h 45. Entrée libre.

L. Couperin

Suite en la mineur

Leroux

Suite en la majeur

A.-L. Couperin

Pièces de clavecin

Forqueray

Suite en la mineur

Gustav Leonhardt (clavecin).

Le dieu des clavecinistes dans un programme taillé à la mesure. Pour les spécialistes de la corde pincée, ses apparitions sont des événements qu'ils ne manqueraient sous aucun prétexte. Le Richter du clavecin ?

Versailles. Château, 18 heures. Td. : 39-50-71-18. De 100 F à 200 F.

Lundi 29 mai

Brahms

Pièces op. 119

Schönberg

Pièces pour piano op. 11

Stockhausen

Klavierstücke n° 1, 4, 9

Beethoven

Sonate op. 108

Hummel

Mauricio Pollini (piano).

Brahms, Schönberg, Stockhausen, Beethoven : un programme comme les affections Maurizio Pollini. Lorsque ce pianiste est détendu, lorsqu'il communique avec le public, il a peu d'équivalents, dans quelque

génération que ce soit. Pollini a au début des années 60 imposé un nouveau type de pianiste, à l'aise dans le romantisme comme dans le répertoire contemporain. Un nouveau Cortot, en quelque sorte, toute comparaison de jeu mise à part.

Salle Pleyel, 20 h 30. Td. : 45-83-88-73. De 150 F à 280 F.

RÉGIONS

Nancy

Chostakovitch

Lady Macbeth du district de Mzensk

Avec Josephine Barrow, Jacques Trunet, Dinaïr Perkov, Stuart Kale, Danièle Chostakovitch.

Joué quatre-vingt-trois fois à Leningrad dans la foulée de la première en 1934 et quatre-vingt-dix-sept fois à Moscou avec un succès retentissant, cet opéra fut ensuite interdit par Staline qui en jugea la musique pornographique. Chostakovitch fut contraint de renoncer profondément musique et livra sous le titre de *Katerina Ismailova*, pour qu'elle puisse être jouée en Union soviétique. Ce que l'on ignorait, mais qu'une récente exécution à Brian (et un disque chez Erato) nous a fait découvrir, c'est que Dimitri Chostakovitch avait composé en secret une satire féroce sur les diktats imposés par Staline, Jdanov et leur clique. Antoine Bourgeois devrait être inspiré par les images suggérées par une œuvre dont l'apreté laisse peu de place au rêve et à l'égérie.

Les 28 et 30 mai, à 20 h 30, le 28 mai, à 14 h 30, le 2 juin, à 20 h 30. Opéra de Nancy. Td. : (18) 83-32-08-54. De 63 F à 157 F.

Tourcoing

Gluck

Les Filles de La Mecque

Avec Bruce Branner, Elisabeth Vidal, Brigitte Gellomy, Gilles Regon, Lila Mazon, Philippe Cantor, La Grande Éclair et la Chambre du Roy, René Jacot (direction). Stéphane Verrus (basse en scène).

Une œuvre quasi inconnue de Gluck, une turquerie bien dans le goût de l'époque, dirigée par René Jacobs, spécialiste des œuvres inconnues (on se souvient de sa résurrection de

Giasone de Cavalli, à Bordeaux). Ces représentations devraient être un succès. Hélas ! elles ne seront pas mises en disques.

Le 28 mai, 20 h 30 ; le 28 mai, 15 h 30. Théâtre municipal de Tourcoing. Td. : (18) 20-28-08-03. De 80 F à 140 F.

ÉTRANGER

Bruxelles

Monteverdi

Le Couronnement de Poppée

Orchestration de Philippe Boesmans. Avec Catherine Malfitano, Trudellise Schmidt, Mark Torzewski, Eblita Adam, Orchestre du Théâtre de la Monnaie, Sylvain Camballier (direction).

Les 28 et 30 mai, à 20 h 30, le 28 mai, à 14 h 30, le 2 juin, à 20 h 30. Opéra de Nancy. Td. : (18) 83-32-08-54. De 63 F à 157 F.

Puisque toutes les versions du *Couronnement de Poppée*, qu'elles soient initiales (Harnoncourt) ou « arrangées » (Raymond Leppard, un peu partout et tout récemment au Châtelet), laissent au bout du compte insatisfait, Gérard Mortier a demandé à un non-musicologue, mais compositeur que l'opéra intéresse un premier chef (sa *Passion de Gilles* est une commande de la Monnaie), de « réaliser un travail tout à fait personnel, sans volonté de reconstruction ». Une version elle aussi « hypothétique » - l'arrangeur belge le revendique en toute honnêteté - est née de deux années de travail acharné. Luc Bondy la met en scène, dans des décors abstraits teintés d'allusions antiques.

Les 24, 26, 31 mai, 2, 6, 8 juin, à 19 heures ; le 4 juin, à 15 heures. Td. : (18) 32-218-12-21 et 218-12-02. De 150 F belges à 2 000 F belges.

Jazz

Festival de Chelles

Martial Solal et Toots Thielemans

Ouverture du Festival de Chelles, le premier du nom, Martial Solal et Toots Thielemans. C'est un signe qui ne trompe pas. Associer le pianiste le plus brillant à l'harmoniste le plus sensible, c'est à la fois choisir le sérieux (une certaine idée du jazz) et la chance. Martial Solal et Toots Thielemans ont une technique à toute épreuve, une expérience de toutes les directions, et des libertés de

jeunes gens. Pour le pur plaisir de la musique.

Premier Festival de Chelles : Solal/Thielemans, le 26 ; Johnny Griffin, Trio Wladimir, le 27 ; Big Band Louvain, le 28 ; Michel Portal Trio, le 29 ; Didier Lockwood, le 30 ; Hommage à Charlie Parker, le 31. Tous les concerts débutent à 20 h 30. Td. : 60-08-85-00.

Clifford Jordan

Tenor « Chicago » à la douceur rocailleuse, Clifford Jordan est en ville pour donner la réplique à l'immense Carmen McRae. Du coup, il s'installe quelques jours en cave. Au programme, une technique bien réglée, des flots de tendresse, et le blues, le blues imperturbable.

Fort Opportun, du 24 au 28 mai, 23 heures. Td. : 42-38-07-38.

Roy Haynes et Donnerstag

Soirées brillantes au TBB Jazz, les 29 et 30. Un des maîtres du drumming moderne, Roy Haynes, œuvre de sa frappe vigoureuse les maîtres de Boulogne. Spectacle du son et du geste. Sa carrière est irrégulière, mais ce n'est pas par hasard qu'il a accompagné, depuis 1945, Charlie Parker, Miles Davis, John Coltrane ou Thelonious Monk. Autre figure discrète et fondamentale de l'époque, Tadd Dameron, pianiste, compositeur, arrangeur. Depuis sa disparition, en 1965, des groupes prestigieux se réunissent autour de sa musique.

Théâtre de Boulogne-Billancourt, les 29 et 30, 20 h 30. Td. : 46-03-00-44.

ROCK

Noiseworks

Les Australiens font du rock sans complaisance. Ils copient, reproduisent, s'inspirent sans jamais s'en excuser, ni prendre le moindre recul. Et voilà pourquoi INXS a pris la place des Stones dans le cœur des jeunes gens et dans les études de marché des maisons de disques. Noiseworks, avec son rock classique et pas dépourvu d'élégance, se situe dans la même lignée. Sur scène, ils devraient satisfaire les exigences minimales des amateurs du genre.

Le 29 mai, à l'Elysée-Montmartre, 72 bd de Rochechouart, à 20 heures. 80 F.

Nuit celtique

Ce n'est pas le retour de Cui Jan, le rocker pékinois. Ces celtiques se feront sous les ailes avec des groupes africains et antillais. On profitera de l'occasion pour se livrer à une étude comparative entre le reggae de Burning Spear, musique pleine de trons et d'espace, et le zank de Zank Machine, infernal pège à danser qui prend sa victime pour ne la relâcher qu'une fois épuisée. Avec également Sijpho, Bambaya Jazz, Jimmy Ohlth.

28 mai, Zénith, porte de Paris, à 19 heures. 150 F.

Frédéric

Simple Minds

C'est d'une simplicité aussi rustique que le rythme des moissons. Le disque est sorti au printemps, la tournée mondiale commence à l'approche de l'été. Le groupe de Jim Kerr fait de la grande musique, à grand bruit, avec de grandes envolées pour satisfaire les petits spectateurs qui ont envahi de grands stades pour participer à leurs grandes fêtes. Ce n'est plus tout à fait une affaire de goûts et de couleurs, on touche à la fois au domaine de la foi. En première partie, les Silencio, un groupe qui pourrait bien être un peu plus que la version écossaise de U2.

Le 28 mai, Arènes de Fréjus, 176 F.

La sélection

« Musiques »

« été studio par Alain Lompre.

« Jazz » :

Francis Marmont.

« Rock » :

Thomas Sottel.

Un Temple

SALE DU

MOULIN ROUGE

Paris

FORMIDABLE

LA REVUE DU CENTENAIRE

20 h : dîner dansant, champagne et revue : 530 F

20 h et 0 h : champagne et revue : 365 F

PRX NETS TOUT COMPRIS

MONTMARTRE - PLACE BLANCHE

Tél. : 40-48-03-03 ou 40-48-03-04

Téléc. : 64-28-78 MOROUGE - Télécopie : (1) 42-23-02-00

CINÉMA

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

« Chine, ma douleur »

de Dai Sijie,
avec Guo Liang Yi, Tiao Quan Nghieu, Vuong Han Lai,
Chi-Vy Sam, Truong Lai, Chang Cheung Siang. Français
(1 h 28).

Parce qu'il a voulu faire écouter un disque à son amie de cœur, un adolescent de treize ans est contraint à l'autocritique et envoyé dans un camp de rééducation, un baraquement isolé dans les montagnes du sud de la Chine. Dur travail et lavage de cerveau en douceur. Jour après jour, des amitiés se nouent, des vies se défont. L'adolescent, surnommé « Petit Binocle », se lie avec un moine sourd-muet qui tente de lui faire comprendre que la liberté est dans le cœur et non dans l'évasion.

La sensibilité du récit, la justesse des rapports entre les personnages, font l'intérêt de cette histoire simple, l'authenticité de ce film tourné dans les Pyrénées avec des acteurs inconnus, par un Chinois vivant en France, Dai Sijie.

C. G.

VO : Forum Horizon, handispée, 1^{re} (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-00-33) ; Recla Odéon, 3^e (43-26-19-88) ; Pathé Marignan-Concorde, 4^e (43-58-02-82) ; La Bastille, handispée, 11^e (43-54-07-78) ; Fawcett, handispée, 13^e (43-51-58-88) ; Sept Persepolis, 14^e (43-20-32-20).

« Les Insoumis »

de Lino Brocka,
avec Philip Salvador, Dina Bonnevie, Gina Alejar, Bombol Roco, Ginnie Solerino, Abbo De La Cruz, Philipin
(1 h 38).

A la chute du régime dictatorial du président Marcos, à Manille, les prisonniers politiques sont libérés. Jimmy Cordero, prêtre défrôqué qui s'est joint aux combattants clandestins de la révolution, va militer dans l'association de défense des droits de l'homme. Bientôt, il se rend compte d'une inquiétante confusion politique. Le nouveau gouvernement mène l'armée, la police, et de sanglants attentats sont commis par une milice de tueurs, en exercice sous Marcos, qui allie à l'anticommunisme le fanatisme religieux.

Lino Brocka, cinéaste philippin, gagna la renommée internationale au Festival de Cannes à la fin des années 60. Il a toujours dénoncé la misère de son peuple, les inégalités sociales, la corruption politique au temps de la dictature. En s'inspirant de faits réels, il a réalisé un grand film brûlant de colère, contre la violence meurtrière et l'oppression, dont la force réaliste et lyrique rappelle un classique du cinéma mondial : *L'Aurore* de Mark Donskoi.

Soutenu par des acteurs inspirés, concernés, Lino Brocka balaye les illusions de la bourgeoisie libérale et des intellectuels dans un appel à la lutte pour la liberté et le respect des droits de l'homme. La vérité se lit dans des images implacables.

J. S.
VO : Forum Horizon, handispée, 1^{re} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, handispée, 2^e (47-42-72-82) ; Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-58-02-82) ; La Bastille, 11^e (43-54-07-78) ; Sept Persepolis, 14^e (43-20-32-20).
VF : Fawcett, 13^e (43-51-58-88) ; Images, handispée, 13^e (45-22-47-94).



« Monsieur Hire » : Michel Blanc chez Simonon

« Mélodie pour une flûte oubliée »

de Eldar Riazanov,
avec Leonid Filatov, Tatiana Dogilova, Irina Koutchevka, Vasvold Samiev. Soviétique (1 h 50).

L'irruption de l'amour dans la vie d'un fonctionnaire à la direction générale du temps libre. Cette comédie ne se passe pas en France en 1981, mais en URSS de nos jours. Il est signé Eldar Riazanov, réalisateur entre autres d'*Une gare pour deux*, présenté à Cannes en 1983.

T. S.

VO : Cosmos, 8^e (45-44-28-80) ; La Triomphe, 8^e (45-62-45-78).

« Monsieur Hire »

de Patrice Leconte,
avec Michel Blanc, Sandrine Bonnaire, Luc Thuillier,
André Wilms. Français (1 h 20).

Monsieur Hire est un homme d'origine incertaine que personne n'aime dans son quartier. On se méfie de lui, on le croit même capable d'un meurtre. D'ailleurs, il y en a eu un et Monsieur Hire est suspect, même si l'on ne peut rien prouver. Lui, tapi dans sa chambre, observe de sa fenêtre la chambre d'Alice, l'employée de crémérie, dans l'immeuble d'en face. Lorsque Alice s'en aperçoit, elle commence auprès de Hire une manœuvre de charme, de séduction, même. Elle a ses raisons.

De l'étude de mœurs naturaliste de Simonon (dont Duvivier tira, jadis, un film correspondant à sa vision pessimiste du monde), Patrice Leconte a fait, dans les

lieux, des espaces de banlieue et de ville intemporelles, la tragédie intimiste d'un amour fou, dévoré par les ambiguïtés d'une intrigue criminelle, une double fascination érotique surgie des profondeurs de deux êtres dissemblables.

Michel Blanc cache les sentiments et l'énergie vitale de Hire sous un masque d'ennui et de veuve mélancoïque. Il y a en Sandrine Bonnaire une femme fatale qui sommeille et qui transforme Alice de l'intérieur. Prodigeux.

J. S.

Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12) ; Rex, 2^e (42-36-83-83) ; Ciné Bessbourg, handispée, 3^e (42-71-52-38) ; U.G.C. Montparnasse, 4^e (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 5^e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7^e (47-06-12-15) ; U.G.C. Normandie, 8^e (45-63-16-16) ; U.G.C. Biarritz, 9^e (45-62-20-40) ; U.G.C. Opéra, 9^e (45-74-96-40) ; Les Nations, 12^e (43-43-04-57) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-58) ; U.G.C. Colonne, 13^e (43-36-23-44) ; Miraval, 14^e (45-39-52-43) ; 14 Juliette Bessbourg, 15^e (45-76-78-78) ; U.G.C. Convention, 15^e (45-74-93-40) ; U.G.C. Mollat, handispée, 17^e (47-48-08-08) ; Pathé Wapler, 18^e (45-22-48-01).

« Le Scorpion rouge »

de Joseph Zito,
avec Dolph Lundgren, M. Emmet Walsh, Al White,
Carmen Argonziano. Américain (1 h 30).

Un agent soviétique aux méthodes peu orthodoxes est envoyé en Afrique pour éliminer un leader, rebelle au communisme. Ses chefs le condamnent à mort. Et tel Rambo, le héros organise un raid contre la base de ses supérieurs. Ce film obscur sort dans un nombre de salles record : il y a tout de même quelque chose de pourri au royaume de la distribution internationale.

A. R.

VO : Georges V, 8^e (45-62-41-16) ; Rex, 2^e (42-36-83-83), Paramount Opéra, 3^e (47-42-55-31) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-58) ; Fawcett, 13^e (43-51-58-88) ; Pathé Montparnasse, 14^e (45-20-12-08) ; Convention St-Charles, 15^e (45-78-33-00) ; UGC Convention, 15^e (45-74-93-40) ; Images, 19^e (45-22-47-94) ; Gambetta, 20^e (45-38-10-38).

SÉLECTION

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

L'Ami retrouvé

de Jerry Schatzberg,
avec Jason Robards,
Christian Anhalt,
Samuel West,
François Fabian,
Maureen O'Sullivan,
Barbara Jefford,
Andréa (1 h 50).

Il s'appelait Hans Strauss à seize ans, en 1932, lorsqu'il vit arriver pour la première fois au collège Konrad von Lohenburg, un jeune aristocrate qui devint son ami. Hans est juif, Konrad appartient à un milieu qui voit monter avec sympathie le mouvement nazi. Et pourtant, il est l'ami et le restera dans l'ombre. Des années plus tard, Hans, devenu Henry après son exil aux Etats-Unis, s'en rendra compte. Adaptation d'une extrême sobriété, et curieusement sans colère, du livre déchirant de Fred Uhlman.

VO : Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-55-31) ; Pathé Montparnasse, 4^e (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 5^e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7^e (47-06-12-15) ; U.G.C. Normandie, 8^e (45-63-16-16) ; U.G.C. Biarritz, 9^e (45-62-20-40) ; U.G.C. Opéra, 9^e (45-74-96-40) ; Les Nations, 12^e (43-43-04-57) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-58) ; U.G.C. Colonne, 13^e (43-36-23-44) ; Miraval, 14^e (45-39-52-43) ; 14 Juliette Bessbourg, 15^e (45-76-78-78) ; U.G.C. Convention, 15^e (45-74-93-40) ; U.G.C. Mollat, handispée, 17^e (47-48-08-08) ; Pathé Wapler, 18^e (45-22-48-01).

Les Aventures de baron de Münchhausen

de Terry Gilliam,
avec John Neville,
Sarah Polley,
Eric Idle,
Oliver Reed,
Jonathan Pryce,
Valentina Cortese,
Andréa (2 h 04).

Dans une ville dévastée par les Turcs, une troupe de comédiens ambulants s'apprête à jouer l'histoire d'un certain baron. Celui-ci apparaît, fait plonger le film dans une pseudo-vérité beaucoup plus fantaisiste encore que la réalité présente. Discours oriques, trucs sublimes, symboles à la pelle... Gilliam au sommet.

VO : Forum Orient Express, 1^{re} (42-33-42-38) ; George V, 8^e (45-62-41-16) ; Fawcett, 13^e (43-51-58-88) ; Les Montparnasse, 14^e (43-27-52-37).

Camille Claudel

de Bruno Nuytten,
avec Isabelle Adjani,
Gérard Depardieu,
Laurat Grevil,
Alain Cuny,
Madelaine Robinson,
Kathrine Boorman,
Françoise (2 h 05).

Née dans une famille de la haute bourgeoisie, Camille Claudel, sœur de l'ambassadeur-poète, était une passionnée, une marginale qui a consacré sa vie à la sculpture et son amour à Rodin, alors génie officiel. Retrouver Adjani dans ce premier film de Bruno Nuytten, couvert de César et de lauriers.

VO : Les Halles, 1^{re} (45-44-57-34) ; Elysees Lincoln, 2^e (43-58-36-14).

Femmes au bord de la crise de nerfs

de Pedro Almodóvar,
avec Carmen Maura,
Antonio Banderas,
Julietta Serrano,
Mario Berman,
Romy de Palma,
Guillermo Montesinos,
Eugenio (1 h 28).

Pedro Almodóvar, le Madrilène de choc,

Western stories

Le western est mort mais continue encore à susciter études, critiques, encyclopédies. Une bonne façon de revoir, hors TV, les plus grands succès du genre, c'est, peut-être, de se plonger dans l'album présenté par Pierre Tchernie : 80 grands succès du Western (Castelman). Dans une série qui présente quatre-vingts succès (pourquoi ce nombre ?), bien illustrés, avec un commentaire sobre mais précis, pour un prix décent, c'est un bon ouvrage d'initiation, descriptif, mais qui adopte l'ordre alphabétique : l'évolution historique du genre se trouve estompée.

Bâti sur le même modèle, mais d'un format plus restreint, les *Cent chefs-d'œuvre du western*, de Jean-Marc Bouineau, Alain Charlot et Jean-Pierre Frimbois, rendra les mêmes services.

Infiniment plus complet, quasiment exhaustif, se veut l'*Histoire universelle du western*, d'Eric Lobéque (Editions France-Empire). Cet ouvrage ambitieux se propose de rendre compte de tous les aspects du genre en abordant ses thèmes-clés et en étudiant aussi — chose intéressante — ses multiples avatars. Intentions louables mais qui, comme chacun sait depuis Glôd, ne font pas forcément les bons livres. Cette *Histoire universelle* n'est qu'un recueil d'anecdotes, une compilation hâtive et maledroite qui laisse passer un nombre incalculable de fautes

(n'y a-t-il pas de correcteurs aux Editions France-Empire ?). Tout est dit sans ordre, dans un français très approximatif. Il est vraiment dommage de voir tant de connaissances glissées par tant de précipitation ou de laisser-aller.

C'est de Grande-Bretagne que nous vient un excellent livre, une véritable encyclopédie : *The BFI Companion to the Western*, edited by Edward Buscombe (André Deutsch/BFI publishing), qu'on pourra aisément commander dans les librairies spécialisées. L'ouvrage (432 pages) se compose de cinq parties qui passent en revue l'évolution du western (I), ses composantes historiques et culturelles (II, sous forme de dictionnaire), les grands films (III, sous forme d'index), les cinéastes et les acteurs (IV) et, chose utile à l'heure du déferlement des téléfilms, la production télévisuelle très mal connue en France (V). Bref, un excellent instrument de travail, superbement illustré, pour un prix raisonnable.

CLAUDE AZIZA.

★ Pierre Tchernie présente 80 grands succès du western, Castelman, 75 F.

★ Les Cent chefs-d'œuvre du western, Marabout service, 1984, 40 F.

★ Eric Lobéque, *Histoire universelle du western*, Editions France-Empire, 145 F.

★ Edward Buscombe (ed.), *The BFI Companion to the Western*, André Deutsch BFI publishing, London, env. 400 F.

L'INTEGRALE DU 7^{EME} ART

UN SIECLE DE LA VIE DU CINEMA

Nouvelle édition en 3 volumes illustrés

Rédigée par Roger Boussinat, la nouvelle édition de l'Encyclopédie du Cinéma : 640 pages supplémentaires, 412 articles nouveaux, actualisation de plus de 1.000 articles.

La nouvelle mise en page avec 1.000 illustrations inédites est la seule encyclopédie qui vous propose un éclairage panoramique et détaillé sur l'univers cinématographique, depuis ses origines jusqu'à nos jours : ses personnalités, son histoire, sa technique, son esthétique, son industrie et son commerce.

Pour tous ceux qui s'intéressent au cinéma : professionnels et amateurs, chercheurs, curieux ou passionnés, l'Encyclopédie du Cinéma est l'ouvrage de référence obligé.

La somme d'informations, toutes les données, réalisateurs, auteurs, œuvres, près de 600 films analysés, l'équilibre entre la connaissance pure et la réflexion vivante, la richesse technique (1.550 illustrations), la grande facilité de lecture, en font un instrument de culture et de recherche le plus complet, l'ouvrage le plus exhaustif.

Bordas

Prix de lancement jusqu'au 31/05/89 1035 F au lieu de 1170 F

CINÉMA

fort de l'engouement que lui témoignent les États-Unis, pastiche l'élégance sophistiquée des comédies américaines de la grande époque. Ses femmes sont pour beaucoup dans la vigueur dévastatrice du film.

VO : Les Trois Luxembourgs, 8° (46-53-57-77).

Jésus de Montréal

de Denis Arcand, avec Lorraine Bracco, Catherine Wilkening, Johanne-Marie Tremblay, Rémy Girard, Robert Laporte, Gilles Pelletier, Camille (2 h).

Angélique, maigre, chétif et obéissant, Lorraine Bracco, comédien au chômage, se voit confier la mission de ramener le spectacle du chemin de croix, représenté dans un jardin la nuit, comme chaque été. Et voici que par de subtiles transitions entre les textes saints et la réalité, le Christ s'introduit parmi nous, les marchands-publicitaires sont chassés du temple... L'intelligence de Denis Arcand (déjà remarquée dans le *Déclin de l'empire américain*) va jusqu'à la représentation crédible de la Résurrection.

Clé : Bonheur, handicapé, 8° (42-71-52-38) ; U.G.C. Odéon, 8° (42-22-10-30) ; U.G.C. Rotonde, 8° (45-74-94-94) ; U.G.C. Biarritz, 8° (45-82-30-40) ; U.G.C. Opéra, 8° (45-74-94-94) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12° (43-43-01-58) ; U.G.C. Gobelins, 13° (43-36-23-44) ; Mitterand, handicapé, 14° (45-33-52-43) ; U.G.C. Convention, 15° (45-74-53-40).

La Légende du saint buveur

de Ermanno Olmi, avec Rainer Haas, Anthony Quayle, Sandrine Dumas, Dominique Pilon, Sophie Gaudin, Jean-Marc Chénat, Franco-italien (2 h 05).

Le dernier tour de vie d'un ancien moine de Salses, dans un Paris irréel et mer-

veilleux. Une fable sur la communauté des frères humains, entre lesquels l'argent peut être un bien lorsqu'il s'agit de le perdre. On peut voir - ou non - comme un film religieux cette ballade réalisée par l'auteur de *L'Arbre aux sabots*.

VO : Forum Arc-en-Ciel, handicapé, 1° (43-57-53-74) ; Cinéma Palace, 5° (43-54-07-78) ; Sept Perennales, 14° (43-20-32-20).

Les Liasons dangereuses

de Stephen Frears, avec Glenn Close, John Wood, Michelle Pfeiffer, Samuel Katz, Kevin Kline, Michael Nouri, Américain (2 h).

Le roman de Choderlos de Laclos, chef-d'œuvre que l'on sait de parvenu désespéré, met en scène des personnages qui ne se touchent ni ne se voient jamais : ils s'écrivent. D'où la difficulté d'adapter cette histoire dans laquelle deux aristocrates libres penseurs manipulent leur amour, portent à l'angoisse un abscès défilé. Stephen Frears choisit de jouer avec ces personnages légendaires pour monter une comédie sophistiquée, jouée avec esprit par des acteurs étonnamment présents.

VO : Forum Horizon, handicapé, 1° (45-08-57-57) ; U.G.C. Odéon, 8° (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8° (43-58-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-31) ; Gaumont Par-nasse, handicapé, 14° (43-36-23-44) ; Gaumont Aldéa, 14° (45-33-52-43) ; U.G.C. Convention, 15° (45-74-53-40).

Mississippi Burning

de Alan Parker, avec Gene Hackman, Willem Dafoe, Frances McDormand, Brad Davis, Américain (2 h 05).

D'après une pièce d'Arthur Miller, déjà adaptée en 1951 par Vincent du théâtre filmé sans génie. Mais un grand rôle de composition pour Dustin Hoffman, dont c'est la spécialité.



Barbara Hershey (lunettes) et Bette Midler (turban) affrontent leur vécu de femme (titre français *Au fil de la vie*) sur une plage (titre américain *Beaches*, plages). Ce mélo poignant est signé Barry Marshall, spécialiste patenté de sourire à travers les larmes.

R. Les Erreux, Gérard Berron, Américain (2 h 05).

Variation filmée d'un fait divers réel : le meurtre d'un jeune Noir et de deux militantes anti-ségrégationnistes, en 1964. Dans l'état du Mississippi, les choses ont-elles vraiment changé ?

VO : Forum Horizon, handicapé, 1° (45-08-57-57) ; U.G.C. Odéon, 8° (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8° (43-58-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-31) ; Gaumont Par-nasse, handicapé, 14° (43-36-23-44) ; Gaumont Aldéa, 14° (45-33-52-43) ; U.G.C. Convention, 15° (45-74-53-40).

Mort d'un commis voyageur

de Volker Schlöndorff, avec Dustin Hoffman, Kate Nale, John McVie, Stephen Lee, Charles Durning, Louis L'Amour, Américain (2 h 20).

D'après une pièce d'Arthur Miller, déjà adaptée en 1951 par Vincent du théâtre filmé sans génie. Mais un grand rôle de composition pour Dustin Hoffman, dont c'est la spécialité.

VO : Clé Bonheur, handicapé, 8° (42-71-52-38) ; U.G.C. Odéon, 8° (42-22-10-30) ; U.G.C. Rotonde, 8° (45-74-94-94) ; U.G.C. Biarritz, 8° (45-82-30-40) ; U.G.C. Opéra, 8° (45-74-94-94) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12° (43-43-01-58) ; U.G.C. Gobelins, 13° (43-36-23-44) ; Mitterand, handicapé, 14° (45-33-52-43) ; U.G.C. Convention, 15° (45-74-53-40).

New York Stories

de Martin Scorsese, Francis Coppola, Woody Allen, avec Nick Nolte, Roman Polanski, Steven Seagal, Telly Telford, Heather McComb, Woody Allen, Américain (2 h 04).

Rentrée en force du film à sketches avec ces trois visions du New York, sujet très librement traité par Coppola, Scorsese et Woody Allen. Intégral, forcément.

Racaille fait ses courses

de Percy Adlon, avec Marianne Sägebrecht, Brad Davis, Judge Reinhold, Erka Blankenburger, Américain (1 h 34).

Déjà qu'elle apparaît, d'une manière joyeuse et amusée, Racaille (Marianne Sägebrecht) devient notre amie. Elle vit à Stuttgart (Arkansas). Normal pour une immigrée bavarroise qui a suivi l'homme de sa vie, un pilote américain des années d'occupation (Brad Davis). L'histoire est d'une totale immoralité, les sentiments d'une jeunesse sincérité, Percy Adlon reste un fabuleux fabuliste, finement naïf.

VO : Gaumont Les Halles, handicapé, 1° (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2° (47-42-80-33) ; 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-31) ; Gaumont Par-nasse, handicapé, 14° (43-36-23-44) ; Gaumont Aldéa, 14° (45-33-52-43) ; U.G.C. Convention, 15° (45-74-53-40).

La Femme de l'aviateur

de Eric Rohmer, avec Philippe Maréchal, Marie Rivière, Anne-Laure Méury, Mathieu Carrière, Philippe Carot, Fabrice Luchini, Français, 1980 (1 h 44).

Après les contes minores, une incursion en Allemagne (la Marne d'O) et une autre au Moyen Âge (*Percival le Galois*), Eric Rohmer inaugure à son cycle des Comédies et proverbes. Le film porte d'ailleurs en sous-titre *On ne saurait penser à rien*. A l'époque, on fut déconcerté par son apparente inutilité. Depuis, avec *Pauline à la plage*, on a le temps de se faire à cette manière du maître. L'effet de surprise effacé, on se contentera du plaisir du

La Femme de l'aviateur

de Eric Rohmer, avec Philippe Maréchal, Marie Rivière, Anne-Laure Méury, Mathieu Carrière, Philippe Carot, Fabrice Luchini, Français, 1980 (1 h 44).

Après les contes minores, une incursion en Allemagne (la Marne d'O) et une autre au Moyen Âge (*Percival le Galois*), Eric Rohmer inaugure à son cycle des Comédies et proverbes. Le film porte d'ailleurs en sous-titre *On ne saurait penser à rien*. A l'époque, on fut déconcerté par son apparente inutilité. Depuis, avec *Pauline à la plage*, on a le temps de se faire à cette manière du maître. L'effet de surprise effacé, on se contentera du plaisir du

Précision

A propos de la « nouvelle » biographie de Lawrence d'Arabie

Celine Debylle, auteur d'une biographie de Lawrence d'Arabie parue à l'occasion de la ressortie du film, nous a fait parvenir la mise au point suivante : « J'ai lu avec étonnement le rapide compte rendu paru dans *le Monde* aris-tocratique » du 4 mai consacré à la biographie que je viens de publier aux éditions Seguir. Sur les traces de Lawrence d'Arabie. Il semblerait que j'aie pillé la biographie de Flora Armitage. La similitude de quelques phrases est due à l'exploitation des écrits du vivant de Lawrence. Ou alors n'a-t-on pas droit pour une biographie d'utiliser les documents de première main ? Il y a seulement, je vous l'accorde, trois phrases involontairement « reproduites entre guillemets ». Ma biographie est un reportage né avant tout de ma passion du désert et de ses populations. »

[Tout le monde peut s'empêcher des sources, c'est évident, à condition de les citer. Or, ce n'est pas le cas, quel qu'il en dise, de Celine Debylle dans sa biographie. Pour ne prendre, par exemple, que les sept premières pages de l'ouvrage de Flora Armitage, huit phrases d'un même trois lignes se retrouvent reproduites à l'extenso (à un mot ou un article près) dans les sept premières pages de la biographie de Celine Debylle. C.A.]

VO : Forum Horizon, handicapé, 1° (45-08-57-57) ; U.G.C. Odéon, 8° (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8° (43-58-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-31) ; Gaumont Par-nasse, handicapé, 14° (43-36-23-44) ; Gaumont Aldéa, 14° (45-33-52-43) ; U.G.C. Convention, 15° (45-74-53-40).

Willie Handker

de Willie Handker, Américain (1 h 34).

Déjà qu'elle apparaît, d'une manière joyeuse et amusée, Racaille (Marianne Sägebrecht) devient notre amie. Elle vit à Stuttgart (Arkansas). Normal pour une immigrée bavarroise qui a suivi l'homme de sa vie, un pilote américain des années d'occupation (Brad Davis). L'histoire est d'une totale immoralité, les sentiments d'une jeunesse sincérité, Percy Adlon reste un fabuleux fabuliste, finement naïf.

VO : Gaumont Les Halles, handicapé, 1° (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2° (47-42-80-33) ; 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-31) ; Gaumont Par-nasse, handicapé, 14° (43-36-23-44) ; Gaumont Aldéa, 14° (45-33-52-43) ; U.G.C. Convention, 15° (45-74-53-40).

Rain Man

de Barry Levinson, avec Dustin Hoffman, Tom Cruise, Valerie Quinlan, Jerry Molen, Jack Wadsworth, Michael D. Roberts, Américain (2 h 13).

Encore Hoffman, encore un rôle de composition. Le grand succès du printemps cinématographique.

VO : Clé Bonheur, handicapé, 8° (42-71-52-38) ; U.G.C. Odéon, 8° (42-22-10-30) ; U.G.C. Rotonde, 8° (45-74-94-94) ; U.G.C. Biarritz, 8° (45-82-30-40) ; U.G.C. Opéra, 8° (45-74-94-94) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12° (43-43-01-58) ; U.G.C. Gobelins, 13° (43-36-23-44) ; Mitterand, handicapé, 14° (45-33-52-43) ; U.G.C. Convention, 15° (45-74-53-40).

La Femme de l'aviateur

de Eric Rohmer, avec Philippe Maréchal, Marie Rivière, Anne-Laure Méury, Mathieu Carrière, Philippe Carot, Fabrice Luchini, Français, 1980 (1 h 44).

Après les contes minores, une incursion en Allemagne (la Marne d'O) et une autre au Moyen Âge (*Percival le Galois*), Eric Rohmer inaugure à son cycle des Comédies et proverbes. Le film porte d'ailleurs en sous-titre *On ne saurait penser à rien*. A l'époque, on fut déconcerté par son apparente inutilité. Depuis, avec *Pauline à la plage*, on a le temps de se faire à cette manière du maître. L'effet de surprise effacé, on se contentera du plaisir du

Racaille fait ses courses

de Percy Adlon, avec Marianne Sägebrecht, Brad Davis, Judge Reinhold, Erka Blankenburger, Américain (1 h 34).

Déjà qu'elle apparaît, d'une manière joyeuse et amusée, Racaille (Marianne Sägebrecht) devient notre amie. Elle vit à Stuttgart (Arkansas). Normal pour une immigrée bavarroise qui a suivi l'homme de sa vie, un pilote américain des années d'occupation (Brad Davis). L'histoire est d'une totale immoralité, les sentiments d'une jeunesse sincérité, Percy Adlon reste un fabuleux fabuliste, finement naïf.

VO : Gaumont Les Halles, handicapé, 1° (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2° (47-42-80-33) ; 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-31) ; Gaumont Par-nasse, handicapé, 14° (43-36-23-44) ; Gaumont Aldéa, 14° (45-33-52-43) ; U.G.C. Convention, 15° (45-74-53-40).

La Femme de l'aviateur

de Eric Rohmer, avec Philippe Maréchal, Marie Rivière, Anne-Laure Méury, Mathieu Carrière, Philippe Carot, Fabrice Luchini, Français, 1980 (1 h 44).

Après les contes minores, une incursion en Allemagne (la Marne d'O) et une autre au Moyen Âge (*Percival le Galois*), Eric Rohmer inaugure à son cycle des Comédies et proverbes. Le film porte d'ailleurs en sous-titre *On ne saurait penser à rien*. A l'époque, on fut déconcerté par son apparente inutilité. Depuis, avec *Pauline à la plage*, on a le temps de se faire à cette manière du maître. L'effet de surprise effacé, on se contentera du plaisir du

La Femme de l'aviateur

de Eric Rohmer, avec Philippe Maréchal, Marie Rivière, Anne-Laure Méury, Mathieu Carrière, Philippe Carot, Fabrice Luchini, Français, 1980 (1 h 44).

Après les contes minores, une incursion en Allemagne (la Marne d'O) et une autre au Moyen Âge (*Percival le Galois*), Eric Rohmer inaugure à son cycle des Comédies et proverbes. Le film porte d'ailleurs en sous-titre *On ne saurait penser à rien*. A l'époque, on fut déconcerté par son apparente inutilité. Depuis, avec *Pauline à la plage*, on a le temps de se faire à cette manière du maître. L'effet de surprise effacé, on se contentera du plaisir du

Racaille fait ses courses

de Percy Adlon, avec Marianne Sägebrecht, Brad Davis, Judge Reinhold, Erka Blankenburger, Américain (1 h 34).

Déjà qu'elle apparaît, d'une manière joyeuse et amusée, Racaille (Marianne Sägebrecht) devient notre amie. Elle vit à Stuttgart (Arkansas). Normal pour une immigrée bavarroise qui a suivi l'homme de sa vie, un pilote américain des années d'occupation (Brad Davis). L'histoire est d'une totale immoralité, les sentiments d'une jeunesse sincérité, Percy Adlon reste un fabuleux fabuliste, finement naïf.

VO : Gaumont Les Halles, handicapé, 1° (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2° (47-42-80-33) ; 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-31) ; Gaumont Par-nasse, handicapé, 14° (43-36-23-44) ; Gaumont Aldéa, 14° (45-33-52-43) ; U.G.C. Convention, 15° (45-74-53-40).

14° (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15° (45-28-43-27) ; Pathé Clichy, 19° (45-22-46-01) ; Le Gambetta, THX, 20° (46-38-10-08).

Roselyne et les Bons

de Jean-Jacques Beineix, avec Isabelle Pascal, Gérard Sarden, Philippe Clément, Gauthier Molinar, Wolf Harisch, Gabriel Monnet, Français (2 h 08).

La belle et les bêtes, façon Beineix. Une fable sur l'effort, la peur, dans un film réellement achevé.

Forum Opéra Express, handicapé, 1° (42-53-42-28).

Splendor

d'Enzo Scola, avec Marianne Sägebrecht, Massimo Troisi, Marina Vlady, Paolo Bonolis, Giacomo Piperno, Italien, couleurs et noir et blanc (1 h 50).

Le cinéma ne va pas bien en Italie. Les salles ferment, comme celle du Splendor ; Jordan, son propriétaire (Marianne Sägebrecht) se résigne. La pauvre épouse caennaise (Marina Vlady) résiste, comme Luigi, le jeune projectionniste. Et Scola fait assaut de nostalgie.

VO : Gaumont Les Halles, 1° (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2° (47-42-80-33) ; Pathé Clichy, 19° (45-22-46-01) ; Le Gambetta, THX, 20° (46-38-10-08).

Un cri dans la nuit

de Fred Schepisi, avec Mary McCormack, Sam Hall, Dale Reeves, Michael Weller, Nicolette Minister, Brian James, Américain (2 h).

Mélo-drame à partir d'une affaire juridique qui a bouleversé l'opinion australienne. Une femme fut accusée d'avoir tué son bébé, mystérieusement disparu, près du monolithe d'Ayers Rock révéler par les aborigènes, Digne dans le malheur, Mary McCormack se surpasse dans la composition « humaine ».

VO : Forum Arc-en-Ciel, 1° (43-57-53-74) ; Pathé Impérial, 2° (47-42-80-33) ; 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-31) ; Gaumont Par-nasse, handicapé, 14° (43-36-23-44) ; Gaumont Aldéa, 14° (45-33-52-43) ; U.G.C. Convention, 15° (45-74-53-40).

Trop belle pour toi

de Bertrand Blier, avec Gérard Depardieu, Joaquin Phoenix, Carole Bouquet, Roland Blanche, François Cluzet, Didier Bourdon, Français (1 h 31).

De l'impeccable Carole Bouquet à l'intéressante Joaquin Phoenix, quelle est la belle, quelle est la laide,

VO : Forum Horizon, handicapé, 1° (45-08-57-57) ; U.G.C. Odéon, 8° (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8° (43-58-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-31) ; Gaumont Par-nasse, handicapé, 14° (43-36-23-44) ; Gaumont Aldéa, 14° (45-33-52-43) ; U.G.C. Convention, 15° (45-74-53-40).

La Femme de l'aviateur

de Eric Rohmer, avec Philippe Maréchal, Marie Rivière, Anne-Laure Méury, Mathieu Carrière, Philippe Carot, Fabrice Luchini, Français, 1980 (1 h 44).

Après les contes minores, une incursion en Allemagne (la Marne d'O) et une autre au Moyen Âge (*Percival le Galois*), Eric Rohmer inaugure à son cycle des Comédies et proverbes. Le film porte d'ailleurs en sous-titre *On ne saurait penser à rien*. A l'époque, on fut déconcerté par son apparente inutilité. Depuis, avec *Pauline à la plage*, on a le temps de se faire à cette manière du maître. L'effet de surprise effacé, on se contentera du plaisir du

Racaille fait ses courses

de Percy Adlon, avec Marianne Sägebrecht, Brad Davis, Judge Reinhold, Erka Blankenburger, Américain (1 h 34).

Déjà qu'elle apparaît, d'une manière joyeuse et amusée, Racaille (Marianne Sägebrecht) devient notre amie. Elle vit à Stuttgart (Arkansas). Normal pour une immigrée bavarroise qui a suivi l'homme de sa vie, un pilote américain des années d'occupation (Brad Davis). L'histoire est d'une totale immoralité, les sentiments d'une jeunesse sincérité, Percy Adlon reste un fabuleux fabuliste, finement naïf.

VO : Gaumont Les Halles, handicapé, 1° (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2° (47-42-80-33) ; 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-31) ; Gaumont Par-nasse, handicapé, 14° (43-36-23-44) ; Gaumont Aldéa, 14° (45-33-52-43) ; U.G.C. Convention, 15° (45-74-53-40).

La Femme de l'aviateur

de Eric Rohmer, avec Philippe Maréchal, Marie Rivière, Anne-Laure Méury, Mathieu Carrière, Philippe Carot, Fabrice Luchini, Français, 1980 (1 h 44).

Après les contes minores, une incursion en Allemagne (la Marne d'O) et une autre au Moyen Âge (*Percival le Galois*), Eric Rohmer inaugure à son cycle des Comédies et proverbes. Le film porte d'ailleurs en sous-titre *On ne saurait penser à rien*. A l'époque, on fut déconcerté par son apparente inutilité. Depuis, avec *Pauline à la plage*, on a le temps de se faire à cette manière du maître. L'effet de surprise effacé, on se contentera du plaisir du

Racaille fait ses courses

de Percy Adlon, avec Marianne Sägebrecht, Brad Davis, Judge Reinhold, Erka Blankenburger, Américain (1 h 34).

Déjà qu'elle apparaît, d'une manière joyeuse et amusée, Racaille (Marianne Sägebrecht) devient notre amie. Elle vit à Stuttgart (Arkansas). Normal pour une immigrée bavarroise qui a suivi l'homme de sa vie, un pilote américain des années d'occupation (Brad Davis). L'histoire est d'une totale immoralité, les sentiments d'une jeunesse sincérité, Percy Adlon reste un fabuleux fabuliste, finement naïf.

VO : Gaumont Les Halles, handicapé, 1° (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2° (47-42-80-33) ; 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-31) ; Gaumont Par-nasse, handicapé, 14° (43-36-23-44) ; Gaumont Aldéa, 14° (45-33-52-43) ; U.G.C. Convention, 15° (45-74-53-40).

La Femme de l'aviateur

de Eric Rohmer, avec Philippe Maréchal, Marie Rivière, Anne-Laure Méury, Mathieu Carrière, Philippe Carot, Fabrice Luchini, Français, 1980 (1 h 44).

Après les contes minores, une incursion en Allemagne (la Marne d'O) et une autre au Moyen Âge (*Percival le Galois*), Eric Rohmer inaugure à son cycle des Comédies et proverbes. Le film porte d'ailleurs en sous-titre *On ne saurait penser à rien*. A l'époque, on fut déconcerté par son apparente inutilité. Depuis, avec *Pauline à la plage*, on a le temps de se faire à cette manière du maître. L'effet de surprise effacé, on se contentera du plaisir du

VO : Gaumont Les Halles, handicapé, 1° (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2° (47-42-80-33) ; 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-31) ; Gaumont Par-nasse, handicapé, 14° (43-36-23-44) ; Gaumont Aldéa, 14° (45-33-52-43) ; U.G.C. Convention, 15° (45-74-53-40).

Racaille fait ses courses

de Percy Adlon, avec Marianne Sägebrecht, Brad Davis, Judge Reinhold, Erka Blankenburger, Américain (1 h 34).

Déjà qu'elle apparaît, d'une manière joyeuse et amusée, Racaille (Marianne Sägebrecht) devient notre amie. Elle vit à Stuttgart (Arkansas). Normal pour une immigrée bavarroise qui a suivi l'homme de sa vie, un pilote américain des années d'occupation (Brad Davis). L'histoire est d'une totale immoralité, les sentiments d'une jeunesse sincérité, Percy Adlon reste un fabuleux fabuliste, finement naïf.

VO : Gaumont Les Halles, handicapé, 1° (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2° (47-42-80-33) ; 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-31) ; Gaumont Par-nasse, handicapé, 14° (43-36-23-44) ; Gaumont Aldéa, 14° (45-33-52-43) ; U.G.C. Convention, 15° (45-74-53-40).

La Femme de l'aviateur

de Eric Rohmer, avec Philippe Maréchal, Marie Rivière, Anne-Laure Méury, Mathieu Carrière, Philippe Carot, Fabrice Luchini, Français, 1980 (1 h 44).

quelle est la gagnante ? Le vaincu est en tout cas Depardieu.

Gaumont Les Halles, 1° (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2° (47-42-80-33) ; Rex, 2° (42-38-83-83) ; U.G.C. Danton, 8° (42-25-10-30) ; U.G.C. Montparnasse, 8° (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 14° (43-58-19-08) ; Saint-Lazare-Paquier, handicapé, 14° (43-58-19-08) ; U.G.C. Biarritz, 8° (45-82-30-40) ; Les Nations, 12° (43-43-01-58) ; U.G.C. Gobelins, handicapé, 13° (43-36-23-44) ; Gaumont Aldéa, 14° (45-33-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14° (43-58-19-08) ; Gaumont Convention, 15° (45-74-53-40) ; U.G.C. Mitterand, 17° (47-42-80-33) ; Pathé Wagram, 18° (45-22-46-01) ; Le Gambetta, THX, 20° (46-38-10-08).

Un cri dans la nuit

de Fred Schepisi, avec Mary McCormack, Sam Hall, Dale Reeves, Michael Weller, Nicolette Minister, Brian James, Américain (2 h).

Mélo-drame à partir d'une affaire juridique qui a bouleversé l'opinion australienne. Une femme fut accusée d'avoir tué son bébé, mystérieusement disparu, près du monolithe d'Ayers Rock révéler par les aborigènes, Digne dans le malheur, Mary McCormack se surpasse dans la composition « humaine ».

THÉÂTRE

LES RENCONTRES INTERNATIONALES DE LYON

Séduire au berceau



La scène coupée par un écran blanc dans « Terre promise », spectacle italo-canadien.

Le travail exemplaire des dirigeants du Théâtre des Jeunes Années de Lyon éclate chaque année à l'occasion d'un festival international prestigieux qui rassemble les meilleures compagnies dramatiques pour l'enfance et la jeunesse. Une fête qui n'empêche pas les praticiens d'un genre ancestral de s'interroger sur un avenir menacé.

DIFFICILE d'avoir été les pionniers et de demeurer les premiers, surtout dans un domaine à risques comme celui du théâtre pour enfants. C'est pourtant ce qu'ont fait Maurice Yendt et Michel Dieuaide, l'aigle à deux têtes du Théâtre des Jeunes Années (TJA) de Lyon, qui sont aussi directeurs artistiques des Rencontres internationales de ce même théâtre (RITEJ). Depuis 1977, l'un des festivals les plus importants avec ceux de Turin, de Munich, de Montréal et de Sado, au Japon : 9 000 spectateurs aux RITEJ en 1977, 35 000 en 1987.

Leur théâtre, rue de Bourgogne, à Lyon, ne déçoit pas et a réussi à s'ouvrir le soir aux familles : chez eux, un spectacle invité est joué quinze fois, leurs propres créations connaissent jusqu'à quarante reprises. Cette fois, pour les vingt ans du TJA, on a même poussé le luxe jusqu'à remonter pendant toute la saison une dizaine d'anciens spectacles, et consacrer le tout par une création ambitieuse placée, bien entendu, dans la foulée du Bicentenaire : *les Tambours de Valmy*...

Rien d'étonnant que Maurice Yendt et Michel Dieuaide soient à la fois le fer de lance, le boucher et le porte-parole du théâtre français pour jeune public, ici et à l'étranger. Chacun apporte la marque de sa personnalité singulière. L'aîné, Maurice Yendt, né à son métier en 1968 et ancien pédagogue, se reconnaît l'héritier de Brecht et de Vilar, le serviteur d'un théâtre clair - peut-être trop clair - et formateur du spectateur de demain qui est l'enfant. Mais cet auteur habile, maître des ficelles du métier, est aussi un fin diplomate face aux autorités et aux institutions. Michel Dieuaide, acteur, infatigable prospecteur de spectacles, sacrifie volontiers à la passion du risque, mais n'oublie jamais les exigences de l'administrateur. Juste un peu de passion, et beaucoup de raison...

Pourtant, la réussite de ces deux hommes et de leur théâtre (promu Centre dramatique national en 1980) ne les conduit ni à un triomphalisme sans conditions ni à un optimisme béat. Leur cas, et celui de quelques rares autres comme Xavier Pomerat à Strasbourg, ou Daniel Bazilier à Saint-Denis, ne saurait faire oublier que, dans son ensemble, la situation du théâtre pour enfants reste précaire et son avenir incertain.

Il est sûr que le jeune public - quatre millions de têtes blondes - représente bien le tiers de l'audience totale de théâtre en France. Sur quelques dizaines de compagnies, deux théâtres nationaux, quelques centres dramatiques nationaux spécialisés, certaines maisons de la culture pensent à l'occasion aux enfants dans leur programmation. Mais le ministère de la culture ne propose plus depuis longtemps d'idées nouvelles. On se contente de maintenir, on ou pratique la politique de l'autruche, et dans les faits la situation régresse. Les Unités-enfance du Havre, d'Aubay, de Chalon-sur-Saône, de Grenoble, n'existent plus, alors



« Les Chaises », du Théâtre de Turin.

qu'elles constituaient des centres d'accueil et de production essentiels. Les Centres dramatiques nationaux pour l'enfance et la jeunesse (CDNEJ), six à l'origine en 1976, ne sont plus que quatre : la Comédie de Lorraine a été supprimée, et depuis la démission de François Pillot à la tête de la Pomme verte de Sartrouville, ladite Pomme verte a été absorbée par le Théâtre de Sartrouville.

Mais les résistances les plus fortes tiennent sans doute à la profession elle-même, qui continue de douter souvent, d'ignorer toujours, de mépriser parfois.

C'est contre ce climat général que s'insurge Maurice Yendt dans un ouvrage qui paraît précisément la semaine même de l'ouverture des RITEJ, *les Ravisseurs d'enfants*. Ce bon livre mérite de connaître un autre public que celui des Rencontres de Lyon car on y apprend beaucoup de choses, quand bien même on peut se douter que l'auteur plaide ici pour son saint et trouve sans peine, à travers l'histoire d'une pièce pour enfants, l'occasion de célébrer la belle aventure du TJA.

Mais il est bon de se souvenir de l'importance que Stanislavski accordait aux enfants du Théâtre d'art de Moscou, du souci ardent qu'avaient d'eux Charles Dullin à l'Atelier et, à Berlin, Erwin Piscator. Quand bien même l'un ou l'autre se laissait aller à semer les germes du dangereux dogme de la « spécificité » du théâtre pour enfants, dogme qui allait favoriser tous les excès et les pires erreurs. À commencer par celle de la tulle de l'école, si forte encore en Grande-Bretagne avec le système du *theatre in education*.

Malgré les grands théâtres de Minneapolis et d'Albany aux Etats-Unis, malgré les théâtres d'Etat pour la jeunesse d'Union soviétique, les faiseurs de théâtre pour enfants deviennent partout des marginaux abolis qui, dès qu'ils prétendent élargir leur public, deviennent des pirates, des piètreurs de plates-bandes. Le temps est loin où Vilar (en 1970) inscrivait trois créations pour enfants à la programma-

tion officielle d'Avignon. Aujourd'hui, on traiterait presque les créateurs pour jeune public de détournés, de « ravisseurs d'enfants », comme le prétendait la légende de ces comédiens ambulants qui parcouraient la Russie un peu après la révolution de 1917.

Maurice Yendt, dans son livre aussi souvent amer qu'exalté, évoque les étapes de son itinéraire de dramaturge : après les créations collectives de l'immédiat après-68, il se reconnaît une période « pédagogique », avec des spectacles comme *le Roi-clown*, farce sur le pouvoir, *l'Histoire aux cheveux coupés*, sur le racisme, *la Marche à l'avers*, sur la répression familiale, *les Lions de sable*, sur le sexisme. Mais il s'est tourné à la fin des années 70 vers des textes d'autres auteurs, a monté du Prévert (*Lettres des îles Baladar*) ou de Beckett (*Document Billy*). En 1987, il a demandé à Richard Demarcy d'écrire pour lui *les Deux Bossus*. A ses yeux, un théâtre de répertoire, avec de vrais comédiens, de vrais textes, de vrais décors, de vraies lumières, reste le plus sûr rempart contre l'agression et la standardisation culturelles.

Rien de moins universel, il est vrai, que la notion d'enfance. Rien de plus beau que de vouloir la respecter en créant spécifiquement pour elle, contre vents et marées. Reste à prouver, comme en convient l'auteur lui-même, que « le militantisme et la générosité humaines » débouchent toujours sur une œuvre d'art.

BERNARD RAFFALLI

★ *Les Ravisseurs d'enfants*, Actes Sud « Papiers », PUF, 96F.

★ Rencontres internationales du Théâtre pour l'enfance et la jeunesse, 23, rue de Bourgogne, 69009, Lyon. Tél. : (06) 78-64-14-24. Du 29 mai au 10 juin.

SPECTACLES NOUVEAUX

Monsieur songe

de Robert Pinget, mise en scène de Jacques Sallier, avec Nadia Baranda, Danielle Lohman, Jacques Boudet et Jacques Sallier.

Retrouvailles de Jacques Sallier et Robert Pinget, l'un de nos auteurs les plus acharnés à bien servir le répertoire contemporain et l'un de nos auteurs dramatiques les plus importants. Dans une petite salle, conviviale donc, un quartier de comédiens félicite qui nous promet un bon moment.

Poche-Montparnasse, 75, bd du Montparnasse, 8^e. A partir du 25 mai. Du mardi au vendredi à 20 h 45, le samedi à 20 heures et 22 heures. Tél. : 46-48-82-87. De 80 F à 180 F.

Roset et Egarve

de Harald Mueller, mise en scène de Christian Schärer, avec Agathe Alana et Christian Ruché.

Harald Mueller est l'un des plus grands auteurs allemands des années 60, instrument virulent de critique sociale, que certains comparent à Brecht. Si Roset et Egarve est une création à laquelle participe l'excellent Christian Ruché, l'un des piliers de l'ex-

troupe de la Salamandre. Cartoucherie Théâtre de la Tonnelle, route de la Pyramide, 12^e. A partir du 24 mai. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-36-36. Durée : 1 h 50. De 40 F à 90 F.

Théâtres et Rituel

Un mois pour voyager autour du monde du théâtre et s'interroger et - on l'espère - se passionner pour les origines et l'importance de la création dramatique. Si la *Retour*, ensemble de quatre spectacles de Tadéusz Kantor (Théâtre national de Chaillot), nous est bien connu, il faudra aller découvrir le théâtre rituel indien du Kerala (Cartoucherie de Vincennes), le Mak-Yong, théâtre dansé de Malaisie, le Congada, rituel populaire du Minas Gerais, les danses de cour d'Indonésie, la chronique des sultans Bamoun du Cameroun, les manifestations Alsacaises des gériseurs soufis du Maroc (Maison des cultures du monde), le théâtre rituel du Kerala (Théâtre du Soleil), et la performance de Géo Ripley (Maison de l'Amérique latine), venu de Saint-Domingue.

Cartoucherie, Maison des cultures du monde, La Maison de l'Amérique latine, Chaillot, vers. Maison des cultures du monde, 12^e. A partir du 24 mai. Tél. : 46-44-72-80. De 18 F à 100 F.

SÉLECTION PARIS

L'Avare

de Molière, mise en scène de Jacques Mauclair, avec Jean-Pol Brissot, Gérard Pichon, Nicole Dubois, et Jacques Mauclair.

Transposant les costumes de l'Avare vers un aujourd'hui un peu baby-boom, Jacques Mauclair joue un Harpagon assez clownesque. Il a fait des mises en scène plus subtiles, mais pourquoi résister à la sincérité, en côté « gens du voyage » de sa troupe ? Au Marais, on a le cœur du théâtre sur la main.

Marais, 37, rue Voltaire, 3^e. De mardi au samedi à 20 h 45. Tél. : 42-74-14-84. Durée : 2 heures. 80 F et 100 F.

Cirque Aladin

avec Eva Broderer, Eli Fries, Pin Kool, Carina Held.

Féa

Jaco Schimman, Casper Fries, Roger Burman, Ed Kaufmann et Stephen Dietrich.

Une joyeuse - très joyeuse troupe - venue de Suisse nous propose sous chapiteau un voyage en forme de « Contes de la folie extraordinaire ». Entre cirque traditionnel et music-hall, et avec un zeste de cabaret puisque l'on peut manger sur place, un grand et juste succès. Aladin et ses chapiteaux aux mille miroirs continuent à la Cartoucherie de Vincennes leur carrière entamée aux Arènes de Laide.

Cartoucherie de Vincennes, route de Champ-de-Mars, 12^e. De mardi au dimanche à 20 h 30. Tél. : 48-08-38-20. Durée : 2 heures. De 120 F à 180 F.

CATS
MOULIERE 89
MEILLEUR SPECTACLE MUSICAL
THEATRE DE PARIS
100 000 000 42.80.59.73
100 000 000 42.80.59.73
100 000 000 42.80.59.73

ATHENEE LOUIS JOUVET
DERNIERES
QUARTETT
de HEINER MÜLLER
C'est magnifique. LE MONDE
A ne manquer sous aucun
prétexte...
LIBERATION
77427 ET AGENCES PARC GROS 3015 BILLET
81412 PARIS 12^e 100 000 000 42.80.59.73

LES ETOILES DE LA PEINTURE 1989
Concours national ouvert à tous les jeunes peintres de 15 à 30 ans
Voici l'édition 89 des Etoiles de la Peinture, organisée par le Secrétariat d'Etat chargé de la Jeunesse et des Sports et le groupe ACCOR.
• Dépôt des œuvres avant le 15.9.89, à la Direction Régionale de la Jeunesse et des Sports.
• 3 prix : 50 000 F, 25 000 F, 15 000 F !
• A Paris : Exposition dans une galerie des 40 meilleures œuvres et finale en décembre 89.
ACCOR
CONTACT Secrétariat d'Etat chargé de la Jeunesse et des Sports.
78, rue Olivier de Serres 75015 Paris. Tél. (1) 48.28.40.00 poste 22.37

THÉÂTRE

Le Dénouement du diable

de Philippe Caubère, mis en scène et joué par l'auteur.

Philippe Caubère, encore et toujours, seul en scène. Il reprend une nouvelle fois le premier de ses parcs scéniques, racontant sa vie et ses débuts d'acteur avant qu'il ait rejoint le Théâtre du Soleil d'Ariane Mnouchkine. Une nouvelle fois, épatant.

Arta-Hébert, 78 bis, bd des Basquilles, 17°. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-87-23-28. Durée : 2 h 30. De 80 F à 180 F. Dernière représentation le 27 mai.

L'Ex-femme de ma vie

de Jocelyne Balasko, mise en scène de l'auteur, avec Jocelyne Balasko.

Jane Birkin (à partir du 29 mai), Richard Berry, Daniel Berlioz et Cécile Audebert.

Petit à petit, Balasko fait son apprentissage du théâtre. La voilà sur une grande scène où elle reprend ses côtés de Richard Berry une pièce créée avec succès l'automne dernier au Splendid-Saint-Martin par Jane Birkin et Thierry Lhermitte. Balasko prend des risques, de jeu et d'écriture plus que de mise en scène, et affine un style qui, avec cette nouvelle pièce, prend plus de relief. Du coup, une certaine gravité aiguise le rire qui tient bien sûr ici et toujours la vedette.

Gymnase Marie-Bell, 30, bd Bonne-Nouvelle, 10°. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-46-78-78. Durée : 1 h 45. De 29 F à 200 F.

Le Fusil de chasse

de Yasunori Iwano, mise en scène de Stuart Seide, avec Martin Ponceau, Laurence Roy et Alison Morris.

Nouvelle mise en scène de Stuart Seide, talentueux acteur et metteur en scène américain installé à Paris depuis bientôt vingt ans. Une nouvelle fois, il s'est entouré de servants du théâtre de qualité - les comédiennes Martine Pascal et

Laurence Roy et le compositeur Pascal Dusapin - pour adapter le récit d'un écrivain japonais tenu, par ceux qui le connaissent, pour l'une des plus importantes plumes de son temps.

Théâtre 13, 24, rue David, 13°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-86-16-30. Durée : 1 h 30. 80 F et 90 F.

God Save The Queen

de Kado Kostzer, mise en scène de l'auteur, avec Marilù Marini.

Marilù Marini est la « fée du logis » du groupe Têd. Elle est la coquette, la brillante et elle adore se déguiser. Elle a été la femme assise, de Copi, Caliban dans la Tempête et elle est aujourd'hui une pauvre femme qui attend un enfant en même temps que la reine d'Angleterre. Elle fantasme.

Théâtre de la Comédie, 2, rue Edouard-Poisson, 82000 Annecy-le-Vieux. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 46-34-67-67. Durée : 1 h 15. 80 F et 100 F.

Ivanov

d'Anton Tchekhov, mise en scène de Pierre Roman, avec Didier Sandre, Nade Strasser et Henri Vigeux.

L'occasion est belle de retrouver une « troupe » qui avait enchanté les nuits du dernier Festival d'Avignon, avec Tchekhov déjà et un très beau montage de textes, chronique des fins d'après-midi imaginées par l'auteur. Elle est rejointe aujourd'hui par Didier Sandre, Henri Vigeux et quelques autres pour un nouveau voyage dans la Russie de la fin du XIX^e siècle que nous ferons, une nouvelle fois et avec le même plaisir, aux côtés de la superbe Nade Strasser.

Théâtre des Amateurs, 7, av. Pablo-Picasso, 82000 Annecy-le-Vieux. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 3 heures. 80 F et 110 F.

Lorenzaccio

d'Alfred de Musset, mise en scène de Francis Huster, avec Francis Huster,



Jacques Episcopo, Laurence Bourdier, Antoine Duléry, Georges Garot et Monique Méliand.

Revoilà Francis Huster pour une nouvelle mise en scène à grand spectacle. Il s'empare du plus grand poème dramatique de notre répertoire, s'entoure de plusieurs dizaines de comédiens, et interprète lui-même, entre cynisme machinal et vilaine enfance, le personnage saisissant et ténébreux dessiné par Musset. Le public est ravi.

Théâtre Romant-Bernart, av. Franklin-Roosevelt, 8°. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-08-80. Durée : 3 h 45. De 80 F à 200 F.

Le Mariage de Figaro

de Beaumarchais, mise en scène d'Antoine Vitez, avec Catherine Sauter, Geneviève Castell, Richard Fontana et Claude Mathieu. La première mise en scène d'Antoine Vitez à la tête de

la Comédie-Française depuis essentiellement par les faillites de la distribution mais aussi par la distance prise par le metteur en scène avec une œuvre facile pour tout le monde. Dans le petit rôle de Marceline, Catherine Sauter est excellente mais, hélas, bien essouffée.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1°. Le 28 mai, 14 heures ; le 29, 20 h 30 (et les 31 mai, 2, 5, 7, 9, 11, 17, 21, 25 et 29 juin). Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 heures. De 40 F à 180 F.

Quartett

de Heiner Müller, d'après « Les Liaisons dangereuses » de Choderlos de Laclos, mise en scène de Jean-Louis Martinelli, avec Evelyn Didi et Yann Collette.

Créé l'an passé avec succès au Théâtre de Lyon, ce spectacle signé par Jean-Louis Martinelli (lire le supplément Arts et spectacles du 20 avril dernier) est enfin accueilli à Paris. Deux excellents comédiens servent un texte passionnant, variation du drame antique allemand Heiner Müller sur les Liaisons dangereuses de Choderlos de Laclos.

Athénée-Louis Jovet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jovet, 8°. Le mardi à 19 heures, du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-42-57-27. Durée : 1 h 10. De 80 F à 180 F.

Thomas B.

de Jacques Knaeuper, mise en scène de l'auteur, avec Denis Manet.

Denis Manet seul en scène pour une tentative de « portraiture » du dramaturge

Le San Francisco Ballet, la plus ancienne troupe des États-Unis, est au théâtre des Champs-Élysées pour deux soirs encore. Il présente le meilleur de son travail, tel ce « Handel-A Celebration », chorégraphié par Helgi Tomasson, directeur artistique qui a mis en quatre ans le SFB au sommet.

et beaucoup aussi sur la façon dont le public le regarde ou pourrait le regarder. Entre comique pur et tragédie dur, un héros et personnage en quête d'acteur.

Bouffes du Nord, 27 bis, bd de la Chapelle, 10°. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 40-38-54-50. Durée : 1 h 30. 70 F et 100 F. Dernière représentation le 27 mai.

DANSE

San Francisco Ballet

Il reste encore deux soirs pour voir cette compagnie brillante danser des chefs-d'œuvre : *Thème et variations* de Balanchine, *New Sleep* de William Forsythe et *Handel-A Celebration* de Helgi Tomasson.

Théâtre des Champs-Élysées, 24 et 25 mai, 20 h 30. Tél. : 40-27-82-25. Durée non précisée. De 40 F à 200 F.

Béjart Ballet Lausanne

Créations et répertoire alternent sous la somptueuse verrière du Grand Palais. 1789... et nous (1) : où Béjart se tire avec humour du pensum Bicentenaire. A force de partir, je suis resté chez moi, l'Oiseau de feu, le Sacre du printemps (2), Danse grecque, Chère-Mishima-Paron, Chaka (Création pour Eric Vu-An), Boléro (3). Béjart a décidé que le Sacre et Boléro, les best-sellers depuis plus d'un quart de siècle, seraient dansés là pour la dernière fois.

Grand Palais (1) du 24 au 27 mai, du 1er au 3, du 8 au 10,

et du 12 au 17 juin ; (2) du 5 au 7 juin ; (3) du 29 au 31 mai, 21 h 30. Tél. : 48-78-78-00. De 100 F à 280 F.

Anna Teresa de Keersmaecker

Une des personnalités les plus surprenantes apparues dans les années 80. Un programme consacré à Bartok : *Mikrokosmos* et *Quatuor n° 4* (1), l'autre à Monteverdi : *Ottone*, *Ottone* sur le Couronnement de Pippin (2).

Théâtre de la Ville (1), du 24 au 26 mai ; (2) du 29 mai au 1er juin, 20 h 45. Tél. : 42-74-22-77, 70 F et 110 F.

Pour Nijinski

Bien que la date soit un peu controversée, on fête cette année le centenaire de la naissance de Nijinski. Le Théâtre 14 et la revue *Pour la danse* ont eu l'idée originale de demander à huit chorégraphes un solo (qu'ils dansent eux-mêmes) inspiré par ce fameux danseur, qui fut aussi un chorégraphe d'avant-garde. Daniel Larcien, Mathilde Monnier, Hervé Robbe, Mark Tompkins (1), Andy Degroot, Odile Duboc, Michel Kalemien, Karine Saporta (2).

Théâtre 14 (1) 24 mai ; (2) du 25 au 27 mai, 20 h 45. Tél. : 46-45-46-77. Durée non précisée. 100 F (80 F par programme, si vous assistez aux deux soirées).

Patrick Dupond et le Ballet du Némé

Notre exubérante star revient avec un programme entièrement consacré à Ulysse Dore, qui avait signé l'an dernier un assez plaisant *Faith et gestes*. Ce ballet est repris entre *Vesper*, *Red Blood* et *Urban Folk Tales*.

Palais des sports, du 30 mai au 11 juin, 20 h 30. Tél. : 48-28-40-69. 2 heures. 80 F à 280 F.

Jeune danse européenne

Comment dansent nos voisins ? Réponse des Pays-Bas, avec Pauline Daniels et Franco-Marie Uitti (1) ; de l'Angleterre avec The Chameleon, The Feathered, Yoland Smith et Kathy Crick (2).

Centre Georges-Pompidou (1) du 24 au 25 mai, 21 heures ; (2) 31 mai, 21 heures ; les 1er et 2 juin, 18 h 30 et 21 heures. Tél. : 42-74-42-19. Durée non précisée. 70 F.

Festival de Saint-Denis

Wim Vandebruyne et son musicien Thierry de Mey avaient écrit il y a deux ans avec *What the Body Does not Remember*. Ils reviennent avec *Les Porteurs de mauvaises nouvelles*, qu'on dit tout aussi déconcertant.

Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, 24, 26 et 27 mai, 20 h 30. Tél. : 42-43-30-67. Durée non précisée. 80 F.

Condrillon

Une reprise du ballet le plus célèbre de Maguy Marin, par le Ballet de l'Opéra de Lyon.

Créteil, Maison des Arts et de la Culture, 30 et 31 mai ; du 1er au 3 juin, 20 h 30. Tél. : 48-30-18-98. Durée non précisée. 100 F.

La collection « Théâtre » a été fondée par Olivier Schmitt. « Danse » : Sylvie de Némé.

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS

CAVEAU FRANÇOIS-VILLON

64, rue de l'Arbre-Sec, 1°. 42-36-10-92

JOHN JAMESON 10, rue des Capucines, 2°. 40-15-00-30/40-15-08-08

LE SARRADIN 2, rue de Vienne, 8°. 45-22-23-62

LE MANGE TOUT 24, bd de la Bastille, 12°. 43-43-95-15

LE PRESBOURG 3, av. de la Grande-Armée, 16°. 45-00-24-77

LE CORSAIRE 1, bd Eschmann, 16°. 45-25-53-25

LE GOURMAND CANDIDE 43-80-01-41

LA VIGNE

42-60-13-55

30, rue de l'Arbre-Sec, 1°

Déj. dîner à 22 h. CASSOLET, CONFIT, FOIE GRAS, chips, macis, DINNER

Un saumon de la Contrecoque, floc au port de plénitude de Paris - cadre rénové - cuisine

Accueil NON-STOP jusqu'à 1 h du matin. Une table gastronomique, avec vue sur l'Arc de triomphe, que tout Parisien se doit de découvrir. Plats du terroir, fruits de mer. Poissons fins. Langoustes et homards du vivier, terr. déj. d'été. Menu à 92 F + carte.

Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 8 à 45 personnes. T.l.j. sauf samedi midi et dimanche.

Spécialité de confit de canard et de canard au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. Ouvert dimanche. Fermé lundi.

« Une des meilleures adresses indiennes de la capitale ». Authentiques spécialités MUGLAI servies dans un cadre raffiné. Carte 140 F. A midi, menus à 70 F et 100 F.

RIVE DROITE

CHEZ COLINOT, 45-67-66-42

1, rue Pierre-Léon, 7°

Créé l'an passé avec succès au Théâtre de Lyon, ce spectacle signé par Jean-Louis Martinelli (lire le supplément Arts et spectacles du 20 avril dernier) est enfin accueilli à Paris. Deux excellents comédiens servent un texte passionnant, variation du drame antique allemand Heiner Müller sur les Liaisons dangereuses de Choderlos de Laclos.

Athénée-Louis Jovet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jovet, 8°. Le mardi à 19 heures, du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-42-57-27. Durée : 1 h 10. De 80 F à 180 F.

Denis Manet seul en scène pour une tentative de « portraiture » du dramaturge

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT

HUITRES TOUTES L'ANNÉE POISSONS DU MARCHÉ

Plats traditionnels - Vins à découvrir. Décor : « Renaissance de Luxe »

TERRASSE au pied de l'Opéra-Bastille. T.l.j. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

DES RESTAURANTS OUVERTS

24 h sur 24

CONGRES MAILLOT

Porte Maillot : 80, av. de la Grande-Armée

HUITRES, COQUILLAGE toute l'année

POISSONS, VIANDES à l'os grillées

43-74-17-24 - Ouvert T.l.j.

PAYS-BAS

Centre Georges Pompidou

JEUNE DANSE

EUROPEENNE

les 24 et 25 Mai à 21 heures

Pauline DANIELS - Frances-Marie UITTI

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

DES LIVRES

مكتبة الأمل

ARTS

EVGEN BAVCAR, PHOTOGRAPHE NON-VOYANT

Les yeux au bout des doigts

Avant perdu la vue à onze ans, ce Slovène n'a pas oublié ce que signifient les mots « lumière » ou « feu ». Photographe, il oppose néanmoins à ses modèles un miroir sans tain. Et fixe des images silencieuses, comme engluées de sommeil.

L'HIVER dernier, durant le Mois de la photo, les passionnés de l'image fixe ont souvent croisé, lors des vernissages, la silhouette romanesque, au cou ceint d'une flamboyante écharpe rouge et au menton cerclé par un collier de barbe, d'Evgen Bavec.

Personnage à la Aristide Bruant, ce photographe aveugle de quarante-trois ans, né en Slovénie, était le photographe officiel du Mois, grâce à Jean-Luc Monterosso. Figure seigneuriale, Bavec formait un couple singulier avec l'ami anglais qui lui servait de guide. L'un ne comprenant rien, l'autre traduisant tout. Héros beckettien unis par la compréhension complice du non-vu et du non-dit.

De cette expérience, Bavec garde un souvenir ému qu'il évoque de son accent chantant et doux. « J'avais pour rôle de traduire l'ambiance. Ma grande crainte était que quelqu'un ne débouche devant l'objectif à l'instant de la prise. L'appareil voit pour moi. Je me repère à l'odeur et aux voix. J'ai ainsi traité Charlotte Rampling, Caroline de Monaco, Catherine Deneuve conversant avec Helmut Newton. Mais aussi Lucien Hervé, Gilberte Brusaï ou Georges Rousse. »

Une seule personne en un mois lui a souri. Et, lors des quarante-cinq vernissages qu'il a couverts, il n'a enregistré qu'une seule réaction négative. Quelqu'un lui a arraché son appareil en l'accusant de n'être pas aveugle et de travailler pour la police. Mais la plupart de ses modèles posent sans défense. Ils semblent hypnotisés par ce voyeur avide qui leur dérober une image invisible à ses yeux.

Evgen Bavec photographie depuis vingt-cinq ans. « Je ne suis pas un photographe au sens classique, car je ne maîtrise pas totalement mon travail. Mais c'est moi qui décide tout. Les gens qui me regardent savent que je ne vois pas. Il n'y a pas d'effet miroir. Je ne leur remonte rien. Ils sont livrés à eux-mêmes. Leur regard se situe au-delà du visible. »

Puisqu'il n'a pas la perception directe de ses images, il les voit par le regard de ses amis. « Fermer les yeux, c'est faire parler l'image dans le silence », disait Barthes. Le doigt de la vue pousse Bavec à revendiquer pleinement l'originalité de sa situation. « Au début était l'obscurité. Voir passe par un oculi esthétique absolu. C'est en cela que je demande d'être reconnu comme je suis. »

Captivé par Peter Handke, Kafka, Malevitch et Calvino, Bavec a « vu » cinq fois *Parfum de femme*, de Dino Risi. C'est d'un œil non altéré qu'il réalise des nus, chez lui, à huis clos, dans son appartement. La difficulté consiste à trouver les modèles. Le regard est différent lorsqu'on est nu. Avec ses mains qui voient pour lui, il couvre amoureusement le corps de ces femmes « qui sont aussi éloignées de moi que les étoiles qu'on ne peut pas atteindre. Ou si rarement. »

À l'âge de dix ans, Evgen Bavec a perdu l'œil gauche, crevé par une branche. L'année suivante, il a perdu l'autre en jouant avec un détonateur de mine. Durant six mois, il a observé la perte progressive de sa vue. « Il y avait un voile qui devenait de plus en plus dense. Mais on croit toujours voir. Même à l'institut des jeunes aveugles, j'ai vu la jupe rouge d'une infirmière en plein soleil. »



Le photographe mis en scène par lui-même.



L'ange de Duino.

À Strasbourg, il expose pour la première fois quarante tirages de son travail personnel. Faits à Paris et en Slovénie, ils disent comment il perçoit le monde. Il y a le portrait chez eux des habitants de son village natal. « Ils sont comme je les voyais à l'époque. Mais le temps a passé. Je ne peux pas me les représenter tels qu'ils sont. Ils sourient et me regardent comme si je voyais encore. Je les éclaire à la lampe de poche qui est la lumière de ma mémoire. »

Il y a les paysages de campagne, captés de nuit, telles des apparitions. « Ils sont la matière première de ma vue. Les couleurs, les formes grâce auxquelles je peux encore percevoir les œuvres d'art lorsqu'on me les décrit. Enfants, couché sur le dos, je contemplais le ciel. Le bleu se dispersait. Comment

pourrais-je voir le Greco ou Bosch si j'ignorais ce que sont la luminosité et le feu ? »

Sur place, Evgen Bavec choisit lui-même le point de vue qu'il repère de mémoire. En hommage à Rilke, il a paré sa nièce d'ailes et l'a fait poser au pied du château de Duino. « Je peux me permettre de vraiment voir un ange puisqu'il est le messager entre le visible et l'invisible. » Les yeux grands ouverts, comme dans le sommeil, Evgen Bavec réussit ce miracle qui consiste à regarder les choses assez longtemps pour qu'elles se mettent à parler.

PATRICK ROEGERS.

★ Evgen Bavec, « Narcisse sans miroir », galerie Finegan à rue Saint-Marc, 67000 Strasbourg, tél. : 89-25-55-75, jusqu'au 31 juin.

NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du Jeudi (date vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-Spectacles.

Dessins de Matise

Voir notre photo légendée page suivante.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél. : 43-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche de 10 h à 22 h. Du 24 mai au 17 septembre.

Jean Fautrier

Le projet d'une exposition Fautrier était dans l'air du côté de Beaubourg, avant de se concrétiser au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Qui rend un grand et juste hommage à l'auteur des *Otages* : plus de cent cinquante peintures, des dessins, des gravures ainsi que la quasi-totalité des sculptures retracent l'ensemble du parcours de cet artiste important de la scène française.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris, 10^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Du 26 mai au 24 septembre. 15 F.

Charles Lapicque

De *Joanne d'Arc traversant la Loire* (1940), où le peintre développe une conception de la couleur contraire aux théories habituelles voulant que le bleu creuse l'espace, jusqu'à la peinture fondante du *Tigre des Ming*, en passant par les vues baroques de Venise, un choix de tableaux complété par des œuvres sur papier présentées à la galerie voisine de Thomas Le Guillou.

Galerie Louis-Carré, 10, av. de Messine, Paris, 8^e. Tél. : 45-62-57-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 12 h 30 et de 12 h 30 à 18 h 30, samedi de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h 30. Du 25 mai au 13 juillet.

Le Voyage en Italie

De Legray à Bonnard, de Zola aux reportages commandés par Albert Kahn, l'Italie telle qu'elle fut perçue, vue et imaginée par les professionnels et amateurs, voyageurs, érudits ou simples curieux. Endes de ruines, portraits et paysages brochant, en 150 photographies, un somptueux panorama.

Fondation Doane - Thiers, 27, place Saint-Georges, Paris, 9^e. Tél. : 48-78-14-33. Tous les jours sauf lundi de 11 h à 18 h 30. Du 25 mai au 31 août. 15 F.

Monory

Dans la série des « cartes blanches », que la Défense offre aux grandes galeries parisiennes, Daniel Lelong propose un *one man show* Jacques Monory. En douze tableaux des années 80, de si grands formats qu'ils n'avaient encore jamais pu être exposés à Paris. Des tableaux en bleu, rose et

noir, aux couleurs du malaise qui habite la peinture de l'artiste.

Galerie la Défense Art 4, Patrimoine du monde, 15, pl. de la Défense, Paris-la Défense, 92000. Tél. : 48-00-15-98. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 18 h. Vernissages gratuits les vendredis 9, 16, 23 juin à 12 h 30. Du 26 mai au 29 juin.

Alençon

Charles Léandre Elève de Cabanel, il rata le prix de Rome, mais il vira bien, puisqu'il devint dessinateur d'humour. Célèbre par ses collaborations dans de nombreux journaux dont *la Caricature*, *le Rire*, *l'Assiette au beurre*, *le Charivari*, il vécut beaucoup à Montmartre, où il aimait donner des fêtes. Il fit aussi de la gravure moins drôle.

Musée des beaux-arts et de la dentelle, rue Armand-Moignon, 25, Tél. : 33-32-40-07. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le lundi. Du 28 mai au 4 septembre.

Calaix

Sculptures du XX^e siècle

Laurent, Lipchitz, Pevsner, Archipenko, Giacometti, Caro, tous sculpteurs majeurs de ce siècle, ont été collectionnés par le Wilhelm-Lehmbrück Museum de Duisbourg. Celui-ci a prêté leurs œuvres au Musée de Calaix, qui a rarement été à pareille fête.

Musée de Calaix, 25, rue Richelieu, 82100. Tél. : 21-48-62-00. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30, fermé le mardi. Jusqu'au 2 juillet.

Martag-en-Barcelon

Avant la Pyramide, le Louvre

Une exposition sur les fouilles conduites avant les travaux de construction de la Pyramide. Pas moins de 400 objets du Haut Moyen Âge au dix-neuvième siècle, dont les fameux moules de Bernard Palissy, y sont présentés.

Fondation Septentrion, 59700. Tél. : 20-46-26-37. De 14 heures à 18 heures, le dimanche de 14 heures à 19 heures, fermé le lundi. Du 27 mai au 1^{er} octobre.

Nantes

Le démon des anges

Latins, barbares et mystiques, 15 artistes chicanos originaires de Los Angeles sont invités à Nantes. Ils sont les auteurs de muraux, d'environnements, d'estampes, de pastels, et participent du renouveau de la figuration des années 80.

CRDC, 7, rue Chausse-de-la-Madeleine, 44000, et Zoco, 44000. Tél. : 40-89-00-55. Du 24 mai au 1^{er} juillet.

SÉLECTION PARIS

Asseyez-vous en suédois !

Avec l'architecte Erik Gunnar Asplund, le sculpteur John Kander et le designer Jonas Bohlin. Soit trois générations d'art du meuble en Suède depuis un demi-siècle.

Centre culturel suédois, hôtel de Marbo, 11, rue Pavonna, Paris 3^e. Tél. : 42-71-82-20. Tous les jours sauf lundi de 12 h à 18 h. Jusqu'au 13 juillet.

Photos de Charles Nègre

Né à Grasse en 1820, ce fils de parfumeur s'essaye à la photographie après avoir étudié la peinture avec Ingres. Moderne et visionnaire, il archive les sites du

midi de la France en 1860 avec une grande variété de points de vue. Et brosse un superbe portrait d'un patrimoine architectural à jamais disparu. Cet hommage se compose de quatre-vingt-dix tirages originaux sur papier albuminé.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 10^e. Tél. : 47-23-38-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 21 août. 25 F (comportant l'ensemble des expositions).

La Légende d'Ossian illustrée par Girodet

Ossian n'existait pas, et les héros de son Olympe scandi-nave non plus. Mais Girodet a donné figures et

GALERIE KATIA GRANOFF
E. OTHON FRIESZ
17 MAI - 30 JUIN
92, faubourg Saint-Honoré, Paris 8^e. 42 65 24 41

XXXIV^e SALON DE MONTROUGE 26 AVRIL - 31 MAI
ART CONTEMPORAIN
peinture, sculpture, dessin, travaux sur papier, photo, etc.
LES PRIX DE MONTROUGE
de 1976 à 1988

2, av. Emile-Boutoux - MONTROUGE - 10/19 h - Tél. 47 46 19 32

galerie laménaga
18, avenue Marignol - 75008 PARIS - (1) 42.66.61.94
COTTAVOZ
Visages
17 MAI - 30 JUIN

DANIEL LELONG
présente
MONORY
Grands formats en bleu, rose, et noir 1981-1989

24 mai - 29 juin 1989
GALERIE LA DÉFENSE ART 4
15, place de la Défense, La Défense 4
Tous les jours de 12 h à 19 h sauf le mardi. Tél. : 49 00 15 96

GALERIE SCHMIT
396, rue Saint-Honoré 75001 PARIS - (1) 42.60.36.36
MAITRES FRANÇAIS
XIX^e - XX^e SIECLÈS
Exposition : 11 mai - 19 juillet

ARTS



Cette photographie de Matisse prise par Brassaï à Venise, en 1946, permet indirectement de mesurer l'importance que le peintre accordait au vide dans son dessin splendide de concision. On en retrouve la collection du Musée national d'art moderne.

Jours : mardi de 12 h à 18 h, samedi de 10 h à 18 h. Jusqu'en 14 oct. 32 F, 50 F. Billet complet Grande Halle et Centre Georges-Pompidou.

Michel-Ange
Des dessins d'architecture, des dessins d'anatomie, études pour les sculptures du tombeau des Médicis, projets pour la Bibliothèque laurentienne. Sélectionnés dans les plus grandes collections par Michel Hirst, professeur à l'Institut Courtauld de Londres, les quatre-vingt-huit feuilles offrent au public une anthologie des méthodes de Michel-Ange dominantes à chacune des grandes étapes de sa carrière.

Musée du Louvre, galerie Médicis. Entrée par la pyramide, direction Dorey. Paris 1^{er}. Tél : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h, nocturnes mercredi jusqu'à 21 h 45 et un lundi sur deux jusqu'à 21 h 45. Vis. cont. les lundis, jeudi, samedi à 18 h 15. Jusqu'en 31 juillet. 25 F + 7 F (majoration du droit d'entrée en musée). Jusqu'en 31 juillet.

1889, la tour Eiffel et l'Exposition universelle
Une célébration peut en cacher une autre. On souffre au Musée d'Orsay les cent bannières de la Tour, elle-même dressée pour le centenaire de la prise de la Bastille. C'est aussi l'occasion de revisiter l'Exposition universelle de 1889, fête du métal et de la falence polychrome, où pour la première fois les visiteurs purent contempler les habitants des latitudes coloniales de la République.

Musée d'Orsay, quat. Anacleto-Franco, Paris 7^e. Tél : 40-40-40-40. Tous les jours sauf lundi de 9 h à 18 h, samedi de 9 h à 17 h 30. Jusqu'en 15 oct. 30 F.

Miniatures de l'Inde impériale
On voit trop souvent, en France, les œuvres des artistes indiens du XIX^e siècle, époque béate où l'empereur moghol Akbar encourageait peintres et illustrateurs. Ces miniaturistes ont créé une véritable école raffinée et inventive.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 9^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 6^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les

Jours : mardi de 12 h à 18 h, samedi de 10 h à 18 h. Jusqu'en 14 oct. 32 F, 50 F. Billet complet Grande Halle et Centre Georges-Pompidou.

Michel-Ange
Des dessins d'architecture, des dessins d'anatomie, études pour les sculptures du tombeau des Médicis, projets pour la Bibliothèque laurentienne. Sélectionnés dans les plus grandes collections par Michel Hirst, professeur à l'Institut Courtauld de Londres, les quatre-vingt-huit feuilles offrent au public une anthologie des méthodes de Michel-Ange dominantes à chacune des grandes étapes de sa carrière.

Musée du Louvre, galerie Médicis. Entrée par la pyramide, direction Dorey. Paris 1^{er}. Tél : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h, nocturnes mercredi jusqu'à 21 h 45 et un lundi sur deux jusqu'à 21 h 45. Vis. cont. les lundis, jeudi, samedi à 18 h 15. Jusqu'en 31 juillet. 25 F + 7 F (majoration du droit d'entrée en musée). Jusqu'en 31 juillet.

1889, la tour Eiffel et l'Exposition universelle
Une célébration peut en cacher une autre. On souffre au Musée d'Orsay les cent bannières de la Tour, elle-même dressée pour le centenaire de la prise de la Bastille. C'est aussi l'occasion de revisiter l'Exposition universelle de 1889, fête du métal et de la falence polychrome, où pour la première fois les visiteurs purent contempler les habitants des latitudes coloniales de la République.

Musée d'Orsay, quat. Anacleto-Franco, Paris 7^e. Tél : 40-40-40-40. Tous les jours sauf lundi de 9 h à 18 h, samedi de 9 h à 17 h 30. Jusqu'en 15 oct. 30 F.

Miniatures de l'Inde impériale
On voit trop souvent, en France, les œuvres des artistes indiens du XIX^e siècle, époque béate où l'empereur moghol Akbar encourageait peintres et illustrateurs. Ces miniaturistes ont créé une véritable école raffinée et inventive.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 9^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 6^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les

Jours : mardi de 12 h à 18 h, samedi de 10 h à 18 h. Jusqu'en 14 oct. 32 F, 50 F. Billet complet Grande Halle et Centre Georges-Pompidou.

Michel-Ange
Des dessins d'architecture, des dessins d'anatomie, études pour les sculptures du tombeau des Médicis, projets pour la Bibliothèque laurentienne. Sélectionnés dans les plus grandes collections par Michel Hirst, professeur à l'Institut Courtauld de Londres, les quatre-vingt-huit feuilles offrent au public une anthologie des méthodes de Michel-Ange dominantes à chacune des grandes étapes de sa carrière.

Musée du Louvre, galerie Médicis. Entrée par la pyramide, direction Dorey. Paris 1^{er}. Tél : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h, nocturnes mercredi jusqu'à 21 h 45 et un lundi sur deux jusqu'à 21 h 45. Vis. cont. les lundis, jeudi, samedi à 18 h 15. Jusqu'en 31 juillet. 25 F + 7 F (majoration du droit d'entrée en musée). Jusqu'en 31 juillet.

1889, la tour Eiffel et l'Exposition universelle
Une célébration peut en cacher une autre. On souffre au Musée d'Orsay les cent bannières de la Tour, elle-même dressée pour le centenaire de la prise de la Bastille. C'est aussi l'occasion de revisiter l'Exposition universelle de 1889, fête du métal et de la falence polychrome, où pour la première fois les visiteurs purent contempler les habitants des latitudes coloniales de la République.

Musée d'Orsay, quat. Anacleto-Franco, Paris 7^e. Tél : 40-40-40-40. Tous les jours sauf lundi de 9 h à 18 h, samedi de 9 h à 17 h 30. Jusqu'en 15 oct. 30 F.

Miniatures de l'Inde impériale
On voit trop souvent, en France, les œuvres des artistes indiens du XIX^e siècle, époque béate où l'empereur moghol Akbar encourageait peintres et illustrateurs. Ces miniaturistes ont créé une véritable école raffinée et inventive.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 9^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 6^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les

Mexique, ces vases inédits prisés entre 1954 et 1965 font partie de son œuvre. Galerie Zabrizki, 37, rue Oubac, Paris 6^e. Tél : 42-72-38-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 18 h. Jusqu'en 8 juillet.

Pablo Gargallo
Pour la première fois, une exposition simultanée des sculptures de Gargallo et des découpages de carton dont il se servait pour calculer proportions et formes. Passionnant et superbe. Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris 1^{er}. Tél : 42-04-37-06. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h 30. Jusqu'en 2 juillet.

Maîtres français des XIX^e et XX^e siècles
Chaque printemps - c'est devenu un rituel - la galerie Schmit expose des tableaux rares de maîtres des dix-neuvième et vingtième siècles. Ici c'est une aquarelle de Delacroix, là un paysage de Crous ou une nature morte de Jean Gris. Surprises et qualité assurées. Galerie Schmit, 386, rue Saint-Hippolyte, Paris 7^e. Tél : 42-50-40-17. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h 30. Samedi de 10 h à 18 h 30. Jusqu'en 20 juillet.

Giuseppe Penone
Dans ses œuvres nouvelles, le sculpteur italien s'est intéressé aux allées et venues de travailleurs qui, pendant plus d'un siècle, ont creusé de leur main la pierre d'un escalier d'usine, dans le Yorkshire. Et il en a fait le relief. Son exposition s'intitule « Courbes de niveau ». Galerie Durand-Dessert, 2, rue des Harpennes, Paris 2^e. Tél : 42-77-43-40. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 18 h, samedi de 11 h à 19 h. Jusqu'en 22 juillet.

Musée-galerie de la SEITA
12, rue Surcouf, Paris 7^e. Tél : 42-50-40-17. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'en 7^e juillet.

Thèmes de l'âge classique
Le Buisson, Palma le Jeune, Salvator Rosa, Stella, Mignard, Poussin, Gior-dano : c'est le catalogue d'une exposition assez étonnante. Certaines œuvres paraissent dignes des meilleures collections - dont elles viennent et où, selon toute vraisemblance, elles retourneront. Galerie Paris, 108, boulevard Haussmann, Paris 8^e. Tél : 42-50-40-17. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'en 30 juin.

Wanderers
L'exposition « Magiciens de la terre » ne pouvait pas ne pas inspirer quelques galeries. Celle de Charles Cartwright en est une, qui expose des œuvres d'Abraham, Alighiero e Betti, Clemente, Condo et Dolou-pil, toutes placées sous le signe de l'errance et de la plongée dans des cultures autres. Galerie Charles Cartwright, 28, rue des Arcades, Paris 4^e. Tél : 42-04-00-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'en 13 juin.

Lesons Polk Smith
Bien que son rôle dans le développement de l'abstraction américaine, de l'art géométrique au minimal, soit reconnu, l'œuvre de Leon Polk Smith reste peu étudiée et n'a jamais été consacrée par une importante rétrospective, même aux États-Unis. Le musée de Grenoble, après celui de Ludwigshafen, comble donc une lacune. Musée de peinture et de sculpture, Place de Verdun, 38000. Tél : 78-54-08-32. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 10 juillet.

Lyons
De Géricault à Léger
Le Musée des beaux-arts de Lyon est l'un des plus riches de France. On peut le visiter aussi à son cabinet des dessins, qui est en plein redéploiement. L'exposition actuelle compte une forte majorité d'œuvres du dix-neuvième siècle, notamment

de Prudhon, Corbet, Ingres, Degas et Rodin. Musée des beaux-arts, Palais Saint-Pierre, 29, place des Terreaux. Tél : 78-28-01-05. De 10 h à 18 h, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'en 3 septembre.

Robert Barry, Peter Downsbrough, Douglas Hebler
Des lettres, des mots, des lignes, des barres et des images de la présence-absence de l'art, on les voit conceptuels de trois Américains qui ont choisi l'espace de l'exposition comme sujet de leurs œuvres. Pas facile. Musée Saint-Pierre Art contemporain, 18, rue de Prévost-Edmond-Herriot, 69001. Tél : 78-30-50-08. De 12 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 14 juin.

Nantes
Martin Barre
Martin Barre, abstrait, presque géométrique, peintre de dépeuplement, reçoit la consécration d'une rétrospective en sixième et neuvième. De qui conviendrait de la rigueur de cet artiste discret. Musée des beaux-arts, 70, rue Georges-Clémenceau, 44000. Tél : 40-74-53-34. De 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, le dimanche de 11 heures à 17 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 4 juin.

Strasbourg
Serik
Serik est un manipulateur d'images, de sons, d'objets, d'idées, de souvenirs. Et l'un des plus documentés et mystérieux sculpteurs d'aujourd'hui. Il était juste de lui offrir une exposition à la mesure de son inventivité. C'est fait. Fondation Dumas, 1, rue de Valenciennes, 67000. Tél : 88-32-42-06. De 11 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 2 juillet.

La collection Arts
a été réalisée par : Genevieve Brunette, Philippe Dagen, Frédéric Edelman, Patrick Rongier et Emmanuel de Roer.

dit des œuvres réalistes à quatre mains, comme la Fontaine Stravinsky à Beaubourg, ou la fontaine de Châteauneuf, inaugurée en 1983. JOM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Caillet, Paris 6^e. Tél : 43-25-12-04. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'en 24 juin.

Thèmes de l'âge classique
Le Buisson, Palma le Jeune, Salvator Rosa, Stella, Mignard, Poussin, Gior-dano : c'est le catalogue d'une exposition assez étonnante. Certaines œuvres paraissent dignes des meilleures collections - dont elles viennent et où, selon toute vraisemblance, elles retourneront. Galerie Paris, 108, boulevard Haussmann, Paris 8^e. Tél : 42-50-40-17. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'en 30 juin.

Wanderers
L'exposition « Magiciens de la terre » ne pouvait pas ne pas inspirer quelques galeries. Celle de Charles Cartwright en est une, qui expose des œuvres d'Abraham, Alighiero e Betti, Clemente, Condo et Dolou-pil, toutes placées sous le signe de l'errance et de la plongée dans des cultures autres. Galerie Charles Cartwright, 28, rue des Arcades, Paris 4^e. Tél : 42-04-00-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'en 13 juin.

Lesons Polk Smith
Bien que son rôle dans le développement de l'abstraction américaine, de l'art géométrique au minimal, soit reconnu, l'œuvre de Leon Polk Smith reste peu étudiée et n'a jamais été consacrée par une importante rétrospective, même aux États-Unis. Le musée de Grenoble, après celui de Ludwigshafen, comble donc une lacune. Musée de peinture et de sculpture, Place de Verdun, 38000. Tél : 78-54-08-32. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 10 juillet.

Lyons
De Géricault à Léger
Le Musée des beaux-arts de Lyon est l'un des plus riches de France. On peut le visiter aussi à son cabinet des dessins, qui est en plein redéploiement. L'exposition actuelle compte une forte majorité d'œuvres du dix-neuvième siècle, notamment

de Prudhon, Corbet, Ingres, Degas et Rodin. Musée des beaux-arts, Palais Saint-Pierre, 29, place des Terreaux. Tél : 78-28-01-05. De 10 h à 18 h, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'en 3 septembre.

Robert Barry, Peter Downsbrough, Douglas Hebler
Des lettres, des mots, des lignes, des barres et des images de la présence-absence de l'art, on les voit conceptuels de trois Américains qui ont choisi l'espace de l'exposition comme sujet de leurs œuvres. Pas facile. Musée Saint-Pierre Art contemporain, 18, rue de Prévost-Edmond-Herriot, 69001. Tél : 78-30-50-08. De 12 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 14 juin.

Nantes
Martin Barre
Martin Barre, abstrait, presque géométrique, peintre de dépeuplement, reçoit la consécration d'une rétrospective en sixième et neuvième. De qui conviendrait de la rigueur de cet artiste discret. Musée des beaux-arts, 70, rue Georges-Clémenceau, 44000. Tél : 40-74-53-34. De 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, le dimanche de 11 heures à 17 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 4 juin.

Strasbourg
Serik
Serik est un manipulateur d'images, de sons, d'objets, d'idées, de souvenirs. Et l'un des plus documentés et mystérieux sculpteurs d'aujourd'hui. Il était juste de lui offrir une exposition à la mesure de son inventivité. C'est fait. Fondation Dumas, 1, rue de Valenciennes, 67000. Tél : 88-32-42-06. De 11 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 2 juillet.

La collection Arts
a été réalisée par : Genevieve Brunette, Philippe Dagen, Frédéric Edelman, Patrick Rongier et Emmanuel de Roer.

dit des œuvres réalistes à quatre mains, comme la Fontaine Stravinsky à Beaubourg, ou la fontaine de Châteauneuf, inaugurée en 1983. JOM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Caillet, Paris 6^e. Tél : 43-25-12-04. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'en 24 juin.

Thèmes de l'âge classique
Le Buisson, Palma le Jeune, Salvator Rosa, Stella, Mignard, Poussin, Gior-dano : c'est le catalogue d'une exposition assez étonnante. Certaines œuvres paraissent dignes des meilleures collections - dont elles viennent et où, selon toute vraisemblance, elles retourneront. Galerie Paris, 108, boulevard Haussmann, Paris 8^e. Tél : 42-50-40-17. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'en 30 juin.

Wanderers
L'exposition « Magiciens de la terre » ne pouvait pas ne pas inspirer quelques galeries. Celle de Charles Cartwright en est une, qui expose des œuvres d'Abraham, Alighiero e Betti, Clemente, Condo et Dolou-pil, toutes placées sous le signe de l'errance et de la plongée dans des cultures autres. Galerie Charles Cartwright, 28, rue des Arcades, Paris 4^e. Tél : 42-04-00-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'en 13 juin.

Lesons Polk Smith
Bien que son rôle dans le développement de l'abstraction américaine, de l'art géométrique au minimal, soit reconnu, l'œuvre de Leon Polk Smith reste peu étudiée et n'a jamais été consacrée par une importante rétrospective, même aux États-Unis. Le musée de Grenoble, après celui de Ludwigshafen, comble donc une lacune. Musée de peinture et de sculpture, Place de Verdun, 38000. Tél : 78-54-08-32. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 10 juillet.

Lyons
De Géricault à Léger
Le Musée des beaux-arts de Lyon est l'un des plus riches de France. On peut le visiter aussi à son cabinet des dessins, qui est en plein redéploiement. L'exposition actuelle compte une forte majorité d'œuvres du dix-neuvième siècle, notamment

de Prudhon, Corbet, Ingres, Degas et Rodin. Musée des beaux-arts, Palais Saint-Pierre, 29, place des Terreaux. Tél : 78-28-01-05. De 10 h à 18 h, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'en 3 septembre.

Robert Barry, Peter Downsbrough, Douglas Hebler
Des lettres, des mots, des lignes, des barres et des images de la présence-absence de l'art, on les voit conceptuels de trois Américains qui ont choisi l'espace de l'exposition comme sujet de leurs œuvres. Pas facile. Musée Saint-Pierre Art contemporain, 18, rue de Prévost-Edmond-Herriot, 69001. Tél : 78-30-50-08. De 12 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 14 juin.

Nantes
Martin Barre
Martin Barre, abstrait, presque géométrique, peintre de dépeuplement, reçoit la consécration d'une rétrospective en sixième et neuvième. De qui conviendrait de la rigueur de cet artiste discret. Musée des beaux-arts, 70, rue Georges-Clémenceau, 44000. Tél : 40-74-53-34. De 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, le dimanche de 11 heures à 17 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 4 juin.

Strasbourg
Serik
Serik est un manipulateur d'images, de sons, d'objets, d'idées, de souvenirs. Et l'un des plus documentés et mystérieux sculpteurs d'aujourd'hui. Il était juste de lui offrir une exposition à la mesure de son inventivité. C'est fait. Fondation Dumas, 1, rue de Valenciennes, 67000. Tél : 88-32-42-06. De 11 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 2 juillet.

La collection Arts
a été réalisée par : Genevieve Brunette, Philippe Dagen, Frédéric Edelman, Patrick Rongier et Emmanuel de Roer.

dit des œuvres réalistes à quatre mains, comme la Fontaine Stravinsky à Beaubourg, ou la fontaine de Châteauneuf, inaugurée en 1983. JOM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Caillet, Paris 6^e. Tél : 43-25-12-04. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'en 24 juin.

Thèmes de l'âge classique
Le Buisson, Palma le Jeune, Salvator Rosa, Stella, Mignard, Poussin, Gior-dano : c'est le catalogue d'une exposition assez étonnante. Certaines œuvres paraissent dignes des meilleures collections - dont elles viennent et où, selon toute vraisemblance, elles retourneront. Galerie Paris, 108, boulevard Haussmann, Paris 8^e. Tél : 42-50-40-17. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'en 30 juin.

Wanderers
L'exposition « Magiciens de la terre » ne pouvait pas ne pas inspirer quelques galeries. Celle de Charles Cartwright en est une, qui expose des œuvres d'Abraham, Alighiero e Betti, Clemente, Condo et Dolou-pil, toutes placées sous le signe de l'errance et de la plongée dans des cultures autres. Galerie Charles Cartwright, 28, rue des Arcades, Paris 4^e. Tél : 42-04-00-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'en 13 juin.

Lesons Polk Smith
Bien que son rôle dans le développement de l'abstraction américaine, de l'art géométrique au minimal, soit reconnu, l'œuvre de Leon Polk Smith reste peu étudiée et n'a jamais été consacrée par une importante rétrospective, même aux États-Unis. Le musée de Grenoble, après celui de Ludwigshafen, comble donc une lacune. Musée de peinture et de sculpture, Place de Verdun, 38000. Tél : 78-54-08-32. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 10 juillet.

Lyons
De Géricault à Léger
Le Musée des beaux-arts de Lyon est l'un des plus riches de France. On peut le visiter aussi à son cabinet des dessins, qui est en plein redéploiement. L'exposition actuelle compte une forte majorité d'œuvres du dix-neuvième siècle, notamment

de Prudhon, Corbet, Ingres, Degas et Rodin. Musée des beaux-arts, Palais Saint-Pierre, 29, place des Terreaux. Tél : 78-28-01-05. De 10 h à 18 h, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'en 3 septembre.

Robert Barry, Peter Downsbrough, Douglas Hebler
Des lettres, des mots, des lignes, des barres et des images de la présence-absence de l'art, on les voit conceptuels de trois Américains qui ont choisi l'espace de l'exposition comme sujet de leurs œuvres. Pas facile. Musée Saint-Pierre Art contemporain, 18, rue de Prévost-Edmond-Herriot, 69001. Tél : 78-30-50-08. De 12 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 14 juin.

Nantes
Martin Barre
Martin Barre, abstrait, presque géométrique, peintre de dépeuplement, reçoit la consécration d'une rétrospective en sixième et neuvième. De qui conviendrait de la rigueur de cet artiste discret. Musée des beaux-arts, 70, rue Georges-Clémenceau, 44000. Tél : 40-74-53-34. De 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, le dimanche de 11 heures à 17 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 4 juin.

Strasbourg
Serik
Serik est un manipulateur d'images, de sons, d'objets, d'idées, de souvenirs. Et l'un des plus documentés et mystérieux sculpteurs d'aujourd'hui. Il était juste de lui offrir une exposition à la mesure de son inventivité. C'est fait. Fondation Dumas, 1, rue de Valenciennes, 67000. Tél : 88-32-42-06. De 11 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 2 juillet.

La collection Arts
a été réalisée par : Genevieve Brunette, Philippe Dagen, Frédéric Edelman, Patrick Rongier et Emmanuel de Roer.

dit des œuvres réalistes à quatre mains, comme la Fontaine Stravinsky à Beaubourg, ou la fontaine de Châteauneuf, inaugurée en 1983. JOM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Caillet, Paris 6^e. Tél : 43-25-12-04. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'en 24 juin.

dit des œuvres réalistes à quatre mains, comme la Fontaine Stravinsky à Beaubourg, ou la fontaine de Châteauneuf, inaugurée en 1983. JOM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Caillet, Paris 6^e. Tél : 43-25-12-04. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'en 24 juin.

Thèmes de l'âge classique
Le Buisson, Palma le Jeune, Salvator Rosa, Stella, Mignard, Poussin, Gior-dano : c'est le catalogue d'une exposition assez étonnante. Certaines œuvres paraissent dignes des meilleures collections - dont elles viennent et où, selon toute vraisemblance, elles retourneront. Galerie Paris, 108, boulevard Haussmann, Paris 8^e. Tél : 42-50-40-17. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'en 30 juin.

Wanderers
L'exposition « Magiciens de la terre » ne pouvait pas ne pas inspirer quelques galeries. Celle de Charles Cartwright en est une, qui expose des œuvres d'Abraham, Alighiero e Betti, Clemente, Condo et Dolou-pil, toutes placées sous le signe de l'errance et de la plongée dans des cultures autres. Galerie Charles Cartwright, 28, rue des Arcades, Paris 4^e. Tél : 42-04-00-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'en 13 juin.

Lesons Polk Smith
Bien que son rôle dans le développement de l'abstraction américaine, de l'art géométrique au minimal, soit reconnu, l'œuvre de Leon Polk Smith reste peu étudiée et n'a jamais été consacrée par une importante rétrospective, même aux États-Unis. Le musée de Grenoble, après celui de Ludwigshafen, comble donc une lacune. Musée de peinture et de sculpture, Place de Verdun, 38000. Tél : 78-54-08-32. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 10 juillet.

Lyons
De Géricault à Léger
Le Musée des beaux-arts de Lyon est l'un des plus riches de France. On peut le visiter aussi à son cabinet des dessins, qui est en plein redéploiement. L'exposition actuelle compte une forte majorité d'œuvres du dix-neuvième siècle, notamment

de Prudhon, Corbet, Ingres, Degas et Rodin. Musée des beaux-arts, Palais Saint-Pierre, 29, place des Terreaux. Tél : 78-28-01-05. De 10 h à 18 h, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'en 3 septembre.

Robert Barry, Peter Downsbrough, Douglas Hebler
Des lettres, des mots, des lignes, des barres et des images de la présence-absence de l'art, on les voit conceptuels de trois Américains qui ont choisi l'espace de l'exposition comme sujet de leurs œuvres. Pas facile. Musée Saint-Pierre Art contemporain, 18, rue de Prévost-Edmond-Herriot, 69001. Tél : 78-30-50-08. De 12 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 14 juin.

Nantes
Martin Barre
Martin Barre, abstrait, presque géométrique, peintre de dépeuplement, reçoit la consécration d'une rétrospective en sixième et neuvième. De qui conviendrait de la rigueur de cet artiste discret. Musée des beaux-arts, 70, rue Georges-Clémenceau, 44000. Tél : 40-74-53-34. De 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, le dimanche de 11 heures à 17 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 4 juin.

Strasbourg
Serik
Serik est un manipulateur d'images, de sons, d'objets, d'idées, de souvenirs. Et l'un des plus documentés et mystérieux sculpteurs d'aujourd'hui. Il était juste de lui offrir une exposition à la mesure de son inventivité. C'est fait. Fondation Dumas, 1, rue de Valenciennes, 67000. Tél : 88-32-42-06. De 11 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 2 juillet.

La collection Arts
a été réalisée par : Genevieve Brunette, Philippe Dagen, Frédéric Edelman, Patrick Rongier et Emmanuel de Roer.

dit des œuvres réalistes à quatre mains, comme la Fontaine Stravinsky à Beaubourg, ou la fontaine de Châteauneuf, inaugurée en 1983. JOM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Caillet, Paris 6^e. Tél : 43-25-12-04. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'en 24 juin.

Thèmes de l'âge classique
Le Buisson, Palma le Jeune, Salvator Rosa, Stella, Mignard, Poussin, Gior-dano : c'est le catalogue d'une exposition assez étonnante. Certaines œuvres paraissent dignes des meilleures collections - dont elles viennent et où, selon toute vraisemblance, elles retourneront. Galerie Paris, 108, boulevard Haussmann, Paris 8^e. Tél : 42-50-40-17. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'en 30 juin.

Wanderers
L'exposition « Magiciens de la terre » ne pouvait pas ne pas inspirer quelques galeries. Celle de Charles Cartwright en est une, qui expose des œuvres d'Abraham, Alighiero e Betti, Clemente, Condo et Dolou-pil, toutes placées sous le signe de l'errance et de la plongée dans des cultures autres. Galerie Charles Cartwright, 28, rue des Arcades, Paris 4^e. Tél : 42-04-00-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'en 13 juin.

Lesons Polk Smith
Bien que son rôle dans le développement de l'abstraction américaine, de l'art géométrique au minimal, soit reconnu, l'œuvre de Leon Polk Smith reste peu étudiée et n'a jamais été consacrée par une importante rétrospective, même aux États-Unis. Le musée de Grenoble, après celui de Ludwigshafen, comble donc une lacune. Musée de peinture et de sculpture, Place de Verdun, 38000. Tél : 78-54-08-32. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 10 juillet.